Organisée par l'Institut international de recherche et de formation
des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW)
grâce à l'appui du Gouvernement italien
et de la Fondation Friedrich Ebert, République Fédérale d'Allemagne.

INSTRAW

REUNION CONSULTATIVE INTERNATIONALE

Communications pour les femmes dans le développement

1988 I
TEC-GLO
FR

ROME, ITALIE DU 24 AU 28 OCTOBRE 1988

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la réunion.

Les organisateurs et représentants des organismes parrains prononceront les mots de bienvenue. Les objectifs principaux de la réunion seront présentés.

2. Adoption de l'ordre du jour et élection du bureau.

On élira parmi les participants un/e président/e, deux vice-présidents/es et un/e rapporteur.

3. La pertinence des communications pour les femmes dans le développement.

On évaluera les possibilités d'utiliser les technologies de la communication pour les femmes en prenant en compte les expériences pertinentes des pays en développement. On portera spécialement attention aux technologies les plus répandues telles que:

a) la radio rurale: pour les domaines de la santé (vaccination, nutrition, etc.), de l'éducation (écoles radiophoniques), de la diffusion de l'information liée au développement (marchés, agriculture, transport, etc.);

b) la télévision: pour les mêmes domaines que la radio, mais plus adéquate aux publics urbains des pays en développement. On pourra également inclure les expériences à petite échelle avec la télévision de basse intensité énergétique;

c) autres technologies: cassettes audio et vidéo, films et diaporamas, ensemble multi-média de formation.

Lors des discussions, on prendra également en compte le rôle des institutions nationales de développement et de formation, ainsi que des agents de la communication interpersonnelle (moniteurs dans les domaines de l'agriculture ou de la santé, enseignants, etc.)

4. Identification des nouvelles possibilités des technologies de la communication pour les femmes dans le développement.

Les experts seront invités à présenter des idées et propositions de programmes et projets dans ce domaine. Les exposés peuvent traiter tant des technologies déjà répandues que d'autres plus nouvelles ou même pionnières telles que: ordinateurs pour bases et transferts de données ou pour apprentissage; télécommunications pour conférences; satellites pour atteindre les contrées isolées; vidéo et télé textes interactifs; édition électronique; etc.

5. Domaines prioritaires d'action aux niveaux national et/ou local.

On identifiera les domaines prioritaires d'action en se basant sur des expériences pertinentes et diverses possibilités technologiques. On insistera particulièrement sur le contenu ou les logiciels qui doivent être élaborés, en ayant comme souci les besoins des femmes dans les pays en développement.

On élaborera des politiques modèles et/ou des directives d'action conformes aux Stratégies de Nairobi. Les directives pourront servir d'outil pour déterminer les domaines prioritaires d'action aux niveaux national et/ou local.

6. Modalités de coopération internationale pour l'utilisation des technologies de la communication pour les femmes dans le développement.

Les discussions se centreront sur les diverses possibilités de coopération internationale pour garantir la formulation et la mise en application des programmes et projets d'action dans ce domaine.



Participants

La réunion rassemblera des experts de la communication venant de pays développés et en développement, ainsi que des représentants d'organisations internationales et d'organismes de l'ONU intéressés à rehausser l'utilisation des technologies de la communication pour les femmes dans le développement.

Les participants invités doivent soumettre une contribution écrite d'un maximum de 10 à 15 pages dactylographiées et ayant un lien avec les points de l'ordre du jour proposé. Des résumés et esquisses des discussions suggérées sont bienvenus.

Les contributions doivent être envoyées à l'INSTRAW et/ou à l'adresse à Rome mentionnée ci-dessous avant le 30 septembre 1988. Celles qui seront reçues à la date indiquée seront reproduites et distribuées aux participants. Toutes les contributions seront publiées par la suite avec les actes de la réunion.

Organisation

La réunion sera organisée conformément aux règles des Nations Unies, en séances pléniaires avec traduction simultanée à l'anglais, à l'espagnol et au francais. Des groupes informels de travail pourront se réunir si nécessaire.

*La réunion aura lieu au Siège de la FAO (**German Room**) à Rome, du 24 au 28 octobre 1988. Les séances de travail seront de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 17 heures 30.*

Les participants devront prendre eux-mêmes en charge les modalités de visa, d'hôtel et de transport au lieu de la réunion.

Sur confirmation de leur concours, les participants des pays en développement dont les dépenses seront assumées par l'INSTRAW pourront retirer leur billet d'avion aux bureaux nationaux du PNUD.



Pour plus d'information veuillez contacter:

Dunja Pasizzi-Ferencic
Directrice
INSTRAW
B.P. 21747
Saint-Domingue
République Dominicaine
Tél: (809) 685-2111 à 2118
Fac-similé (809) 685-2111
ext. 24
Télex: (326) 4280 WRA SD

et/ou

Marina Vaccari
c/o Conseil mondial de
l'alimentation
FAO
via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Tél: (6) 57971
Fac-similé: 01139 (6) 6799563
Télex: 610181

L'objectif principal est de discuter et d'établir des politiques et des recommandations programmatiques pour l'application des technologies, stratégies et techniques de la communication au domaine des femmes dans le développement, en tirant profit des expériences et des recherches sur les communications pour le développement. On sera particulièrement attentif aux expériences applicables aux pays en développement.

Objectifs

INSTRAW

POUR INTEGRER LES FEMMES AU DEVELOPPEMENT:

Le rôle des communications

Le mandat de l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) est un défi: par ses activités de recherche, de formation et d'information, assurer que les femmes soient reconnues comme des agents clés du développement. Cette reconnaissance implique des changements importants dans la manière de concevoir et mettre en oeuvre le développement.

Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi, adoptées en 1985, ont pour but d'obtenir que les problèmes des femmes et leur participation fassent partie des processus du développement à tous les niveaux. Les Stratégies (par. 30, 83, 85, 103, 165, 206 à 208, 364 à 372) insistent particulièrement sur l'accès des femmes aux technologies de la communication et le rôle de celle-ci dans le développement, spécialement des ressources humaines. L'INSTRAW tente de traduire ces objectifs en action concrète.

Organizado por el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación
de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (INSTRAW)
Con el apoyo del Gobierno de Italia
y la Fundación Friedrich Ebert, República Federal de Alemania.

INSTRAW

REUNION CONSULTIVA INTERNACIONAL

Comunicaciones para la mujer en el desarrollo

1988 I
TEC-GLO
SP

ROMA, ITALIA 24-28 OCTUBRE, 1988

Agenda provisional

1. Sesión inaugural

Discursos de bienvenida de los co-patrocinadores y organizadores. Presentación de los principales objetivos de la reunión.

2. Adopción de la agenda y elección de la mesa.

Los participantes elegirán un/a Presidente, dos Vice-Presidentes y un/a Relator/a.

3. Importancia de las comunicaciones para la mujer en el desarrollo.

Evaluación de las posibilidades en el uso de tecnologías de comunicación para fines de desarrollo relacionados con la mujer, tomando en cuenta experiencias relevantes en los países en desarrollo. Se pondrá énfasis en tecnologías ya ampliamente difundidas, tales como:

a) radio rural: utilizada para promover la salud (vacunación, nutrición, etc.); la educación (escuelas radiofónicas), y para difundir información relativa al desarrollo (agricultura, etc.).

b) televisión: utilizada para los mismos propósitos que la radio, especialmente para el público urbano (educación de adultos, prevención del SIDA, etc.). Se incluirán experiencias con televisión de baja energía al nivel de la comunidad.

c) otras tecnologías de la comunicación: como cintas de audio y video, películas y diapositivas, y paquetes de capacitación de medios múltiples.

Debe tomarse en cuenta en las deliberaciones el papel de las instituciones nacionales de desarrollo y de capacitación, y de los agentes de comunicación (trabajadores de extensión agrícola, promotores rurales de la salud, maestros voluntarios, etc.).

4. Identificación de nuevas posibilidades en el uso de las tecnologías de la comunicación para la mujer en el desarrollo.

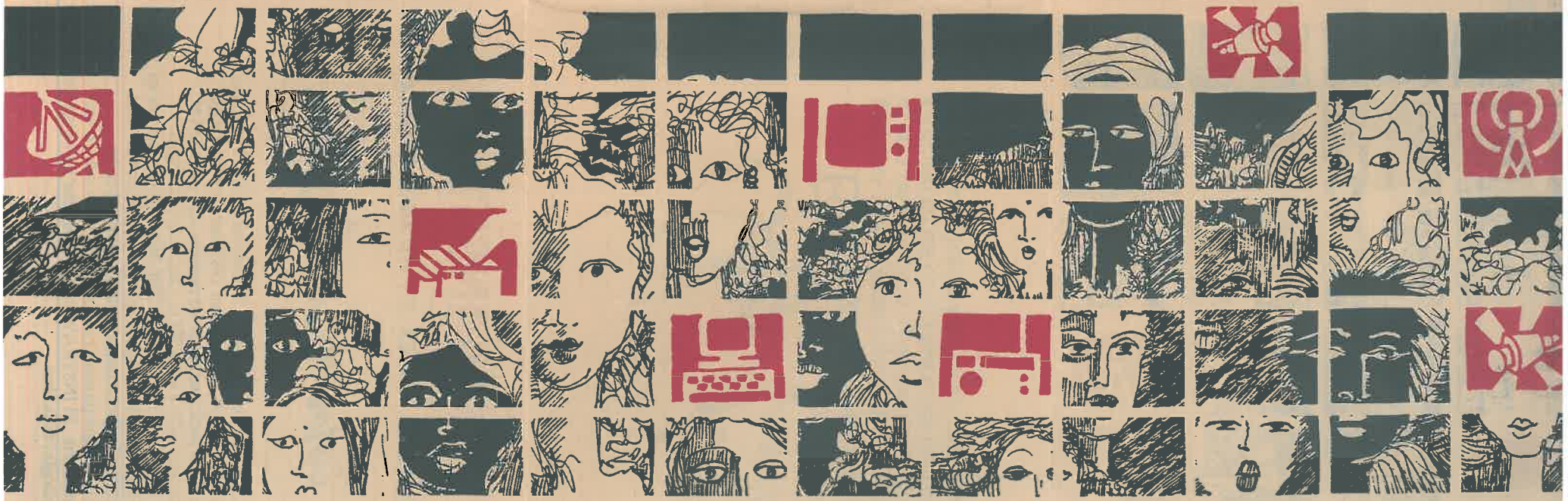
Se invita a los expertos/as participantes a presentar ideas y propuestas para el desarrollo de programas y proyectos en esta área. Las presentaciones pueden considerar las tecnologías ya ampliamente difundidas y otras de reciente aparición tales como computadoras para base de datos, para aprendizaje, y otros usos; telecomunicaciones para conferencias telefónicas, transferencias de datos y otros; el uso de satélites para alcanzar áreas remotas para el aprendizaje; videotexto y teletexto, publicaciones electrónicas, etc.

5. Areas prioritarias de acción al nivel nacional y/o local.

Basándose en experiencias pertinentes y en las diferentes posibilidades tecnológicas, los participantes identificarán las áreas prioritarias de acción. Las presentaciones deben enfatizar principalmente las tecnologías de la comunicación que necesitan ser ampliadas, con particular atención al contenido y al *software* respecto a las necesidades de la mujer en los países en desarrollo. Se espera la elaboración de directrices prototipo de políticas y/o de acción acorde a las Estrategias de Nairobi. Las directrices podrían ser un instrumento útil para determinar las áreas prioritarias de acción a los niveles nacional y/o local.

6. Modalidades de cooperación internacional en el uso de las tecnologías de la comunicación para la mujer en el desarrollo.

Las discusiones se centrarán en las posibles vías y modos de cooperación internacional para apoyar la formulación e implementación de programas y proyectos orientados hacia la acción en esta área.



Participantes

Asistirán expertos/as en comunicaciones de países desarrollados y en desarrollo, así como representantes de organizaciones internacionales y organismos y agencias de las Naciones Unidas interesados en realzar el uso de las tecnologías de la comunicación para los propósitos de la mujer y el desarrollo.

Los participantes invitados deben presentar una contribución escrita de no más de 10 a 15 páginas mecanografiadas, relacionadas con los puntos propuestos de la agenda. Los resúmenes y extractos de los debates planeados son bienvenidos.

Las contribuciones deben ser enviadas al INSTRAW y/o a la dirección en Roma, antes del 30 de septiembre de 1988. Las que se reciban antes de esta fecha serán reproducidas y distribuidas a los participantes. Todas las contribuciones se publicarán posteriormente en el informe final de la reunión.

Organización

La reunión se organizará de acuerdo a las reglas de las Naciones Unidas, en sesiones plenarias con interpretación simultánea al español, francés e inglés. Si es conveniente, se reunirán grupos informales de trabajo.

La reunión tendrá lugar en el ***German Room*** *de la Sede de la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO) en Roma, Italia, del 24 al 28 de octubre de 1988. El horario de trabajo será de 10 a 13 y de 15 a 17:30 horas.*

Los trámites de visas, reservas de hotel y transporte al lugar de la conferencia deben ser hechos por los participantes.

Al notificarse la participación se emitirán boletos áreos prepagados a través de las oficinas nacionales del PNUD a aquellos participantes de los países en desarrollo cuyos gastos serán cubiertos por el INSTRAW.



Para mayor información favor de contactar:

Dunja Pastizzi-Ferencic
Directora
INSTRAW
Apartado Postal 21747
Santo Domingo
República Dominicana
Tel: 685-2111 a 2118
Facsímil: (809) 685-2111
ext. 24
Telex: (326) 4280 WRA SD

y/o

Marina Vaccari
c/o Consejo Mundial de la Alimentación
FAO
Via delle Terme di Caracalla
00100 Roma
Italia
Tel: (6) 57971
Facsímil: 01139 (6) 6799563
Telex: 610181

El objetivo principal de esta reunión es debatir y formular recomendaciones para políticas y programas para aplicar las tecnologías, estrategias y técnicas de comunicación en el área de la mujer y el desarrollo, según las experiencias y los resultados de la investigación en el uso de las comunicaciones para el desarrollo. Especial atención se dará a las experiencias replicables en los países en desarrollo.

INSTRAW

LA DIMENSION DE LA MUJER EN EL DESARROLLO

El rol de las comunicaciones

El Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (INSTRAW) tiene un amplio mandato: asegurar a través de sus actividades de investigación, capacitación e información, que las mujeres sean reconocidas como actores principales en el proceso de desarrollo. Este reconocimiento implica cambios sustantivos en la manera como el desarrollo es concebido e implementado.

Las Estrategias de Nairobi Orientadas hacia el Futuro para el Adelanto de la Mujer, adoptadas en 1985, buscan asegurar que los intereses y la participación de las mujeres sean parte de los procesos de desarrollo a todos los niveles. Las Estrategias (párrafos 30, 83, 85, 103, 165, 206-208, 364-372) ponen especial énfasis en la necesidad de asegurar que las mujeres accedan a las nuevas tecnologías de la comunicación, y en el rol de las comunicaciones para promover el desarrollo, sobre todo de los recursos humanos. El INSTRAW intenta concretar los objetivos de las Estrategias en hechos.

OBJECTIFS ET RECOMMANDATIONS

RAPPORT SUR L'ATELIER SOUS-REGIONAL SUR STATISTIQUES ET INDICATEURS CONCERNANT LES FEMMES

Rabat, Maroc 13-17 Décembre 1993

Organisé par
l'Institut international de recherche
et de formation des Nations Unies
pour la promotion de la femme
(INSTRAW)
avec la coopération du
Ministère de l'emploi et des
affaires sociales du Maroc

1995 I
STA-GLO

ANTÉCÉDENT

Les statistiques sont une composante essentielle de la prévision et un outil fondamental pour la mise en place de programmes et l'évaluation des politiques. Il s'avère cependant difficile d'obtenir des données précises sur certains phénomènes sociaux. Trop souvent les procédures de traitement de données ne montrent pas, par exemple, les différences frappantes dans les rôles des sexes et dans la division du travail au sein de la famille et de la société dans son ensemble, car même lorsque les données sont disponibles, elles ne sont souvent ni compilées ni publiées par sexe. En même temps, les utilisateurs de statistiques sur les femmes en géneral n'ont pas toujours les qualifications pour utiliser de manière optimale les données disponibles afin d'en tirer le meilleur profit. Les utilisateurs potentiels ne sont souvent pas informés de la quantité et du type d'information qui sont régulièrement collectés au niveau national.

En résumé, une quantité volumineuse de données reste sous-utilisée. Une utilisation plus complète des données existantes requiert de la formation, le tri des données de mauvaise et de bonne qualité, la sélection de l'information statistique, le choix des outils et des méthodes les plus appropriés pour élaborer des indicateurs et pour fournir une interprétation correcte des résultats. Depuis sa fondation, l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) a développé et poursuivi un programme à long terme d'amélioration des statistiques et des indicateurs concernant la situation des femmes. Ce programme comprend: des méthodes de compilation et d'analyse des données sur des questions liées aux femmes; le besoin de développer des approches méthodologiques pour l'amélioration des statistiques et des données concernant les femmes; la formation sur l'utilisation des statistiques disponibles pour la mise au point d'indicateurs pertinents, et l'encouragement du dialogue entre utilisateurs et producteurs de statistiques. L'ensemble du programme est conçu pour obtenir des statistiques et des indicateurs concernant les femmes, à la fois en plus grand nombre et de meilleure qualité. Des projets et des activités spécifiques ont lieu sous l'égide de ce programme, en prenant en compte les résolutions correspondantes des organes des Nations Unies aussi bien que les résultats de nombreuses conférences internationales.

Des tentatives concrètes relatives à ces problèmes se poursuivent. Il y a quelques années, la nécessité d'organiser un atelier sur les statistiques concernant les femmes dans les pays d'Afrique francophone a été portée à l'attention de l'INSTRAW. A cet effet, une mission a été organisée au Mali en 1990 en vue d'identifier les questions spécifiques susceptibles d'être examinées.

Les résultats de la mission ont identi
sein de la région, incluant des problèm
des données existantes, particulièremer
méthodes et les techniques utilisées dan
conventionnelles et le besoin de dire
statistiques et les indicateurs les plus imp

L'Atelier sous-régional sur les statisti
femmes pour les pays d'Afrique francop
du 13 au 17 décembre 1993, a été orga
ci-dessus. Des tâches et des activités spéc
l'Atelier. Un ensemble de matériel de
pré-atelier) a été fourni avant l'Atelier au
dans la préparation des rapports nationa
information et la mesure dans laquelle l
peut répondre à ces besoins.

INTRODUC

L'Atelier sous-régional sur les statistiqu
femmes, organisé par l'Institut internation
Nations Unies pour la promotion de la fem
du Ministère de l'emploi et des affaires soc
17 décembre 1993 à Rabat (Maroc), à
Royaume du Maroc. Cette réunion a été
Fatima Benslimane Hassar, Présidente-Dél
la protection de l'enfance, et Vice-Présider
l'INSTRAW.

L'Atelier avait pour but principal de
producteurs de statistiques à la nécessi
d'indicateurs statistiques fiables, représenta
façon à pouvoir décrire, étudier et améliorer
dans la société.

Les thèmes d'étude de l'Atelier étaient les

- Disponibilité et qualité des données et in
les femmes;

ÉCÉDENT

sante essentielle de la prévision et un outil
ace de programmes et l'évaluation des
fficile d'obtenir des données précises sur
p souvent les procédures de traitement de
emple, les différences frappantes dans les
travail au sein de la famille et de la société
que les données sont disponibles, elles ne
s par sexe. En même temps, les utilisateurs
éneral n'ont pas toujours les qualifications
les données disponibles afin d'en tirer le
entiels ne sont souvent pas informés de la
qui sont régulièrement collectés au niveau

neuse de données reste sous-utilisée. Une
es existantes requiert de la formation, le tri
onne qualité, la sélection de l'information
méthodes les plus appropriés pour élaborer
nterprétation correcte des résultats. Depuis
de recherche et de formation des Nations
nme (INSTRAW) a développé et poursuivi
élioration des statistiques et des indicateurs
mes. Ce programme comprend: des
yse des données sur des questions liées aux
r des approches méthodologiques pour
des données concernant les femmes; la
stiques disponibles pour la mise au point
ragement du dialogue entre utilisateurs et
mble du programme est conçu pour obtenir
concernant les femmes, à la fois en plus
ité. Des projets et des activités spécifiques
me, en prenant en compte les résolutions
Nations Unies aussi bien que les résultats de
nales.

s à ces problèmes se poursuivent. Il y a
'organiser un atelier sur les statistiques
ays d'Afrique francophone a été portée à
fet, une mission a été organisée au Mali en
uestions spécifiques susceptibles d'être

Les résultats de la mission ont identifié des préoccupations communes au sein de la région, incluant des problèmes d'ordre général quant à l'utilisation des données existantes, particulièrement en ce qui concerne les concepts, les méthodes et les techniques utilisées dans les systèmes de collecte de données conventionnelles et le besoin de directives communes pour identifier les statistiques et les indicateurs les plus importants pour les femmes.

L'Atelier sous-régional sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes pour les pays d'Afrique francophone, qui s'est tenu à Rabat (Maroc) du 13 au 17 décembre 1993, a été organisé en vue des objectifs mentionnés ci-dessus. Des tâches et des activités spécifiques ont été prévues avant et après l'Atelier. Un ensemble de matériel de formation (matériel de ressources pré-atelier) a été fourni avant l'Atelier aux participants des pays pour les aider dans la préparation des rapports nationaux. Ceux-ci explorent les besoins en information et la mesure dans laquelle la collecte des statistiques existantes peut répondre à ces besoins.

INTRODUCTION

L'Atelier sous-régional sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes, organisé par l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) avec la coopération du Ministère de l'emploi et des affaires sociales du Maroc, s'est tenu du 13 au 17 décembre 1993 à Rabat (Maroc), à l'invitation du gouvernement du Royaume du Maroc. Cette réunion a été rendue possible grâce à Madame Fatima Benslimane Hassar, Présidente-Déléguée de la Ligue marocaine pour la protection de l'enfance, et Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

L'Atelier avait pour but principal de sensibiliser les utilisateurs et les producteurs de statistiques à la nécessité de disposer de données et d'indicateurs statistiques fiables, représentatifs et facilement accessibles, de façon à pouvoir décrire, étudier et améliorer la situation et le rôle des femmes dans la société.

Les thèmes d'étude de l'Atelier étaient les suivants:

- Disponibilité et qualité des données et indicateurs statistiques concernant les femmes;

- Méthodes d'évaluation de la contribution de la femme au développement, particulièrement en ce qui concerne les revenus créés par le secteur informel;
- Besoins en données et indicateurs statistiques concernant les femmes;
- Stratégie pour l'élaboration et l'utilisation des données et indicateurs concernant les femmes; et
- Identification et élaboration des indicateurs requis pour l'établissement des rapports nationaux des pays en développement en vue de la Conférence mondiale pour la femme.

Les participants à l'Atelier étaient des producteurs et utilisateurs de données provenant des pays suivants: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Tunisie.

RECOMMANDATION

L'Atelier sous-régional sur les statistiques et indicateurs concernant les femmes recommande:

- ❑ D'instaurer un dialogue et une concertation permanente entre les producteurs et les utilisateurs de données.
- ❑ De créer des comités de coordination statistique dans les pays où de tels comités n'existent pas encore.
- ❑ De sensibiliser les producteurs et les utilisateurs de données à la nécessité d'élaborer de nouveaux indicateurs statistiques, tenant compte de la spécificité des femmes.
- ❑ De prévoir des sessions de formation et de recyclage pour les producteurs et les utilisateurs de statistiques.
- ❑ De sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale à l'intérêt des statistiques à travers des séminaires et des journées de la statistique.

- ❑ D'établir des normes et des objectifs c tous les domaines, pour permettre d'a des femmes.
- ❑ De désagréger par sexe toutes les in produites dans les pays.
- ❑ De mettre à jour les enquêtes exista tenant compte des nouveaux besoins.
- ❑ De fournir les moyens adéquats aux p
- ❑ De centraliser les données existantes
- ❑ De déterminer la qualité des données
- ❑ D'identifier les domaines pour lesq inexistantes.
- ❑ De créer une banque/base de donné et régional, afin de faciliter la vulgarisa de comparer la situation des femme définir les stratégies et cibler la réalité
- ❑ De créer un centre de documentation données.
- ❑ De mieux tenir compte des pays lors d internationaux, de façon à éviter de ceux-ci.
- ❑ Aux organisations et agences inte FNUAP, l'UNICEF, l'UNIFEM, etc... prises par les pays en vue de mettre l'Atelier.

ıtribution de la femme au développement,
ncerne les revenus créés par le secteur

ırs statistiques concernant les femmes;

t l'utilisation des données et indicateurs

indicateurs requis pour l'établissement des
ı développement en vue de la Conférence

ıt des producteurs et utilisateurs de données
érie, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire,
Niger, Sénégal, Togo et Tunisie.

IMANDATION

statistiques et indicateurs concernant les

une concertation permanente entre les
le données.

linination statistique dans les pays où de tels

et les utilisateurs de données à la nécessité
cateurs statistiques, tenant compte de la

mation et de recyclage pour les producteurs
s.

ue nationale et internationale à l'intérêt des
naires et des journées de la statistique.

- D'établir des normes et des objectifs chiffrés en faveur des femmes dans tous les domaines, pour permettre d'apprécier l'évolution de la condition des femmes.
- De désagréger par sexe toutes les informations statistiques pertinentes produites dans les pays.
- De mettre à jour les enquêtes existantes par l'introduction de modules tenant compte des nouveaux besoins.
- De fournir les moyens adéquats aux producteurs de données.
- De centraliser les données existantes par source et par secteur.
- De déterminer la qualité des données existantes.
- D'identifier les domaines pour lesquels les informations sont encore inexistantes.
- De créer une banque/base de données informatisée, au niveau national et régional, afin de faciliter la vulgarisation de l'information sur les femmes, de comparer la situation des femmes à celle des hommes, et de mieux définir les stratégies et cibler la réalité de la condition féminine.
- De créer un centre de documentation permettant d'appuyer la banque de données.
- De mieux tenir compte des pays lors de la formulation de certains concepts internationaux, de façon à éviter des difficultés lors de l'application de ceux-ci.
- Aux organisations et agences internationales, comme le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, l'UNIFEM, etc... d'accorder leur appui aux initiatives prises par les pays en vue de mettre en oeuvre ces recommandations de l'Atelier.

SOMMAIRE

PREFACE

I. INTRODUCTION

II. SEANCE D'OUVERTURE

III. ÉLECTION DU BUREAU DE L'ATELIER ET CREATION DES GROUPES DE TRAVAIL

IV. PRESENTATION ET DISCUSSION DES THEMES DE L'ATELIER

V. RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

VI. SEANCE DE CLOTURE

ANNEXE 1 RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL A

ANNEXE 2 RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL B

ANNEXE 3 ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS NATIONAUX POUR LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

PLAN DES RAPPORTS NATIONAUX APERÇU GENERAL

LISTE DE PARTICIPANTS

RAPPORTS NATIONAUX

Discrimination et violence sociale à l'égard des femmes en Algérie
Cas d'étude: Place de la femme dans le processus de développement au Bénin
Communication de la délégation du Burkina Faso
Projet de création d'une banque de données sur les femmes en Côte d'Ivoire
Statistiques et indicateurs concernant les femmes en Guinée
Situation sur les données et indicateurs statistiques au Mali

Statistiques et indicateurs concernan
Statistiques et indicateurs concernan
Statistiques et indicateurs concernan
Sources de données statistiques au S
Statistiques et indicateurs concernan
L'usage des statistiques pour la conn
la femme en Tunisie
Les indicateurs de la condition féminir
synthèse du Rapport du Centre de Re
d'information sur les femmes (C.R.E.D
Disponibilité et qualité des données et
les femmes
Méthodes de évaluation de la contribu
développement, particulièrement en c
créés par le secteur informel, Maroc
Besoins en données et indicateurs sta
Maroc
Stratégies pour améliorer l'utilisation d
les femmes, INSTRAW

MOTION DE REMERCIEMENTS

AIRE

ATELIER ET CREATION

ION DES THEMES DE L'ATELIER

ATELIER

OUPE DE TRAVAIL A

OUPE DE TRAVAIL B

T DES RAPPORTS NATIONAUX POUR
CONFERENCE MONDIALE SUR

NAUX APERÇU GENERAL

ciale à l'égard des femmes en Algérie
nme dans le processus de développement

ation du Burkina Faso
nque de données sur les femmes en

concernant les femmes en Guinée
et indicateurs statistiques au Mali

Statistiques et indicateurs concernant les femmes au Maroc
Statistiques et indicateurs concernant les femmes en Mauritanie
Statistiques et indicateurs concernant les femmes au Niger
Sources de données statistiques au Sénégal
Statistiques et indicateurs concernant les femmes au Togo
L'usage des statistiques pour la connaissance de la condition de la femme en Tunisie
Les indicateurs de la condition féminine en Tunisie de 1966 a nos jours: synthèse du Rapport du Centre de Recherche, de documentation et d'information sur les femmes (C.R.E.D.I.F.) - Tunisie
Disponibilité et qualité des données et indicateurs statistiques concernant les femmes
Méthodes de évaluation de la contribution de la femme au développement, particulièrement en ce qui concerne les revenus créés par le secteur informel, Maroc
Besoins en données et indicateurs statistiques concernant les femmes, Maroc
Stratégies pour améliorer l'utilisation des données existantes concernant les femmes, INSTRAW

MOTION DE REMERCIEMENTS

INSTRAW

Institut international de recherche
et de formation des Nations Unies
pour la promotion de la femme

César Nicolás Penson 102-A
Saint Domingue, République dominicaine
Tél: (809) 685-2111 Télécopie: (809) 685-2117

P1-15

Connecting women to water and sanitation

INSTRAW

1987 I
WAT-GLO
CON



INSTRAW

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women / INSTRAW

The Steering Committee for Co-operative Action on the IDWSSD, chaired by UNDP, is composed of all United Nations bodies and agencies that have relevant programmes on water supply and sanitation.

The Inter-Agency Task Force on Women and the IDSWWD comprises United Nations agencies and bodies. INSTRAW and UNICEF are the Secretariat of the Task Force, in co-operation with UNDP.

the women's dimension, then and now

It took so many years of research and activism to establish the direct connection of women to water and sanitation.

Women tended to be considered only as end-users, the last in the line of receivers; seldom as decision-makers, agriculturists, hydrologists or other skilled personnel who could have a positive influence in the type of systems and services they most need.

Now we are witnessing a major change. Halfway through the United Nations International Drinking Water Supply and Sanitation Decade (IDWSSD, 1981-1990), women have become legitimate actors and agents. Finally, involving women ceased to be an empty phrase and became an urgent need.

INSTRAW

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women / INSTRAW

The Steering Committee for Co-operative Action on the IDWSSD, chaired by UNDP, is composed of all United Nations bodies and agencies that have relevant programmes on water supply and sanitation.

The Inter-Agency Task Force on Women and the IDSWWD comprises United Nations agencies and bodies. INSTRAW and UNICEF are the Secretariat of the Task Force, in co-operation with UNDP.

the women's dimension, then and now

It took so many years of research and activism to establish the direct connection of women to water and sanitation.

Women tended to be considered only as end-users, the last in the line of receivers; seldom as decision-makers, agriculturists, hydrologists or other skilled personnel who could have a positive influence in the type of systems and services they most need.

Now we are witnessing a major change. Halfway through the United Nations International Drinking Water Supply and Sanitation Decade (IDWSSD, 1981-1990), women have become legitimate actors and agents. Finally, involving women ceased to be an empty phrase and became an urgent need.

Why are women singled out? Because women take water and sanitation issues to heart. Because where there is no drinking water, or running water, or toilets, women spend many hours hauling water for many uses and caring for children sick with water-borne diseases.

Women —the main carriers, users and managers of water— bear the brunt of the lack of safe drinking water and sanitation. They have a special interest in securing these things for their communities. That is why, in the words of an expert, "women are the definitive link for the success or failure of the IDWSSD."

The IDWSSD goal can be stated quite simply: safe water supply and sanitation facilities for everybody by the year 2,000 —less than 13 years away.

Priority has been given to rural and peri-urban populations. Recent estimates on the low side show that in the Third World —127 countries— only 30 per cent of rural people and 75 per cent of urban people have safe drinking water. Sanitation is a luxury: more than three fourths of the people in rural areas and nearly half in towns and cities do not have it.

It is true that in the last five years many countries have tried to solve these problems. However, it is of little use to install thousands of pumps and dig hundreds of wells if these are not maintained through active community participation. This means mobilizing people, specially women, into more dynamic roles in all stages, from planning and implementation to monitoring water supply and sanitation programmes and projects.

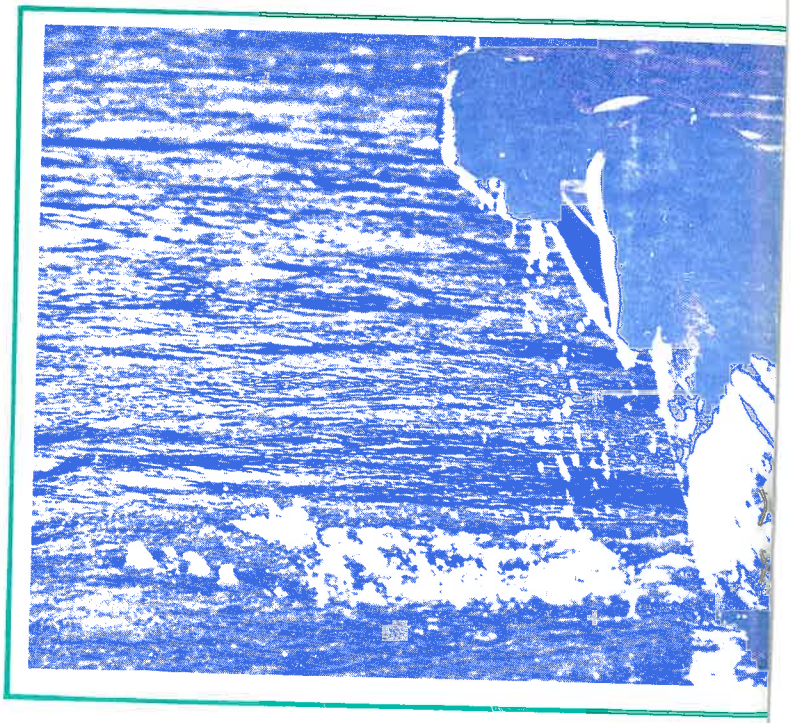
The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW*) has consistently brought the women's dimension into the IDWSSD. At three levels —research, training and information— INSTRAW promotes the involvement of women in water and sanitation programmes, wherever feasible.

Now, INSTRAW is contributing a novel method to strengthen this connection: a multi-media prototype training package on **Women, Water Supply and Sanitation.**

(*) INSTRAW is an autonomous body within the United Nations. For more information on the training package, please write to INSTRAW, c/o WSS Desk Officer, P.O. Box 21747, Santo Domingo, Dominican Republic. Telex (326) 4280 WRA SD DR, telephone and fax (809) 685-2111.

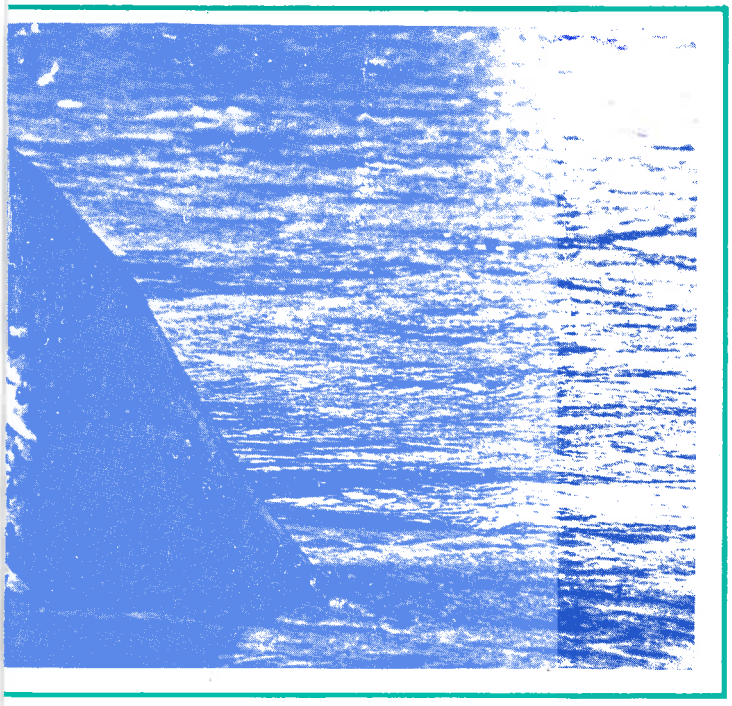
raising awareness, guiding discovery

The package synthesizes five years of INSTRAW's research and training activities to make women more and more visible at the level where water and sanitation schemes are planned and designed.



As a joint production of INSTRAW and the International Labour Organization (ILO) Training Centre in Turin, Italy, the training modules combine the expertise of the two institutions, bringing in the women's dimension with proven training techniques.

The methodology used, based on principles of non-formal and participatory education, strikes a balance between structured learning and guided yet independent discovery combined with acquisition of skills.



strategies and structure

The first part is designed to assist the trainer in conducting seminars for development officials and planners from, for example, ministries of education, health, planning, and social welfare, or from intergovernmental and non-governmental organizations. This part has five modular units.

The second part, in seven modular units, guides the trainer through a seminar addressed to leaders of women's organizations working at the community, national, regional and international levels. It helps women understand all the phases of planning and implementation of water supply and sanitation projects and programmes.

Each modular unit is self-contained so that it can be used separately for particular training needs. This feature allows great flexibility and adaptability to any training audience or situation.



how does it work?

The sessions require trained facilitators, able to present the interconnection between women, water and sanitation, and the technical aspect of water resources management.

Each modular unit has five components:

1. Description of the general and specific objetives of the package and the main characteristics of the audience.

2. Written text to prepare the lesson/presentation. Additional readings for users without access to reference bibliographies. Glossary and a detailed bibliography.

3. Tools for feedback control in each modular unit. Key-issue checklist to discuss the major points presented in the unit. Evaluation form.

4. Trainer/facilitator's guide includes generalized lesson plan, instructions and aids to organize and conduct a training session. Lists the hardware, documents and audiovisual aids required.

5. Audiovisual aids: overhead projector transparencies, sound-slides and videos; can be used separately for very short sensitization sessions.

This pioneering project intends to provide a framework for future training programmes. It was presented for the first time at a regional meeting on **Socio-economic and Policy Aspects of Water Resources Management in Africa** (Addis Ababa, Ethiopia, 1986).

All the materials will be field tested in selected developing countries on representative samples of the intended audience and in typical training situations. Afterwards, they will be translated and adapted for use at regional, national and community levels.



Working to connect women, water and sanitation directly, so that pure and clean water becomes like the fresh air to which every one has the right for a healthy life.

INSTRAW

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women

P.O. Box 21747, Santo Domingo, Dominican Republic.

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women

l Nations

1982 I
INS-GLO

Historical Background

The international trend prevailing since the early 1970s had been one which called for an integrated approach to solving developmental issues and societal problems.

The World Conference of the International Women's Year, held in Mexico City in 1975, in accordance with this overriding trend recommended the creation of the International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) as a vehicle on the international level that would study and examine women's issues world-wide in an integrated manner.

It was envisaged that the creation of an institute such as INSTRAW would provide an overview of the role and status of women in various regions; a long-term, future-oriented approach to research regarding women in development; and training programmes and activities for women suitable to new development directions and to the rapid changes in methods and technologies utilized in the development process.

The United Nations General Assembly reaffirmed the need for such an institute, and in its resolution 3520 (XXX) decided to adopt the recommendation by the World Conference of the International Women's Year establishing INSTRAW as an autonomous body under the auspices of the United Nations that is completely financed by voluntary contributions.

The mandate, guide-lines and task of the Institute were further developed by various resolutions of the General Assembly and the World Conference of the United Nations Decade for Women, held in Copenhagen in 1980.

The permanent headquarters of INSTRAW will be in Santo Domingo, Dominican Republic, according to General Assembly resolution 34/157, in which the offer by the Dominican Republic to act as host country was accepted. The Institute is operating on an interim basis at United Nations Headquarters in New York, pending the move to Santo Domingo in early 1983.

Mandate of the Institute

The overall mandate of the Institute as approved by the General Assembly is to promote through research and training activities the full participation of women together with men in the economic, social and political advancement of each society. Priority emphasis is given to creating opportunities for the rightful and free participation of women as decision makers, contributors and beneficiaries in all activities of economic and social development and political life, including the promotion of human rights and peace.

The Institute acts as a clearing-house for information and research on women and fosters the co-ordination of individual and institutional research and training efforts for the advancement of women. It assists in developing theories and models for research and training and for projecting strategies for social changes needed in the light of trends in women's participation and overall societal development. The Institute examines the roles of women and men and factors strongly affecting and affected by socio-economic change, and assesses the relationship between the situation of women and the achievement of developmental goals. It also

undertakes comparative research between countries and regions.

The Institute assists in identifying particular research and training needs and attempts to meet these needs by generating and sponsoring research and training programmes in other relevant institutions, particularly those at the national and regional levels, as well as by its own activities. As an advocate for social betterment it gives the widest possible dissemination to its findings, and through United Nations bodies and other appropriate channels urges Governments to utilize and implement these findings.

Organizational Structure

A. Composition of the Institute

The Institute is composed of three units: Executive Direction and Management; Research and Training; and Information and Documentation.

Executive Direction and Management

Under Executive Direction and Management, attention is focused on policy guidance, co-ordination of the Institute's work programme, liaison with the Government of the host country, general supervision of the work of the Institute, preparation of the meetings of the Board of Trustees and evaluation of the various programmes and projects necessary for further programme development and fund raising, as well as representation at meetings.

Research and Training

All research and training activities are carried out by a single organizational unit in order to foster a close relationship between the two major activities of the Institute. The major tasks of this unit include the planning, implementation and evaluation of research and training programmes according to the guide-lines set by the Board of Trustees, Economic and Social Council and General Assembly.

Of particular importance is the preparation of specific methodological guide-lines necessary to implement the interdisciplinary and cross-cultural nature of the Institute's work programme.

The Research and Training Unit is also responsible for establishing a network of co-operative arrangements in research and training with other United Nations organizations and specialized agencies and with outside national, regional and independent academic and research institutions, particularly in developing countries.

Information and Documentation

The Information and Documentation Unit is responsible for implementation of the information/documentation programme, including establishment of a reference library, exchange arrangements with other libraries and institutions, the issuance of INSTRAW publications, dissemination of the results of the Institute's research and training activities and responding to inquiries from governments, intergovernmental and non-governmental organizations and individuals.

Staffing

The Institute maintains a very small staff, consisting of a limited number of professionals and support staff. Because of the wide range of subjects with which the Institute must deal, the use of consultants with expertise in specific fields is vital and therefore the Institute relies to a great extent on such services. In addition, the Institute utilizes the services of experts who may be seconded to the Institute from other United Nations organizations and agencies, governments, non-governmental organizations and other institutions.

B. Board of Trustees

The Institute functions under the authority of a Board of Trustees, which has overall responsibility for the approval, supervision and evaluation of the Institute's work programme. The Board is required:

(*a*) To establish, by appropriate directives, the policy and guide-lines for the operation and functioning of the Institute;

(*b*) To review and approve the Institute's work programme as well as its budget;

(*c*) To delegate to the Director of the Institute such authority under subparagraphs (*a*) and (*b*) above as the Board deems appropriate;

(*d*) To report annually to the Economic and Social Council.

The Board convenes as often as necessary, but at least once a year. It may establish such subsidiary committees of its members as required for the efficient discharge of its functions.

The Board is composed of a President, appointed by the Secretary-General, and 10 members serving in their individual capacities, appointed by the Economic and Social Council on the nomination of the Secretary-General with due regard to geographic distribution. The term of membership is three years with a maximum of two terms.

Ex officio members of the Board without the right to vote include a representative of the Secretary-General, the Director of the Institute, the heads of the offices for women and programmes for women of the United Nations regional economic commissions and a representative of the host country. For specific purposes the Board may invite as observers representatives of organizations of the United Nations system, regional women's centres and organizations outside the United Nations system, governmental organizations and educational institutions.

The first Board of Trustees of INSTRAW was appointed by the Economic and Social Council in July 1979. The initial appointment was staggered by slot to ensure that at least three members would be renewed each year. The President and each member of the Board of Trustees were renewed for a second and final term.

The first Board of Trustees is composed of the following:

- **President of the Board:**
Delphine Tsanga (United Republic of Cameroon) – appointed for a period of three years (1979-1982) and reappointed for a second term (1982-1985)

- Members of the Board appointed for a period of one year (1979-1980) and reappointed for a second term (1980-1983):

Emanuel Esquea-Guerrero (Dominican Republic)
Lily Monze (Zambia)
Irene Tinker (United States of America)

- Members of the Board appointed for a period of two years (1979-1981) and reappointed for a second term (1981-1984):

Marcelle Devaud (France)
Aziza Hussein (Egypt)
Nobuko Takahashi (Japan)

- Members of the Board appointed for a period of three years (1979-1982) and reappointed for a second term (1982-1985):

Gulzar Bano (Pakistan)
Ester Boserup (Denmark)
Vilma Espín de Castro (Cuba)
Vida Tomsic (Yugoslavia).

Programme of Work

The main orientation of the Institute's programme is toward the effective mobilization and integration of women in development, and the related idea that people—men and women alike—must become subjects rather than objects of development.

Basing its activities on the policy of developing countries' self-reliance, the primary objective of the Institute's programme is to ensure that sustained attention is given in the future to the integration of women in the formulation, design and implementation of developmental activities.

As it was decided by the General Assembly that the work programme of the Institute should be action-oriented and of a practical nature rather than purely academic, the Institute

maintains a close interrelationship between its research and training activities. Thus, the Institute is undertaking a number of programmes that combine research and training. Seminars, workshops and meetings are being held for the purpose of both expanding the research base and providing training.

Recognizing that there is a great shortage of data and statistics concerning women and realizing that they are of vital necessity for any future policy planning or project preparation, the first major research and training programme of the Institute aims at improving the availability and promoting the use, at both national and international levels, of indicators and related basic statistics concerning women. Research has been undertaken to improve the conceptual framework and the associated concepts, classifications, definitions and methods for collecting, compiling and analysing statistics and indicators on the role and situation of women. A seminar is being held in early 1983 to review and finalize these findings so as to provide training at the interregional and regional levels to users and producers of statistics and indicators on women.

Other areas in which the Institute is pursuing research include the role of women in: programmes and activities of the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade; programmes relating to food strategies and prevention of post-harvest food losses; implementation of the objectives of the World Conference on New and Renewable Sources of Energy; and programmes of industrial and technological development. At the macro-economic level, the Institute is undertaking research on the role of women in the New International Economic Order and International Development Strategy, and is participating in the

United Nations University future-oriented project entitled "Household, Gender and Age".

With regard to training, the Institute plans to initiate appropriate training arrangements and provide teaching materials for development planners with a view to broadening the planning and programming processes so that they include women, as both participants in and beneficiaries of development. This will take the form of an interregional seminar in which participants from national planning offices at the senior level in developing countries will be invited to attend.

Similar workshops will be held in each of the above-mentioned areas in which INSTRAW is undertaking research activities.

The Institute has also developed a comprehensive fellowship programme. The Institute fellowship programme will aim at increasing opportunities for women to further their knowledge of specific subjects whereby they can assume a greater role in the development process of their countries. Whenever possible, the fellowship programme of the Institute will be linked to the approved INSTRAW research programme. The fellowship programme of the Institute would be based also on the approved network mode of operation; i.e., it would try to ensure that national and regional academic and other institutions are actively involved in its implementation.

As part of its training programme, the Institute is preparing a training module as a guide-line for the training activities concerning women. A pamphlet on the policy and methods of training of the Institute is under preparation.

Through the Institute's mode of operation, which depends heavily on the networking system, the Institute intends to assist and co-ordinate training activities to train trainers at the national, regional and international levels –

considering that the Institute is working closely with the regional commissions which, in turn, work with and assist the national and interregional institutes. This means enhancing the principle of training *in situ* or intensive training programmes at the national, regional and interregional levels.

In addition, advisory services are envisaged. These will take a number of forms, including: sending a select team of experts to various regions or countries to train trainers or lecture on issues relevant to women and development; arranging the exchange of experts in the field of women and development between two or more regions; and encouraging and providing support to governments, intergovernmental and non-governmental organizations to carry out both research and training programmes with regard to women and development.

Mode of Operation

Given the catalytic role envisaged for the Institute, as well as its function as a clearing-house for information regarding women's issues, it has been agreed that operating through networks should become the mode of operation of the Institute. Networking is envisaged not only in a substantive sense – that is, what the Institute can contribute to major international development programmes – but also on a regional basis, with the assistance of the regional commissions. The concept of networking has been implicit in every mandate given to the Institute, because if INSTRAW is to remain

small and act catalytically, developing activities in stages, this can be possible only through co-operative arrangements.

The benefit of the networking system is that it will enable INSTRAW to utilize, in an efficient manner, all available resources, expertise and knowledge both within and outside the United Nations system. The response of numerous United Nations bodies proves that there is a need to strengthen research and training activities by exchange of experiences and results, at all levels.

To this end, the Institute is seeking active co-operation with academic and non-governmental organizations (NGOs). Contact has been made with hundreds of NGOs, and a number of areas have been established in which NGOs can make a valuable contribution to the work of INSTRAW. These include: publicity and information dissemination; research and data; identification of experts; operational support in the form of training facilities and programmes; the establishment of fellowship programmes; and financial support.

In addition, however, there are areas in which INSTRAW can be of use to the academic community and to NGOs. Many have already written to extend invitations to address their organizations and not only participate in, but also co-sponsor, conferences, seminars and workshops. They have requested information about the Institute both generally and with regard to specific issues with which their own programmes are most concerned. Moreover, it is hoped that the programme activities of the Institute will have implications for NGO fellows and interns.

Financial Arrangements

According to General Assembly resolution 3520 (XXX), which first endorsed the creation of INSTRAW, the expenses of the Institute are to be covered by voluntary contributions. The General Assembly further stipulated that the Institute shall actively seek financial and technical support from Member States, the United Nations Development Programme, the United Nations Technical Assistance Programme and the specialized agencies, as well as from philanthropic and academic institutes, individuals and other possible sources.

Accordingly, a United Nations Trust Fund for the Institute has been established by the Secretary-General to receive voluntary contributions from governments, non-governmental organizations and individuals for the purpose of financing the expenses of the Institute. No extra costs to the regular budget of the United Nations may be incurred by the operations of the Institute. The Trust Fund is administered in accordance with the procedures established for the operation, administration and control of Trust Funds and the Financial Regulations and Rules of the United Nations. Funds administered by and for the Institute are subject to audit by the United Nations Board of Auditors.

Voluntary contributions, whether in cash or in kind, either to the Trust Fund of the Institute generally or for specific purposes, may be accepted by the Secretary-General, provided that the purposes for which the contributions were made are consistent with the policies, aims and activities of the Institute.

Financial Arrangements

According to General Assembly resolution 3520 (XXX), which first endorsed the creation of INSTRAW, the expenses of the Institute are to be covered by voluntary contributions. The General Assembly further stipulated that the Institute shall actively seek financial and technical support from Member States, the United Nations Development Programme, the United Nations Technical Assistance Programme and the specialized agencies, as well as from philanthropic and academic institutes, individuals and other possible sources.

Accordingly, a United Nations Trust Fund for the Institute has been established by the Secretary-General to receive voluntary contributions from governments, non-governmental organizations and individuals for the purpose of financing the expenses of the Institute. No extra costs to the regular budget of the United Nations may be incurred by the operations of the Institute. The Trust Fund is administered in accordance with the procedures established for the operation, administration and control of Trust Funds and the Financial Regulations and Rules of the United Nations. Funds administered by and for the Institute are subject to audit by the United Nations Board of Auditors.

Voluntary contributions, whether in cash or in kind, either to the Trust Fund of the Institute generally or for specific purposes, may be accepted by the Secretary-General, provided that the purposes for which the contributions were made are consistent with the policies, aims and activities of the Institute.

INSTRAW
Booklet No. 2

120 A Avenida César Nicolas Penson
Santo Domingo, Dominican Republic

685-8183
685-8184

United Nations
Room BR-1914
New York, N.Y. 10017
(212) 754-2982
754-2983

UNATIONS

*Booklet #2
*(As indicated inside)

STATUTE OF THE UNITED NATIONS INTERNATIONAL RESEARCH AND TRAINING INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

1990 I
INS-GLO
EN

The text of the statute was submitted to General Assembly in Doc. A/39/511 on 26 September 1984 and was approved by the General Assembly at its 39th. session. (39/249)

STATUTE OF THE UNITED NATIONS INTERNATIONAL RESEARCH AND TRAINING INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

Article I

STATUS AND PURPOSES

The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women was established by the Economic and Social Council (Council resolution 1998 (LX) of 12 May 1976) in conformity with an earlier decision of the General Assembly (resolution 3520 (XXX) of 15 December 1975), which was based on a recommendation made by the World Conference of the International Women's Year, held at Mexico City from 19 June to 2 July 1975. The Institute is an autonomous institution within the framework of the United Nations established in accordance with the Charter of the United Nations to serve as a vehicle on the international level for the purpose of undertaking research and establishing training programmes to contribute to the integration and mobilization of women in development, to raise awareness of women's issues world-wide and better to assist women to meet new challenges and directions. The Institute, as part of the United Nations, enjoys the status, privileges and immunities provided in Articles 104 and 105 of the Charter of the United Nations and other relevant international agreements and United Nations resolutions relating to the status, privileges and immunities of the Organization.

Article II

OBJECTIVES AND FUNCTIONS

1. The objectives of the Institute are to stimulate and assist, through research, training and the collection and dissemination of information, the advancement of women and their integration in the developmental process both as participants and as beneficiaries. The Institute is

to assist the efforts of intergovernmental, governmental and non-governmental organizations in this regard. Accordingly, the principal functions of the Institute shall be:

(a) To conduct research and studies which would enhance the effective integration and mobilization of women in development; the research and studies programmes of the Institute, including, in particular, action-oriented ones, shall give particular attention to the problems facing women in developing countries and to the integration of women in the formulation, design and implementation of development activities at all levels;

(b) To establish training programmes, including a fellowship programme and advisory services, through which the Institute shall endeavour to raise awareness on issues concerning women and development and shall strive to achieve equal participation of women in all aspects of economic and social development and to increase the opportunities for women to acquire new skills in order to meet the challenges of rapid change in today's society;

(c) To establish and maintain a system of information, documentation and communication so as to enable the Institute to respond to the need for disseminating information world-wide on women's issues.

2. In view of its catalytic role, the Institute shall make every effort to develop and utilize networking, as appropriate, in carrying out its functions. This should be done at the international, regional and national levels.

3. In the pursuit of its objectives the Institute shall carry out its activities in close collabora-

tion and co-ordination with institutes and other bodies within and outside the United Nations system.

Article III

BOARD OF TRUSTEES

1. The Institute and its work shall be governed by a Board of Trustees (hereinafter referred to as "the Board").

2. The Board shall be composed as follows:

   (a) Eleven members nominated by States and appointed by the Economic and Social Council with due regard to the fact that the Institute and its work are funded from voluntary contributions and to the principle of equitable geographical distribution. The members of the Board shall serve in their individual capacities for a term of three years from the date of their appointment. They shall be eligible for reappointment by the Economic and Social Council for one further term. If a casual vacancy occurs in the membership of the Board, the Economic and Social Council shall appoint a new member to serve for the unexpired portion of the term of office of the former member concerned. In nominating candidates for appointment as members of the Board, States should bear in mind the desirability of selecting persons with appropriate qualifications and expertise;

   (b) A representative of the Secretary-General, the Director of the Institute, a representative of each of the regional commissions of the Economic and Social Council and a representative of the host country, who shall serve as ex officio members of the Board.

3. The Board shall:

   (a) Formulate principles, policies and guidelines for the activities of the Institute;

   (b) Consider and approve the work programme and the budget proposals of the Institute on the basis of recommendations submitted to it by the Director of the Institute;

   (c) Make recommendations necessary or desirable for the operations of the Institute;

   (d) Report periodically to the Economic and Social Council and where appropriate to the General Assembly.

4. The Board shall meet at least once a year. It shall elect its own officers, including its President, in accordance with the adopted rules of procedure. It shall take its decisions in the manner provided in its rules of procedure.

5. The Board shall consider methods for enhancing the financial resources of the Institute with a view to ensuring the effectiveness of its future operations, their continuity and the Institute's autonomous character within the framework of the United Nations.

6. Members of the Board in furtherance of the principles and policies of the Institute may be invited to help in achieving the goals of the Institute by attending meetings on behalf of the Institute, raising funds for the Institute's operations and helping to establish national support teams, if possible, in their respective countries for the attainment of the objectives of the Institute.

7. Organizations of the United Nations system and other institutions may be represented as appropriate at meetings of the Board in respect

of activities of interest to them under the conditions outlined in the rules of procedure of the Board.

Article IV

THE DIRECTOR AND THE STAFF

1. The Director shall be appointed by the Secretary-General of the United Nations, after consultation with the Board.

2. The Director shall have overall responsibility for the organization, direction and administration of the Institute in accordance with general directives by the Board and within the terms of the authority delegated to the Director by the Secretary-General. The Director shall, inter alia:

   (a) Submit the work programmes and the budget estimates of the Institute to the Board for its consideration and adoption;

   (b) Oversee the execution of the work programmes and make the expenditures envisaged in the budget of the Institute as adopted by the Board;

   (c) Submit to the Board annual and ad hoc reports on the activities of the Institute and the execution of its work programmes;

   (d) Submit to the Economic and Social Council or to the General Assembly as appropriate reports approved by the Board;

   (e) Appoint and direct the staff of the Institute on behalf of the Secretary-General;

   (f) Co-ordinate the work of the Institute with that of other organs and bodies of the United Nations, the specialized agencies

and international, regional and national institutions in similar fields;

(g) Negotiate arrangements with Governments and intergovernmental organizations as well as non-governmental organizations, academic and philanthropic institutions with a view to offering and receiving services related to the activities of the Institute;

(h) Actively seek appropiate funding for the implementations of the work programme of the Institute;

(i) Accept, subject to the provisions of article VI, paragraph 2, below, voluntary contributions to the Institute;

(j) Make the necesary arrangements for securing established and continuos contact with and support from United Nations Headquarters;

(k) Undertake other assignments or activities as may be determined by the Board or requested by the Secretary-General, provided that any such requests are consistent with the programme budget approved by the Board.

3. The staff of the Institute shall be appointed by the Director on behalf of the Secretary-General and in accordance with modalities established by the Secretary-General, within the staffing table approved by the Board. Such appoinment shall be limited to service with the Institute. The staff shall be responsible to the Director in the exercise of their functions.

4. The staff of the Institute shall be recruited on as wide a geographical basis as possible, full consideration being given to the particular re-

quirements of and qualifications for each post needed by the Institute.

5. The terms and conditions of service of the Director and the staff shall be those provided in the Staff Regulations and Rules of the United Nations, subject to such arrangements for special rules or terms of appointment as may be approved by the Secretary-General. The salaries, allowances and other expenses of the Director and the staff shall be borne by the Trust Fund for the International Research and Training Institute for the Advancement of women.

6. The Director and the staff of the Institute shall not seek or receive instructions from any Government or from any authority external to the United Nations. They shall refrain from any action which might reflect on their position as international officials responsible only to the Organization.

7. The Director and the staff of the Institute are officials of the United Nations and are therefore covered by Article 105 of the Charter of the United Nations and by other international agreements and United Nations resolutions defining the status of officials of the Organization.

Article V

FELLOWS, CONSULTANTS, CORRESPONDENTS AND FOCAL POINTS

1. The Board may designate as honorary fellows individuals who could contribute substantively to the Institute's objectives.

2. The Director may designate a limited number of especially qualified persons to serve as senior fellows of the Institute, for a period not

longer than one year, in accordance with criteria established by the Board and procedures formulated by the Secretary-General. Such persons, who may be invited to participate as lecturers or research scholars, shall be selected on the basis of outstanding contributions they have made in fields germane to the work of the Institute.

3. The Director may also designate junior fellows as part of the Institute's ongoing fellowship programme. All fellowships will be granted within the financial provisions of the Institute's programme budget.

4. The Director may also arrange for the services of consultants for the purpose of contributing to the analysis and planning of the activities of the Institute or for special assignments in connection with the Institute's programmes. Such consultants shall be engaged in accordance with policies established by the Secretary-General.

5. Correspondents and focal points in countries or regions approved by the Board may be used by the Institute to assist in maintaining contacts with national or regional institutions and in carrying out or advising on studies and research.

6. Honorary, senior or junior fellows, consultants and correspondents shall not be considered to be members of the staff of the Institute.

Article VI

FINANCE

1. The activities of the Institute shall be funded by voluntary contributions from States, intergovernmental and non-governmental organizations, foundations and private sources.

2. Contributions to the Institute may be accepted provided that they are consistent with the purposes and policies of the Institute. Voluntary contributions that are unrestricted or that are designated for the implementation of an activity approved by the Board may be accepted by the Director after obtaining the concurrence of the Controller of the United Nations. Other voluntary contributions may be accepted only with the approval of the Board, which shall take into account the comments of the Secretary-General. Contributions which may directly or indirectly involve an inmediate or ultimate financial liability for the United Nations may be accepted only with the approval of the General Assembly.

3. The funds of the Institute derived from voluntary contributions shall be kept in the Trust Fund the International Research and Training Institute for the Advancement of Women established by the Secretary-General in accordance with the Financial Regulations and Rules of the United Nations.

4. The funds in the Trust Fund of the Institute shall be held and administered solely for the purposes of the Institute. The Controller of the United Nations shall perform all necesary financial and accounting functions for the Institute, including the custody of its funds, and shall prepare and certify the annual accounts of the Institute.

5. The Financial Regulations and Rules of the United Nations and the financial policies and procedures established by the Secretary-General shall apply to the financial operations of the Institute. Funds of the Instiutte shall be subject to audit by the United Nations Board of Auditors.

Established as trust fund

6. The Institute may, in accordance with the Financial Regulations and rules of the United Nations, enter into contracts with organizations, intitutions or firms for the purpose of carrying out its operations. The Institute may acquire or dispose of real and movable property in accordance with the same Regulations and Rules.

Article VII

ADMINISTRATIVE AND OTHER SUPPORT

The Secretary-General of the United Nations shall provide the Institute with appropriate administrative and other support, including financial and personnel services, in accordance with the Financial Regulations and Rules of the United Nations and on conditions determined after consultations between the Secretary-General and the Director of the Institute, it being understood that no extra costs to the regular budget of the United Nations are incurred.

Article VIII

CO-OPERATION WITH OTHER ORGANIZATIONS AND INSTITUTIONS

1. The Institute shall develop arrangements for active and close co-operation with the specialized and related agencies of the United Nations as well as with other organs, programmes and institutions within the United Nations system.

2. The Institute shall endeavour to develop arrangements for co-operation with other organizations or institutions involved in training and research activities which are relevant to the work of the Institute and which may be of assistance to the Institute in the performance of its functions.

Article IX

LOCATION

The Headquarters of the Institute shall be located in the Dominican Republic at Santo Domingo. The Institute may with the approval of the Board and after consultations with the Secretary-General of the United Nations establish other offices elsewhere.

Article X

AMENDMENTS

1. Amendments to this statute may be made by the Economic and Social Council.

2. The Board may review the provisions of this statute and propose to the Economic and Social Council such amendments as it may consider necessary.

3. The Secretary-General may submit to the Board or, if necesary, to the Economic and Social Council, after consultation with the President of the Board, proposals for the revision of the present statute.

INSTRAW

United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women

P.O. Box 21747
Santo Domingo, Dominican Republic
telephone: (809) 685-2111
facsímile: (809) 685-2117
telex: (326) 4280 WRA SD

Printed in Santo Domingo, Dominican Republic, 1990
6,500 - English

ESTATUTO DEL INSTITUTO INTERNACIONAL DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA PROMOCION DE LA MUJER

1990 I
INS-GLO
SP

ESTATUTO DEL INSTITUTO INTERNACIONAL DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA PROMOCION DE LA MUJER

El texto del Estatuto fue sometido para la consideración de la Asamblea General en el Documento A/39/511 el 26 de septiembre de 1984 y fue aprobado por la Asamblea General en su 39 Sesión.

Artículo I

ESTATUTO Y PROPOSITOS

El Instituto Internacional de las Naciones Unidas de Investigaciones y Capacitación para la promoción de la mujer fue establecido por el Consejo Económico y Social (resolución 1998 (LX), de 12 de mayo de 1976) de conformidad con una decisión anterior de la Asamblea General (resolución 3520 (XXX), de 15 de diciembre de 1975), que se basó en una recomendación formulada en la Conferencia Mundial del Año Internacional de la Mujer, celebrada en México, D.F., del 19 de junio al 2 de julio de 1975. El Instituto es un organismo autónomo dentro del marco de las Naciones Unidas, establecido de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas para que sirva de instrumento en el plano internacional con el propósito de emprender investigaciones y establecer programas de capacitación a fin de contribuir a la integración y movilización de la mujer en el desarrollo, agudizar la conciencia de las cuestiones relacionadas con la mujer en todo el mundo y preparar mejor a la mujer para responder a los nuevos problemas y orientaciones. El Instituto, como parte de las Naciones Unidas, disfruta de la condición jurídica, las prerrogativas y las inmunidades previstas en los Artículos 104 y 105 de la Carta de las Naciones Unidas y en los demás acuerdos internacionales y resoluciones pertinentes de las Naciones Unidas referentes a la condición jurídica, las prerrogativas y las inmunidades de la Organización.

Artículo II

OBJETIVOS Y FUNCIONES

1. Los objetivos del Instituto son dar estímulo y ayuda, mediante la investigación, la capacitación y la reunión y difusión de información, a la promoción de la mujer y su integración en el proceso de desarrollo, como participante y como beneficiaria. El Instituto debe contribuir a los esfuerzos a ese respecto de las organizaciones intergubernamentales, gubernamentales y no gubernamentales. En consecuencia, las funciones principales del Instituto serán las siguientes:

   a) Realizar investigaciones y estudios para facilitar la integración y la movilización efectivas de la mujer en el desarrollo en los programas de investigaciones y estudios del Instituto que incluirán, en particular, investigaciones y estudios orientados a la acción, se prestará especial atención a los problemas en los países en desarrollo y a la integración de la mujer en la formulación, la concepción y la ejecución de actividades de desarrollo en todos los niveles;

   b) Establecer programas de capacitación, incluidos un programa de becas y servicios de asesoramiento, a través de los cuales el Instituto procurará acrecentar el interés en las cuestiones relacionadas con la mujer y el desarrollo, y se esforzará por lograr una participación igual de la mujer en todos los aspectos del desarrollo económico y social, y por aumentar las oportunidades de que la mujer adquiera nuevos conocimientos especializados para hacer frente a los problemas del rápido cambio de la sociedad actual;

c) Establecer y mantener un sistema de información, documentación y comunicación a fin de que el Instituto responda a la necesidad de difundir información a nivel mundial sobre las cuestiones relacionadas con la mujer.

2. En vista de su función catalizadora, el Instituto se esforzará al máximo por desarrollar y utilizar la formación de redes, según corresponda, para realizar sus funciones. Esto se debería hacer en los planos internacional, regional y nacional.

3. En cumplimiento de sus objetivos, el Instituto realizará sus actividades en estrecha colaboración y coordinación con los institutos y demás órganos del caso, dentro y fuera del sistema de las Naciones Unidas.

Artículo III

JUNTA DE CONSEJEROS

1. El Instituto y sus trabajos serán gobernados por una junta de Consejeros (en adelante denominada "La Junta").

2. La Junta estará integrada de la siguiente manera:

   a) Once miembros propuestos por los Estados y nombrados por el Consejo Económico y Social teniendo debidamente en cuenta que el Instituto y sus labores se financian con contribuciones voluntarias y el principio de la distribución geográfica equitativa. Los miembros de la Junta prestarán servicios a título personal durante un período de tres años a partir de la fecha de su

nombramiento y podrán ser reelegidos por el Consejo Económico y Social por otro período adicional. Si se produce una vacante imprevista en la Junta, el Consejo Económico y Social nombrará a un nuevo miembro que prestará servicios durante el resto del período del miembro anterior cuyo lugar ocupe. Al proponer candidatos para su nombramiento como miembros de la Junta, los Estados deberán tener presente la conveniencia de escoger personas que posean aptitudes y conocimientos técnicos apropiados;

b) Un representante del Secretario General, el Director del Instituto, representantes de cada una de las comisiones regionales del Consejo Económico y Social y un representante del país huésped, quienes prestarán servicios como miembros natos de la Junta.

3.. La Junta:

a) Formulará principios, políticas y directrices para las actividades del Instituto;

b) Examinará y aprobará el programa de trabajo y las propuestas presupuestarias del Instituto sobre la base de las recomendaciones que le presente el Director del Instituto;

c) Hará las recomendaciones necesarias o convenientes para el funcionamiento del Instituto;

d) Presentará informes periódicos al Consejo Económico y Social y cuando proceda, a la Asamblea General.

4. La Junta se reunirá por lo menos una vez al año. Elegirá su propia Mesa, incluido el Presidente, de conformidad con el reglamento que se haya adoptado. Tomará sus decisiones en la forma que prevea el reglamento.

5. La Junta estudiará los métodos adecuados para aumentar los recursos financieros del Instituto con miras a garantizar la eficacia de sus operaciones futuras, su continuidad y su carácter autónomo dentro del marco de las Naciones Unidas.

6. A efectos de promover los principios y políticas del Instituto, se podrá invitar a los miembros de la Junta a que ayuden a realizar las metas del Instituto asistiendo a reuniones en nombre del Instituto, reuniendo fondos con destino al funcionamiento del instituto y colaborando en el establecimiento de equipos de apoyo nacionales, si posible, en sus respectivos países para el logro de los objetivos del Instituto.

7. Las organizaciones del sistema de las Naciones Unidas y otras instituciones podrán estar representadas, según corresponda, en las reuniones de la Junta respecto de actividades de interés para ellas, de conformidad con las condiciones que se indiquen en el reglamento de la Junta.

Artículo IV

DIRECTOR Y PERSONAL

1. El director será nombrado por el Secretario General de las Naciones Unidas, previa consulta con la Junta.

2. El Director tendrá responsabilidad total respecto de la organización, la dirección y la administración del Instituto, de conformidad con las directivas generales que formule la Junta y dentro de los límites de la autoridad que el Secretario General delegue en él. El Director, entre otras cosas;

   a) Presentará los programas de trabajo y el proyecto de presupuesto del Instituto a la Junta, para que ésta los estudie y apruebe;

   b) Supervisará la ejecución de los programas de trabajo y autorizará los gastos previstos en el presupuesto del Instituto que haya aprobado la Junta;

   c) Presentará informes anuales y especiales a la Junta sobre las actividades del Instituto y la ejecución de sus programas de trabajo;

   d) Presentará al Consejo Económico y Social o a la Asamblea General, según corresponda, los informes aprobados por la Junta;

   e) Nombrará y dirigirá el personal del Instituto en nombre del Secretario General;

   f) Coordinará los trabajos del Instituto con los de otros órganos de las Naciones Unidas, los organismos especializados y las instituciones internacionales, regionales y nacionales que actúen en esferas análogas;

   g) Negociará convenios con gobiernos y organizaciones intergubernamentales, así como con organizaciones no gubernamentales e instituciones académicas y filantrópicas, con miras a ofrecer y recibir servicios relacionados con las actividades del Instituto;

h) Buscará activamente una financiación adecuada para la ejecución del programa de trabajo del Instituto;

i) Aceptará contribuciones voluntarias al Instituto, con sujeción a las disposiciones del párrafo 2 del artículo VI infra;

j) Hará los arreglos necesarios para garantizar el establecimiento y el mantenimiento permanente del contacto con la Sede de las Naciones Unidas y del apoyo de ésta;

k) Realizará las demás tareas o actividades que determine la Junta o solicite el Secretario General, a condición de que esas tareas o actividades se ajusten al presupuesto por programas aprobado por la Junta.

3. El personal del Instituto será nombrado por el Director en nombre del Secretario General, de conformidad con las modalidades que éste haya establecido y dentro del marco de la dotación de personal aprobada por la Junta. Los nombramientos se limitarán al servicio en el Instituto. En el ejercicio de sus funciones, el personal será responsable ante el Director.

4. El personal del Instituto se contratará de manera que haya la más amplia representación goegráfica posible, teniéndose plenamente en cuenta los requisitos especiales de cada puesto que necesite el Instituto y las calificaciones necesarias para ocuparlos.

5. Las condiciones de servicio del Director y del personal serán las previstas en el Estatuto y el Reglamento del Personal de las Naciones Unidas, con sujeción a la disposiciones relativas a normas o condiciones de

nombramiento especiales que pueda aprobar el Secretario General. Los sueldos, prestaciones y demás gastos del Director y del personal se sufragarán con cargo al Fondo Fiduciario para el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer.

6. El Director y el personal del Instituto no solicitarán ni recibirán intrucciones de ningún gobierno ni de ninguna autoridad ajena a las Naciones Unidas, y se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales responsables únicamente ante la Organización.

7. El Director y el personal del Instituto son funcionarios de las Naciones Unidas y, por consiguiente, quedan comprendidos en el Artículo 105 de la Carta de las Naciones Unidas y otros acuerdos internacionales y resoluciones de las Naciones Unidas que definen la condición jurídica de los funcionarios de la Organización.

Artículo V

MIEMBROS HONORARIOS, ASOCIADOS, BECARIOS, CONSULTORES, CORRESPONSALES Y CENTROS DE COORDINACION

1. La Junta podrá designar miembros honorarios a personas capaces de contribuir sustancialmente al logro de los objetivos del Instituto.

2. El Director podrá designar un número limitado de personas especialmente calificadas para que presten servicios como asociados del Instituto, por un período no mayor de un año, de

conformidad con los criterios que establezca la Junta y los procedimientos que formule el Secretario General. Esas personas, que podrán ser invitadas a colaborar como conferenciantes o eruditos investigadores, se eligirán teniendo en cuenta las contribuciones destacadas que hayan realizado en esferas pertinentes para la labor del Instituto.

3. El Director también podrá designar becarios en virtud del programa permanente de becas del Instituto. Todas las becas se concederán con arreglo a las disposiciones financieras del presupuesto por programas del Instituto.

4. El Director podrá asimismo adoptar medidas para obtener los servicios de consultores a fin de que colaboren en el análisis y la planificación de las actividades del Instituto o realicen tareas especiales en relación con los programas del Instituto. Dichos consultores se contratarán de conformidad con las políticas que establezca el Secretario General.

5. El Instituto podrá utilizar corresponsales y centros de coordinación en distintos países o regiones para que contribuyan a mantener contactos con instituciones nacionales o regionales y para que realicen estudios e investigaciones o asesoren al respecto.

6. Los miembros honorarios, los asociados, los becarios, los consultores y los corresponsales no serán considerados funcionarios del Instituto.

Artículo VI

FINANCIACION

1. Las actividades del Instituto se financiarán con contribuciones voluntarias de los Estados, de organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales y de fundaciones y fuentes privadas.

2. El Instituto podrá aceptar contribuciones siempre que sean compatibles con los objetivos y políticas del Instituto. Previa obtención de la anuencia del Contralor de las Naciones Unidas, el Director podrá aceptar contribuciones voluntarias que no lleven aparejadas restricciones o que estén destinadas a la ejecución de una actividad aprobada por la Junta. Las contribuciones voluntarias de otra índole sólo podrán aceptarse con la aprobación de la Junta, la cual tomará en consideración las observaciones del Secretario General. Las contribuciones que, de manera directa o indirecta, supongan una responsabilidad financiera inmediata o ulterior para el Instituto únicamente podrán aceptarse con la aprobación de la Asamblea General.

3. Los fondos del Instituto provenientes de contribuciones voluntarias se mantendrán en el Fondo Fiduciario para el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer establecido por el Secretario General de conformidad con el Reglamento Financiero y la Reglamentación Financiera Detallada de las Naciones Unidas.

4. Los fondos del Fondo Fiduciario para el Instituto se mantendrán y administrarán únicamente para el cumplimiento de los objetivos del Instituto. El Contralor de las

Naciones Unidas desempeñará todas las funciones financieras y contables del Instituto, incluida la custodia de sus fondos, y preparará y certificará los estados de cuenta anuales del Instituto.

5. En las operaciones financieras del Instituto se aplicarán tanto el Reglamento Financiero y la Reglamentación Financiera Detallada de las Naciones Unidas como las políticas y los procedimientos financieros que establezca el Secretario General. Los fondos del Instituto estarán sujetos a comprobación por la Junta de Auditores de las Naciones Unidas.

6. De conformidad con el Reglamento Financiero y la Reglamentación Financiera Detallada de las Naciones Unidas, el Instituto podrá concertar contratos con organizaciones, instituciones o entidades privadas a fin de realizar sus operaciones. El Instituto podrá asimismo comprar y vender toda clase de bienes muebles y de carácter real de conformidad con dicho Reglamento y dicha Reglamentación.

Artículo VII

APOYO ADMINISTRATIVO Y DE OTRA INDOLE

El Secretario General de las Naciones Unidas prestará al Instituto un apropiado apoyo administrativo y de otra índole, incluso servicios financieros y de personal, de conformidad con el Reglamento Financiero y la Reglamentación Financiera Detallada de las Naciones Unidas y en las condiciones que se determinen tras la celebración de consultas entre el Secretario General y el Director del Instituto, en la

inteligencia de que ello no ocasionará ningún gasto adicional con cargo al presupuesto ordinario de las Naciones Unidas.

Artículo VIII

COOPERACION CON OTRAS ORGANIZACIONES E INSTITUCIONES

1. El Instituto concertará acuerdos para colaborar activa y estrechamente con los organismos especializados y conexos de las Naciones Unidas, así como con otros órganos, programas e instituciones del sistema de la Naciones Unidas.

2. El Instituto procurará concertar acuerdos de colaboración con otras organizaciones o instituciones dedicadas a actividades de capacitación e investigación que sean pertinentes para la labor del Instituto y que puedan ayudar a éste en el cumplimiento de sus funciones.

Artículo IX

UBICACION

La sede del Instituto estará situada en Santo Domingo (República Dominicana). Con la [illegible]ación de la Junta y tras celebrar consultas con el Secretario General de las Naciones Unidas, el Instituto podrá establecer oficinas en otros lugares.

Artículo X

ENMIENDAS

1. El Consejo Económico y Social podrá enmendar el presente estatuto.

2. La Junta podrá examinar las disposiciones del presente estatuto y proponer al Consejo Económico y Social las enmiendas que considere necesarias.

3. El Secretario General podrá presentar propuestas a la Junta o, en caso necesario, al Consejo Económico y Social, previa consulta con el Presidente de la Junta, para la revisión del presente Estatuto.

INSTRAW

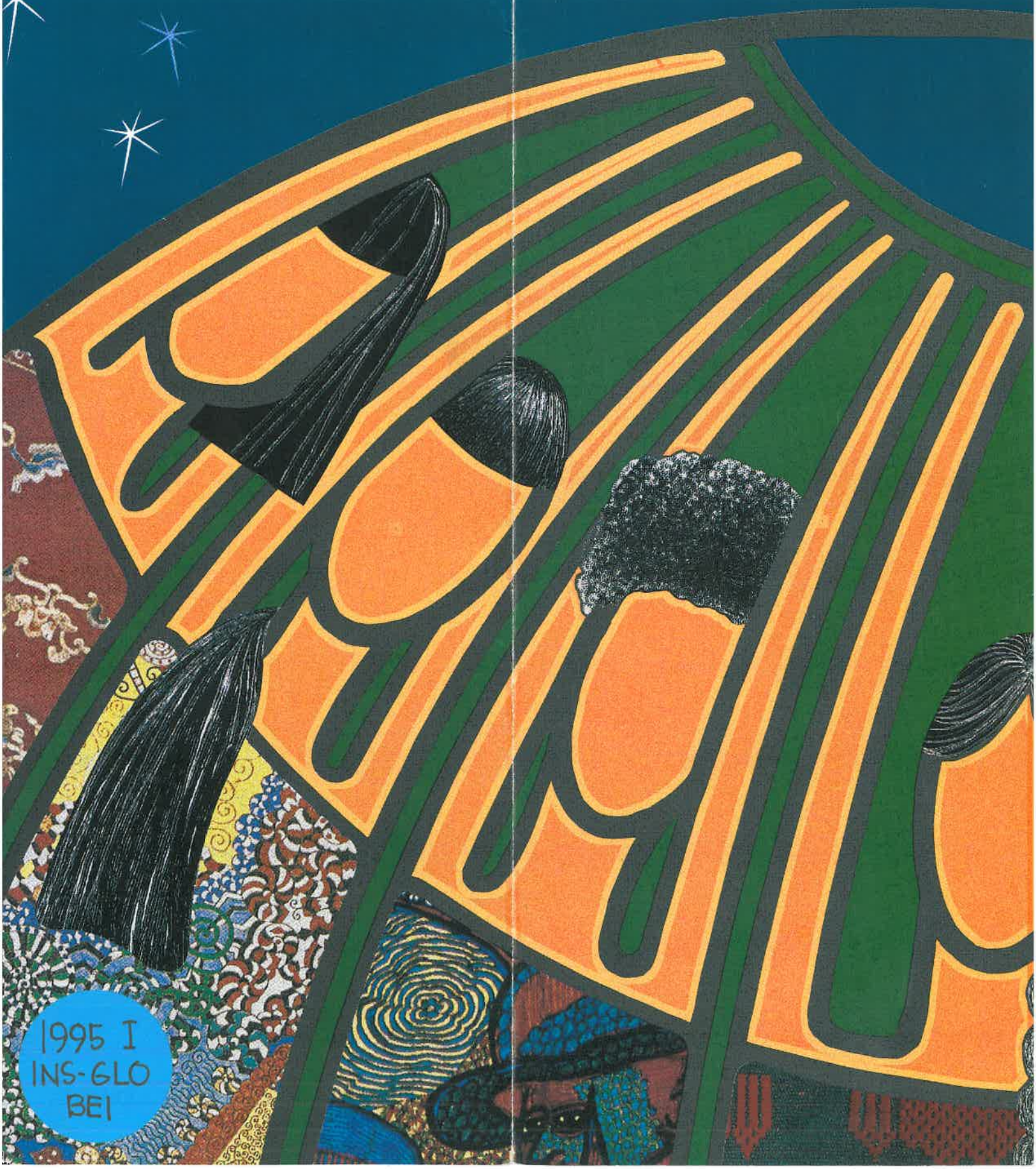
Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación
de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer

Apartado Postal 21747
Santo Domingo, República Dominicana
Tel. (809) 685-2111
Facsímile: (809) 685-2117
Telex: (326) 4280WRA SD

Impreso en Santo Domingo, República Dominicana, 1990
2,500 - Español

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women

INSTRAW
Beijing and Beyond



1995 I
INS-GLO
BEI

New information and communications technologies are practically male bastions.

INSTRAW´s Panel at the NGO Forum: "Media and Communications for the Advancement of Women: Models for a Global Reach". Organized in cooperation with the Italian Association for Women in Development (AIDoS).

Effective communication strategies of women´s organizations.

How can women and women´s issues acquire more and better representation in the mass media.

Potentials of the mass media to make a contribution to the advancement of women.

Women´s access to new communication technologies: potentials and constraints.

The use of mass media and new communications technologies for strengthening research and training for the advancement of women.

RECOMMENDATIONS THROUGH RESEARCH, TRAINING AND NETWORKING

• Promote the equality of women and men in the media with relation to both employment policy and programming • Mobilize the mass media to promote women´s positive contributions to society • Increase the dissemination of research findings on women through the media • Strengthen the relationship between women´s groups/organizations and the media • Promote the access of women to new communication technologies • Strengthen the use of new communication technologies for research and training for the advancement of women.

INSTRAW´S LATEST PUBLICATION

Content Discontent: Towards a Fair Portrayal of Women in the Media INSTRAW. Santo Domingo. 1995. (INSTRAW/SER.B/49).

RECOGNITION AND SUPPORT FOR WOMEN´S CONTRIBUTION TO MANAGING NATURAL RESOURCES

FACTS

One in three people in the developing world do not have access to safe water and sanitation;

An estimated 80% of all diseases and over one third of deaths in developing countries are caused by contaminated water;

Women are most often the first to suffer the impacts of water shortages and quality deterioration and poor environmental sanitation;

Women have a central role as environmental managers through their daily responsibilities of collecting natural resources and farming;

However, women´s skills in advocacy for and monitoring of proper natural resource management remains marginalized in policy and decision-making bodies.

INSTRAW´s Special Event at the FWCW: "Women and Natural Resources Management". ***INSTRAW´s panel at NGO Forum:*** "Women, Water and Environmental Sanitation". Organized jointly with the United Nations Children´s Fund (UNICEF), in cooperation with the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA).

Constraints to women´s involvement in water and environmental sanitation programmes and projects.

Emerging principles of water resources management and utilization.

Empowering women for natural resources management.

Successful water resources management projects

RECOMMENDATIONS THROUGH RESEARCH, TRAINING AND NETWORKING

• Promote systems of water resources management that stress community participation, a gender perspective and low-cost and sound technologies • Establish mechanisms at the national, regional and international levels to assess the impact of development and environmental policies on women • Recognize that women play a key role in natural resource management • Involve women actively in environmental decision-making at all levels • Ensure the integration of women´s needs, concerns and perspectives in policies and programmes for environmental and sustainable development.

INSTRAW´S LATEST PUBLICATION

Training Package: Women, Environmental Management and Sustainable Development. INSTRAW/ILO Turin Centre. Turin. 1995.

ECONOMIC AND POLITICAL EMPOWERMENT OF WOMEN

FACTS

Women constitute 70% of the population living in absolute poverty;

Woman constitute 30% of the heads of households;

Women obtain less than 5% of credit available from lending institutions;

Women receive less than 5% of agricultural extension services;

Woman have only 10% of elective posts.

INSTRAW´s Special Event at the FWCW: "Economic and Political Empowerment of Women and the Need for Gender Statistics". ***INSTRAW´s Panel at the NGO Forum:*** "Economic and Political Empowerment of Women". Organized in cooperation with the Stockholm Environment Institute (SEI).

Access to financial resources and technology.

Gender entitlements and sustainable development.

Women and governance.

The participation of women in policy and decision making.

Empowerment of young girls in distress.

RECOMMENDATIONS THROUGH RESEARCH, TRAINING AND NETWORKING

• Reinforce and multiply all forms of micro-finance institutions delivering credit to women • Promote women´s access to resources, employment, markets, trade, information and technology • Promote the elimination of prevailing discriminatory inheritance practices against women • Strengthen women´s economic capacity and commercial networks • Foster the empowerment of girls and of women throughout their life cycles.

INSTRAW´S LATEST PUBLICATION

Credit for Women: Why Is It So Important? Prepared in collaboration with the International Center for Research on Women (ICRW). INSTRAW. Santo Domingo. 1995. (INSTRAW/SER.B/51)



The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) is an autonomous agency within the framework of the United Nations with a mandate to conduct research and training to promote the integration and mobilization of women in development, to raise awareness of women's issues world-wide, and to assist women to meet new challenges.

At the Fourth World Conference on Women and at the NGO Forum on Women (China 1995) INSTRAW organized two special events and four panels on issues of crucial importance for the advancement of women:

- Recognition of Women's Contribution to and Participation in Development
- Mobilization of Mass Media and New Information Technologies to Promote Women's Contribution to Society
- Recognition and Support for Women's Contribution to Managing Natural Resources
- Economic and Political Empowerment of Women

The proceedings of these special events and panels will be published by INSTRAW in the first quarter of 1996.

For more information contact:

INSTRAW, P.O. Box 21747
Santo Domingo, Dominican Republic
Telephone (809) 685-2111
Facsimile (809) 685-2117

Support Office in New York: Room DCI-1106
United Nations, N.Y., N.Y., 10017, USA
Telephone (212) 963-0834
Facsimilie (212) 963-2978

Design:
Ninon León de Saleme
Printing:
Intergrafic, S. A.
Detail of poster used in cover:
Millaray Quiroga
INSTRAW/P.I.38/1995

INSTRAW

United Nations
International Research and Training Institute
for the Advancement of Women

MISSION STATEMENT

1998

1998 I
INS-GLO
MIS

INSTRAW is an autonomous body of the United Nations established in accordance with the Charter of the United Nations with a unique mandate to serve as a vehicle to promote and undertake policy-oriented research and training programmes at the international level to contribute to the advancement of women worldwide. Within this context INSTRAW plays a critical role in efforts to achieve the global agenda of gender equality and sustainable development.

Through conducting policy-oriented research and training and compiling databases on available gender-specific information both within and outside the UN system, INSTRAW focuses on the impact of globalization on the advancement of women and aims to:

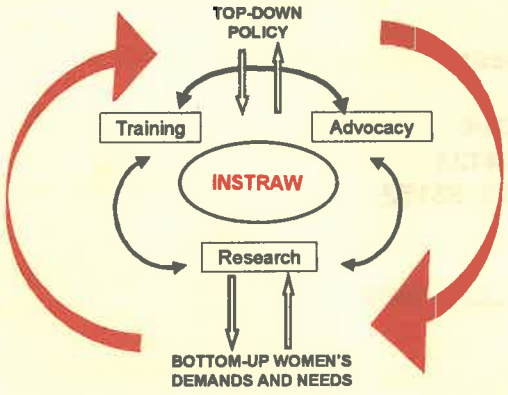
- **Make** women's work and social/political contributions visible and accounted for in the formal and informal sectors as well as in the public and private domains of life;
- **Advocate** for gender-sensitive policy alternatives that would enhance women's capacity to fully and actively participate in development and transform unequal gender structures;
- **Network** at national and international levels to support institutional capacity building that would further contribute to engendering the political agenda and facilitate the effective implementation of gender-sensitive policies;
- **Develop** qualitative and quantitative WID indicators to realistically and objectively measure progress in the advancement of women and towards achieving gender equality.

In determining its overall work programmes, INSTRAW observes the principles underlying international consensus on gender issues as reflected in UN Conferences and international conventions. Within this context, INSTRAW aims to fill the gap by addressing issues where:

- knowledge and information is lacking or insufficient
- gender inequalities persist
- obstacles that impede women's advancement are systematically recurring
- gaps in gender awareness, policy and action programmes are evident

In order to ensure that development interventions and gender mainstreaming bring about gender equality, INSTRAW advocates for development strategies and mechanisms that would contribute towards expanding women's capacity to transform the conditions of life at home, at work and in the community at large, while at the same time, targeting the immediate practical needs of diverse women's groups all over the world. Through comparative studies, INSTRAW strives to identify converging and diverging aspects of gender relations so that basic guidelines can be established to determine priority areas for common strategies of action in our multi-cultural world.

Within the UN system, aside from providing substantive inputs for relevant policy documents, INSTRAW also aims to compile databases on available information regarding gender-oriented research, training, policy and operational programmes undertaken by various agencies. Such databases will be made available through an electronic communications programme. Outside the UN system, INSTRAW promotes the UN agenda for gender equality, plays a catalytic role in stimulating further research at the national and international levels and supports institutional capacity building and networking for gender mainstreaming in all sectors.



INSTRAW's mission, in a nutshell, is to play a catalytic role in bridging the gap between top-down policy and programmes and bottom-up women's initiatives for gender equality. The Figure above illustrates INSTRAW's role in the endeavour towards gender equality.

Headquarters:

Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Santo Domingo, Dominican Republic
Tel: (809) 685-2111
Fax: (809) 685-2117
E-mail: <instraw.hq.sd@codetel.net.do>
Website: http://www.un.org/instraw

Liaison Office:

Room DC1-1106
One United Nations Plaza
New York, NY 10017 U.S.A
Tel: (212) 963-5684
Fax: (212) 963-2978
E-mail: <INSTRAW-NY@un.org>

Mailing address:

EPS-A314
Box 52-4121
Miami, FL 33152
U.S.A.

PI-47 - 2,000 - June 1998



Satellite Workshop

Women and the Environment: Theoretical/Conceptual Frameworks and Policy Implications

November 4 - 6, 1991
4:45 - 6:00 p.m.

1991 I
ENV-GLO

INSTRAW

Gender, Environment and Sustainable Development

Research

During 1990 -1991, INSTRAW carried out a research study jointly with the University of Utrecht and the Institute of Social Studies in the Netherlands consisting of a review of the theoretical/conceptual frameworks which have been used in thinking about women and environment issues. The study also presents methodologies for policy purposes.

INSTRAW is currently preparing the first issue of a Special Publication Series on Women, Environment and Sustainable Development which will be based on case studies in ten different regions of the developing world. These case studies address the major environmental issues in the various regions and how they affect women; the agents performing actions in the regions; and how women and environmental issues relate to development.

In the 1992-1993 biennium, INSTRAW will continue research of issues related to women, environment and sustainable development.

Training and Information

In 1992 INSTRAW will produce a Policy Development Resource Portfolio on Gender, Environment and Sustainable Development for policy and decision makers. The training portfolio will have a regional focus and will contain basic public information materials, as well as substantive documents such as background papers, case studies, bibliographies, guidelines and checklists. The Portfolio will also contain a section to be used in training seminars which will include a pedagogical scheme, training support and audio-visual materials.

The training materials, which will contain regionally specific information, will be employed in a series of regional workshops in the developing world.

INSTRAW has produced a 20 minute sound/slide on Women, Environment and Sustainable Development aimed at presenting the major issues on the topic. The sound/slide is aimed at sensitizing development planners, policy and decision makers and the general public on how women relate to the environment as users and managers and how they are affected by diverse environmental conditions. This sound/slide will be made into a video for wider dissemination and will be one of the components of the Policy Development Resource Portfolio on Gender, Environment and Sustainable Development.

A video will also be produced by INSTRAW on the three candidates from the Caribbean region that the Institute is sponsoring to the Global Assembly on Women and the Environment. It will be based on biographical data on the candidates from Barbados, Dominican Republic and Jamaica and an account of their activitist experiences and actions.

INSTRAW is participating in all major regional and international events related to the environment in order to ensure that a gender dimension is mainstreamed. In this effort, INSTRAW will collaborate with other UN agencies, principally, UNEP and UNIFEM.

"Stitching together we mend the future of the planet"

United Nations International Research and Training
Institute for the Advancement of Women
César Nicolás Penson 102-A, Santo Domingo, Dominican Republic
Telephone (809) 685-2111 Facsimile (809) 685-2117

United Nations
International Research and
Training Institute for the
Advancement of Women
INSTRAW

United Nations
Centre for
Human
Settlements
UNCHS

Roundtable on
WOMEN AND HUMAN SETTLEMENTS IN CONFLICT ZONES

organized by
INSTRAW and UNCHS/Habitat
11 June 1996
9:00 a.m. - 6:00 p.m.
Istanbul Technical University
Gumus Suyu Campus - Blue Hall
United Nations Conference on Human Settlements

HABITAT II

3 - 14 June 1996
Istanbul, Turkey

1996 I
PEA-GLO

Conflicts have changed from wars between states to wars within states, between different political, social, cultural and ethnic groups. Conflicts have not only changed in terms of actors but also in terms of victims. At the beginning of this century, civilian casualties accounted for fewer than 5 per cent of all fatalities; as we approach the twenty-first century, warfare is waged primarily against non-combatants. Today, 90 per cent of war casualties are civilians. Beyond the number of people actually living in zones of conflict, conflicts have also left an estimated 24 million people internally displaced and an estimated 20 million refugees - double the number of a decade ago. Women and children constitute some 80 per cent of the world's internally displaced persons and refugees.

The scope of the impact of conflict on women's habitat must be seen in relation to the changing patterns of conflict. In addition, these impacts must be analyzed with a gender perspective and understood in a context which transcends the personal considerations of those whose lives have been directly affected. The deterioration of women's habitat is not simply a result of physical injury and damage in regions where armed conflict occurs. Each action that occurs within the scenario of conflict generates impacts which in turn, interact with pre-existing social, economic and political structures and conditions and have long-term effects on the country or region in general. These long-term effects include deterioration of the economy and the environment and the destruction or alteration of political and social structures and power relations.

Experience shows that conflicts rarely change gender relations at a fundamental level, but simply rearrange them. However, this rearrangement might provide women more space for manoeuvre in situations of conflict and an empowerment process might begin.

INSTRAW and Habitat's Roundtable will focus on the situation of women whose habitat has been dramatically changed due to human-made conflicts and disasters and will address some of the complex dimensions of international and intra-state conflicts; their multiple causes including socio-economic disparity and environmental degradation; the impact of conflicts on women's habitat; and the crucial need of empowering women in order to achieve sustainable human settlement development.

INSTRAW/HABITAT

Roundtable on

WOMEN AND HUMAN SETTLEMENTS IN CONFLICT ZONES

11 June 1996
9:00 a.m. - 6:00 p.m.
Istanbul Technical University
Gumus Suyu Campus - Blue Hall

Agenda

Morning Session:

- Discussion of the concept and nature of conflicts as the 21st century nears - changes in causes, types and impacts.
- Identification of impacts of conflicts and disasters on women's habitat, bearing in mind the complex dimensions of conflicts and the fact that the definition of habitat goes far beyond the right to four walls and a roof.

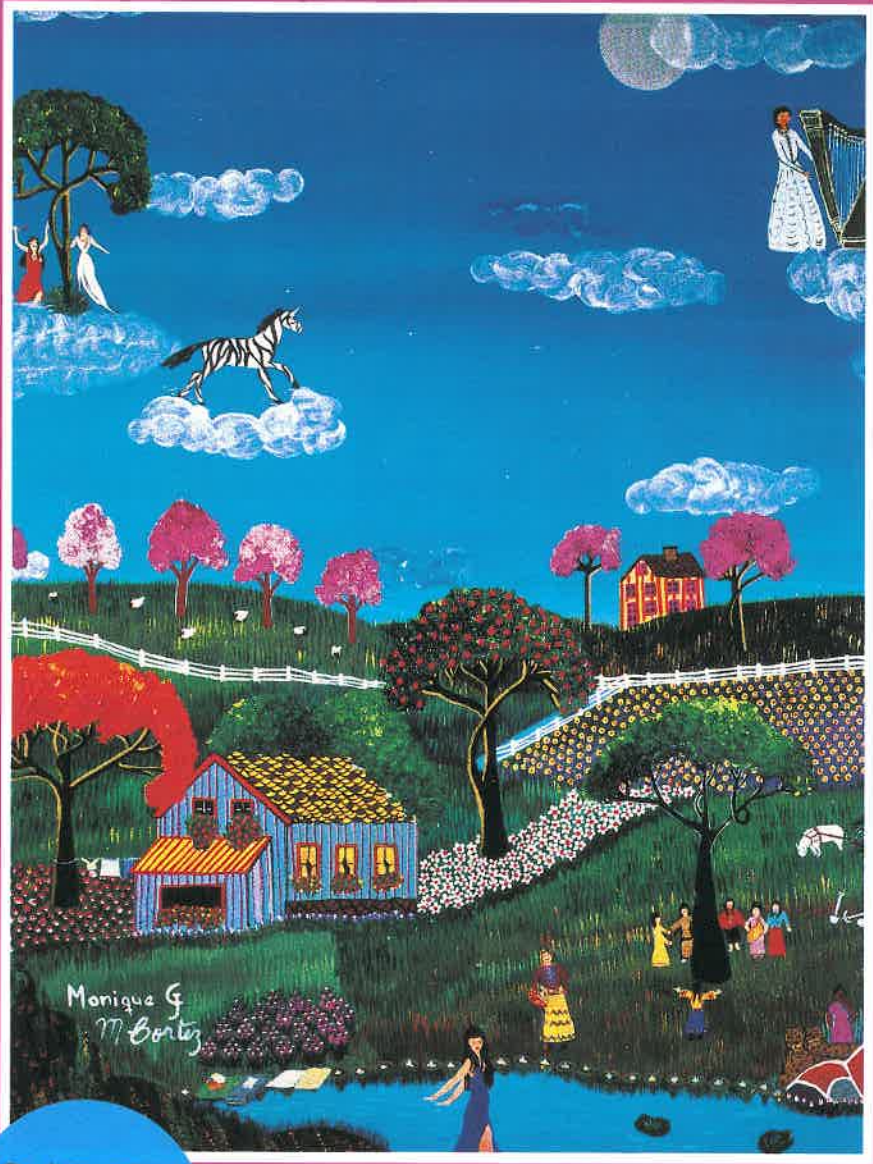
Afternoon Session:

- Strategies for securing an adequate habitat for women whose lives and habitat have been affected by conflict.
- The crucial need for empowering women in order to achieve sustainable human settlement development.
- Identification of research needs and priorities and discussion of methodological difficulties and challenges in relation to the identified topics.

For further information contact:

INSTRAW Headquarters
Calle César Nicolas Penson 102-A
P.O. Box 21747
Santo Domingo
Dominican Republic
Tel: (809) 685-2111
Fax: (809) 685-2117

INSTRAW Liaison Office
United Nations
Room DC1-1106
One UN Plaza
New York, NY 10017
Tel: (212) 963-5684
Fax: (212) 963-2978



S/F I
COR

The Dream of Equality
El Sueño de la Igualdad
Le rêve de l'égalité

Oil on canvass
Mónica Cortez, Ecuadorian painter
Transparency, Luis Nova, photographer

United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women

INSTRAW

EDITORA TELE-3

2008 I
LEA-AFR
EN

Strengthening women's leadership and participation in politics and decision-making in Algeria, Morocco and Tunisia

2008-2011

Ensemble pour l'égalité

Together for Equality

THE PROJECT PARTNERS

The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW)

Leading United Nations institute devoted to research and training for women's empowerment. It aims at knowledge management in order to achieve - in partnership with governments, civil society and the United Nations System - gender equality and reinforce women's role in the political, professional, social and economic spheres.

Web site : www.un-instraw.org

Center of Arab Women for Training and Research (CAWTAR)

A regional and independent organization based in Tunisia and created in 1994, this scientific institution primarily deals with gender equality issues, and aims at vitalizing women's participation in development through research, training, communication, advocacy and networking activities.

Web site : www.cawtar.org

THE PROJECT'S ADVISORY GROUP

Including one representative per country from the governmental institution in charge of women empowerment (Ministry) and one representative per country from civil society (NGO, media, academia ...), the Advisory Group is a technical and consultative body supporting the project and guiding it throughout the planning, implementation, follow up, evaluation and results dissemination phases.

DONOR

The Spanish Agency for International Development Cooperation (AECID)

Under the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, is the body in charge for encouraging, managing and implementing the spanish international development cooperation politics; it constitutes an essential element of the Government's external action.

Web site: www.aeci.es

For more information, contact :
P.O. BOX nr.105 - 1003 Cité El Khadra - Tunis- TUNISIA
Phone: +216 (0)71 792 298
Fax: +216 (0)71 780 002
E-mail : info@womenpoliticalparticipation.org
gdepaoli@un-instraw.org
wpp@cawtar.org
Web site : www.womenpoliticalparticipation.org

PROJECT OBJECTIVES

- Mobilize and call out key actors involved in the initiative for strengthening women's participation in the political sphere ;
- Adopt a participatory approach to enhance dialogue between actors in order to design a strategic plan contributing to the strengthening of women's status and role in politics at central and local levels.

PROJECT'S FRAME OF REFERENCE

- Beijing Action Platform (1995),
- Millennium Development Goals (MDG, 2000),
- Arab Summit's concluding Declaration (Tunis, May 2004),
- The First pillar of CAWTAR's strategy concerning women empowerment, including one sub-pillar related to women political empowerment.

PROJECT COMPONENTS

(i) Acquisition and sharing of better knowledge on current conditions, obstacles, challenges and opportunities related to women's leadership, women's participation in politics and in decision making processes, at the local, national and sub-regional levels, through mapping, research, meetings and publications.

(ii) Strengthening women's and actors' capacities through training, exchange of experiences and good practices.

(iii) Inter-actors dialogue, aiming at a better gender mainstreaming in decision making, and particularly in politics.

(iv) Communication, as cross-cutting activity, supporting the initiative's entire dynamics at all levels and in all phases.

INTERVIEWED KEY ACTORS AGREE THAT :

i) local governance constitutes the cornerstone of any action in favor of women's better political participation ;

ii) in addition to the cultural barriers preventing women's full participation, the difficult access of women to political parties and mainly to the parties' governing structures constitutes a major obstacle that must be analyzed, examined and overcome.

THE COMMUNICATION

The project considers communication a vital component; it is carried out throughout the project and plans for :

- a photo competition ;
- two posters competitions on the topic "women and politics" ;
- a media exercise to analyze the image of political women in the media (written, audiovisual and online press), carried out by students of journalism and communication in the three countries.

On the other hand, the project plans for the involvement of media players in the training, sensitization and advocacy activities.....

WHY A PROJECT FOR THE "STRENGTHENING OF WOMEN'S POLITICAL PARTICIPATION... ?"

Because in the three Maghreb countries, as everywhere in the world, "politics remains an opaque ground against women's access to responsibilities that no "natural evolution" could remedy" (Vogel, Jean, "Parity and new citizenship figures" in "La parité : enjeux et mise en œuvre").

The examination of the current state about women's political participation shows that efforts are indeed undertaken in all three countries, at various levels and degrees, to enhance women's participation in the political decision making process. Efforts include juridical reforms, the implementation of institutional mechanisms, ... However, the effective political participation of women remains limited as is the case in all Arab countries. This is reflected, as an example, in the following statistics:

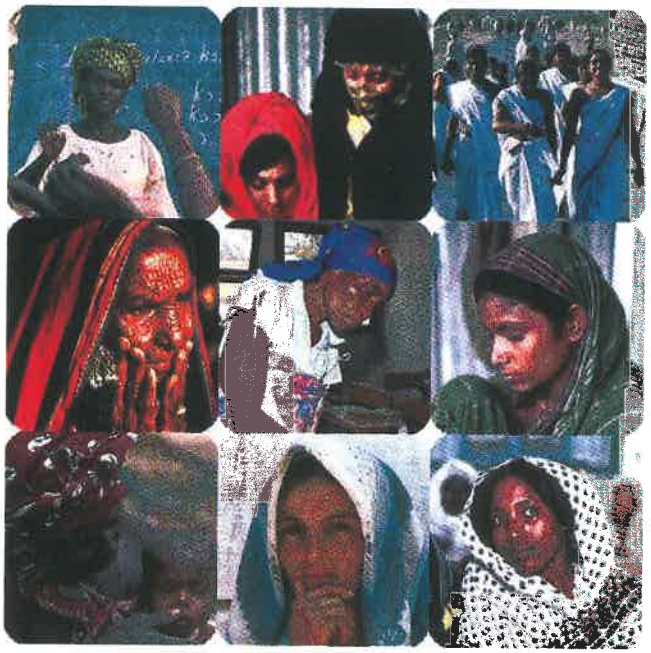
Country	Single or Lower House				2nd House or Senate				Municipal Councils	Government
	year	seats	women	% F	year	seats	women	% F	% women (March 2009)	Number of women (2009)
Tunisia	2004	189	43	22.8%	2005	111	17	15.3%	27% (2005-2010)	1 minister 5 secretaries of State
Morocco	2007	325	34	10.5%	2006	270	3	1.1%	12% (2009-2015)	5 ministers 2 secretaries of State
Algeria	2007	389	30	7.7%	2006	136	4	2.9%	0.73% (APC) (2002-2007)	3 1 minister 2 deputy ministers

Source: Interparliamentary Union (http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm) - 2007.

Donor

INSTRAW

International Research and Training Institute for the Advancement of Women



Generating Positive Change for Women Around the World Through Knowledge, Collaboration and Technology

S/F I
TEC-GLO

A United Nations Organization

Gender Inequality: A Global Challenge

Women account for 53% of the world's population, produce 60% or more of the world's agriculture and head almost one-third of the world's households. But they receive far from equal rights, privileges and recognition. Women hold only 10% of the world's political leadership positions, earn 60–70% of the wages earned by men, and account for the majority of the illiterate and impoverished. Violence against women continues on every continent.

Left unchecked, this trend will continue. In addition to ongoing gender equity challenges, every exciting new development that ripples through the world – information and communication technologies, for example – brings with it a new gender gap. Too often leaders at different levels fail to consider how their actions will impact women and in turn children, families and entire communities.

One organization within the United Nations system is working to address this challenge on a local, national and global scale. **The International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) is harnessing the power of information and communication technologies to build a global network to create real change for women.**



INSTRAW: 20 Years of Research and Training

Created by a United Nations mandate in 1976, INSTRAW has played a critical role in bringing gender equality and women's rights to the centre of attention and political action.

INSTRAW has researched essential issues and created tools for women's economic, social and political empowerment in topics such as the value of women's unpaid work, economic development and credit, the environment, energy and water supply, communications, aging, and migration. This work directly impacts development of gender-equal programmes and policies.

"INSTRAW is important to the UN system and to women around the world. Many of us have benefited from INSTRAW's research products."
Dr. Valentine M. Moghadam, Director, Women's Studies Program, Illinois State University

INSTRAW: Creating Positive Change for Women around the World through Knowledge, Collaboration and Technology

INSTRAW and the Gender Awareness Information and Networking System (GAINS) are:

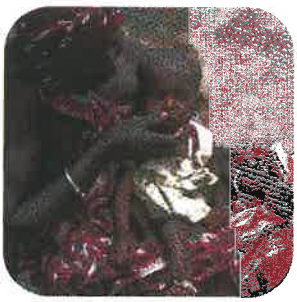
- Realizing the potential of information and communications technologies for women.
- Increasing knowledge about gender issues through collaborative research and a global think-tank.
- Using technology to deliver training and capacity building for women in developing countries.
- Providing a global gateway to critical gender resources and information.

INSTRAW relies on the generous voluntary contributions of UN Member States and private foundation, corporate and individual support.

For additional information on using, participating in or helping expand INSTRAW and GAINS, contact:

International Research and Training Institute for the Advancement of Women
César Nicolás Penson 102-A
Santo Domingo, Dominican Republic
Phone: 809-685-2111
Fax: 809-685-2117
Email: *instraw.hq.sd@codetel.net.do*
www.un-instraw.org

United Nations photos by Ray Witlin, S.P. Laffout, John Isaac, Louise Gubb, M. Wild and M. Grant



"It is dedicated organizations such as INSTRAW that will help us achieve our shared vision of a world where women live their lives free from poverty, violence and inequality."
Sheryl J. Swed, President, United States Committee for the United Nations Development Programme for Women

GAINS is online now, with new features added monthly. It is free to users worldwide at *www.un-instraw.org*

INSTRAW

Instituto Internacional de las
Naciones Unidas de Investigaciones y Capacitación
para la Promoción de la Mujer

1995 I
INS-GLO
PRO
SP

INSTRAW fue creado por el Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas (ECOSOC) el 12 de mayo de 1976 mediante la resolución 1998 (LX). Esta resolución ratificó una decisión anterior de la Asamblea General (31/135 del 16 de diciembre de 1976) basada en una recomendación de la Conferecia Mundial del Año Internacional de la Mujer celebrada en Ciudad México en el año 1975.

INSTRAW es un instituto autónomo dentro del marco de las Naciones Unidas cuya afiliación incluye a todos los Estado Miembros de las Naciones Unidas, conforme a la Carta de las Naciones Unidas. Su sede está ubicada en Santo Domingo desde el año 1983 por invitación del Gobierno de la República Dominicana.

INSTRAW y su trabajo se rigen por una Junta de Consejeros de once miembros propuestos por los Estados Miembros y nominados por ECOSOC por un período de tres años teniendo en cuenta el principio de distribución geográfica equitativa. Son miembros de oficio un representante del Secretario General de las Naciones Unidas, la Directora del Instituto, un representante de cada una de las comisiones regionales del Consejo Económico y Social y un representante del país anfitrión.

Las actividades de INSTRAW están financiadas en su totalidad por contribuciones voluntarias de los Estados Miembros, organizaciones inter-gubernamentales y no gubernamentales, fundaciones y fuentes privadas. El Instituto mantiene lazos de cooperación con otras organizaciones e instituciones involucradas en actividades de investigación y capacitación afines a su propio trabajo. El Instituto también trabaja a través de una red creciente de centros de coordinación en las diferentes regiones del mundo que en la actualidad suman 41.

INSTRAW lleva a cabo actividades de investigación, capacitación e información cuyo fin es elaborar nuevos métodos para incrementar la visibilidad de la contribución de la mujer en el proceso de desarrollo, consolidar su participación en él y hacer el proceso global de desarrollo más acorde a sus necesidades y preocupaciones.

Las actividades de investigación y capacitación de INSTRAW se concentran en cuatro áreas principales donde ha adquirido experiencia a través de los años. Muchas de éstas actividades se realizan en estrecha colaboración con otras agencias del sistema de las Naciones Unidas, gobiernos y organizaciones no gubernamentales. A continuación se ofrece una breve descripción de dichas actividades.

INSTRAW publica con regularidad los resultados de sus investigaciones, el material de capacitación resultante de su programa de trabajo y material de información pública. *Noticias del INSTRAW* se publica dos veces al año en inglés, español y francés.

Potenciación Económica y Política de la Mujer:

- investigación sobre el acceso de la mujer al crédito y directrices de políticas para su mejoramiento
- análisis diferenciado según el sexo del cliente del impacto del crédito
- materiales de capacitación - Carpeta de Capacitación sobre Género, Asuntos de Género; Conceptos de Género en la Planificación del Desarrollo - Planteamiento Básico
- directrices para incrementar la participación de la mujer en el proceso de toma de decisión y liderazgo

Mujer, Medio Ambiente y Desarrollo Sostenible:

- materiales de capacitación - Mujer, abastecimiento de agua, saneamiento y manejo de los desechos; Mujer y fuentes nuevas y renovables de energía; y Mujer, manejo del medio ambiente y desarrollo sostenible
- realización de seminarios de capacitación a nivel nacional y regional para promover mayor participación de la mujer en el desarrollo sostenible y ecológicamente racional

Mujer, Sistemas y Medios de Comunicación:

- investigación sobre cómo las organizaciones de la mujer utilizan las nuevas tecnologías computarizadas e identificación de la manera en que dichas tecnologías pueden ser plenamente aprovechadas por las organizaciones de la mujer en el cumplimiento de su trabajo
- manual para el uso de tecnologías computarizadas de comunicación
- investigación sobre métodos para mejorar la imagen de la mujer y su participación en los medios de comunicación
- manual/guía para sensibilizar los medios de comunicación a los asuntos de género que incluye recomendaciones para promover la participación de la mujer en los medios de comunicación, particularmente en el proceso de la toma de decisiones

Estadísticas e Indicadores sobre Asuntos de Género

- consideraciones metodológicas sobre cómo mejorar las estadísticas e indicadores sobre la mujer
- capacitación para los usuarios y productores de estadísticas sobre temas de género
- investigación sobre métodos para avaluar la contribución de la mujer a la economía, incluyendo el sector informal
- medición y valoración del trabajo no remunerado de la mujer y el hombre
- materiales de capacitación sobre el uso de estadísticas e indicadores desagregados por sexo en la formulación de políticas.

Sede del INSTRAW

Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Santo Domingo, República Dominicana
Tel: (809) 685-2111 Fax: (809) 685-2117

Oficina de Enlace

Room DC1-1106
1 United Nations Plaza
New York, N.Y. 10017
Tel: (212) 963-5684 Fax: (212) 963-2978

Dirección de Correos

EPS-A314
Box 52 - 4121
Miami, Fl 33152

INSTRAW

L'Institut international de
Nations Unies de recherche et de formation
pour la promotion de la femme

1995 I
INS-GLO
PRO
FR

L'INSTRAW a été crée le 12 mai 1976 par la résolution 1998 (LX) du Conseil économique et social (ECOSOC). Cette résolution ratifiait une décision antérieure de l'Assamblée Générale (31/135, du 16 décembre 1976) basée sur une recommendation de la Conférence mondiale de l'Année internationale des femmes, ténue au Mexique en 1975.

L'INSTRAW est un institut autonome dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Son adhésion comprendre tous les États membres des Nations Unies, en accord avec la Carte des Nations Unies. Son siège se trouve à Saint Domingue depuis 1983 sur l'invitation du Gouvernement de la République Dominicaine.

L'INSTRAW et ses travaux sont régis par un Conseil d'administration composé par onze membres nominés par les États membres et désignés par ECOSOC pour une durée de trois ans, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable. Un représentant du Secrétaire général, le Directeur de l'Institut, un représentant de chacune des commissions régionales du Conseil, et un représentant du pays hôte siègent en qualité de membres de droit du Conseil.

Les activités de l'INSTRAW sont financées totalement à l'aide de contributions volontaires d'États membres, d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, de fondations ou de sources privées. L'Institut conclut des accords de coopération avec d'autres organisations ou institutions engagés dans des activités de formation et de recherche concernant son propre travail et lesquelles pourraient aider l'Institut dans l'exécution de ses fonctions. L'Institut opère aussi à travers d'un réseaux grandissant d'interlocuteurs ou points focaux, qui somme 41 en 1996, localisés dans les divers régions du monde.

L'INSTRAW entreprend des activités de recherche, de formation et d'information visant à développer des nouveaux méthodes en vue d'encourager la contribution des femmes au développement, aussi que à leur émancipation, et faisant le procès de développement en général plus en accord avec les bésoins et affaires concernant les femmes.

L'INSTRAW concentre ses activités de recherche et formation dans quatre secteurs principaux dans lesquels l'Institut a accroisé expertise au cours des années. Un grand nombre de ses activités son menées sur la base d'une collaboration étroite avec d'autres organismes des Nations Unies, gouvernements et organisations non-gouvernementales. Suivant est une bref description des activités plus importantes de l'Institut.

L'INSTRAW publie regulièrement études de recherches et matériel pédagogique résultant de son programme de travail aussi que d'autre matériel d'information publique. Deux fois par an, l'Institut publie les *Nouvelles de l'INSTRAW* en anglais, français et espagnol.

Programmes focaux

Emancipation économique et politique des femmes:

- recherche sur l'accès des femmes au crédit et directives politiques pour son amélioration
- l'effet des programmes de crédit différencié par sexe
- matériels de formation à l'égard des femmes - Dossier de formation antisexiste sur les femmes et le développement; Prise en compte de la sexospécificité dans la planification du développement
- directives pour l'amélioration de la participation des femmes à la prise de décisions et aux structures du pouvoir

Femmes, environnement et développement durable:

- dossiers de formation - Les femmes, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets; Les femmes, les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et Les femmes, la gestion de l'environnement et le développement durable
- séminaires nationaux et régionaux sur la mise en valeur le rôle des femmes dans le développement de l'environnement sain et durable

Femmes, médias et communication:

- recherche sur l'utilisation de la télématique par des organisations de femmes et l'identification des moyens pour que ces organisations utilisent au mieux la télematique dans leurs activités quotidiennes
- manuel sur les moyen d'utiliser au mieux la télématique
- recherche sur les méthodes d'améliorer l'image des femmes et leur participation dans les médias
- préparation du guide avec l'objectif de contribuer aux moinse sexistes incluant des recommandations pour promouvoir la participation des femmes aux médias, en particulier à la prise de décisions

Statistiques ventilées par sexe et indicateurs relatifs aux femmes:

- considérations conceptuels et méthodologiques pour l'amélioration des statistiques et indicateurs sur les femmes y compris femmes agées et femmes migrantes
- formation pour utilisateurs et producteurs des statistiques sur les femmes
- recherche sur les méthodes pour l'évaluation de la contribution des femmes à l'économie, y inclus les activités non rémunérées
- mesure et évaluation de la contribution non rémunérée des femmes et des hommes
- dossier de formation pour l'utilisation des statistiques et indicateurs ventilées par sexe pour l'élaboration des politiques

Siège de l'INSTRAW

Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Saint Domingue, République Dominicaine
Tél: (809) 685-2111 Télécopie: (809) 685-2117

Bureau de Liaison de l'INSTRAW

Bureau DC1-1106
1 United Nations Plaza
New York, New York 10017
Tél: (212) 963-5684 Télécopie: (212) 963-2978

Adresse

EPS-A314
Box 52-4121
Miami, FL 33152

Titulos de los Modulos

MODULO EWI

Visión General de las Actividades de las Naciones Unidas en el campo de las Fuentes de Energía Nuevas y Renovables - 142 páginas, 11 transparencias, paquete audiovisual "Mujer y FENR" (10' 15" - 57 diapositivas).

MODULO EWII

El Papel de la Mujer en las FENR - 181 páginas, 34 transparencias.

MODULO EWIII

Sistemas Pertinentes de FENR: Características y Tecnología - 108 páginas, 37 transparencias, paquete audiovisual "Visión General de la Aplicación de FENR" (10'30" - 52 diapositivas).

MODULO EWIV

Proyectos y Programas de FENR: Diseño y Ejecución - 239 páginas, 19 transparencias.

MODULO EWV

Actividades de Educación y Capacitación en los Proyectos de FENR - 87 páginas, 6 transparencias.

Para obtener los módulos o mayor información ponerse en contacto con:

Oficial de FENR
INSTRAW
EPS A-314
P.O. Box 52-4121
Miami, Florida 33122

Telephone: (809) 685-2111
Facsimile: (809) 685-2117

INSTITUTO DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA PROMOCIÓN DE LA MUJER
INSTRAW

MUJER
Fuentes de Energía Nuevas y Renovables

PAQUETE MODULAR DE CAPACITACIÓN 1990

1990 I
ENE-6LO
BRO
SP

CENTRO INTERNACIONAL DE PERFECCIONAMIENTO PROFESIONAL Y TÉCNICO
TURIN

La Mujer y las Fuentes de Energía Nuevas y Renovables
Paquete Modular de Capacitación

De conformidad con la necesidad expresada por los países en desarrollo y con el programa de acción adoptado en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Fuentes de Energía Nuevas y Renovables (FENR), Nairobi 1981, y las Estrategias de Nairobi orientadas hacia el futuro para el adelanto de la mujer, los módulos tratan de promover la integración de las necesidades de la mujer y su participación en la planificación y ejecución de proyectos de energía, prestando atención especial al desarrollo y uso de las FENR. La producción de los paquetes de capacitación fue posible gracias a la generosa contribución financiera del gobierno de Italia.

El paquete de capacitación sobre "Mujer y FENR" refleja el trabajo del INSTRAW y del Centro Turín de la OIT en esta área. Está basado en materiales de otros organismos y agencias del sistema de las Naciones Unidas, al igual que en decisiones y recomendaciones emanadas de diferentes reuniones a las que el INSTRAW asistió u organizó, tanto dentro como fuera del sistema de las Naciones Unidas, a quienes el INSTRAW les está muy agradecido.

Los paquetes de capacitación han sido probados en el campo en países en desarrollo, y están diseñados para adaptarse a las necesidades nacionales. El programa modular permite la capacitación en el lugar mismo y provee un enfoque de "cómo hacerlo".

GRUPOS META

El paquete de capacitación sobre "Mujer y Fuentes de Energía Nuevas y Renovables (FENR)" está dirigido a dos grupos meta diferentes: planificadores del desarrollo, ejecutivos de los ministerios de energía y otras organizaciones gubernamentales y no gubernamentales involucradas en el desarrollo y administración de programas y proyectos de energía que utilizan FENR y a los ejecutivos de organizaciones de mujeres e instituciones nacionales, regionales e internacionales a todos los niveles.

Estructura Modular

Los módulos consisten de un paquete que contiene toda la información, ejemplos, ejercicios y material audio-visual necesarios para:

- el entrenador impartir una lección o realizar actividades de capacitación; y/o
- el participante analizar, reforzar y aplicar los concepto teóricos aprendidos durante las sesiones de capacitación; y/o
- el profesional utilizarlo como material de referencia y auto-aprendizaje para actualizar sus conocimientos y destrezas relacionados con la integración efectiva de la mujer a los proyectos y programas de FENR.

A fin de reducir el tiempo de aprendizaje y mejorar su eficiencia, mientras se mantiene la motivación del usuario, se ha incluido en los módulos sólo la información y las actividades considerados esenciales para el logro de los objetivos de la capacitación.

Cada unidad modular consta de 5 componentes:

1. Una descripción de los objetivos generales y específicos del paquete y las características principales de los grupos meta.

2. Un texto escrito para preparar la lección/ponencia. Lecturas adicionales para los usuarios que no tienen acceso a bibliografías de referencia. Un glosario y una bibliografía detallada.

3. Herramientas para el control de la retroalimentación en cada unidad modular. Una lista de comprobación de temas clave para tratar los puntos de mayor relevancia presentados en la unidad. Un formulario de evaluación.

4. Una guía para el entrenador/usuario que incluye un plan generalizado de la lección, instrucciones y medios auxiliares para la organización y conducción de la sesión de capacitación.

5. Audiovisuales: transparencias, diapositivas con sonido, que pueden ser utilizados por separado para sesiones cortas de sensibilización.

Sistema Modular
¿Cómo Emplearlo?

- Una guía del usuario contiene información sobre cómo utilizar los módulos; cómo realizar el seminario de capacitación, desde la fase de la planificación hasta su evaluación; esquema pedagógico, estructura modular; lista de los equipos necesarios.

- El módulo ha sido producido para operar por sí mismo sin necesidad de insumos externos. Cada módulo comprende un tópico que aparece en forma audiovisual o impresa junto con una "Guía del Usuario" para el entrenador/lector, para facilitar tanto el aprendizaje como la enseñanza. La Guía comienza con objetivos específicos y luego describe las actividades tanto de los entrenadores como de los participantes.

- El módulo contiene un curso que trata sobre el tema y con cada sesión se dan instrucciones precisas. El entrenador local puede combinar las charlas con los paquetes audiovisuales que les acompañan.

- Los módulos no son uniformes y pueden ser adaptados a las circunstancias específicas de cada comunidad local o grupo meta. En otras palabras, es posible adaptar los módulos para diferentes labores de capacitación.

- La flexibilidad de este paquete de capacitación está asegurada por una actividad paralela que permite la capacitación de dos grupos diferentes a la vez, y el uso de los materiales de capacitación que le permiten al usuario adaptarlos a las necesidades de la audiencia.

Nota: En la actualidad los módulos sólo están disponibles en idioma inglés.

Ensemble pour l'Egalité

« Renforcement du leadership féminin et consolidation de la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision en Algérie, au Maroc et en Tunisie».

(2008 - 2011)



2008 I
LEA-AFR
FR

CAWTAR

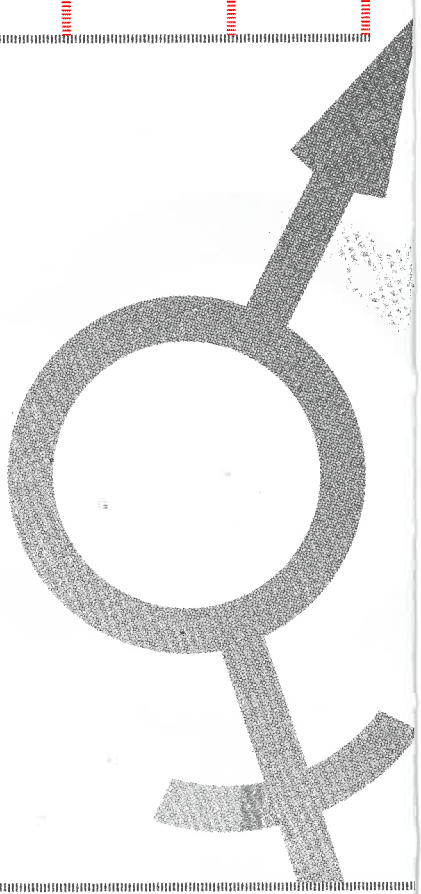
instraw united nations part of UN WOMEN

CHIFFRES CLÉS

	ALGÉRIE	MAROC	TUNISIE	MOYENNES POUR LES 3 PAYS	MOYENNES MONDIALES 2008 [1]	RÉGION MENA 2009
FEMMES MINISTRES [2]	3.7% (1 sur 27)	13.7% (3 sur 22)	3% (1 sur 30)	7.2%	16% [3]	8.12% [4]
FEMMES DANS LE PARLEMENT [5] (LES 2 CHAMBRES)	5.32% (34 sur 525)	5.78% (37 sur 595)	21.37% (76 sur 326)	10.82%	18.8%	9.5% [6]
FEMMES DANS LES CONSEILS MUNICIPAUX (COMMUNES)	0.73% mandat 2007-2012 [7]	12.3% mandat 2009-2015 [8]	33.6% mandat 2010-2015 [9]	15.54%	-	-

OBJECTIFS DU PROJET :

- Générer et partager des connaissances sur le leadership féminin et la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision aux niveaux national, local et régional,
- Renforcer le leadership des organisations féminines et leurs capacités de plaidoyer afin d'améliorer la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision,
- Améliorer le dialogue politique à propos du leadership féminin et de la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision entre les intervenants clés gouvernementaux, non-gouvernementaux et internationaux.



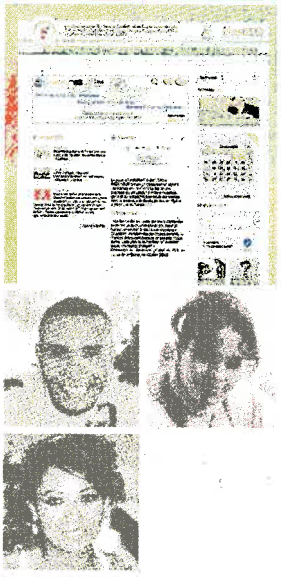
PUBLIC CIBLE DU PROJET :

Le présent projet qui s'insère dans le cadre ci-dessus référencé, vise à mobiliser et à interpeller des acteurs femmes et hommes de différents horizons: gouvernement, société civile, partis politiques, milieux académiques, médias et jeunes afin de soutenir une approche participative pour un dialogue sur la thématique du projet, prenant en considération les spécificités de la sous-région arabe couverte par le projet mais également les particularités inhérentes à chaque pays.

1. **http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm** 2009
2. Women's political participation in the MENA region. Booklet, Centre of Arab Women for Training and Research (CAWTAR), 2009, p.98.
3. **http://www.ipu.org**
4. **http://www.unifem.org/progress/2008/vs_politics7.html**
5. Données actualisées (**www.ipu.org**)
http://www.ipu.org
7. Rapport de la recherche-action réalisée en Algérie, au Maroc et en Tunisie sur « la participation politique des femmes au niveau local, UN-INSTRAW/CAWTAR, 2009.
8. **http://www.elections2009.gov.ma/Assemblees2009/Regionaux/Resultats/Consultation_Resultats_Regionaux.aspx**
9. Discours of Madame Bebia Bouhnak Chihi, Ministre des affaires de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Personnes âgées en Tunisie, Juillet 2010, Tunis.

COMPOSANTES/ACTIVITÉS DU PROJET :

La stratégie d'action du projet s'articule autour des axes suivants :



L'acquisition et le partage des connaissances : les résultats des recherches et études, réalisées sont partagés avec les acteurs en vue d'échanger l'information et de les sensibiliser quant aux différents obstacles, défis et opportunités afférents au leadership féminin, à la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision, aux niveaux local, national et subrégional. Un état des lieux dans les trois pays (mapping), un exercice d'analyse de l'image de la femme politique dans les médias (presse écrite, audio-visuelle et électronique), 3 recherches-action sur «la participation des femmes à la gouvernance locale», 6 flyers thématiques sur «le genre», «le quota», «les opportunités et les obstacles», «l'interrelation entre participation politique et participation économique», «le genre dans les syndicats des trois pays» et «les bonnes pratiques» ont contribué à un meilleur partage des connaissances. Par ailleurs, l'équipe du Projet partage ces connaissances acquises, à l'occasion de sa participation aux rencontres nationales, régionales et internationales sur le genre, en général et la participation politique, en particulier. Pour visionner toutes les publications, visitez notre site: http://www.womenpoliticalparticipation.org (section publications)

Le renforcement des capacités des femmes et des acteurs à travers la formation, l'échange des expériences et des bonnes pratiques par le biais des ateliers de formation/sensibilisation ciblant différents groupes et ayant pour objectif principal une meilleure participation des femmes dans la sphère politique, à l'échelle centrale et locale. Parmi le public cible des ateliers on cite essentiellement : les femmes (députées, conseillères municipales, militantes des partis politiques et des ONG) les hommes politiques et les médias; des rencontres regroupant femmes et hommes des trois pays, d'autres entre femmes du Maghreb et femmes d'autres régions du monde (Espagne, Costa Rica…) ou encore des femmes actives dans des institutions/ organismes régionaux et internationaux (Ligue des Etats Arabes, I know Politics, UN-INSTRAW…), et du parcours des «routes d'apprentissage» visant à valoriser les bonnes pratiques existantes et à capitaliser les connaissances accumulées par les participants au processus tout au long du parcours.
Pour plus d'informations, visitez notre site:
http://www.womenpoliticalparticipation.org (section activités du projet)

Le dialogue inter-acteurs, en vue d'une meilleure intégration de l'approche genre au niveau de la prise de décision, en particulier politique. Le projet favorise le dialogue avec et entre différentes catégories d'acteurs : les femmes politiques, des niveaux central et local, les militant(es) des différents partis politiques, les autorités locales, les ONG, les universitaires, les media. Une attention particulière est accordée aux jeunes, interpellés pour exprimer leurs perceptions de la participation politique des femmes, ainsi qu'à travers les créations artistiques et activités culturelles.
Par ailleurs, le Projet accueille des stagiaires et collabore avec des étudiants étrangers individuellement ou en groupe qui contribuent à la réflexion sur la thématique «femme et politique» (étudiants des instituts de journalisme et de communication dans les trois pays, étudiants de l'université américaine de Paris et des autres universités). Pour plus d'informations, visitez notre site:
http://www.womenpoliticalparticipation.org (section gestion des connaissances) ▷

La communication constitue une activité transversale et accompagne toute la dynamique de l'initiative, à tous les niveaux et dans toutes les étapes. Elle est développée, en particulier, à travers : un exercice d'analyse de l'image des femmes politiques dans les media ; les concours de photos et d'affiches sur la thématique «femme et politique», les publications du projet; le site web et le groupe *facebook* du projet ainsi que la *Newsletter* électronique; les produits communicationnels, en particulier la vidéo des portraits retraçant la campagne électorale de 7 femmes têtes de listes lors des élections législatives de 2009, en Tunisie; la campagne de sensibilisation visant «la mise en valeur de l'image politique de la femme en Algérie, au Maroc et en Tunisie», faisant appel à des techniques de communication interactives et innovantes (*Podcasts*) et comprenant la production d'un court métrage intitulé « *Who is Fatima?* ».

LES MAITRES D'ŒUVRE PARTENAIRES DU PROJET :

- L'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme, UN-INSTRAW. Seul mécanisme UN spécialisé dans la recherche et la formation pour la promotion de la femme, il a pour mission de capitaliser les connaissances pour atteindre, en collaboration avec les gouvernements, la société civile et le système des Nations Unies, l'égalité de genre et renforcer le rôle des femmes dans la vie politique, professionnelle, sociale et économique. http://www.un-instraw.org

- Le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche, CAWTAR, est une organisation régionale indépendante basée en Tunisie. Créée en 1994, cette institution scientifique traite essentiellement des questions liées à l'égalité de genre et œuvre à dynamiser la participation de la femme au développement, et ce par le biais des activités de recherche, de formation, de communication, de plaidoyer et de réseautage. http://www.cawtar.org

LE BAILLEUR DE FONDS :

l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale et le Développement (AECID), dépendant du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, est l'organisme chargé d'impulser, de gérer et de mettre en œuvre la politique extérieure du gouvernement espagnol. http://www.aecid.es

LES PARTENAIRES DU PROJET :

Outre les ministères en charge du genre dans les trois pays, le projet travaille en partenariat avec les composantes de la société civile : ONG, universités, centres de recherche, medias... Par ailleurs, d'autres partenaires/bailleurs de fonds appuient le projet : il s'agit, notamment, du Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (UNDEF), du MEPI, de la GTZ (Maroc), de la Fondation espagnole Paix et Solidarité Serafin Aliaga, de la Confédération syndicale internationale, Procasur.



pour + d'informations

P.O. BOX nr.105 - 1003 Cité El Khadra - Tunis- Tunisie

Tel: +216 **71 792 298**

Fax: +216 **71 780 002**

E-mail: **info@womenpoliticalparticipation.org**
wpp@cawtar.org
gdepaoli@un-instraw.org

Web site: **www.womenpoliticalparticipation.org**

LE BAILLEUR DE FONDS

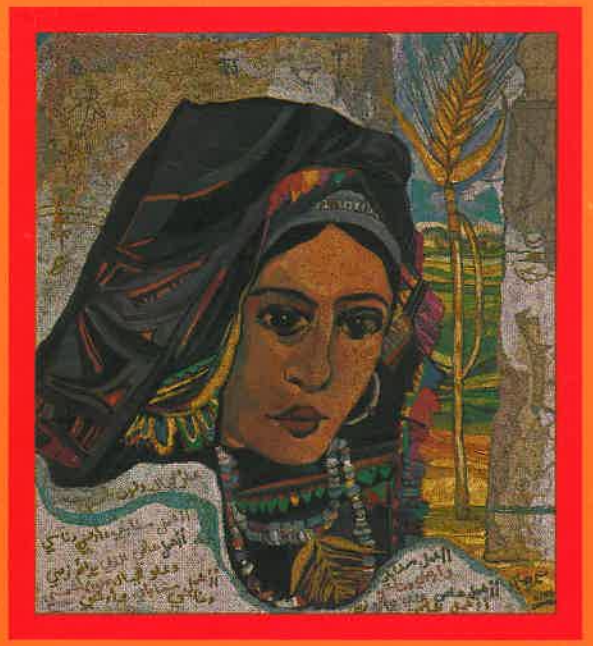
MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN

aecid

INSTRAW

United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women
Santo Domingo, Dominican Republic
Telephone (809) 685-2111
Facsimile (809) 685-2117

Mounira Mossly
"My land and folk 1990"



1990 I
MOS

ILO TURIN CENTRE

UN INSTRAW

UN DTCD



WOMEN, WATER SUPPLY AND SANITATION

1987 I
WAT-GLO
WOM

A multi-media modular training package

To meet the expressed needs of developing countries and following the guiding principles adopted at the Global Consultation on Safe Water and Sanitation for the 1990s *(New Delhi 1991)* and the Nairobi-Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women *(1985)*, the modules aim at promoting the integration of women's needs with participation in sustainable water supply and sanitation programmes, paying particular attention to training activities and to the management of water resources.

The training package "Women, Water Supply and Sanitation" reflects the work of UN/DTCD, UN/INSTRAW and ILO/TURIN CENTRE in this area. Its production was funded by UN/DTCD. The modular training package is designed to give a general overview and should be adopted by trainers to the particular needs of a given country. It enables training in situ and provides a practical "how-to" approach.

TARGET GROUPS

The training package on "Women, Water Supply and Sanitation" is aimed at senior officials of Ministries of Education Health, Planning; development planners and provincial authorities in charge of water supply and sanitation projects; engineers in charge of designing and implementing projects; trainers and managers of national training institutes.



MODULAR STRUCTURE

The modules consist of a package containing all the information, examples, exercises, audio-visual support material necessary for:

- the trainer to deliver a lesson or conduct training activities;

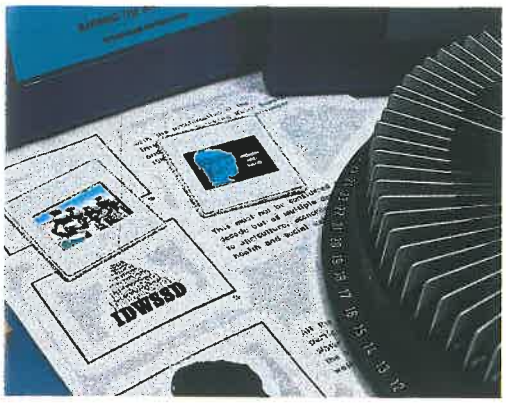
  and/or

- the trainee to analyse, reinforce and apply the theoretical concepts learned during training sessions;

  and/or

- the professional to possess self-learning reference material to upgrade knowledge and skills related to effective integration of women in water supply and sanitation projects and programmes.

To reduce the learning time and improve learning efficiency, whilst maintaining the user's strong motivation, the text of the module contains only that information and those activities considered essential for the achievement of the training objectives.



Each modular unit is comprised of five components:

1 A description of the general and specific objectives of the package and the main characteristics of the target groups.

2 A written text to prepare the lesson/presentation; additional readings for users without access to reference bibliographies; detailed bibliography.

3 Tools for feedback control in each modular unit; a key-issue check-list to discuss the major points presented in the unit; an evaluation form.

4 A trainer/users guide including a generalized lesson plan, instructions and aids for the organisation and conduct of a training session; lists within the requisite hardware, documents and audio-visual aids.

5 Audio-visual aids; transparencies, sound/slides which can be used separately for very short sensitization sessions.

MODULAR SYSTEM: HOW TO USE IT?

- A user's friendly guide contains information on "how-to" use modules; "how-to" conduct a training seminar, from the planning phase until its evaluation; a pedagogical scheme using a modular structure and a list of necessary equipment.
- The module is produced to stand on its own without any further input from external sources. Each module focuses on a topic given in audio-visual or printed form to facilitate both teaching and learning, together with a "User's Guide" for the trainer/lecturer. Beginning with specific objectives, the guide then describes the activities of both the trainers and the learners.
- The module contains a course covering the subject area and clear instructions are given with each session. The local trainer can co-ordinate lectures with sound/slide packages which are provided in the accompanying package.
- The modules are not uniform but can be adapted to the specific circumstances of each local community or target groups. In other words, it is possible to adjust the modules to fit different training tasks.
- The flexibility of this training packages is assured by a parallel activity enabling the training of two different target groups simultaneously, and the use of modular training materials which permit users to adapt the latter to the audiences' own needs.

LIST OF MODULE TITLES

MODULE W I	The International Drinking Water Supply and Sanitation Decade (IDWSSD) and Beyond.	82 pages, 11 transparencies.
	and a sound/slide package "Women, Water Supply and Sanitation	60 slides - 15 min.
MODULE W II	Participation of Women in Planning, Choice of Technology and Implementation of Sustainable Water Supply and Sanitation Projects	52 pages, 12 transparencies.
MODULE W III	Role of Women in Hygiene Education and Training Activities for Water Supply and Sanitation Projects	79 pages, 13 transparencies.
MODULE W IV	Involvement of Women in Management of Water Resources, Water Supply and Waste Disposal	80 pages, 20 transparencies.
MODULE W V	Evaluation and Monitoring of Water Supply and Sanitation Programmes, Projects and the Role of Women	75 pages, 16 transparencies.
	together with a sound/slide package, "The Involvement of Women in Evaluation and Monitoring of Water Supply and Sanitation Projects"	53 slides - 15 min.

To obtain modules or further information contract:

The Desk Officer - WWSS

INSTRAW

P.O. Box 21747

SANTO DOMINGO, DOMINICAN REPUBLIC

Tel: (809) 685-2111

Facsimile: (809) 685-2117

Telex: (326) 4280 WRA SD

STATUT DE

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE

RECHERCHE ET DE FORMATION

DES NATIONS UNIES

POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

INSTRAW
DIXIEME ANNIVERSAIRE

1990 I
INS-GLO
FR

Le texte du Statut a été soumis a l'Assemblée générale dans le Document A/39/511 le 26 septembre 1984 et a été approuvé par l'Assemblée générale à sa 39e Session.

STATUT DE

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE

RECHERCHE ET DE FORMATION

DES NATIONS UNIES

POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Article premier

STATUT ET OBJET

L'Institut international des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme a été créé par le Conseil économique et social (résolution 1998 (LX) du Conseil, en date du 12 mai 1976), conformément à une décision antérieure de l'Assemblée générale (résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975), prise comme suite à une recommandation de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975.

L'Institut est un organisme autonome créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies conformément à la Charte des Nations Unies, qui sert, à l'échelon international, de moyen permettant d'entreprendre des recherches et d'établir des programmes de formation pour contribuer à l'intégration des femmes, au développement et à leur mobilisation pour ce processus, ainsi que de faire prendre davantage conscience, dans le monde entier, des questions relatives aux femmes, et de préparer les femmes à mieux faire face aux nouveaux problèmes et à mieux s'adapter aux nouvelles orientations. L'Institut jouit, en tant qu'élément de l'Organisation des Nations Unies, du statut, des privilèges et des immunités prévus aux Articles 104 et 105 de la Charte des Nations Unies et par tous autres accords internationaux ou résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation.

Article II

OBJECTIF ET FONCTIONS

1. L'objectif de l'Institut consiste à stimuler et à appuyer, par ses activités de recherche, de formation, et de collecte et de diffusion de

données, la promotion de la femme et son intégration dans le processus de développement à la fois comme participante et comme bénéficiaire. L'Institut appuie les efforts faits à cet égard par les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales. En conséquence, ses principales fonctions sont:

a) D'effectuer des recherches et des études en vue d'encourager l'intégration et la participation effectives des femmes au développement: les programmes de recherches et d'études de l'Institut, y compris en particulier, ceux qui sont orientés vers la pratique, mettent l'accent sur les problèmes qui se posent aux femmes dans les pays en développement et sur leur participation à la définition, à la conception et à l'exécution des activités de développement à tous les niveaux;

b) D'établir des programmes de formation, y compris un programme de bourses de perfectionnement et des services consultatifs, par le moyen desquels l'Institut s'emploie à mieux faire connaître les questions intéressant les femmes et leur rôle dans le développement et s'efforce d'obtenir une participation égale des femmes à tous les aspects du développement économique et social et de multiplier les possibilités pour elles d'acquérir de nouvelles compétences qui leur permettent de s'adopter aux mutations rapides de la société actuelle;

c) D'établir et de maintenir un système d'information, de documentation et de communication qui permette à l'Institut de répondre à la nécessité de diffuser des informations à l'échelle mondiale sur les questions intéressant les femmes.

2. Jouant un rôle catalyseur, l'Institut s'efforce dans toute la mesure du possible de créer et d'utiliser, selon qu'il conviendra, un système de réseaux pour s'acquitter de ses fonctions. Les mesures nécessaires sont prises à cet égard aux échelons international, régional et national.

3. Dans la poursuite de ses objectifs, l'Institut mène ses activités sur la base d'une collaboration et d'une coordination étroites avec les instituts et autres organismes à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

Article III

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. L'Institut et ses travaux sont régis par un Conseil d'administration (ci-après dénommé "Le Conseil").

2. La composition du Conseil est la suivante :

   a) Onze membres désignés par les Etats et nommés par le Conseil économique et social compte dûment tenu du fait que l'Institut et ses travaux sont financés au moyen de contributions volontaires et du principe d'une répartition géographique équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil économique et social pour un second mandat. En cas de vacance survenant au Conseil d'administration après élection, le Conseil économique et social nomme un nouveau membre pour la partie restant à couvrir du mandat de son prédécesseur. Lors de la désignation des candidats au poste de membre du Conseil,

les Etats devraient tenir compte de l'opportunité de choisir des personnes possédant les qualifications et les connaissances techniques appropriées;

b) Un représentant du Secrétaire général, le Directeur de l'Institut, un représentant de chacune des commissions régionales du Conseil économique et social et un représentant du pays hôte qui siègent en qualité de membres de droit du Conseil.

3. Le Conseil a pour fonctions:

a) De formuler les principes, les politiques et les orientations qui régissent les activités de l'Institut;

b) D'examiner et d'approuver le programme de travail et le projet de budget de l'Institut sur la base des recommandations que lui soumet le Directeur de l'Institut;

c) De faire les recommandations qu'il juge nécessaires ou utiles à la bonne marche de l'Institut;

d) De faire rapport périodiquement au Conseil économique et social et, le cas échéant, à l'Assemblée générale.

4. Le Conseil se réunit au moins une fois par an. Il élit son bureau, y compris son Président, conformément au règlement intérieur en vigueur. Ses décisions sont prises de la manière prévue par ce règlement.

5. Le Conseil examine les méthodes propres à accroître les ressources financières de l'Institut en vue d'assurer l'efficacité et la continuité de ses opérations futures et de lui conserver son autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

6. Dans le cadre de la mise en oeuvre des principes et politiques de l'Institut, les membres du Conseil peuvent être invités à contribuer à la réalisation de ses objectifs en le représentant à des réunions, en recueillant des fonds pour ses opérations et, si possible, en aidant à former dans leurs pays respectifs des équipes nationales de soutien chargées de promouvoir les objectifs de l'Institut.

7. Les organismes des Nations Unies et d'autres institutions peuvent, le cas échéant, être représentés aux réunions du conseil, selon les modalités stipulées par le règlement intérieur du Conseil, lorsque celui-ci examine des activités qui les intéressent.

Article IV

LE DIRECTEUR ET LE PERSONNEL

1. Le Directeur est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après consultation du Conseil.

2. C'est au Directeur qu'incombe la responsabilité générale d'organiser, de diriger et de gérer l'Institut, conformément aux directives générales arrêtées par le Conseil et dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Secrétaire général. Le Directeur a notamment pour tâche:

   a) De soumettre le programme de travail et le projet de budget de l'Institut à l'examen et à l'approbation du Conseil;

   b) De superviser l'exécution des programmes de travail et d'engager les dépenses prévues dans le budget de l'Institut, tel qu'il a été approuvé par le Conseil;

c) De présenter au Conseil des rapports annuels et ponctuels sur les activités de l'Institut et l'exécution de ses programmes de travail;

d) De présenter au Conseil économique et social ou, le cas échéant, à l'Assemblée générale, les rapports qui ont été approuvés par le Conseil;

e) De nommer et de diriger le personnel de l'Institut au nom du Secrétaire général;

f) De coordonner les travaux de l'Institut avec ceux qui sont effectués dans des domaines analogues par d'autres organes et organismes des Nations Unies, ainsi que par les institutions spécialisées et les divers organismes internationaux, régionaux et nationaux;

g) De négocier des accords avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, et avec les organismes universitaires et philanthropiques en vue d'offrir ou de recevoir des services qui ont trait aux travaux de l'Institut;

h) De rechercher activement un financement approprié en vue de l'exécution du programme de travail de l'Institut;

i) D'accepter, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article VI du présent statut, des contributions volontaires au nom de l'Institut;

j) De prendre les dispositions nécessaires pour établir une liaison avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et obtenir son appui sur une base permanente et assurée;

k) D'entreprendre d'autres tâches ou activités jugées utiles par le Conseil ou à la demande du Secrétaire général, sous réserve que lesdites demandes soient compatibles avec le budget-programme approuvé par le Conseil.

3. Le personnel de l'Institut est nommé par le Directeur au nom du Secrétaire général et selon les modalités établies par le Secrétaire général, dans les limites du tableau d'effectifs approuvé par le Conseil. Ces nominations portent exclusivement sur le service à l'Institut. Le personnel est responsable envers le Directeur dans l'exercice de ses fonctions.

4. Le personnel de l'Institut est recruté sur une base géographique aussi large que possible, les besoins particuliers et les qualifications requises pour chaque poste de l'Institut étant pleinement pris en considération.

5. Les conditions d'emploi du Directeur et du personnel sont celles prévues dans le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des dispositions que le Secrétaire général peut approuver en ce qui concerne des clauses ou conditions d'engagement spéciales. Les traitements, indemnités et les autres dépenses engagées pour le Directeur et le personnel sont pris en charge par le Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

6. Le Directeur et le personnel de l'Institut ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité autre que l'Organisation des Nations Unies. Ils doivent s'abstenir de tout acte de nature à discréditer leur statut de fonctionnaires internationaux responsables exclusivement envers l'Organisation.

7. Le Directeur et le personnel de l'Institut sont des fonctionnaires des Nations Unies, auxquels s'appliquent de ce fait les dispositions de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de tous autres accords internationaux ou résolutions de l'Organisation des Nations Unies définissant le statut des fonctionnaires de l'Organisation.

Article V

MEMBRES HONORAIRES, ASSOCIES ET AUXILIAIRES, CONSULTANTS, CORRESPONDANTS ET INTERLOCUTEURS

1. Le Conseil peut nommer membres honoraires des personnes qui peuvent contribuer largement à la promotion des objectifs de l'Institut.

2. Le Directeur peut nommer membres associés de l'Institut un nombre limité de personnes particulièrement compétentes, pour une période d'un an au maximun, selon les critères établis par le Conseil et les procédures définies par le Secrétaire général. Ces personnes, qui peuvent être invitées à participer aux travaux de l'Institut à titre de conférenciers et de chercheurs sont choisies en considération de leurs travaux exceptionnels dans des domaines apparentés à ceux dont s'occupe l'Institut.

3. Le Directeur peut également nommer des membres auxiliaires dans le cadre du programme permanent de bourses de recherches de l'Institut. Toutes les bourses sont accordées conformément aux dispositions financières du budget-programme de l'Institut.

4. Le Directeur peut aussi s'assurer les services de consultants aux fins de l'analyse et de la planification des travaux de l'Institut ou aux fins de l'accomplissement de tâches spéciales concernant les programmes de l'Institut. Ces

consultants sont engagés conformément aux principes établis par le Secrétaire général.

5. L'Institut peut employer des correspondants et des interlocuteurs dans certain pays ou certaines régions pour aider à assurer la liaison avec les institutions nationales ou régionales, ainsi que pour exécuter des études ou des recherches ou donner des avis à leur sujet.

6. Les membres honoraires, associés et auxiliaires, les consultants et les correspondants ne sont pas considérés comme des membres du personnel de l'Institut.

Article VI

QUESTIONS FINANCIERES

1. Les activités de l'Institut sont financées à l'aide de contributions volontaires d'Etats, d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, de fondations ou de sources privées.

2. Les contributions faites à l'Institut peuvent être acceptées à condition qu'elles soient compatibles avec les buts et principes de celui-ci. Le Directeur peut accepter, après avoir obtenu l'assentiment du Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies, des contributions à des fins non spécifiées ou affectées à l'exécution d'une activité approuvée par le Conseil. Les autres contributions volontaires ne peuvent être acceptées qu'avec l'approbation du Conseil, qui tient compte des observations du Secrétaire général. Les contributions entraînant, directement ou indirectement, des obligations financières immédiates ou différées pour l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être acceptées qu'avec l'assentiment de l'Assemblée générale.

3. Les fonds de l'Institut provenant de contributions volontaires sont versés au Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme qui est constitué par le Secrétaire général conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

4. Les Fonds versés au Fonds d'affectation spéciale de l'Institut sont détenus et gérés dans le seul intérêt de l'Institut. Le Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies effectue, au nom de l'Institut, toutes les opérations financières et comptables nécessaires, y compris la garde des fonds de l'Institut. Il établit les comptes annuels de l'Institut et en certifie l'exactitude.

5. Le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les principes et procédures financiers établis par le Secrétaire général s'appliquent aux opérations financières de l'Institut. Les fonds de l'Institut doivent être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.

6. L'Institut peut, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, conclure avec des organisations, des intitutions ou des sociétés des contrats ayant pour objet de l'aider à mener ses activités. Il peut acquérir ou aliéner des biens immobiliers ou mobiliers conformément auxdits Règlement et Règles.

Article VII

APPUI ADMINISTRATIF ET AUTRES FORMES D'APPUI

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit à l'Institut l'appui administratif et les autres formes d'appui qu'il convient, y compris pour les questions financières et les questions de personnel, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées d'un commun accord par le Secrétaire général et le Directeur de l'Institut, étant entendu qu'il ne doit pas en résulter de dépenses supplémentaires pour le budget ordinaire de l'ONU.

Article VIII

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS

1. L'Institut conclut des accords tendant à assurer une coopération active et étroite avec les institutions spécialisées des Nations Unies et les organismes apparentés, ainsi qu'avec les autres organes, programmes et organismes du système des Nations Unies.

2. L'Institut s'efforce de conclure, avec d'autres organisations ou institutions s'occupant de la formation et de la recherche, des accords de coopération se rapportant aux travaux de l'Institut, de nature à l'aider à s'acquitter de ses fonctions.

Article IX

SIEGE

L'Institut a son siège à Saint-Domingue, en République dominicaine. Il peut, avec l'assentiment du Conseil et après consultation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, établir d'autres bureaux ailleurs.

Article X

AMENDEMENTS

1. Le Conseil économique et social peut modifier le présent Statut.

2. Le Conseil peut réexaminer les dispositions du présent Statut et proposer au Conseil économique et social les modifications qu'il juge nécessaires.

3. Le Secrétaire général peut présenter au Conseil ou, le cas échéant, au Conseil économique et social, après consultation avec le Président du Conseil, des propositions tendant à modifier le présent Statut.

INSTRAW

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

B.P 21747
Saint-Domingue, République dominicaine
tél: (809) 685-2111
télécopie: (809) 685-2117
télex: (326) 4280 WRA SD

Imprimé à Saint-Domingue, République dominicaine, 1990
2,500 - Français

Facts

UNITED NATIONS INTERNATIONAL RESEARCH AND TRAINING INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN (INSTRAW)

Hechos

INSTITUTO INTERNACIONAL DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA PROMOCION DE LA MUJER (INSTRAW)

Faits

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (INSTRAW)

1985 I
INS-GLO
FAC

Facts

UNITED NATIONS INTERNATIONAL RESEARCH AND TRAINING INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

WHAT IS IT?

The International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) is an autonomous body within the framework of the United Nations. It was established by the Economic and Social Council (ECOSOC) in conformity with General Assembly Resolution No. 3520 (xxx), which was based on the recommendations of the 1975 World Conference of the International Women's Year. It carries out research, training and information activities to help ensure the integration of women into the mainstream of development, particularly in developing countries.

HOW DOES IT WORK?

The Institute acts as a catalyst to promote the full participation of women in all aspects of development through research, training and the exchange of information. The Institute works through existing networks of women's organizations, research institutes and centres, as well as by establishing national focal points throughout the world.

The Institute's programmes are carried out

in close co-operation with the United Nations bodies, specialized agencies and regional commissions, as well as governmental and non-governmental institutions and research centres.

WHAT DOES IT DO?

It carries out research that focusses on current development problems as they relate to women.

It monitors and analyses research findings and methodology relating to the role of women in development processes at all levels.

It organizes seminars, workshops and meetings to provide training for women.

It encourages and helps promote national capabilities in the fields of research, training and information for women. It assists and provides advisory and consultative services to governmental and non-governmental women's organizations.

WHAT ARE ITS PROGRAMMES?

Examples of the programmes carried out by the Institute are:

- Improving indicators and related basic statistics on women.
- The impact of international economic relations on the role and status of women.
- Women's role in the implementation of developing countries' policies of individual and collective self-reliance.

- Incorporation of women into development planning and programming.
- The role of women in the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade.
- The role of women in industrial development.
- The role of women in new and renewable sources of energy.
- Strengthening the role of women in agricultural and food systems.
- Training activities including the preparation of training modules, the carrying-out of training courses and the implementation of a fellowship programme.
- Information, Documentation and Communication activities.

HOW IS IT ORGANIZED?

The Institute functions under the authority of the Board of Trustees. Its 11 members, nominated by governments and elected by ECOSOC, serve in their personal capacities. The Board formulates principles, policies and guidelines, and approves the Institute's work programmes and budget. The Institute is headed by a Director who is appointed by the SecretaryGeneral upon the recommendation of the Board of Trustees of the Institute.

The Institute maintains a small permanent staff and relies on the use of experts and consultants with expertise in specific areas.

WHERE IS IT?

The Institute's headquarters are in Santo Domingo, Dominican Republic. Its premises are provided by the Government of the Dominican Republic. The Institute maintains liaison facilities at the United Nations Headquarters in New York.

HOW IS IT FUNDED?

The Institute is funded solely from voluntary contributions made by governments, non-governmental organizations, philanthropic institutions and individuals. Contributions can be in cash or in kind.

HOW CAN CONTRIBUTIONS BE MADE?

Governments are invited to contribute at the annual United Nations Pledging Conference for Developmental Activities. Contributions from individuals, foundations and other sources can be forwarded to the Trust Fund of the Institute, United Nations, New York, N.Y. 10017, U.S.A.

FOR FURTHER INFORMATION, PLEASE CONTACT:

The Director
United Nations International Research and
Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)
Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Santo Domingo, Dominican Republic
Telephone and Facsimile: (809) 685–2111
Telex: 326–4280 WRA SD
Cable Address: INSTRAW

Hechos

INSTITUTO INTERNACIONAL DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA PROMOCION DE LA MUJER

¿QUE ES?

El Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer (INSTRAW) es un órgano autónomo dentro del sistema de las Naciones Unidas. Fue establecido por el Consejo Económico y Social (ECOSOC) de conformidad con la Resolución de la Asamblea General No. 3520 (xxx), que se basó en las recomendaciones formuladas por la Conferencia Mundial del Año Internacional de la Mujer, celebrada en 1975. Realiza actividades de investigación, capacitación e información, las cuales contribuyen a asegurar la integración de la mujer en las principales corrientes del desarrollo, particularmente en los países en desarrollo.

¿COMO TRABAJA?

El Instituto actúa de catalizador para fomentar la participación plena de la mujer en todos los aspectos del desarrollo, mediante la investigación, la capacitación y el intercambio de información. El Instituto trabaja a través de los sistemas de organizaciones femeninas existentes, institutos y centros de investigación, así como también mediante el establecimiento de centros nacionales de coordinación en todo el mundo.

Los programas del Instituto se llevan a cabo a través de una estrecha colaboración con los órganos de las Naciones Unidas, las agencias especializadas, y las comisiones regionales, así como con instituciones y centros de investigación gubernamentales y no gubernamentales.

¿QUE ES LO QUE HACE?

Realiza estudios de investigación orientados principalmente hacia los problemas actuales del desarrollo relacionados con la mujer. Dirige y analiza los resultados de las investigaciones y la metodología relacionados con el papel de la mujer en el proceso de desarrollo en todos sus aspectos.

Organiza seminarios, cursos prácticos y reuniones para proporcionar capacitación a la mujer.

Alienta y fomenta las capacidades nacionales en los campos de investigación, capacitación e información para la mujer.

Asiste, proporcionando servicios de asesoramiento y consulta, a las organizaciones femeninas gubernamentales y no gubernamentales.

¿CUALES SON SUS PROGRAMAS?

Son ejemplos de programas ejecutados por el Instituto:

- Mejoramiento de los indicadores y de las estadísticas de base relacionadas con la mujer.
- El impacto de las relaciones económicas internacionales sobre el papel y la condición de la mujer.
- Papel de la mujer en la ejecución de políticas de autosuficiencia individual y colectiva en los países en desarrollo.

- Incorporación de la mujer en el desarrollo de la planificación y programación.
- El papel de la mujer en el Decenio Internacional del Agua Potable y del Saneamiento Ambiental.
- El papel de la mujer en el desarrollo industrial.
- El papel de la mujer en las nuevas y renovables fuentes de energía.
- El fortalecimiento del papel de la mujer en los sistemas agrícola y alimenticio.
- Actividades de capacitación, incluyendo la preparación de módulos, la realización de cursos y la puesta en marcha de un programa de becas.
- Actividades de información, documentación y comunicación.

¿COMO ESTA ORGANIZADO?

El Instituto funciona bajo la dirección de una Junta de Consejeros. Sus 11 miembros, nominados por gobiernos y elegidos por ECOSOC, prestan servicios en su capacidad personal. La Junta formula los principios, las políticas y las directrices, y aprueba los programas de trabajo y el presupuesto del Instituto.

La Directora del Instituto es nombrada, previa recomendación de la Junta de Consejeros, por el Secretario General de las Naciones Unidas. El Instituto mantiene una pequeña nómina de personal y recurre a la contratación de expertos y consultores con experiencia en determinadas áreas.

¿DONDE SE ENCUENTRA?

La sede del Instituto está ubicada en Santo Domingo, República Dominicana. El local del Instituto es proporcionado por el Gobierno de la República Dominicana. El Instituto mantiene instalaciones de enlace en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

¿COMO SE FINANCIA?

El Instituto se financia exclusivamente a través de contribuciones voluntarias hechas por gobiernos, organizaciones no gubernamentales, de particulares e instituciones filantrópicas. Las contribuciones pueden hacerse en efectivo o en especie.

¿COMO PUEDEN HACERSE CONTRIBUCIONES?

Los gobiernos se invitan a que contribuyan con sus aportes durante la Conferencia Anual de las Naciones Unidas sobre Promesas de Contribuciones para Actividades de Desarrollo. Las contribuciones de particulares, de fundaciones y otras fuentes, pueden enviarse al Fondo Fiduciario del Instituto, Naciones Unidas, Nueva York, N.Y. 10017, Estados Unidos de América.

SI DESEA MAS INFORMACION COMUNIQUESE CON:

La Directora
Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación
de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer
Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Santo Domingo, República Dominicana
Teléfono y Facsímile: (809) 685–2111
Telex: 326–4280 WRA SD
Dirección cablegráfica: INSTRAW

Faits

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

QU'EST-CE QUE C'EST?

L' Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme est un organisme autonome dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Il a été créé par le Conseil Economique et Social (ECOSOC) conformément à la résolution No. 3520 (xxx) de l'Assemblée générale, basée sur les recommandations de la Conférence mondiale de l'année internationale de la femme (1975). Il conduit des activités de recherche, de formation et d' information, destinées à assurer l'intégration des femmes au développement, en particulier dans les pays en voie de développement.

COMMENT FONCTIONNE-T-IL?

L'Institut agit comme un catalyseur pour promouvoir la pleine participation des femmes a tous les aspects du développement grâce à la recherche, la formation et l'échange d'information. L'Institut fonctionne en liaison avec les réseaux existants d'organisations de femmes, les centres et les instituts de recherche; il sert également à établir des centres nationaux d'information partout dans le monde.

Les programmes de l'Institut sont exécutés en étroite coopération avec les organismes des Nations Unies, les agences spécialisées, les commissions régionales, ainsi que les centres et instituts de recherche gouvernmentaux et non gouvernementaux.

QUE FAIT-IL?

Il exécute des études de recherche orientées vers les problèmes du développement concernant plus particulièrement les femmes. Il contrôle et analyse la méthodologie et les résultats de la recherche relative au rôle des femmes dans le processus de développement.

Il organise des séminaires, des ateliers et des réunions en vue d'offrir aux femmes une formation.

Il encourage et aide la promotion des capacités nationalesdans les domaines de la recherche, de la formation et de l'information des femmes.

Il fournit des services de consultants aux organisations de femmes gouvernementales et non-gouvernementales.

QUELS SONT SES PROGRAMMES?

- Amélioration des indicateurs et des statistiques de base concernant les femmes.
- L'incidence des relations économiques internationales sur le rôle des femmes.
- Le rôle des femmes dans la mise en place des politiques d'autosuffisance individuelle et collective dans les pays en développement.
- Intégration des femmes dans la planification et la programmation du developpement.

- Le rôle des femmes dans la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.
- Le rôle des femmes dans le développement industriel.
- Le rôle des femmes dans les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.
- Renforcement du rôle des femmes dans les systèmes agricole et alimentaire.
- Activités de formation comportant la préparation de programmes de formation, une série de cours de formation et la création d'un programme de bourses.
- Développement, collecte et diffusion de l'information.

COMMENT EST-IL ORGANISE?

L'Institut est placé sous la direction d'un conseil d'administration. Ses 11 membres nommés part les gouvernements et élus par l'ECOSOC, agissant en leurs capacités personelles. Le conseil formule les principes, les directives et les politiques de l'Institut, et approuve ses programmes de travail et son budget. A la tête de l'Institut se trouve une directrice désignée par le Secrétaire Général sur recommandation du Conseil d'administration.

L'Institut conserve un personnel permanent réduit et fait appel à des experts et des consultants expérimentés pour travailler dans des domaines spécifiques.

OU EST-IL?

Le Siège de L'Institut se trouve à Saint-Domingue, en République Dominicaine. Son emplacement a été fourni par le gouvernement de la République. L'Institut conserve un bureau de liaison au Siège de l'ONU à New York.

COMMENT EST-IL FINANCE?

L'Institut n'est financé que par des contributions volontaires faites par les gouvernements, les organisations non-gouvernementales, les institutions philantropiques et des particuliers. Les contributions peuvent être en liquide ou en nature.

COMMENT Y CONTRIBUER?

Les gouvernements sont invités à participer à la conférence annuelle pour les annonces de contributions aux activités pour le development de l'Organisation des Nations Unies. Les contributions émanant de particuliers, de fondations et d'autres sources peuvent être envoyées au fonds d'affectation spécial de l'Institut, Organisation des Nations Unies, New York, N.Y. 10017, Etats-Unis.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE, VEUILLEZ VOUS ADRESSER A:

La Directrice de l'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme
Calle César Nicolás Penson No. 102-A
Saint-Domingue, République Dominicaine
Téléphone et fac-similé (809) 685–2111
Télex: 326–4280 WRA SD
Adresse télégraphique: INSTRAW

Information Booklet No.6
5,000 — September 1985
English/Spanish/French

Printed in the Dominican Republic

INSTRAW

in co-operation with the

BULGARIAN ACADEMY OF SCIENCE
Joint Scientific Commission
Women in the Advanced
Socialist Society

1988 I
ECO-GLO
WOM
EN

Interregional Consultative Meeting

WOMEN IN CO-OPERATIVES: IMPLICATIONS FOR DEVELOPMENT

Plovdiv, Bulgaria
June 20 - 24
1988

BACKGROUND

INSTRAW BRINGING THE WOMEN'S DIMENSION INTO DEVELOPMENT

As the newest autonomous body in the United Nations system, the International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) has a challenging mandate: to ensure through its research, training and information activities that women are recognized as key actors in development. This recognition entails substantive changes in the way development is conceived and implemented. Research, training and information are catalysts for change: ideas and action can change the world.

Today, with the adoption of the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women until the year 2000, a significant task has unfolded in development circles: to secure women's participation at all levels of the development process. Through the interlinkages between its research, training and information activities, INSTRAW attempts to translate the objectives of the Strategies into pragmatic action.

The Nairobi Forward-looking Strategies advocate for women's involvement in all economic and social structures. The Strategies (paragraphs 117 and 142) place strong emphasis on the co-operative movement and its role in enabling women to gain access to equal economic opportunities.

Within the framework of the Nairobi Forward-looking Strategies, INSTRAW is convening an Interregional Consultative Meeting of outstanding experts in co-operativism, in order to produce long term guidelines for action to enhance women's participation in co-operatives. The Bulgarian Academy of Science, INSTRAW's focal point in that country, has offered to host and support this meeting.

ORGANISATION

The interregional consultative meeting on Women in Co-operatives: Implications for Development, is organized by INSTRAW in co-operation with the Bulgarian Academy of Science, Joint Scientific Commission, Women in the Advanced Socialist Society. The meeting will be held from June 20-24, 1988, in Plovdiv, Bulgaria.

OBJECTIVES

The main objective of the meeting is to analyze, from a global and regional perspective, women's participation in the co-operative movement, particularly in developing countries.

PROVISIONAL AGENDA

1. Opening

   The opening ceremony will include welcome addresses by the organizers and co-sponsors.

2. Adoption of the proposed agenda and election of the bureau

   The election of a chairperson, two vice-chairpersons and a rapporteur is envisaged for the smooth co-ordination of the meeting.

3. Co-operative approach to development: regional experiences in economic and social policies

   Under this item, the relevant experiences, approaches, alternatives and experiments will be discussed, taking into account regional differences in Africa, Asia, Latin America, European socialists countries and market economy countries. The active participation of the five United Nations regional commissions is expected.

4. Women's involvement in international co-operative movement

   Under this agenda item the historical perspective of women's involvement in the international co-operative movement will be examined. The national and regional experiences will be presented, as well as the work of the International Co-operative Alliance, and relevant United Nations bodies, particularly the regional commissions.

5. Organizational and managerial aspects

   Under this agenda item a wide range of issues will be discussed. Particular attention will be paid to the legal framework for women's participation in co-operatives, such as land property rights and women's access to assets. Emphasis will also be put on upgrading women's management skills, policies to secure women's access to credit, marketing

techniques to secure placement of co-operative products, and other incentives necessary to improve management of co-operatives.

6. Research, Training and Exchange of Information

The discussion under this agenda item will focus on:

a) research methods to secure reliable data and statistics on women's participation in co-operatives, and to provide the basis for an adequate policy design to involve women more fully in all aspects of co-operativism.

b) innovative approaches to training including the elaboration of relevant and innovative training material.

c) data gathering and exchange of information.

d) monitoring and evaluation methodologies.

7. Policy guidelines for long-term action to enhance women's participation in co-operatives

It is expected that prototype guidelines in line with the Nairobi Forward Looking Strategies for the Advancement of Women till the year 2000 will be elaborated during the meeting, to be used for an increased participation of women in co-operatives.

The main purpose of these guidelines will be to recommend general actions to be taken at national, regional and international levels in order to strengthen the participation of women in the co-operative movement on a long-term basis. It is expected that these prototype guidelines will be further elaborated after the meeting by all participating parties.

STRUCTURE OF THE MEETING

The meeting will be organized in accordance with United Nations rules, in plenary sessions with simultaneous interpretation into English, French and Spanish. Working groups might be convened, as appropriate.

EXHIBITS

An exhibit will be organized at the Conference facilities. Any material for exhibition should be sent in advance to the co-organizers. Presentation of audio-visual material will be made whenever possible and if compatible with available equipment.

ADDITIONAL INFORMATION

For additional information please contact:

INSTRAW
Desk Officer on Women in Co-operatives
P.O. Box 21747
Santo Domingo
Dominican Republic

Phone: (809) 685-2121
Facsimile: (809) 685-2111 ext.24
Telex: 4280 WRA SD DR
Telenet

Bulgarian Academy of Science
Joint Scientific Commission
Women in the Advanced Socialist Society
Narodno Sobranie Sq.
Sofia 1000, Bulgaria

and/or

Committee of the Movement of Bulgarian Women
82 Patriarche Evtimii Blvd.
Sofia 1000 Bulgaria
Attn. Ms Elena Lagadinova

Phone: 52-13-56
Telex: 22529 MINTR BG

Conferences facilities, including conference services, will be provided by the Bulgarian Academy of Science.

PARTICIPANTS

The meeting will be attended by highly qualified experts in co-operativism from both developing and developed countries, and the United Nations bodies and agencies, interested in enhancing the participation of women in the co-operative movement.

INSTRAW will cover the travel and per diem expenses of 25 experts from developing countries. It is envisaged that representatives of developed countries will cover their own expenses.

Participants should submit a written contribution on one of the preliminary agenda items. The paper should not exceed 10 to 15 typewritten pages; it should be sent for reproduction to the co-organizers' by May 30. All papers will be reproduced and distributed in the original language. Papers received after this deadline will be published within the proceedings of the meeting and issued as a separate publication.

TRAVEL AND VISA ARRANGEMENTS

Upon notification of participation, prepaid tickets will be issued through the UNDP national offices to those participants from developing countries whose expenses will be covered by INSTRAW.

The co-organizers, the Academy of Sciences of Bulgaria, will secure visas upon arrival for participants from those countries without Bulgarian diplomatic representation.

HOTEL AND TRANSPORTATION

Accomodation for participants will be ensured in Plovdiv. For those covering their own expenses, accomodation will also be secured at the same hotel at reasonable prices. Hotel bookings will be done automatically by the Academy of Sciences of Bulgaria upon confirmation of participation, from June 19 to 25, unless otherwise indicated.

Ground transportation from Sofia Airport to Plovdiv and to the Conference facilities will be provided by the co-organizers.

INSTRAW

en coopération avec

L'ACADEMIE BULGARE DES SCIENCES
Commission scientifique conjointe
Les femmes dans les sociétés socialistes avancées

1988 I
ECO-GLO
WOM
FR

Réunion consultative interrégionale

LES FEMMES DANS LES COOPERATIVES: IMPLICATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT

Plovdiv, Bulgarie
20-24 juin 1988

Information générale

L'INSTRAW intègre la dimension féminine au développement

En tant qu'organisme autonome le plus récent du système des Nations Unies, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) se doit de relever le défi qu'implique son mandat: assurer, par le biais de ses activités de recherche, de formation et d'information, que l'on reconnaisse les femmes comme facteurs-clés du développement. Cette reconnaissance suppose que l'on change complètement la facon de concevoir et de mettre en oeuvre le développement. La recherche, la formation et l'information sont des catalyseurs de ce changement; en effet, les idées et l'action peuvent changer le monde.

Aujourd'hui, suite à l'adoption des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme jusqu'à l'an 2000, une tâche considérable attend tous ceux qui s'intéressent au développement. Grâce aux liens qu'il établit entre ses activités de recherche, de formation et d'information, l'INSTRAW tente de traduire les objectifs des Stratégies en actions concrètes.

Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi préconisent la participation de la femme à toutes les structures économiques et sociales. Ces Stratégies (paragraphes 117 et 142) insistent vivement sur le mouvement coopératif et sur son rôle dans la création de chances égales pour les femmes dans la vie économique.

Dans le cadre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, l'INSTRAW a convoqué une Réunion consultative interrégionale d'éminents experts en coopératisme, qui seront chargés d'élaborer des directives pour l'action à long terme afin de renforcer la participation des femmes aux coopératives. L'Académie bulgare des sciences, le point focal de l'INSTRAW en Bulgarie, a offert ses auspices et son soutien pour cette réunion.

Organisation

La réunion consultative interrégionale sur Les femmes dans les coopératives: implications pour le développement est organisée par l'INSTRAW, en coopération avec l'Académie bulgare des sciences, et plus particulièrement par

sa Commission scientifique conjointe pour "Les femmes dans les sociétés socialistes avancées". La réunion se déroulera du 20 au 24 juin 1988 à Plovdiv (Bulgarie).

Objectifs

L'objectif principal de la réunion est d'analyser, d'un point de vue global et régional, la participation de la femme au mouvement coopératif, notamment dans les pays en développement.

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture

   La cérémonie d'ouverture inclura des discours de bienvenue par les organisateurs et les autres organismes parrainant la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour proposé et élection du Bureau

   En vue de faciliter la coordination et le déroulement de la réunion, on envisage d'élire un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

3. Approche coopérative du développement: l'expérience des régions en matière de politiques économiques et sociales

   Sous ce point à l'ordre du jour on discutera des expériences, des approches et des alternatives appropriées, en tenant compte des différences régionales entre l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, les pays socialistes et ceux à économie de marché en Europe. On prévoit une participation active de la part des cinq commissions régionales des Nations Unies.

4. L'engagement des femmes dans le mouvement coopératif international

   Ce point passera en revue l'évolution historique de l'engagement des femmes dans le mouvement coopératif international. On présentera les expériences nationales et régionales, de même que les travaux de l'Alliance coopérative internationale et des organismes concernés des Nations Unies, notamment les commissions régionales.

5. Aspects liés à l'organisation et à la gestion

   Cette partie de l'ordre du jour traitera d'une large gamme de sujets, en particulier les aspects

juridiques de la participation des femmes aux coopératives, tels que la propriété foncière et l'accès des femmes au capital. On mettra également l'accent sur l'amélioration de la capacité administrative des femmes, sur les politiques visant à leur assurer un accès plus aisé au crédit, sur les techniques de marketing qui facilitent l'écoulement des produits des coopératives et sur toutes les autres mesures d'encouragement qui sont nécessaires pour améliorer la gestion de ces coopératives.

6. Recherche, formation et échange d'information

La discussion de ce point se centrera sur:

a) les méthodes de recherche permettant d'obtenir des données et des statistiques fiables sur la participation des femmes aux coopératives, en vue d'élaborer des politiques appropriées pour engager davantage les femmes dans tous les aspects du coopératisme.

b) des approches nouvelles de la formation, y compris la préparation de matériel didactique novateur et approprié.

c) la collecte de données et l'échange d'information.

d) le suivi et l'évaluation des méthodes.

7. Directives pour les politiques et mesures à long terme visant à renforcer la participation des femmes aux coopératives

Au cours de la réunion il est prévu d'élaborer des modèles de directives, conformément aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme jusqu'à l'an 2000. Ces directives seront utilisées pour accroître la participation de la femme dans les coopératives.

Le but principal de ces directives sera de recommander des mesures générales à prendre aux échelons national, régional et international, afin de renforcer la participation des femmes au mouvement coopératif à long terme. Ces modèles devraient être mis au point après la réunion par toutes les parties participantes.

Organisation de la réunion

La réunion sera organisée conformément aux règlements des Nations Unies, en séances plénières avec interprétation simultanée en anglais, en espagnol et en francais. Si cela s'avérait nécessaire, des groupes de travail pourraient également être constitués.

L'Académie bulgare des ciences fournira tous les services et les installations de conférence.

Participants

A la réunion assisteront des experts hautement qualifiés en matière de coopératives, en provenance des pays développés et en développement, de même que les organismes et institutions des Nations Unies intéressés à une meilleure participation des femmes au mouvement coopératif.

L'INSTRAW prendra à sa charcge les frais de déplacement et de séjour de 25 experts des pays en développement. Il est prévu que les représentants des pays développés couvrent leurs propres frais.

Les participants doivent présenter un travail écrit sur un des points à l'ordre du jour provisoire. Cette présentation ne pourra dépasser 10 à 15 pages dactylographiées et devra être envoyée aux co-organisateurs avant le 30 mai prochain en vue de sa reproduction. Tous les travaux seront reproduits et distribués dans leur langue originale. Les documents recus après cette date limite seront publiés dans le procès-verbal de la réunion et feront l'objet d'une publication spéciale.

Voyage et visa

Après avoir notifié leur participation, les participants des pays en développement dont les frais sont à charge de l'INSTRAW recevront des billets payés à l'avance, par l'intermédiaire des bureaux nationaux du PNUD.

Le co-organisateur, l'Académie bulgare des sciences, assurera l'octroi de visas à l'arrivée des participants dont les pays n'ont pas de représentation diplomatique de la Bulgarie.

Hôtel et transport

Le logement des participants sera assuré à Plovdiv. Pour ceux qui paient leurs propres frais, des chambres seront réservées au même hôtel, à des prix raisonnables. Les réservations seront

faites automatiquement par l'Académie bulgare des sciences, après confirmation de participation, du 19 au 25 juin, à moins que l'on ne spécifie le contraire.

Le transport de l'aéroport de Sofia à Plovdiv et au site de la Conférence sera assuré par les co-organisateurs.

Exposition

Une exposition sera organisée sur le site de la Conférence. Tous le matériel destiné à cette exposition devra être envoyé à l'avance aux organisateurs. On facilitera dans la mesure du possible la présentation du matériel audio-visuel et à condition qu'il soit compatible avec l'équipement disponible.

Information supplémentaire

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter:

INSTRAW
Fonctionnaire chargée des femmes dans les coopératives
Boîte postale 21747
Saint-Domingue
République dominicaine

Téléphone: (809) 685-2121
Télécopie: (809) 685-2111 poste 24
Télex: 4280 WRA SD Telenet

Académie bulgare des sciences
Commission scientifique conjointe
Les femmes dans les sociétées socialistes avancées
Narodno Sobranie Sq.
Sofia 1000
Bulgarie

et/ou

Comité du mouvement des femmes bulgares
82 Patriarche Evtimii Blvd.
Sofia 1000
Bulgarie
Attention Mme Elena Lagadinova

Téléphone: 52-13-56
Télex: 22529 MINIR BG

Organized by the United Nations International
Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)
With the support of the Government of Italy,
and the Friederich Ebert Stiftung, Federal Republic of Germany

INSTRAW

INTERNATIONAL CONSULTATIVE MEETING ON

Communications for women in development

1988 I
TEC-GLO

ROME, ITALY OCTOBER 24-28, 1988

Provisional agenda

1. Opening of the meeting

The opening session will include welcome addresses by the co-sponsors and the organizers. The main objectives of the meeting will be presented.

2. Adoption of the proposed agenda and election of the bureau

A chairperson, two vice-chairpersons and a rapporteur will be elected by the participants.

3. The relevance of communications for women in development

The potentials of using communication technologies for development purposes as they relate to women will be assessed, taking into account relevant experiences from developing countries. Emphasis will be put on already widespread technologies such as:

a) rural radio: used for health purposes (vaccination, nutrition, growth monitoring, etc.); for education (radiophonic schools), as well as for the dissemination of development-related information (about markets, agriculture, transportation, etc.);

b) television: used for the same purposes as radio but particularly relevant for urban audiences in developing contries (for adult education, AIDS prevention, child-spacing, etc.). Experiences with low-power television at community level could also be included;

c) other communication technologies: such as audio and video-cassettes, film and sound-slides, including multi-media training packages.

In the discussions, the role of national developmental and training institutions as well as of inter-personal communication agents (agricultural extension workers, rural health motivators, volunteer teachers, etc.) should also be taken into account.

4. Identification of new possibilities for using communication technologies for women in development

The participating experts are invited to present ideas and proposals for future development of programmes and projects in this area. The presentations may consider already widespread technologies as well as new and emerging communication technologies such as: computers for data-bases, computer-assisted learning and other uses; telecommunications for teleconferencing, data transfers and the like; the use of satellites to reach remote areas for satellite-assisted learning; interactive videotext and teletext, electronic publishing, etc.

5. Priority areas for action at the national and/or local level

The participants will identify the priority areas for action based on relevant experiences and different technological possibilities. The main emphasis should be on the content or software aspects of the communication technologies that need to be elaborated, focusing on their applicability to the needs of women in developing countries.

It is expected that prototype and/or action guidelines in line with the Forward-Looking Strategies will be elaborated. The guidelines could be a useful instrument for determining priority areas for action at national and/or local levels.

6. Modalities of international co-operation in using communication technologies for women in development

The discussions will focus on the possible avenues and modes of international co-operation to support the formulation and implementation of action-oriented programmes and projects in this area.



Participants

The meeting will be attended by experts in communications from developed and developing countries, as well as representatives of international organizations and United Nations bodies and agencies interested in enhancing the use of communication technologies for women and development purposes.

Invited participants should submit a written contribution not exceeding 10 to 15 typewritten pages, related to the proposed agenda items. Summaries and outlines of the intended discussions are welcome.

The contributions should be sent to INSTRAW and/or to the address in Rome , by 30 September 1988. Those received by the indicated deadline will be reproduced and distributed to the participants. All contributions will be published at a later stage within the proceedings of the meeting.

Organization

The meeting will be organized in accordance with the United Nations rules, in plenary sessions with simultaneous interpretation into English, French and Spanish. Informal working groups might be convened as appropriate.

The meeting will be held in the ***German Room*** *at the Headquarters of the Food and Agriculture Organization (FAO) in Rome, Italy, from 24-28 October, 1988. The working hours will be 10 a.m. - 1 p.m. and 3 p.m. - 5:30 p.m.*

Visa arrangements, hotel accommodations and transportation to the conference site should be secured by the participants.

Upon notification of participation, prepaid tickets will be issued through the UNDP national offices to those participants from developing countries whose expenses will be covered by INSTRAW.



Please address all correspondence to:

INSTRAW
Dunja Pastizzi-Ferencic, Director
P. O. Box 21747
Santo Domingo
Dominican Republic
Telephone: (809) 685-2111 to 2118
Facsimile: (809) 685-2111 ext. 24
Telex: 4280 WRA SD

and/or

FAO
Marina Vaccari
c/o World Food Council
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy

Telephone: (6) 57971
Facsimile: 01139 (6) 6799563
Telex: 610181

Objective

The main objective of the meeting is to discuss and make policy and programme recommendations for the application of communication technologies, strategies and techniques, in the area of women in development, drawing upon the experiences and research results in the use of communications for development. Particular attention will be given to experiences applicable to developing countries.

INSTRAW

BRINGING THE WOMEN'S DIMENSION INTO DEVELOPMENT:

The role of communications

The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) has a challenging mandate: to ensure through its research, training and information activities that women are recognized as key actors in development. This recognition entails substantive changes in the way development is conceived and implemented.

The Nairobi Forward-Looking Strategies, adopted in 1985, aim at securing that women's concerns and participation become part of the development process at all levels. The Strategies (paragraphs 30, 83, 85, 103, 165, 206-208, 364-372) place a special emphasis on securing women's access to communication technologies and on the role of communications in promoting development, particularly human resources development. INSTRAW attempts to translate these objectives into pragmatic action.

ESTRUCTURA DE LA REUNION
La reunión será organizada de acuerdo a las reglas de las Naciones Unidas, en sesiones plenarias con interpretación simultánea al inglés, francés y español. Pueden reunirse grupos de trabajo, según sea apropiado.

Las facilidades para la conferencia, incluyendo los servicios de la conferencia, serán provistos por la Academia Búlgara de la Ciencia.

PARTICIPANTES
La reunión estará compuesta por expertos altamente calificados en cooperativismo tanto de los países en desarrollo como los países desarrollados, y los organismos y agencias de las Naciones Unidas interesados en destacar la participación de la mujer en el movimiento cooperativo.

El INSTRAW cubrirá los gastos de viaje y dietas de 25 expertos de los países en desarrollo. Se espera que los representantes de los países desarrollados cubran sus propios gastos.

Los participantes deben someter una contribución escrita sobre uno de los puntos de la agenda provisional. El documento no debe exceder de 10 a 15 páginas mecanografiadas; debe ser enviado para su reproducción a los organizadores antes del 30 de mayo. Todos los documentos serán reproducidos y distribuídos en su idioma original. Los documentos que se reciban después de la fecha antes indicada serán publicados en el informe final y emitidos como publicación por separado.

ARREGLOS DE VIAJE Y VISAS
A la notificación de su participación, se emitirán boletos prepagados a través de las oficinas nacionales del PNUD a aquellos participantes de países en desarrollo cuyos gastos serán cubiertos por el INSTRAW.

Los coorganizadores, la Academia Búlgara de la Ciencia, asegurará las visas a la llegada de los participantes de aquellos países en los cuales Bulgaria no tiene representación diplomática.

HOTEL Y TRANSPORTE
Habrá acomodaciones para los participantes en Plovdiv. Para aquellos que cubren sus propios gastos, también se tendrá reservación en el mismo hotel a precios razonables. Las reservaciones de hotel serán hechas automáticamente por la Academia Búlgara de la Ciencia a la confirmación de participación, del 19 al 25 de junio, a menos que se indique lo contrario.

El transporte terrestre del Aeropuerto de Sofia a Plovdiv y a las facilidades de la Conferencia será provisto por los coorganizadores.

EXPOSICIONES
Se organizará una exposición en el recinto de la Conferencia. Cualquier material para exhibición debe ser enviado por adelantado a los coorganizadores. Se hará la presentación del material audiovisual cuando sea posible y si este es compatible con el equipo disponible.

INFORMACION ADICIONAL
Para información adicional diríjase a:

INSTRAW
Desk Officer on Women in Co-operatives
P.O. Box 21747
Santo Domingo
Dominican Republic

Phone: (809) 685-2121
Facsimile: (809) 685-2111 ext.24
Telex: 4280 WRA SD DR Telenet

Bulgarian Academy of Science
Joint Scientific Commission
Women in the Advanced Socialist Society
Narodno Sobranie Sq.
Sofia 1000, Bulgaria
and/or
Committee of the Movement of Bulgarian Women
82 Patriarche Evtimii Blvd.
Sofia 1000 Bulgaria
Attn. Ms Elena Lagadinova

Phone: 52-13-56
Telex: 22529 MINIR BG

INSTRAW

en cooperación con la

ACADEMIA BULGARA DE LA CIENCIA
Comisión Científica Conjunta
La Mujer en la
Sociedad Socialista Avanzada

1988 I
ECO-GLO
WOM
SP

Reunión Interregional de Consulta

LA MUJER EN LAS COOPERATIVAS: IMPLICACIONES PARA EL DESARROLLO

Plovdiv, Bulgaria
20 - 24 Junio
1988

ANTECEDENTES

INSTRAW
INCLUYENDO LA DIMENSION DE LA MUJER EN EL DESARROLLO

Como el organismo autónomo más jóven del sistema de las Naciones Unidas, el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer (INSTRAW) tiene un reto como mandato: asegurar, a través de sus actividades de investigación, capacitación e información, que la mujer sea reconocida como elemento clave en el desarrollo. Este reconocimiento implica cambios sustanciales en la forma en que el desarrollo es concebido e implementado. La investigación, la capacitación y la información son catalistas para el cambio: las ideas y la acción pueden cambiar el mundo.

Hoy, con la adopción de las Estrategias de Nairobi Orientadas Hacia el Futuro para el Adelanto de la Mujer hasta el año 2000, se ha presentado una tarea significativa en los círculos de desarrollo: asegurar la participación de la mujer en todos los niveles del proceso de desarrollo. A través de sus actividades de investigación, capacitación e información, el INSTRAW trata de traducir los objetivos de las Estrategias en acción pragmática.

Las Estrategias de Nairobi Orientadas Hacia el Futuro avocan por la participación de la mujer en todas las estructuras económicas y sociales. Las Estrategias (párrafos 117 y 142) hacen un fuerte énfasis en el movimiento cooperativo y su papel en permitir a la mujer ganar acceso a iguales oportunidades económicas.

Dentro del marco de las Estrategias de Nairobi Orientadas Hacia el Futuro, el INSTRAW está convocando una Reunión Internacional de Consulta de destacados expertos en cooperativismo, con miras a producir directrices de acción a largo plazo para incrementar la participación de la mujer en el movimiento cooperativo. La Academia Búlgara de la Ciencia, el punto focal del INSTRAW en ese país, ha ofrecido servir de anfitrión y apoyar esta reunión.

ORGANIZACION

La reunión interregional de consulta sobre La Mujer en las Cooperativas: Implicaciones para el Desarrollo, es organizada por el INSTRAW en cooperación con la Academia Búlgara de la Ciencia, Comisión Científica Conjunta, La Mujer en la Sociedad Socialista Avanzada. La reunión se llevará a efecto del 20 al 24 de junio de 1988, en Plovdiv, Bulgaria.

OBJETIVOS

El principal objetivo de la reunión es analizar, desde una perspectiva global y regional, la participación de la mujer en el movimiento cooperativo, particularmente en los países en desarrollo.

AGENDA PROVISIONAL

1. Apertura

   La ceremonia de apertura incluirá discursos de bienvenida de los organizadores y copatrocinadores.

2. Adopción de la agenda provisional y elección de la Mesa

   Se prevee la elección de un presidente, dos vicepresidentes y un relator para la coordinación de la reunión.

3. Enfoque cooperativo al desarrollo: experiencias regionales en las políticas económicas y sociales

   Bajo este punto se discutirán las experiencias, los enfoques, las alternativas y los experimentos relevantes, tomando en consideración las diferencias en Africa, Asia, América Latina, los países socialistas europeos y los países con economía de mercado. Se espera la activa participación de las cinco comisiones regionales de las Naciones Unidas.

4. La participación de la mujer en el movimiento cooperativo internacional

   Bajo este punto de la agenda se examinará la perspectiva histórica de la participación de la mujer en el movimiento cooperativo internacional. Se presentarán las experiencias nacionales y regionales, así como el trabajo de la Alianza Cooperativa Internacional y los organismos relevantes de las Naciones Unidas, particularmente las comisiones regionales.

5. Aspectos de organización y administración

   Bajo este punto de la agenda se discutirá una amplia gama de asuntos. Se prestará particular atención al marco legal para la participación de la mujer en cooperativas, tales como los derechos a la propiedad de la tierra y el acceso de la mujer a los bienes. También se hará énfasis en la mejora de las habilidades administrativas de la mujer, las políticas para asegurar el acceso de la mujer al crédito, las técnicas de mercadeo para asegurar la colocación de los productos de las cooperativas, y otros incentivos necesarios para mejorar la administración de las cooperativas.

6. Investigación, Capacitación e Intercambio de Información

   La discusión bajo este punto de la agenda se enfocará sobre:

   a) métodos de investigación para asegurar datos y estadísticas confiables sobre la participación de la mujer en cooperativas, y para proveer la base para un diseño apropiado de políticas para involucrar a la mujer más plenamente en todos los aspectos del cooperativismo.

   b) enfoques innovadores a la capacitación, incluyendo la elaboración de material de capacitación relevante e innovador.

   c) recolección de datos e intercambio de información.

   d) monitoreo y evaluación de metodologías.

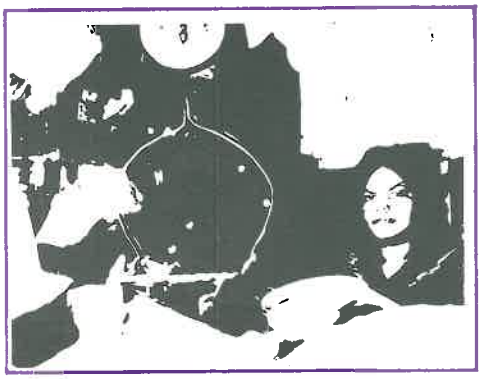
7. Directrices de políticas para la acción a largo plazo para destacar la participación de la mujer en las cooperativas

   Se espera que durante la reunión se elaboren directrices prototipo de acuerdo a las Estrategias de Nairobi Orientadas Hacia el Futuro hasta el año 2000, a ser utilizadas para incrementar la participación de la mujer en las cooperativas.

   El propósito principal de estas directrices será recomendar acciones generales a ser tomadas a los niveles nacional, regional e internacional para fortalecer la participación de la mujer en el movimiento cooperativo en base a largo plazo. Se espera que estas directrices prototipo sean más detalladas por todos los participantes después de la reunión.

EL ACCESO DE LA MUJER AL CREDITO

EN LA REPUBLICA DOMINICANA :



UN ESTUDIO DE CASO





INSTRAW
Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas Para la Promoción de la Mujer

1990 R
ECO-DOM
SP

Contenido

1 Prefacio

2 Introducción

3 Factores microeconómicos en el acceso de la mujer al crédito:

3 Banca Comercial

4 Instituciones gubernamentales y no gubernamentales

6 Historias de éxito: MUDE y ADOPEM

7 Factores macroeconómicos

7 Situación económica y monetaria

8 División del trabajo por sexo

9 Ingreso de la mujer

9 Acceso de la mujer a la propiedad

11 Conclusiones y Recomendaciones

13 Bibliografía

Equipo editorial:
Dunja Pastizzi-Ferencic, Eleni Stamiris, Erica Meltzer, Florissa Abreu, Francia Sención

Producción y Distribución:
Magda Canals, Leticia Vences

Diagramación:
Computer Solutions

Portada:
Millaray Quiroga

Fotografías:
Mercedes Sayagués

Traducción:
Leda Estevez Weber

Prefaci



Este
15 está a
Marrigje
sus funci
Internaci
Capacita
Promoció
Domingo,
año de 1
estudio r

ACCESO DE LA MUJER AL CREDITO EN LA REPUBLICA DOMINICANA: UN ESTUDIO DE CASO







Este suplemento para INSTRAW Noticias 15 está adaptado de un informe elaborado por Marrigje Van de Kamp, en el desempeño de sus funciones como pasante en el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (INSTRAW), en Santo Domingo, República Dominicana, durante el año de 1989. El informe está basado en un estudio realizado previamente por Arelis Gómez (1987), consultora del INSTRAW, sobre Acceso de la Mujer al Crédito en la República Dominicana: Un Estudio de Caso. Incluye una bibliografía e información suministrada por Xiomara Coo de Ortiz de la Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer, Carolina Ornes y Carmen Sánchez del Banco Central y de la autora del informe original, Arelis Gómez, a quienes damos merecido reconocimiento por su colaboración.

Introducción

Los ingresos de la mujer en la República Dominicana, desde que comenzó la crisis económica en 1974, se hacen cada vez más importantes, tanto para la produción nacional como para el bienestar individual y de la familia. El aumento en los impuestos, la inflación galopante y la declinación resultante en el ingreso real han obligado a que un número de mujeres cada vez mayor se incorpore a la fuerza laboral para complementar los ingresos del hombre. La mujer --particularmente el creciente número de mujeres jefas de hogar---depende de ingresos para mantener a sus familias. Pero una de las principales vías para mejorar sus ingresos, el crédito, en especial el crédito formal, es prácticamente inaccesible para ellas. El crédito les permite comprar mercancías que aumenten la eficiencia en las actividades del hogar y disponer de tiempo libre para dedicarse a actividades generadoras de ingresos. Les facilita también obtener capital inicial para microempresas o para adquirir productos agrícolas que son indispensables para aquellas mujeres cuyos hombres han emigrado a las ciudades dejándolas a cargo de las granjas.

¿Por qué la mujer--no solamente en la República Dominicana, sino también en muchos países en desarrollo--tiene poco o ningún acceso al crédito? En este estudio se identificarán los factores microeconómicos básicos y se discutirán los relacionados con éstos a nivel macroeconómico. Se incluye también una exposición sobre dos organizaciones dominicanas que han puesto en práctica programas de crédito efectivos para la mujer, al igual que recomendaciones para una estrategia nacional para mejorar el acceso de la mujer al crédito en gran escala.

A medida que un mayor número de mujeres se incorpora a la fuerza laboral, tanto en el sector de la economía formal como en el de la informal, sus ingresos adicionales se hacen cada vez más importantes para el bienestar de la familia. En muchos casos, éste es aún más importante que el del hombre, ya que la mujer invierte sus ingresos en cubrir necesidades fundamentales para la familia, mientras que el hombre tiende a gastar los suyos en bienes de consumo para su uso personal, en hacer inversiones que no tienen prioridad para el hogar, y en otras similares. Los ingresos de la mujer se hacen aún más imprescindibles en el creciente número de hogares que dependen de mujeres como jefas de hogar. Esos hogares en los cuales el esposo o socio está ausente (Los encabezados por viudas, divorciadas, madres solteras y mujeres abandonadas) y esos en los cuales el esposo o socio contribuye a mantener el hogar solamente en forma marginal (como, por ejemplo, por vejez o enfermedad) en 1986 representaban el 33 por ciento de todos los hogares en la República Dominicana. Ya que el seguro social virtualmente no existe en el país, los ingresos de la mujer son esenciales para la supervivencia de la familia.

El tipo de crédito que la mujer pobre necesita, es el de pequeños préstamos, que puedan ser pagados con abonos pequeños. Sin embargo, esos préstamos son difíciles de obtener de instituciones de crédito formal, lo que obliga a la mujer a emplear los recursos del crédito informal. En áreas urbanas, el más utilizado de estos recursos es el de los prestamistas, quienes conceden crédito a la mujer pero con tasas de interés excesivamente altas, conduciendo a muchas de ellas a un ciclo de endeudamiento perpetuo. En áreas rurales el recurso principal es el intermediario, suministrándoles equipo y provisiones a crédito. Ellos generalmente no cargan interés pero sí esperan comprar la cosecha a un precio más bajo.

Debido a las desventajas que presenta el crédito informal, el acceso de la mujer al crédito formal, facilitado por bancos comerciales e instituciones gubernamentales y no gubernamentales, debe ser realzado. La siguiente exposición enfoca los factores de oferta y demanda que obstaculizan el acceso de la mujer al crédito formal y cómo dichos obstáculos interactúan con otros problemas sociales y económicos.

Banca Comercial

Los bancos comerciales son las instituciones formales de crédito más importantes, ya que éstas son -por lo menos en teoría- accesibles a todo el mundo. Para obtener crédito de un banco comercial, los solicitantes deben demostrar su solvencia. La mayoría de los bancos se apoyan en cuatro criterios básicos que son: la capacidad de pago, las garantías, las referencias personales y el historial de crédito.

En la República Dominicana el 90 por ciento de las mujeres pobres que solicitan crédito no pueden cumplir con esos requisitos y esto se refleja en el bajo porcentaje de mujeres que recibieron préstamos en 1987 de la selección de bancos comerciales señalados en la lista siguiente:

Porcentaje de mujeres de la totalidad de prestatarios que obtuvieron crédito de instituciones financieras locales de enero a julio de 1987

Instituciones financieras	Porcentaje de mujeres con préstamos
Banco Nacional de Crédito	20%
Banco Metropolitano	19
Corporación Financiera, S.A.	9
Banco Popular Dominicano	5
Citibank, N.A	2
Agroban	0
Asociación Dominicana de Ahorros y Préstamos	10
Asociación Popular de Ahorros y préstamos	5

Fuente: Gómez 1987:14

Subyacente a esos bajos porcentajes, existen obstáculos que pueden dividirse en factores de oferta y demanda. Los factores de oferta comprenden la disposición que tienen los bancos comerciales para conceder préstamos a mujeres, que son pequeñas prestatarias sin experiencia, en base a la opinión que tiene el banco del pequeño prestatario en general. Por otra parte, los factores de demanda se relacionan con la decisión y habilidad de la mujer para solicitar y aceptar crédito de los bancos comerciales y están más profundamente relacionados con las características de las mujeres prestatarias, quienes generalmente son pobres, analfabetas y carecen de educación formal, sin habilidades, quienes son fácilmente intimidadas por la autoridad masculina y los establecimientos bancarios, y no están familiriarizadas con los trámites y la burocracia bancaria.

Los factores más importantes de la oferta son los siguientes:

1) Una escasez general de crédito.

2) El tipo de actividades en las cuales la mujer está involucrada generalmente no genera el flujo de efectivo requerido para el reembolso de grandes préstamos. Por consiguiente, la

mujer tiende a solicitar los préstamos más pequeños disponibles en los bancos comerciales: los préstamos personales. Por ejemplo, en los dos bancos que cuentan con el más alto porcentaje de mujeres prestatarias, el Banco Nacional de Crédito y el Banco Metropolitano, el 75 por ciento de los préstamos a mujeres son personales. Sin embargo, dichos préstamos se facilitan en forma más limitada que otros tipos de préstamos, ya que los costos unitarios son mucho más altos, motivando a los bancos comerciales a darle preferencia a los préstamos grandes.

3) Como el mayor número de instituciones financieras no ejercen control sobre los servicios de apoyo que consideran necesarios para que los préstamos sean productivos, anticipan una tasa de pago muy baja, lo que les hace menos dispuestos a otorgar préstamos. En el caso de mujeres prestatarias, las espectativas de un pago bajo aumentan, debido a la creencia equivocada de que las mujeres representan un riesgo de crédito pobre y que son incapaces de administrar efectivamente las finanzas. Este mito aún prevalece a pesar de la creciente evidencia de que cuando se otorgan créditos a la mujer, su historial de pago es tan bueno o mejor que el del hombre.

En relación a la demanda, los factores más importantes que impiden el acceso de la mujer al crédito en los bancos comerciales son los siguientes:

1) El requisito de garantías en forma de cuentas de ahorros, casa, tierra u otra propiedad. La mujer tiene menos acceso a la propiedad que el hombre y cuando éstas proponen sus empresas como garantía, aún así, pueden no ser consideradas como buenos riesgos de crédito porque ellas se dedican primordialmente a microempresas que podrían no estar debidamente documentadas o registradas.

2) Los costos para las transacciones de préstamos son altos, especialmente, para préstamos personales a corto plazo.

3) Los prolongados procedimientos para la solicitud de préstamos, las largas esperas en fila, así como la necesidad de realizar varios viajes a las instituciones financieras. A esta dificultad se añade el hecho de que los horarios bancarios muchas veces interfieren con los programas de trabajo de la mujer.

4) Las normas sociales limitan la asociación de la mujer casada con otros hombres, incluyendo a los trabajadores sociales, y desalientan a la mujer a emprender actividades económicas fuera del hogar.

Instituciones gubernamentales y no gubernamentales

Otro tipo de institución de crédito formal es la de las instituciones gubernamentales y no gubernamentales, las cuales ofrecen programas de crédito a ciertos sectores de la economía a manera de incentivos.

Desde la ratificación por la República Dominicana en 1981, de la Convención de las Naciones Unidas para la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación contra la Mujer, el gobierno ha impulsado la integración de la mujer en el desarrollo. En 1982, la Dirección General de Promoción de la Mujer fue establecida para planificar y coordinar las políticas nacionales relacionadas con la mujer, y se introdujeron programas y unidades para la



mujer en casi todas las instituciones gubernamentales.

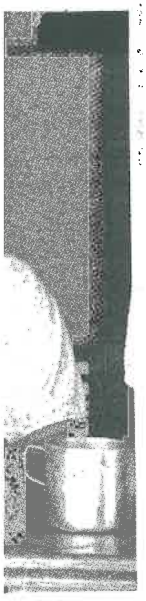
Sin embargo, la participación de la mujer en programas de instituciones gubernamentales en las áreas rurales y urbanas ha sido limitada. La mayoría de los programas está dirigido a promover las labores tradicionales de la mujer, como son la planificación familiar, nutrición y educación de la familia, mientras existen muy pocos programas para estimular las actividades productivas de la mujer.

En 1986 solamente tres instituciones gubernamentales ofrecieron programas de crédito que también beneficiaron a la mujer: La Oficina de Desarrollo de la Comunidad, la cual promueve grupos y organizaciones de la mujer en áreas rurales; el Banco Agrícola, que estimula la producción agrícola nacional así como la ganadera y la Corporación de Fomento Industrial, la cual suministra crédito a pequeñas y medianas empresas. Sin embargo, el porcentaje de mujeres beneficiadas fue pequeño: 14.0 por ciento, 9.5 por ciento y 9.0 por ciento, respectivamente.

Una situación similar prevalece entre las instituciones no gubernamentales. Existen cerca de 48 instituciones que ofrecen programas de crédito para grupos de bajos ingresos, la mayoría combinados con asistencia técnica. Ochenta y cinco por ciento de esas organizaciones trabajan en áreas rurales para promover la agricultura y la ganadería. En esos programas la participación de la mujer es muy limitada. Por ejemplo, en 1987, la Fundación Dominicana de Desarrollo (FDD)--la organización mayor y más antigua con programas de crédito en el país-- no tenía mujeres que se beneficiaran de su programa de crédito rural (Gómez, 1987).

La mujer en áreas urbanas tiene más posibilidades para obtener crédito de una institución no gubernamental. En estas áreas, la FDD incluyó un 16 por ciento de mujeres en su programa de crédito para microempresas, y un 40 por ciento de mujeres en el programa de crédito con grupos solidarios en 1987. Otro ejemplo es el de la Asociación para el Desarrollo de Microempresas (ADEMI), la cual también tiene un programa de crédito para microempresas y uno para grupos solidarios, incluyendo mujeres beneficiarias de un 15 y de un 43 por ciento en 1987 respectivamente.

Dado que los programas de crédito tanto de las instituciones gubernamentales como de las no gubernamentales, se llevan a cabo en pequeña escala y que la participación de la mujer en dichos programas es baja, es aparente que el acceso de la mujer a éste tipo de crédito formal es también limitado. La razón primordial de ésto es que todos los programas de crédito, salvo algunas excepciones, son dirigidos al hombre. De acuerdo a la división del trabajo por sexo, el hombre es quien devenga el ingreso para el hogar, y por lo tanto, es quien debe beneficiarse de un programa de crédito. El hecho de que existen también muchas mujeres que desempeñan trabajo productivo, a menudo no es tomado en consideración . En primer lugar, esto se debe a que los ejecutores y planificadores de los programas de crédito son en su mayoría hombres, y en segundo lugar, porque el trabajo productivo de la mujer en áreas tales como la de la agricultura de subsistencia y el sector informal, está subestimado en las estadísticas. Tampoco existen muchas mujeres que, aún siendo las principales contribuyentes al mantenimiento económico de la familia, se les conceda la categoría de jefa de hogar.



Historias de Exito: MUDE y ADOPEM

Los únicos programas de crédito que verdaderamente llegan a la mujer son los de dos instituciones no gubernamentales dirigidas a promover la autosuficiencia de la mujer y su integración en el sistema de crédito formal. **Mujeres en Desarrollo Dominicana, Inc.** (MUDE), la cual provee de crédito a la mujer en áreas rurales y la **Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer** (ADOPEM, que es una sucursal del Banco Mundial de la Mujer) la cual facilita crédito principalmente a microempresas y a "grupos solidarios" en áreas urbanas. Ambas instituciones han tenido éxito en la ejecución de sus programas de crédito, tienen un grupo creciente de beneficiarios y una alta tasa de recuperación de préstamos. La tasa de recuperación de MUDE, fue de 91 por ciento en 1986, y la de ADOPEM de 98.5 por ciento las cuales son mucho más altas que las de los programas de crédito mixto. Por otra parte la tasa de pago de la FDD y ADEMI en 1986, incluyendo tanto a hombres como a mujeres, fue solamente de 85 por ciento y 60 por ciento respectivamente.

MUDE fue fundada en 1979. Ofrece cursos de capacitación en organización, administración, y el uso de crédito; facilita asistencia técnica y ofrece servicios sociales (planificación familiar, nutrición, reforestación, mejoramiento de la vivienda y fabricación de cocinas). Los proyectos agrícolas incluyen la producción de vegetales, fresas y flores, y cría de ganado, cerdos y abejas. En lugares donde la tierra no es cultivable, MUDE financia proyectos de manualidades y servicios de mercadeo. Las condiciones de los préstamos son flexibles, y son otorgadas sumas apropiadas a las necesidades de cada proyecto. MUDE generalmente contribuye con el 65 por ciento del costo total. La tasa de interés es de un 12 por ciento, considerablemente por debajo de la tasa del 20 por ciento que prevalece en el mercado.

MUDE

ADOPEM fue fundada en 1982. Bajo el patrocinio del Banco Mundial de la Mujer, ésta ofrece garantías para proyectos que solicitan préstamos comerciales de los bancos locales. También tiene fondos para préstamos directos a microempresas dirigidas por mujeres. Al igual que MUDE, también provee asistencia técnica y capacitación. Tiene dos programas de préstamos: un programa para microempresas individuales, y el otro para "grupos solidarios" basados en el modelo creado por el Grameen Bank en Bangladesh.

ADOPEM

MUDE, para 1986, estaba beneficiando a 3,369 mujeres en 125 grupos; para 1987, los beneficiarios de ADOPEM ascendían a 1,042 microempresas y 658 mujeres en 164 grupos solidarios. Los dos grupos fueron diseñados específicamente para mujeres, con el objeto de incentivarlas a competir unas con otras y a desarrollar nuevas habilidades. Sin embargo, el número de mujeres que estos programas alcanzan está limitado necesariamente por la pequeña escala de las operaciones, y la mujer, todavía enfrenta obstáculos para obtener crédito como resultado de factores que están fuertemente interrelacionados a nivel macroeconómico. Estos incluyen, la situación económica y monetaria, la ideología del género, el ingreso de la mujer y el acceso de la mujer a la propiedad.

Factore

Situac



El Ba
Dominica
medianos
nacional
per capita
de crecim
Dominica
mundo, c
anual. E
externa y
políticas
un clima
doméstic

Sin e
de invers
Los preci
mundial--
importan
descendi

Situación Económica y Monetaria



El Banco Mundial describe a la República Dominicana como un país de ingresos medianos-bajos (en el cual el producto nacional bruto en 1987 era de $480 y $6000 per capita). Desde 1968 hasta 1974, las tasas de crecimiento económico en la República Dominicana estaban entre las más altas del mundo, con un promedio de 11 por ciento anual. Este fue el resultado de la ayuda externa y de la estabilidad de las instituciones políticas y económicas las cuales produjeron un clima favorable para la inversión privada doméstica y extranjera.

Sin embargo, a pesar de los altos niveles de inversión, en 1974 comenzó un descenso. Los precios del azúcar en el mercado mundial--el producto de exportación más importante de la República Dominicana--descendió, como también sucedió con la demanda extranjera para los principales minerales de exportación, bauxita y ferroníquel. Al mismo tiempo se produjo un aumento en el costo de las importaciones de petróleo así como problemas en la asignación de la inversión interna.

Desde la recesión mundial de 1980, la situación económica doméstica se ha empeorado. La deuda externa aumentó de $789.7 millones en 1974 a $3,923 millones en 1987. Para enfrentar esta deuda, la República Dominicana concertó acuerdos con el Fondo Monetario Internacional (FMI) en 1982 y 1985, obligando al gobierno a tomar las siguientes medidas de ajustes financieros: **devaluación de la moneda, restricciones en las importaciones, aumento en las tasas de interés, restricciones en el crédito y el circulante, y reducción del gasto público.**

Estas medidas llevaron a una reducción importante en la tasa de crecimiento de la deuda externa: En 1982, la deuda externa aumentó en un 34.5 por ciento, pero en 1983, la cifra fue solamente de 5.2 por ciento. Sin embargo, las medidas también ocasionaron una baja en la inversión, aumento en el desempleo y un descenso en el salario real.

Debido a esos altos costos sociales, el Gobierno actual--que ha estado en el poder desde 1986--decidió no renovar el acuerdo con el FMI, aunque las medidas que sí tomó tuvieron el mismo impacto negativo en el bienestar social que las medidas previamente tomadas por el FMI. Esas medidas combinaron los incentivos de inversión con las siquientes medidas de ajuste financiero: aumento en la oferta monetaria, mayor inversión pública (especialmente en el sector de la construcción), devaluación de la moneda (para beneficiar al sector turístico, zonas francas y al sector de exportación agrícola), un aumento en el impuesto sobre la renta, en los derechos aduanales y restricciones monetarias.

Las rectricciones monetarias redujeron el monto del dinero disponible para crédito y se hizo más costosa la adquisición de préstamos. En 1989, las tasas de interés permanecieron constantes al 12 por ciento, pero los costos de transacción aumentaron en un 6 por ciento, lo que quiere decir que actualmente debe pagarse un 30 por ciento de la cantidad prestada para obtener un préstamo de un banco comercial. Los préstamos con los que las mujeres más pueden contar--préstamos personales--representan un 2 por ciento más que otros préstamos, porque los préstamos personales van dirigidos al consumo, mientras que otros préstamos debido a que son destinados a la producción, tienen prioridad en los bancos. Actualmente es prácticamente imposible obtener préstamos personales, ya que todos los préstamos comerciales, incluyendo los préstamos personales, fueron congelados por 90 días a partir del 3 de agosto de 1989. Aunque en la actualidad se han anulado las restricciones legales, en la práctica, dichas restricciones aún están vigentes.

En resumen, la crisis económica y las medidas monetarias relacionadas con ésta condujeron a una reducción del crédito y a un aumento del costo del mismo, lo cual ha tenido un efecto especialmente negativo en la mujer. En relación a la oferta, la mujer se encuentra ante la imposibilidad de obtener préstamos personales. En relación a la demanda, el aumento en los costos de transacción ha afectado más los préstamos personales que cualesquier otro tipo de préstamo haciendo más costoso para la mujer obtener préstamos, una vez ellas estén nuevamente en condiciones de solicitarlo.

División del Trabajo por Sexo

En la República Dominicana, la división del trabajo por sexo que prevalece está basada en el concepto del machismo, que ha sido definido como el culto a la virilidad. Sus características más importantes son la agresión exagerada, la implacabilidad entre los hombres y su agresión sexual y arrogancia frente a la mujer.

El estereotipo masculino es muy fuerte, dominante, autoritario, independiente, polígamo, experimentado en el sexo y hábil para la conquista. Por otra parte, el estereotipo femenino es débil, dependiente, subordinada, pasiva, hermosa, conquistable, pero además virginal y maternal.

En esta forma de estereotipar, el hombre gobierna y la mujer es subordinada. El hombre (padre, esposo) es el jefe del hogar, gana el sustento y dispone de su esposa (de su cuerpo y de su trabajo), de los niños y de la propiedad. Estas actividades son siempre consideradas más importantes y prestigiosas que las de la mujer.

La función de la mujer se define principalmente por sus quehaceres en el hogar y con la familia donde ellas tienen cierta independencia. Sin embargo, esto nunca se traduce en autonomía fuera del hogar. Para llevar a cabo cualesquier tipo de actividad fuera del hogar, la mujer siempre necesita el permiso implícito del hombre.

El machismo y la división del trabajo por sexo influencian el acceso al crédito de la mujer en varias formas. En primer lugar, el obstáculo que existe en relación a la oferta--que la mujer es por naturaleza considerada como un riesgo pobre de crédito--se desprende, por supuesto, directamente de la idea de que el hombre, no la mujer, es quien obtiene el ingreso y maneja el dinero. La misma noción relacionada con la demanda, desalienta a la mujer a involucrarse en asuntos económicos.

Además, la agresión masculina y los celos que se producen, cuando sus esposas se asocian con otros hombres, limita a la mujer casada a relacionarse con trabajadores

sociales qu
(factor de

Finalm
responsabl
familia imp
actividades
necesitan
trabajo. E
hombre en
cumplir co
para solici
turno en fil
(factor de

Ingreso

Los ing
macroecon
mujer al cr
mujer en la
hombre. E
desempleo
24 por cier
estaban de
ciento de l
cuando la
que el hom
mujeres ur
salario mín
rural esa c

Esta si
discriminac
la cual hac
trabajos co
hecho de q
desempeña
típicos de l
reciben un
hombres p
hombre". E
trabaja en
por ciento,
trabajo típi
remuneraci
ciento de l
industrial,
trabajos int
calzados e

sociales que en su mayoría son hombres (factor de demanda).

Finalmente, el hecho de que la mujer es responsable de las tareas del hogar y la familia implica que, si ellas se involucran en actividades productivas para las cuales necesitan crédito, asumen una doble carga de trabajo. Es más difícil para ellas que para el hombre encontrar el tiempo para dedicarlo a cumplir con los procedimientos requeridos para solicitudes de crédito, esperando su turno en fila y viajando a bancos comerciales (factor de demanda).

Ingresos de la Mujer

Los ingresos de la mujer es otro factor macroeconómico que impide el acceso de la mujer al crédito. En general la posición de la mujer en la fuerza laboral es peor que la del hombre. En primer lugar, su tasa de desempleo es más alta: en 1980, por ejemplo, 24 por ciento de las mujeres dominicanas estaban desempleadas, en oposición al 16 por ciento de los hombres. En segundo lugar, cuando la mujer trabaja, tiende a ganar menos que el hombre. Cerca de un 59 por ciento de mujeres urbanas en 1986 devegaron menos del salario mínimo de 125 pesos; para la mujer rural esa cifra era de un 88 por ciento.

Esta situación es el resultado de la discriminación de la mujer en la fuerza laboral, la cual hace más difícil para ella obtener trabajos con mejor remuneración, así como el hecho de que la mayor parte de las mujeres desempeñan actividades laborales en "trabajos típicos de la mujer", por los cuales normalmente reciben un pago menor que el que reciben los hombres por los mismos "trabajos típicos del hombre". El 65 por ciento de todas las mujeres trabaja en el sector de servicio; la mayoría, el 66 por ciento, trabaja en el servicio doméstico: un trabajo típico de la mujer por el cual reciben una remuneración sumamente baja. Del 13 por ciento de las mujeres que trabajan en el sector industrial, casi todas están empleadas en trabajos intensivos en las industrias de textiles y calzados en las zonas francas, las cuales han sido establecidas en la República Dominicana debido, principalmente, a los bajos costos de la mano de obra. Por último, el 93 por ciento de las mujeres que trabaja en el sector agrícola, son cosechadoras--otro trabajo típico de la mujer con salario sumamente bajo.

Como ha sido señalado, las mujeres que trabajan en agricultura de subsistencia y en el sector informal, no se han incluído en estas estadísticas. Sin embargo, debido a la alta tasa de desempleo existente entre las mujeres y el hecho de que la gran mayoría de ellas tienen que combinar los trabajos de producción con los quehaceres del hogar y la familia, muchas mujeres no tienen otra alternativa sino la de trabajar en estos sectores que están entre los más mal pagados, y en los cuales terminan desempeñando los trabajos peor remunerados. Sawyer y Overholt describen cómo la venta de productos en un triciclo es más lucrativa que un negocio estacionario; en el primer caso éste es dominado por el hombre, mientras que en el segundo es primordialmente la mujer quien se involucra en el mismo.

Además de que la mujer está mayormente empleada en trabajos de bajos salarios, también recibe menor remuneración cuando desempeña el mismo trabajo que realiza el hombre. Se ha estimado que el hombre gana de 1.1 a 6.9 veces más que la mujer, o en otras palabras, que la mujer gana del 14.6 por ciento al 95 por ciento de los salarios del hombre.

Si la mujer posee su negocio propio, en su mayoría éste se encuentra entre los más pequeños y menos lucrativos, lo que significa que los negocios de mujeres no serán aceptados como garantía en mayor proporción que los de los hombres.

Acceso de la Mujer a la Propiedad

Para recibir crédito de un banco comercial es necesario ofrecer una garantía, por lo general una propiedad ya sea una casa o tierra. Sin embargo, en la República Dominicana la propiedad está altamente concentrada en poder de una minoría: en 1985 el 41 por ciento de las familias rurales no eran propietarias de la tierra, y el 89 por ciento de

los que sí eran dueños de la propiedad, ésta era de menos de cinco hectáreas. Por lo tanto, la mayoría carece de la garantía necesaria para solicitar un préstamo.

Del resto de la propiedad, la mayor parte se encuentra en manos del hombre, lo cual es principalmente una consecuencia de las leyes dominicanas. A pesar de que la Constitución de la República garantiza la igualdad entre el hombre y la mujer, las leyes del código civil restringen a la mujer casada el derecho a poseer casi todas las formas existentes de propiedad.

Solamente a las mujeres que tienen sus propios ingresos, se les permite disponer libremente del fruto de su trabajo. Sin embargo, para muchas mujeres es difícil demostrar que realizan trabajos productivos, ya que en el sector informal o el de la agricultura de subsistencia el trabajo que desempeñan se considera como una continuidad de sus tareas en el hogar, el cual no está incluído en las consideraciones que determinan la población económica activa.

Desde el año 1978, la mujer casada adquirió el derecho a trabajar sin necesidad del consentimiento del esposo y poder abrir cuentas corrientes, de ahorros o cualesquier otro tipo de cuenta bancaria, lo cual le permite tener una garantía monetaria. No obstante, si una familia es propietaria, la mayor parte de la propiedad probablemente no estará en una cuenta bancaria, sino que estará invertida en una vivienda o en tierra lo que significa que a la mujer casada se le continúa negando el uso de la mayor parte de la propiedad de la familia como garantía.



Además de que la mujer casada no tiene acceso a la propiedad, conforme al Código Civil, la ley de Reforma Agraria contiene artículos que limitan el acceso de la mujer a poseer tierra--de facto, si no específicamente de jure. La tierra no se entrega a la familia sino al jefe de la misma. La mujer representa el 33 por ciento de todos los jefes de hogar, lo que significa que constituye su principal sostén. Sin embargo, los estadísticos y el Instituto Agrario Dominicano, organismo responsable de realizar reformas, consideran que los hombres son los jefes del hogar si permanecen en el mismo la mayor parte del año. Esto se evidencia por el hecho de que un 90 por ciento de los títulos de propiedad de tierra están a nombre de hombres.

El artículo 2 de la ley 5879 establece que, si un terrateniente muere sin haber adquirido el título de propiedad de la tierra, su esposa tendrá que llegar a un acuerdo con los demás herederos; si ésto no se logra, el Instituto Agrario podría tomar posesión de la tierra. En caso de que la tierra sea abandonada por el propietario, el Instituto Agrario podrá asignar la propiedad a su esposa o al hijo (artículo 43 de la ley 5879). La decisión estará basada en una votación de los terratenientes de la comunidad y los estudios realizadas señalan que los propietarios prefieren que los terratenientes sean hombres.

Debido a estas disposiciones legales, el acceso de la mujer a la propiedad, en sentido general, y la tierra, en particular, está restringido creando mayores dificultades para que la mujer pueda satisfacer el requisito básico para obtener préstamos: la garantía.

Conclusiones y Recomendaciones

Mejorar el acceso de la mujer al crédito es un paso importante en el proceso de desarrollo. Al reestructurar los programas y políticas para satisfacer las necesidades de las mujeres prestatarias, los bancos comerciales y las instituciones gubernamentales y no gubernamentales pueden generar oportunidades de empleo, que conduzcan a mejorar tanto la producción y los ingresos a nivel nacional como el bienestar del individuo y la familia.

La dificultad que enfrenta la mujer para obtener crédito es debida, no solamente a la falta de interés de las instituciones para facilitarles crédito, o por la poca iniciativa e incapacidad de la mujer para obtenerlo, sino que es también el resultado de la interacción de varios factores a nivel macroeconómico. Por consiguiente, para mejorar el acceso de la mujer al crédito en algo más que la pequeña escala, no es suficiente promover la integración de la mujer al sistema de crédito formal por organizaciones no gubernamentales. Solamente puede alcanzarse esta meta a todos los niveles con una estrategia dirigida por el gobierno e instituciones de crédito formal.

Una estrategia nacional debería incluir las estrategias generales siguientes:

1. **Una revisión de las estadísticas y datos nacionales**. El mejoramiento del flujo de información sobre la actividad económica de la mujer y la obtención de datos más precisos podría contribuir en la toma de decisiones tanto para la planificación como para la formulación de políticas.

2. **Eliminar la discriminación contra la mujer en el mercado laboral**. Esto implica la ejecución de las leyes existentes y reformas legales, así como una ley para garantizar la igualdad de pago, para el hombre y la mujer, cuando ambos desempeñen el mismo trabajo.

3. **Modificar las leyes que limitan el acceso de la mujer a la propiedad**. El sistema civil de las leyes del matrimonio, en el cual los bienes son mantenidos en común, deberá reemplazarse por uno en el cual el ingreso sea mantenido en común, dando a cada cónyuge el derecho a administrar los bienes. La Ley de Reforma Agraria deberá ser modificada para que no solamente corresponda al jefe del hogar el título de propiedad de la tierra sino ambos cónyuges.

Respecto a las medidas relacionadas al crédito, Lycette Schumacher, Sebstad and Buvinic ofrecen las recomendaciones siguientes:

1. **Modificar los mercados financieros**. Si los gobiernos desean incrementar el uso del crédito por la mujer y otros grupos de bajos ingresos, deberán ofrecerles subsidios adecuados de las tasas de interés. Esto puede hacerse asegurándose de que los prestatarios paguen tasas óptimas por debajo del mercado, mientras reembolsa a las instituciones financieras el costo de prestar a bajas tasas de interés.

2. **Facilitar crédito directo para esas actividades económicas en las cuales las mujeres estén activas y tengan experiencia**. En áreas urbanas las actividades productivas más comunes son las de microempresas, mientras que en las áreas rurales, éstas incluyen principalmente actividades agrícolas.

3. **Hacer accesible el crédito para crear nuevas oportunidades de empleo**. Ejemplos relevantes de actividades agrícolas son los de la agroindustria, cría de aves y crianza de animales; para actividades urbanas, nuevas áreas de manufacturas, servicios y comercio.

4. **Facilitar crédito para la comercialización de la produción en el hogar** (como el procesamiento de alimentos, confección de ropa y puericultura).

5. **Promover el establecimiento de cooperativas y bancos para la mujer que sirvan como programas intermedios para mobilizar el capital para actividades productivas de la mujer**. Los gobiernos podrían ayudar a las organizaciones no

gubernamentales con los costos iniciales para desarrollar fondos de préstamos rotativos para prestatarios de bajos niveles de ingreso, establecer a nivel nacional servicios de ayuda financiera y dar apoyo a instituciones no gubernamentales similares para estimular un mayor número de mujeres a solicitar crédito formal, y ayudarlas con los procedimientos de solicitud y negociaciones. Los bancos comerciales podrían ayudar a las cooperativas y bancos de mujeres facilitándoles recursos así como asistencia técnica para los programas de esas organizaciones.

6. **Facilitar el préstamo a grupos como una forma para que la mujer obtenga recursos que pueda utilizar como garantía, compartir los riesgos y los beneficios que se obtienen de los préstamos y vencer los obstáculos que puedan enfrentar como individuos.** Todos los tipos de instituciones financieras formales pueden ofrecer préstamos a grupos. Esto reduce los costos administrativos en las instituciones financieras y proporciona un medio eficiente para integrar la capacitación, la asistencia técnica y la introducción de nuevas tecnologías para la mujer.

7. **Proporcionar crédito que no dependa de una garantía.** Las garantías pueden obviarse si el solicitante está decidido a tener capacidad productiva para pagar el préstamo; se pueden emplear estrategias innovadoras basadas en los recursos que están al alcance de la mujer (tales como, terceras personas como garantes, joyas y objetos de adorno)

8. **Facilitar crédito en sumas que sean las adecuadas a las necesidades de crédito de la mujer.** Para evitar el alto costo unitario de los pequeños préstamos, las instituciones financieras formales pueden prestar a grupos o cooperativas mayores cantidades para que éstas a su vez distribuyan pequeñas sumas a cada uno de sus miembros.

Bibliog

Alemán, J.
Efect
Listín
abril

Alvear, M.
Situa
Legis
Améri
Agric
145-2

Báez, C.
La Su
Domi
Direc
INSTI

Las M
Finan
Presu
Domi

Beel, I.
The
Press

Boin, J. y
Dificu
Hoy
Econ

Brugal, C.
Docu
Cuad
pp. 2

Fundación
(FUDECO)
Build
Deve

Guerrero,
Muje
Agra
Soci
Dom

Gómez, A
Acce
Repu
INST
—— Wom
and
INST

Bibliografía

Alemán, J.L.
Efectos Sociales del Ajuste Económico. Listin Diario (Santo Domingo), p. 2-D, 13 de abril de 1989.

Alvear, M.S.
Situación de la Mujer campesina frente a la Legislación. En Mujeres Campesinas en América Latina. Santiago, Food and Agriculture Organization (FAO), 1987, pp. 145-212.

Báez, C.
La Subordinación Social de la Mujer Dominicana en Cifras. Santo Domingo, Dirección General de Promoción de la Mujer INSTRAW, 1986.

Las Mujeres como Beneficiarias de Servicios Financieros por Recursos Asignados en el Presupuesto Nacional de la República Dominicana. Santo Domingo, CEPAL, 1987.

Beel, I.
The Dominican Republic. Boulder, Westview Press, 1981.

Boin, J. y Serulle Ramia.
Dificultades y crecimiento.
Hoy (Santo Domingo), Sección Negocios y Economía, p. 2, 13 de septiembre de 1989.

Brugal, C.I.
Doctrina: Situación Jurídica de la Mujer. Cuadernos Jurídicos (Santo Domingo), 5:56, pp. 23-31, 1981.

Fundación para el Desarrollo Comunitario, Inc. (FUDECO).
Building on our Experience in Integrated Development. Santo Domingo, 1989.

Guerrero, A. y L.A. Guillén.
Mujer y Tierra: Evaluación del Código Agrario Dominicano, Seminario Situación Socioeconómica y Jurídica de la Mujer Dominicana. Santo Domingo, 1988.

Gómez, A.
Acceso de la Mujer al Crédito: El Caso de la República Dominicana. Santo Domingo, INSTRAW, 1987.
——Women's Access to Crédit in Latin America and the Caribbean. Santo Domingo, INSTRAW, 1988.

International Women's Tribune Centre (IWTC).
Women, Money and Credit, Newsletter 15, New York, 1981.

Javier Araujo, A.M. y G. Herrera Vásquez.
Aportes del Banco de la Mujer a la Autonomía Empresarial y Laboral de la Mujer Dominicana. Santo Domingo, Universidad Autónoma de Santo Domingo, 1987.

Lycette, M.A.
Improving Women' Access to Credit in the Third World: Policy and Project Recommendations. Washington, D.C., International Center for Research on Women, 1984.

Marte de Barrios, L.
Reforma Agraria: Otro Intento donde la Mujer no Cuenta. En Mujer Rural Hoy y Mañana. MUDE, Santo Domingo, pp. 96-106, 1985.

Mohiudding, Y.
Female Headed Households and Urban Poverty in Pakistan. Athens, International Economic Association, World Congress, 1989.

Oficina Nacional de Planificación.
Indicadores Básicos 1986. Santo Domingo, 1986.

Pou, F. y B. Mones.
Mujer, Familia y Diferenciación Social. En la mujer Rural Dominicana. F. Pou, ed., Santo Domingo, CIPAF, 1987.

Reichmann, R.
Women's Participation in ADEMI: The Association for the Development of Micro-Enterprises, Inc. Santo Domingo, Acción International/AITEC, 1984.

Roberts Chapman, J.
Sex Discrimination in Credit, the Backlash of Economic Dependency. En Economic Independence for Women. J. Roberts Chapman, ed. Beverly Hills, Sage Publications, 1976.

Bibliografía

Santana, O.
Crece Participación Mujer en Fuentes de Trabajo. Listín Diario (Santo Domingo), p. 24; 9 de marzo de 1988.

Sawyer, S.M y C. Overholt.
Dominican Republic: Programme for Development of Micro-Enterprises. En Gender Roles in Development Projects. C. Overholt y otros, eds., Connecticut, Kumarian Press, 1985.

Schuler, M., ed.
Poder y Derecho. OEF-International, Washington, D.C. 1987.

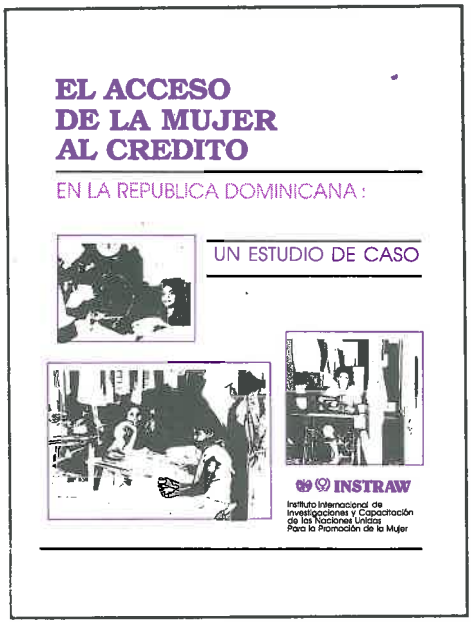
Schumacher, I., J. Sebstad y M. Buvinic.
Limits to Productivity: Improving Women's Access to Technology and Credit. Washington, D.C. International Center for Research on Women, 1980.

Stevens, M.N.
The Other Face of Machismo in Latin America. En Female and Male in Latin America. A. Tescatello, ed., Pittsburgh, Pittsburgh University Press, pp. 90-101, 1973.

United Nations.
Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Año de Inflación, alza salarial y devaluación. Listin Diario (Santo Domingo), p. 2-D, 6 de octubre de 1989.

Van Winden, C.L.M.
De Rol van Vrouwen in Regionale Ontwikkeling, Utrecht, Rijks Universiteit Utrecht, 1987.

Vicens, L.
Crisis Económica 1978-1982. Santo Domingo, Editorial Alfa y Omega, 1982.



INSTRAW

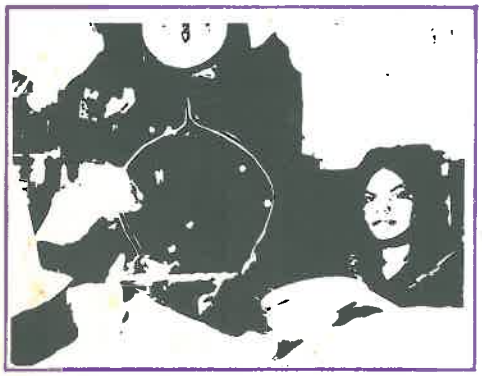
**Instituto Internacional de Investigaciones
y capacitación de las Naciones Unidas
para la Promoción de la Mujer**

**Apartado Postal 21747
Santo Domingo, República Dominicana
Teléfono/Facsímile (809) 685-2111
Télex (326) 4280 WRA SD**

**Impreso en Santo Domingo, República Dominicana, 1990
4,500 - Español**

L'ACCES DES FEMMES AU CREDIT

EN REPUBLIQUE DOMINICAINE:



UNE ETUDE DE CAS





INSTRAW
Institut international
de recherche et de formation
des Nations Unies
pour la promotion de la femme

1990 R
ECO-DOM
FR

Contenu

1 Préface

2 Introduction

3 Facteurs micro-économiques influençant l'accès des femmes au crédit

Banques d'affaires

Institutions gouvernementales et non gouvernementales

6 Exemples de réussite: MUDE et l'ADOPEM

7 Facteurs macro-économiques:

Situation économique et monétaire

Division sexuelle du travail

Le revenu des femmes

Accés des femmes à la propriété

11 Remarques et recommandations pour conclure

13 Bibliographie

Rédaction :
Dunja Pastizzi-Ferencic, Eleni Stamiris, Erica Meltzer, Florissa Abreú, Francia Sención.

Production et distribution :
Magda Canals, Leticia Vences.

Composition :
Computer Solutions

Photographies :
Mercedes Sayagués.

Coverture :
Millaray Quiroga

Préfac



Ce
est une
de Kam
stagiair
des Nat
femme
(Républ
sur un t
Gómez
l'Acces

L'accès des femmes au crédit en République dominicaine: Une étude de cas







Ce supplément d'INSTRAW Nouvelles Nº 15 est une adaptation du rapport de Marrigje Van de Kamp, qui a travaillé en 1989 comme stagiaire à l'Institut de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW), à Saint-Domingue (République dominicaine). Ce rapport se fonde sur un travail de recherche antérieur d'Arelis Gómez (1987),consultante de l'INSTRAW pour l'Acceso de la mujer al crédito: el caso de la República Dominicana (Accès de la femme au crédit: le cas de la République dominicaine). Il comporte une bibliographie et des renseignements fournis par Xiomara de Coo de Ortiz, de l'Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer, Carolina Ornes et Carmen Sánchez de la Banque Centrale ainsi que par l'auteur du rapport originel, Arelis Gómez. A toutes nous adressons nos sincères remerciements pour leur contribution.

Introduction

Depuis le début de la crise économique, en 1974, le revenu des femmes revêt, en République dominicaine, une importance croissante pour la productivité nationale et pour le bien-être des individus et des familles. L'augmentation des impôts, l'inflation galopante et la baisse des revenus que ces dernières entraînent ont rendu impérative l'incorporation, en nombre croissant, des femmes au marché du travail, afin d'arrondir les revenus des hommes. Les femmes-et en particulier celles, de plus en plus nombreuses, qui sont chefs de famille-comptent sur leur revenu pour subvenir aux besoins de leur famille. Pourtant, le moyen le plus efficace d'améliorer leur revenu leur est pratiquement inaccessible: à savoir, le crédit, et surtout le crédit officiel. C'est grâce au crédit que les femmes peuvent acheter pour leur ménage des biens leur permettant d'améliorer leur performance en matière de tâches ménagères et d'avoir davantage de temps à consacrer aux activités créatrices de revenus. Il leur fournit également un capital de départ pour leurs micro-entreprises ou leurs achats agricoles, ce qui est fondamental pour les femmes dont le mari a émigré vers les villes, leur abandonnant la responsabilité des exploitations agricoles.

Pourquoi les femmes-non seulement en République dominicaine, mais dans de nombreux pays en développement-ont-elles peu accès, ou même pas accès du tout, au crédit? Cette étude mettra en lumière les facteurs micro-économiques sous-jacents et analysera les facteurs corrélatifs au niveau macro-économique. Elle présentera également une analyse de deux organisations dominicaines qui ont mis en oeuvre, avec succès, des programmes de crédit destinés aux femmes ainsi que des recommandations en vue d'une stratégie nationale visant à améliorer, sur une grande échelle, l'accès des femmes au crédit.

Au fur et à mesure que les femmes s'incorporent, de plus en plus nombreuses, au marché du travail, que ce soit dans le secteur structuré ou non structure de l'économie leurs ressources d'appoint acquièrent de plus en plus d'importance pour les conditions de vie de leur famille. Dans de nombreux cas, ces revenus sont encore plus importants que ceux des hommes; en effet, les femmes consacrent généralement leurs revenus à satisfaire les besoins les plus élémentaires du ménage alors que les hommes ont tendance à dépenser les leurs en biens de consommation destinés à leur usage personnel, en investissements non prioritaires pour le ménage ou en tout autre achat similaire. Le revenu des femmes est encore plus crucial pour les ménages, de jour en jour plus nombreux, ayant une femme comme chef de famille. Les ménages où l'époux ou le compagnon est absent (et qui ont à leur tête une veuve, une divorcée, une mère célibataire ou une femme abandonnée) ainsi que ceux où l'époux ou le compagnon ne contribue que marginalement au soutien financier du ménage (pour cause de vieillesse ou de maladie, par exemple), représentaient en 1986 33% des ménages de la République dominicaine. Comme la sécurité sociale n'existe practiquement pas dans ce pays, le revenu des femmes revêt une importance capitale pour la survie de la famille.

Le type de crédit dont les femmes pauvres ont besoin consiste en des prêts modiques, pouvant être remboursés par versements échelonnés, d'un montant peu élevé. Et pourtant, ces prêts sont difficiles à obtenir des établissements de crédit officiel, ce qui oblige les femmes à faire appel aux sources de crédit parallèle. Parmi les sources les plus courantes, en zone urbaine, se trouvent les prêteurs sur gage qui prêtent de l'argent aux femmes, mais à des taux extrêmement élevés, ce qui plonge de nombreuses femmes dans le cercle vicieux de l'endettement perpétuel. En zone rurale, les intermédiaires constituent les principales sources de crédit. Ils fournissent les femmes en biens d'équipement et en matériel à crédit. Ils ne demandent généralement pas d'intérêts, mais ils s'attendent à acheter les récoltes à un prix bien inférieur.

Etant donné les inconvénients des sources de crédit parallèle, il faut améliorer l'accès des femmes au crédit officiel, offert par les banques d'affaires et les institutions gouvernementales et non gouvernementales. L'analyse ci-dessous porte sur l'offre en matière de crédit et sur les facteurs de la demande qui empêchent les femmes d'avoir accès au crédit officiel ainsi que sur la manière dont ces obstacles se combinent à des phénomènes sociaux et économiques plus vastes.

les banques d'affaires

Les banques d'affaires sont les principales institutions de crédit officiel, car elles sont -du moins en théorie- ouvertes à tous. Pour obtenir un crédit d'une banque d'affaires, les demandeurs doivent fournir des preuves de leur solvabilité. La plupart des banques se fient à quatre critères essentiels en matière de crédit: la capacité de remboursement, l'aval, les informations concernant l'individu et ses antécédents en matière de prêts.

En République dominicaine, 90% des femmes pauvres qui demandent des prêts ne remplissent pas les conditions, ce qui explique le faible pourcentage de femmes ayant obtenu dans 1987 des prêts des banques d'affaires citées ci-dessous:

Pourcentage de femmes sur le total de personnes ayant reçu des prêts dans les institutions locales selectionnées au cours de la période janvier-juillet 1987

Etablissement financier	Pourcentage de femmes ayant reçu un prêt.
Banco Nacional de Crédito	20%
Banco Metropolitano	19
Corporación Financiera, S.A.	9
Banco Popular Dominicano	5
Citibank, N.A.	2
Agroban	0
Asociación Dominicana de Ahorros y Préstamos	10
Asociación Popular de Ahorros y Préstamos	5

Source : Gómez, 1987:14

Les obstacles qui expliquent ces faibles pourcentages peuvent se diviser entre facteurs liés à l'offre et facteurs liés à la demande. Les premiers concernent la réaction des banques d'affaires quand il s'agit de prêter à des femmes, qui empruntent de petites sommes, n'ont pas d'expérience, étant donné l'opinion des banques à l'égard des petits emprunteurs en géneral. Les facteurs liés à la demande, quant à eux, concernent l'état d'esprit et la préparation des femmes quand il s'agit de demander et de recevoir un prêt bancaire et ils dépendent étroitement des caracteres qualitatifs des emprunteuses, qui sont généralement pauvres, analphabètes, non scolarisées, non qualifiées, facilement intimidées par une autorité masculine et les locaux de la banque et peu familiarisées avec la paperasserie et la bureaucratie.

Les facteurs les plus importants en matière d'offre sont:

1) la pénurie généralisée de crédit;

2) le type d'activités auxquelles se consacrent les femmes ne produit pas le mouvement de trésorerie nécessaire pour rembourser des emprunts importants. C'est pourquoi les femmes ont tendance à demander les prêts les moins élevés qu'offrent les banques: les prêts à titre personnel. C'est ainsi que, dans

les deux banques possédant le pourcentage le plus fort d'emprunteuses, la Banco Nacional de Crédito et la Banco Metropolitano, 75% des prêts accordés aux femmes sont des prêts à titre personnel. Cepedant, ces prêts sont disponibles en moins grande quantité que les autres types de prêts, les banques préférant les gros emprunts qui ont des coûts unitaires moindres.

3) Comme la plupart des établissements financiers ne maîtrisent pas les services d'appui qui, à leur avis, sont indispensables pour la rentabilité des prêts, ils prévoient un faible taux de remboursement, ce qui les rend peu disposés à accorder ces prêts. Si l'emprunteur est une femme, ils s'attendent encore davantage à des remboursements précaires à cause du préjugé traditionnel qui considère les femmes comme un risque élevé en matière de crédit, du fait qu'elles ne sont pas de bonnes gestionnaires financières. Ce mythe a la vie dure malgré les preuves de plus en plus nombreuses démontrant que, lorsqu'on accorde des prêts aux femmes, leurs performances de remboursement sont aussi bonnes, et même meilleures, que celles des hommes.

En ce qui concerne la demande, les principaux facteurs qui empêchent les femmes d'avoir accès au crédit offert par les banques sont:

1) le préalable d'aval, sous forme d'un compte d'épargne, d'une maison, d'un terrain ou de tout autre bien immeuble. Les femmes ont moins accès que les hommes aux biens fonciers et même quand elles proposent leur affaire comme garantie, il est probable qu'elles ne seront pas davantage considérées comme un risque modéré en matière de crédit parce qu'il s'agit essentiellement de petites entreprises et que leur affaire n'a sans doute pas été officiellement constituée ou n'a pas été dûment enregistrée:

2) les frais bancaires sont élevés, surtout quand il s'agit de prêts à titre personnel à court terme:

3) une procédure interminable, des files d'attente, sans compter les nombreux déplacements jusqu'aux établissements financiers. Il ne faut pas oublier, non plus, le fait que les heures d'ouverture des banques coincident le plus souvent avec l'horaire de travail des femmes:

4) les normes sociales dissuadent les femmes mariées de rencontrer des hommes, même s'il s'agit de promoteurs, et les détournent d'entreprendre des activités économiques hors de chez elles.

Institutions gouvernementales et non gouvernementales

Les institutions gouvernementales et non gouvernementales qui offrent des programmes de crédit afin d'encourager le développement de certains secteurs de l'économie constituent un autre type d'établissement de crédit officiel.

Depuis que la République dominicaine a ratifié, en 1981, la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, son gouvernement a pris des mesures concrètes afin d'intégrer les femmes au développement. En 1982, il a créé la Dirección General de Promoción de la Mujer avec la mission de planifier et de coordonner les politiques nationales en faveur des



femmes, et il a instauré des services de promotion de la femme dans la plupart des institutions gouvernementales.

Cependant, la participation des femmes aux programmes des institutions gouvernementales, tant en zone rurale qu'urbaine, reste limitée. La plupart des programmes visent à promouvoir des tâches traditionnellement attribuées aux femmes, telles que le planning familial, la nutrition et l'éducation de la famille, alors que très peu de ces programmes sont destinés à encourager les activités de production des femmes.

En 1986, trois institutions gouvernementales seulement possédaient des programmes de crédit destinés aussi aux femmes: l'Oficina de Desarrollo de la Comunidad, qui encourage les groupements et organisations de femmes en milieu rural, la Banco Agrícola, qui stimule la production agricole et l'élevage, et la Corporación de Fomento Industrial, qui accorde des prêts aux petites et moyennes entreprises. Le taux des femmes bénéficiaires reste faible malgré tout: 14%, 9,5% et 9% respectivement.

Une situation similaire prèvaut au sein des institutions non gouvernementales. Il existe près de 48 institutions offrant aux groupes à revenus modifiques des programmes de crédit, alliés le plus souvent à de l'aide technique. Quatre-vingt-cinq pour cent de ces organisations s'attachent à promovoir, en milieu rural, l'agriculture et l'élevage. La participation des femmes au sein de ces programmes reste faible. En 1987, par exemple, la Fundación Dominicana de Desarrollo (FDD)- la plus grande et la plus ancienne des organisations dominicaines engagées dans des programmes de prêts - ne comptait pas une seule femme parmi les bénéficiaires de son programme de prêt rural (Gómez, 1987).

Les femmes des zones urbaines ont davantage la possibilité d'obtenir des crédits des organisations non gouvernementales. En 1987, en zone urbaine, la FDD a accordé 16% de son programme de prêt aux micro-entreprises à des femmes et 40% de son programme de prêt aux groupes de solidarité à des femmes. En voici un autre exemple: l'Asociaciòn para el Desarrollo de Microempresas (ADEMI), qui possède également un programmes de prêt aux micro-entreprises et un autre à l'intention des groupes de solidarité, comptait 15% et 43% de femmes, respectivement, parmi ses bénéficiaires en 1987.

Etant donné que les programmes de crédit des institutions gouvernementales et non gouvernementales sont exécutés sur une petite échelle et que la participation des femmes à ces programmes est faible, il est évident que l'accès des femmes à ce type de crédit officiel est, lui aussi, limité. Ceci est dû essentiellement au fait que tous les programmes de crédit s'adressent, à de rares exceptions près, aux hommes. Conformément à la division sexuelle du travail, c'est l'homme qui gagne l'argent du ménage et c'est lui par conséquent qui doit être le bénéficiaire d'un programme de crédit. Le fait que beaucoup de femmes exercent, elles aussi, un travail productif n'est souvent pas pris en considération. Tout d'abord, cela tient à ce que les planificateurs et les responsables des programmes de crédit sont surtout des hommes, et aussi à ce que le travail productif des femmes dans les secteurs de l'agriculture de subsistance et le secteur non structuré, entre autres, sont sous-estimés dans les statistiques. Par ailleurs, de nombreuses femmes qui sont le soutien principal du ménage ne se voient pas non plus attribuer la condition de chefs de famille.

Exemples de réussite : MUDE et l'ADOPEM

Les seuls programmes de crédit qui vont jusqu'aux femmes sont ceux de deux institutions non gouvernementales qui s'efforcent de promouvoir l'autonomie des femmes et leur intégration au système de crédit officiel: Mujeres en Desarrollo Dominicana, Inc. (MUDE), qui offre des prêts aux femmes de zones rurales, et l'Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer (ADOPEM, filiale de la Banque Mondiale des femmes), qui offre des prêts destinés essentiellement aux micro-entreprises et aux "groupes de solidarité" des zones urbaines. Ces deux institutions qui ont mis en oeuvre avec beaucoup de succès leurs programmes de crédit se caractérisent par le pourcentage croissant de bénéficiaires et par le taux élevé de remboursement des prêts. Le taux de remboursements de MUDE qui était en 1986 de 91% et celui d'ADOPEM qui était de 98,5% sont supérieurs à ceux des programmes mixtes. En comparaison, les taux de remboursement, hommes et femmes confondus, de la FDD et d'ADEMI n'étaient, respectivement, que de 85% et de 60% en 1986.

MUDE a été fondée en 1979. Cette organisation donne des cours de formation en organisation, gestion et utilisation du crédit; elle fournit de l'assistance technique et des services sociaux (planning familial, nutrition, reboisement, amélioration du logement et construction de fourneaux). Les projets agricoles vont depuis la culture de légumes, de fraises et de fleurs jusqu'à l'élevage be bovins, de porcins et d'abeilles mellifères. Dans les régions où il n'y a pas de terres arables disponibles, MUDE parraine des projets d'artisanat et des services de commercialisation.

MUDE

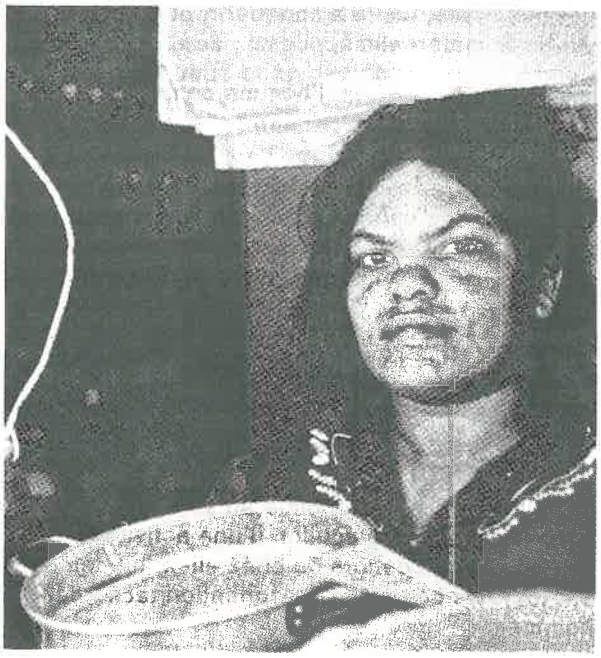
La durée des prêts varie et leur montant dépend de chaque besoin en particulier. MUDE ne prête généralement que 65% du montant total. Le taux d'intérêt - 12% - est considérablement inférieur au taux de 20% pratiqué communément sur le marchè.

L'ADOPEM a été fondée en 1982. Parrainée par la Banque Mondiale des femmes, elle offre des avals aux projets qui demandent aux banques locales des prêts commerciaux. Elle dispose également de fonds qu'elle prête directement aux micro-entreprises gérées par des femmes. Tout comme MUDE , elle réalise des actions d'assistance technique et de formation. Elle a deux programmes de prêts: l'un à l'intention des micro-entreprises appartenant à une personne physique et l'autre en faveur des "groupes de solidarité" dont le modèle a été imaginé par la Grameen Bank du Bangladesh.

ADOPEM

En 1986, MUDE avait acordé des prêts en faveur de 3.369 femmes, appartenant à 125 groupements; en 1987, les bénéficiaires de l'ADOPEM étaient 1.042 micro-entreprises et 658 femmes appartenant à 164 groupe de solidarité. Les deux catégories s'adressaient spécialement aux femmes afin de les inciter à rivaliser entre elles et à améliorer leurs qualifications. Cependant, le nombre de femmes que touchent ces institutions est forcément limité à cause des dimensions mêmes de ces opérations et parce que les femmes affrontent bien d'autres obstacles en matière de crédit, obstacles qui sont étroitement liés à des facteurs macro-économiques. Il s'agit de : la situation èconique et monétaire, l'idéologie en vigueur à l'égard des sexes, le revenu des femmes et l'accès de celles-ci à la propriété.

Situation économique et monétaire



La Banque Mondiale décrit la République dominicaine comme l'un des derniers pays à revenus moyens (c'est à dire, ceux dont le revenu national brut par habitant se situait entre 480$ et 6.000$ en 1987). De 1968 à 1974, les taux de croissance économique du pays se trouvaient parmi les plus forts du monde, atteignant près de 11% par an. Ceci était dû à l'aide extérieure et à la stabilité de ses institutions politiques et économiques qui créait le climat propice aux investissements privés nationaux et étrangers.

Cependant, malgré le niveau élevé des investissements, un déclin s'amorce en 1974. Les prix du sucre - principal produit agricole d'exportation de la République dominicaine -s'effondrent sur le marché mondial de même que la demande de bauxite et de ferronickel - principaux minerais d'exportation en provenance des pays étrangers. Au même moment, interviennent le hausse des prix d'importation des hydrocarbures et un problème interne causé par les priorités en matière d'investissements.

Depuis la récession mondiale de 1980, la situation économique nationale s'est détériorée. La dette extérieure a grimpé de 789,7 millions de dollars en 1974 à 3,923 milliards en 1987. Pour gérer cette dette, la République dominicaine a conclu des accords avec le Fonds monétaire international (FMI) en 1982 et 1985 qui obligent le gouvernement à prendre les mesures suivantes d'ajustement dans le domaine financier: dévaluation de la monnaie, restriction des importations, augmentation des taux d'intérêt, réduction du crédit et de la masse monétaire et diminution des dépenses gouvernementales.

Ces mesures ont provoqué une baisse significative du taux de progression de la dette extérieure: en 1982, celle-ci s'est accrue de 34,5% alors qu'en 1983 l'accroissement atteignait 5,2% seulement. Mais ces mesures ont également entraîné un déclin des investissements, une augmentation du chômage et une baisse des salaires réels.

Etant donné le coût social élevé de ces mesures, le gouvernement actuel - qui est au pouvoir depuis 1986 - a décidé de ne pas reconduire l'accord signé avec le FMI, bien que les mesures qu'il a pris lui - même aient eu les même effets négatifs sur les conditions de vie de la société que celles prises au préalable par le FMI. Ces mesures alliaient des aides fiscales à l'investissement et les mesures financières d'ajustement suivantes: augmentation de la masse monétaire, accroissement des investissements publics (spécialement dans le secteur du bâtiment), dévaluation de la monnaie (pour favoriser le tourisme, les zones franches industrielles et l'agriculture d'exportation), relèvement des impôts sur le revenu et des droits à l'importation ainsi que des restrictions monétaires.

Les restrictions monétaires ont diminué la quantité d'argent disponible pour les prêts et elles ont rendu ceux - ci plus onéreux pour les emprunteurs. En 1989, les taux d'intérêt n'ont pas subi de changement, se maintenant à 12%, mais les frais de fonctionnement ont augementé de 6%, ce qui signifie qu'il faut actuellement débourser 30% du montant total de l'emprunt pour obtenir un prêt d'une banque d'affaires. Les prêts que préfèrent les femmes - les prêts à titre personnel - coûtent deux pour cent de plus que les autres prêts, parce qu'ils sont destinés à la consommation alors que les autres prêts, qui sont axés sur la production, se voient accorder la priorité des banques. Il est pratiquement impossible aujourd'hui d'obtenir des prêts personnels, du fait que tous les prêts commerciaux, y compris ceux à titre personnel, ont été bloqués pendant 90 jours à compter du 3 août 1989. Bien qu'une libéralisation de certaines contraintes légales soit intervenue récemment, dans la pratique, des limitations persistent.

En résumé, la crise économique et les mesures monétaires qui en résultent ont provoqué une offre de crédit déficitaire et une augmentation du coût de ce crédit, ce qui a des effets particulièrement graves pour les femmes. En ce qui concerne l'offre, les femmes n'ont plus la possibilité d'obtenir des prêts à titre personnel. En ce qui concerne la demande, la hausse des frais de fonctionnement qui est intervenue pèse davantage sur les prêts personnels que sur les autres types de prêts, ce qui les rend plus onéreux pour les femmes lorsqu'elles peuvent de nouveau y avoir recours.

La division sexuelle du travail

En République dominicaine, la division sexuelle du travail en vigueur repose sur le machisme, qui se définit comme le culte à la virilité. Ses caractéristiques principales sont une agressivité et une intransigeance excessives chez les hommes ainsi que la violence sexuelle et l'arrogance de ceux - ci à l'égard des femmes.

L'homme type est fort, dominant, autoritaire, indépendant, polygame; il a eu des expériences sexuelles et il aime conquérir. La femme type, au contraire, est faible, dépendante, soumise, passive, belle, facile à conquérir, et pourtant vierge et maternelle.

Selon ces clichés, l'homme commande et la femme se soumet. L'homme (père ou mari) est le chef de la famille, il gagne l'argent du ménage et dispose de sa femme (de son corps et de son travail) de ses enfants et des bienes fonciers. Ces activités sont toujours considérées comme plus importantes et elles sont plus respectées que celles des femmes.

Le rôle des femmes se définit essentiellement par les tâches qu'elles exécutent dans ou près de la maison en faveur de ménage ou de leur famille et pour la réalisation desquelles elles jouissent d'une certaine indépendance. Ceci pourtant ne se traduit jamais en autonomie au sein du monde extérieur. Pour l'exécution d'une activité quelconque en dehors de chez elles, les femmes ont toujours besoin de l'autorisation tacite des hommes.

Le machisme et la division sexuelle du travail que celui - ci entraîne influencent l'accès des femmes au crédit de bien des manières diffèrentes. Tout d'abord, l'obstacle principal, en ce qui concerne l'offre - le fait que les femmes sont, de nature, considérées comme des risques élevés en matière de crédit - est évidemment le résultat de la conviction que ce sont les hommes, et non les femmes qui gagnent et gèrent l'argent du ménage. En ce qui concerne la demande, cette même croyance dissuade les femmes de s'occuper des questions d'argent.

Par ailleurs, l'agressivité et la jalousie des hommes lorsque leur femme rencontrent d'autres hommes empêchent les femmes mariées de s'adresser aux moniteurs, qui sont le plus souvent de sexe masculin (facteur de la demande).

Enfin, puisque les femmes ont déjà la responsabilité des tâche ménagères et familiales,

cela signifie que, si elles se consacrent à des activités productives pour lesquelles elles ont besoin de crédit, elles supportent un double volume de travail. Il leur est aussi plus difficile qu'aux hommes de trouver le temps nécessaire pour les procédures compliquées de demande de crédit, faire la queue et se déplacer plusieurs fois jusqu'à la banque (aspect de la demande).

Le revenu des femmes

Le revenu des femmes constitue un autre facteur macro-économique qui empêche les femmes d'avoir accès au crédit. Généralment la situation des femmes sur le marché de l'emploi est pire que celle des hommes. Premièrement, leur taux de chômage est plus élevé: en 1980, par exemple, 24% des des Dominicaines étaient au chômage contre 16% des Dominicains. Deuxièmement, si elles ont un emploi, elles gagnent souvent moins que les hommes. Près de 59% des femmes des zones urbaines gagnaient moins que le salaire minimum de 125 pesos en 1986; dans le zones rurales, ce chiffre atteignait 88%.

Cette situation résulte de la discrimination en vigueur sur le marché du travail, laquelle entrave la promotion des femmes à des postes mieux rémunérés et du fait que la plupart des femmes exercent des "métiers typiquement féminins" pour lesquels ont les paient généralement moins que les hommes qui, exercent des "métiers typiquement masculins". Dans le secteur tertiaire, où travaillent 65% des femmes, la plupart d'entre elles (66%) travaillent en tant qu'employées de maison - métier typiquement féminin, très mal payé -. Sur les 13% de femmes qui travaillent dans l'industrie, presque toutes sont embauchées dans les secteurs qui font un usage intensif de main-d'oeuvre, tels que la chaussure et le textile, dans les zones franches industrielles qui se sont établies en République dominicaine essentiellement à cause de sa main-d'oeuvre à bon marché. De plus, 93% des femmes qui travaillent dans l'agriculture font les récoltes - un autre métier typiquement féminin, très mal rémunéré.

Comme nous l'avons dit précédemment, les femmes qui travaillent dans l'agriculture de subsistance et le secteur non structuré ne sont pas incluses dans ces statistiques. Cependant, du fait du taux de chômage élevé chez les femmes et que la plupart d'entre elles doivent combiner travail productif et tâches ménagères et familiales, de nombreuses femmes ne peuvent faire autrement que de travailler dans ces secteurs qui sont parmi les plus mal payés et où elles finissent souvent par exercer les emplois les plus mal rémunérés de tous. Sawyer et Overhold montrent ainsi que la vente de marchandises en tricycle est plus rentable que la vente sur place; la première est aux mains des hommes alors que ce sont essentiellement des femmes qui se consacrent à la seconde.

Outre le fait que les femmes sont beaucoup trop nombreuses dans les emplois mal payés, elles sont également moins rémunérées lorsqu'elles exécutent le même travail que les hommes. On estime que les hommes gagnet de 1,1 à 6,9 fois plus que les femmes, ce qui revient à dire que les femmes ne reçoivent qu'entre 14,6% et 95% du salaire des hommes.

Lorsque les femmes possèdent leur propre affaire, il s'agit le plus souvent des entreprises les plus petites et les moins rentables, ce qui signifie qu'il y aura plus d'entreprises gérées par des femmes que d'entreprise gérées par des hommes à ne pas être acceptées commes aval.

Accès des femmes à la propriété

Pour obtenir un crédit bancaire, il faut un aval, lequel est généralement un bien immeuble, tel qu'une maison ou un terrain. Mais en République dominicaine, la propriété foncière est concentrée aux mains d'un petit groupe de personnes. En 1985, 41% des ménages ruraux ne possédaient pas de terres et 89% de ceux qui en avaient une possédaient moins de cinq hectares. La plupart des personnes ne dispose donc pas de l'aval exigé pour l'obtention d'un prêt.

Le plus grand nombre des biens fonciers restants sont en possession des hommes, ce qui est principalement une conséquence de la législation dominicaine. Bien que la constitution garantisse l'égalité de l'homme et de la femme, la législation civile limite le droit des femmes mariées à la possession de presque toutes les formes de biens.

Seules les femmes qui reçoivent un salaire ont le droit de disposer librement du fruit de leur travail. Pour beaucoup de femmes, pourtant, il est difficile de prouver qu'elles exercent un travail productif, puisque leur travail dans le secteur non structuré ou l'agriculture de subsistance est considéré comme le prolongement de leurs travaux ménagers et qu'il n'est pas pris en considération dans le calcul de la population active.

Depuis 1978, les femmes mariées ont le droit d'exercer une profession sans le consentement de leur mari et elles peuvent également ouvrir un compte courant, un compte d'épargne ou tout autre type de compte bancaire. Ceci permet à ces femmes d'avoir un aval en argent. Cependant, si un ménage poseède des biens, dans la plupart des cas il ne s'agira pas d'un compte mais d'un investissement dans une maison ou un terrain, ce qui signifie que les femmes mariées se voient encore refuser le droit d'utiliser comme aval presque tous les biens du ménage.



Outre le fait que, aux termes de la législation civile, la femme mariée n'a généralement pas accès à la propriété, la loi qui règlemente la réforme agraire comporte des articles limitant l'accès des femmes à la possession des terres - dans les faits, si ce n'est véritablement en droit -. Les terres ne sont pas données au ménage mais au chef de famille. Les femmes représentent 33% des chefs de famille du pays, ce qui veut dire qu'elles sont les principaux soutiens d'un ménage. Pourtant, les statisticiens et l'Instituto Agrario Dominicano qui a pour mission de mener à bien la réforme agraire considèrent que les hommes sont les chefs de famille s'ils sont présents dans leur foyer presque toute l'année. Ceci explique pourquoi 90% des titres de propriété sont au nom des hommes.

L'article 2 de la loi nº 5879 prévoit que si un propriétaire meurt avant d'avoir reçu le titre de propriété des terres, sa femme doit conclure un accord avec les autres héritiers; dans le cas contraire, l'Instituto Agrario Dominicano peut reprendre la propriété des terres. Si les terres sont laissées à l'abandon par le propriétaire, l'Institut peut en attribuer la propriété à sa femme ou à son fils (Art. 43 de la loi nº 5879). La décision repose sur un vote au sein des propriétaires de la communauté. Les recherches ont démontré que les propriétaires préfèrent avoir des hommes comme collègues.

A cause de ces stipulations juridiques, l'accès des femmes à la propriété et général et à la possession de terres en particulier est limitée, ce qui rend beaucoup plus difficile aux femmes de remplir la condition principale pour l'obtention d'un prêt: posséder un aval.

Remarques et recommandations pour conclure

Améliorer l'accès des femmes au crédit constitue un pas important pour le processus de développement. En aménageant les programmes et les politiques afin de satisfaire les besoins des femmes qui font des demandes de prêts, les banques d'affaires et les institutions gouvernementales et non gouvernementales peuvent créer de nouveaux emplois, ce qui entraînerait une augmentation de la productivité et du revenu nationaux ainsi qu'une amélioration des conditions de vie des individus et des familles.

Le fait que les femmes n'aient pas accès au crédit provient non seulement du manque d'empressement des établissements de crédit officiel à leur accorder des prêts, de la méfiance des femmes à l'égard du crédit ou de leur maladresse à obtenir ces prêts, mais encore de plusieurs facteurs interdépendants au niveau macro-économique . C'est pourquoi, si l'on veut améliorer l'accès des femmes au crédit au-delà d'une petite échelle, il ne suffit pas d'encourager les femmes à participer au système de crédit officiel que proposent les organisations non gouvernementales. Ce but ne sera atteint qu'avec une stratégie nationale sous le contrôle du gouvernement et des institutions de crédit officiel à tous les niveaux.

Cette stratégie nationale devra comporter les stratégies générales suivantes:

1.- **Analyse détaillée des statistiques et des données nationales**. L'amélioration des données concernant l'activité économique des femmes et l'obtention de données plus exactes contribueront à faciliter la prise de décisions pour la planification et la formulation des politiques.

2.- **Elimination de la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail**. Ceci implique la mise en application des lois en vigueur et des réformes de la législation existante, telle qu'une loi garantissant aux femmes le même salaire que les hommes pour l'exécution d'un même travail.

3.- **Modification des lois limitant l'accès des femmes à la propriété**. La législation civile du mariage selon laquelle les biens appartiennent à la communauté devra être remplacée par une autre législation selon laquelle les revenus appartiennent à la communauté, ce qui confèrera à chacun des conjoints le droit de gérer les biens communs. La loi règlementant la réforme agraire devra être amendée afin que le titre de propriété des terres ne soit pas remis uniquement au chef de famille mais aux deux conjoints.

Quant aux mesures concernant directement le crédit, Lycette et Schumacher, Sebstat et Buvinic font les recommandations suivantes:

1.- **Réforme des marchés financiers**. Si les gouvernements veulent obtenir un meilleur niveau d'utilisation du crédit par les femmes et les autres groupes à faibles revenus, ils doivent leur offrir des bonifications appropriées du taux d'intérêt. Ceci peut se faire en garantissant aux emprunteuses l'obtention des meilleurs taux, inférieurs à ceux en vigueur sur le marché, pour le remboursement du coût de l'emprunt à taux modique aux établissements financiers.

2.- **Offre de prêts directs aux activités économiques auxquelles se consacrent les femmes et où elles ont de l'expérience**. Dans les zones urbaines, les activités de production les plus habituelles sont les micro-entreprises alors que dans les zones rurales les activités de production concernent essentiellement les exploitations agricoles.

3.- **Dégagement de crédits pour la crèation de nouveaux emplois**. Des exemples pertinents sont l'agro-industrie, l'élevage de volailles et du bétail, pour les activités agricoles; pour les activités urbaines, de nouveaux secteurs dans la manufacture, les services et le commerce.

4.- **Prévision de crédits pour la commercialisation de la production à domicile** (telle que le traitement des produits alimentaires, la couture et la garde d'enfants).

5.- **Mesures d'encouragement à la création de coopératives et de banques pour les femmes comme programmes intermédiaires destinés à mobiliser des capitaux vers les activités de production des femmes** . Les gouvernements devront aider les organisations non gouvernementales

dans le domaine des frais de premier établissement en créant des fonds destinés à des prêts autorenouvelables à l'intention des emprunteuses à faibles revenus. Ils devront aussi instituer des services nationaux de promotion financière et soutenir les institutions similaires non gouvernementales qui incitent les femmes à demander en plus grand nombre des prêts en bonne et due forme et les aident dans leurs démarches et négociations liées à ces demandes. Les banques pourraient aider les coopératives et les banques pour les femmes en fournissant des fons et de l'assistance techique à ces organismes pour leurs programmes de prêts.

6.- **Facilitation de prêts collectifs afin de permettre aux femmes de mettre en commun des ressources servant d'aval, de partager les risques et les bénéfices de l'emprunt et de surmonter les obstacles qui peuvent se présenter à elles en tant qu'individus.** Le financement collectif peut être offert par les établissements financiers officiels de toute sorte. Il abaisse les coûts administratifs des établissements financiers et il fournit un moyen efficace d'allier la formation, l'assistance technique et la présentation de nouvelles technologies aux femmes.

7.- **Dégagement de crédits qui ne requièrent pas d'aval.** On peut renoncer à exiger un aval si le demandeur est déterminé à obtenir la capacité productive nécessaire au remboursement du prêt; on peut utiliser des stratégies innovatrices fondées sur les ressources dont disposent les femmes (telles que les tiers garants, des bijoux ou des bibelots).

8.- **Offre de prêts d'un montant adapté aux besoins des femmes en matière de crédit.** Pour éviter les coûts unitaires élevés des prêts modiques, les établissements financiers officiels pourraient prêter des sommes assez importantes à des groupes ou à des coopératives qui, à leur tour, alloueraient des sommes d'un montant plus faible à leurs membres.

Bibliographie

Alemán, J.L.
Efectos Sociales del Ajuste Económico. Listín Diario (Saint-Domingue), p. 2-D, 13 avril 1989.

Alvear, M.S.
Situación de la mujer campesina frente a la legislación, Mujeres Campesinas en América Latina, Santiago, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 187, p.145-212.

Baez, C.
La Subordinación Social de la Mujer Dominicana en Cifras. Saint-Domingue, Dirección General de Promoción de la Mujer et l'INSTRAW, 1986.

Las Mujeres como Beneficiarias de Servicios Financiados por Recursos Asignados en el Presupuesto Nacional de la República Dominicana. Saint-Domingue, CEPAL, 1987.

Bell, I.
The Dominican Republic. Boulder, Westview Press, 1981.

Boin J. et J. Serrulle Ramia.
Dificultades y crecimiento. Hoy (Saint-Domingue), Rubrique Affaires et Economie, p. 2, 13 septembre 1989.

Brugal, C.I.
Doctrina: Situación jurídica de la Mujer. Cuadernos Jurídicos (Saint-Domingue), 5:56, p. 22-31, 1981.

Fundación para el Desarrollo Comunitario (FUDECO).
Building on Experience in Integrated Development. Saint-Domingue, 1989.

Guerrero, A et L.A Guillén.
Mujer y Tierra: Evaluación del Código Agrario Dominicano, Séminaire sur la situation socio-économique et juridique de la femme dominicaine. Saint-Domingue, 1988.

Gomez, A.
Acceso de la Mujer al Crédito: El caso de la República Dominicana. Saint-Domingue, INSTRAW, 1987.
Women's Access to Credit in Latin America and the Caribbean. Saint-Domingue, INSTRAW 1988.

International Women's Tribune Centre (IWTC).
Women, Money and Credit, Bulletin 15, New York, 1981.

Javier Araujo, A.M. et G. Herrera Vásquez.
Aportes del Banco de la Mujer a la autonomía empresarial y laboral de la mujer dominicana. Saint-Domingue, Université autonome de Saint-Domingue, 1987.

Lycette, M.A.
Improving Women's Access to Credit in the Third World: Policy and Project Recommendations. Washington, D.C. Centre international de recherche sur les femmes, 1984.

Marte de Barrios, L.
Reforma Agraria: Otro intento donde la mujer no cuenta, dans mujer rural hoy y manana. MUDE, Saint-Domingue, p. 96-106, 1985.

Mohiuddin, Y.
Female Headed Households and Urban Poverty in Pakistan. Athènes, Association économique internationale. Congrès mondial, 1989.

Nations Unies.
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Año de inflación, alza salarial y devaluación. Listín Diario (Saint-Domingue), p. 2-D, 6 octobre 1989.

Oficina Nacional de Planificación.
Indicadores básicos, 1986. Saint-Domingue, 1986.

Pou, F.et B. Mones.
Mujer, familia y diferenciación social, dans La mujer rural dominicana. F. Pou, ed., Saint-Domingue, CIPAF, 1987.

en's

).

982.



INSTRAW

Institut international de recherche et de formation des
Nations Unies pour la promotion de la femme

B.P. 21747
Saint-Domingue, République dominicaine
tél.: (809) 685-2111
télécopie: (809) 685-2117
télex: (326) 4280 WRA SD

Imprimé à Saint-Domingue, République dominicaine, 1990
2,500 - Français



INSTRAW

United Nations
International
Research and Training
Institute for the
Advancement of Women

Improved Stoves

ntegral Part of Energy-Saving Strategies

1988 T
ENE-GLO
EN

Contents

3 IMPROVED STOVES
An energy-saving strategy geared towards household energy needs.

5 HOW TO PLAN A STOVE PROJECT
Fixing the objectives, selecting the target group, drafting the project document and fixing the schedule: planning a stove project is a complex task involving different phases.

7 HOW TO CHOOSE A STOVE
After collecting data on needs and resources, matching technology to needs will help you pick the right stove.

10 TESTING THE STOVES
An overview of the different methods to measure their efficiency, durability and operational ease.

10 DISSEMINATION STRATEGIES
Whether a commercial or non-commercial approach is chosen, all promotional activities should take into account the social and cultural background of the target group and stress the advantages brought by improved stoves - especially to women.

Editorial Team:
Dunja Pastizzi-Ferencic, Mercedes Sayagués, Marina Vaccari

Production and Distribution Team:
Caroline Haleby, Christine Lemoine, Altagracia Sánchez

Lay-out:
Sylvia Gadea-Compuservice / cover designed by Millaray Quiroga

Drawings:
Chinandu Mwendapole and Patrizia Bertolini

Text:
Selected highlights from a manual on improved stoves
(forthcoming INSTRAW publication)

Improved stoves

an energy-saving strategy



Over one third of the world population depends on wood to meet their daily energy requirements - cooking, heating and lighting. Wood is also the energy source for many small business activities, such as food processing. In some of the poorest African countries, wood still accounts for more than 90 per cent of the national energy consumption.

But not for a long time. At the present rate of depletion, the forest reserves of the Third World will be totally exhausted by the year 2030, according to an FAO estimate. In ten years, the scarcity of fuelwood will amount to nearly one billion cubic metres. Almost three billion people will be affected by the insufficient supply of this vital resource, and their environment severely damaged.

The dwindling world supply of fuelwood has critical consequences for the rural poor in general, and for women in particular. In almost all cultures, the gender-based division of labour has assigned to women the task of fetching the fuel needed in the household. Where wood is scarce, rural women must walk longer distances carrying heavy loads. As wood prices rise, urban women too feel the brunt of the crisis, as fuel takes up a larger share of their already strained budget.

About 60 per cent of the fuel consumed in developing countries is used for cooking. Yet the cooking devices used (often the three-stone fire) are not only unhealthy and inconvenient, but also inefficient. Replacing them with improved fuel-saving stoves can help significantly in the fight against deforestation.

These considerations spurred the interest shown by Governments, aid agencies and researchers on the development and dissemination of improved stoves. The first stoves projects were launched about 30 years ago; interest was rekindled in the mid 1970's when the fuelwood crisis made headlines. It was then generally believed that, since improved stoves could save up to 50% of wood, could be built and installed easily and at a low cost, they were the simple solution to a difficult problem.

Many of these projects, however, fell short of the expected results, both in terms of fuel savings and the stoves' acceptability. These failures can be traced to the fact that the final end-users - local women - were not fully integrated in the planning and implementation of



THE TRADITIONAL OPEN FIRE

the projects. Women were left out of the process of stove design and testing, they were not properly trained in stove maintenance and repair, or sensitized on the importance of saving fuelwood.

Although the results of stove projects have been to date not quite satisfactory, researchers and development experts are resolved not to abandon this interim solution to solve the energy problems of household consumption.

It is possible to build a stove than can both save fuel and be widely acceptable. Stove design is only one factor of a successful project; proper planning and implementation, and the choice of the right dissemination strategy are equally important. Still, the key factors remain a thorough understanding of women's needs, and women's integration in all stages of the project. This supplement to INSTRAW News brings you the knowledge and experience acquired by development agents, researchers and activists working with women as key agents of energy-saving strategies. As public information material (not complete research or a thorough analysis), it is intended to convey the basic ideas and raise the awareness that improved stoves are one of the many options in the effort to provide energy for the people. □

Improved stoves should be designed and disseminated to reduce the drudgery involved in the collection of fuel by women.
Nairobi Forward-looking Strategies (Paragraph 221)

How to plan a stove project

planning a stove project is a complex task involving different phases

The first and most important phase is *fixing the objectives*: fuel savings; improving health, sanitation, safety, and convenience; promoting crafts or small industries, and easing the burden of women. The various objectives of a stove project (economic, social environmental and institutional) are not mutually exclusive, but should be fixed and ranked carefully.

Improving health and sanitation is of primary importance: the smoke produced while cooking poses a serious health hazard. For example, research has shown that the smoke inhaled daily by women in cooking operations in some Indian villages is equal to smoking twenty packs of cigarettes a day. A good stove will also improve safety in the kitchen, avoiding the need of bending over the pot to stir and thus reducing the risk of burns.

If women themselves build the stoves or are trained in their use, maintenance and repair, they acquire new skills in handling energy for the household needs, and for income-generating activities.

Improved stoves also give prestige to the owners, because new technology is associated with the idea of progress. The fact that attention is given to the problem, an organization is set up and funds are available, can enhance women's self confidence and their status as homemakers and economic producers.

How to plan a stove project

In *planning a project*:

- determine the expected outputs;
- choose the target group and site of the project;
- devise an organizational structure;
- allocate resources; and
- select and train project personnel.

A pilot stove project generally follows *a sequence*:

- develop a new model or adapt one to local conditions;
- test it to evaluate its performance;
- asses its acceptability by the target group;
- disseminate a certain number; and
- evaluate the impact of dissemination.

Criteria for the *choice of the target area*:

- scarcity of fuelwood;
- high rate of eye and lung diseases;
- location, receptivity to innovation;

- existing community development or women programmes.

Sometimes these criteria may conflict; for instance, a region where deforestation is more dramatic may be less accessible and less receptive to innovation.

In the planning phase, a *project document* should describe:

- precise specifications of the objectives and outputs;
- number and qualifications of the staff and equipment required;
- a cost estimate of the different components; and
- a workplan

In projects with limited resources, the project manager, usually an engineer, is responsible for the choice or adaptation of the stoves and the selection and supervision of the staff; at least one senior social scientist oversees the stove dissemination. They are assisted by extension workers and technicians. In small projects, the staff should be easily interchangeable and capable of performing different tasks. Women must, of course, be part of the team.

Projects with a research component will usually be implemented in co-operation with existing research and development centres. Pilot stove projects can be part of larger rural development or energy programmes, or of activities aimed at enhancing the status of women, and use the facilities and organizational structure of these larger programmes.

The *scheduling* requires flexibility; some activities can be implemented simultaneously. Consider the variations in weather conditions and in the seasonal activities of the target group, as well as special occasions such as festivities that can affect fuel consumption.

The *planning phase* will include visits to the target area to collect preliminary information and try the methodology to survey local conditions and assess needs. Women should be included in the team. Whenever possible, these visits should be implemented with the assistance of local women's organizations or eminent women living in the target area.

The *implementation* includes:

- survey of the local conditions and resources available;
- staff selection and training;
- stove design or adaptation and testing;
- field testing of a certain number of stoves;
- stove evaluation, modification or redesign.

The *duration* of the project and its structure will depend on resources available. A typical pilot project will last two years.

Expanding the pilot project into *a dissemination programme* requires the following phases:

- devise a strategy and planning for stove production;
- execute production;
- disseminate, and
- evaluate results.

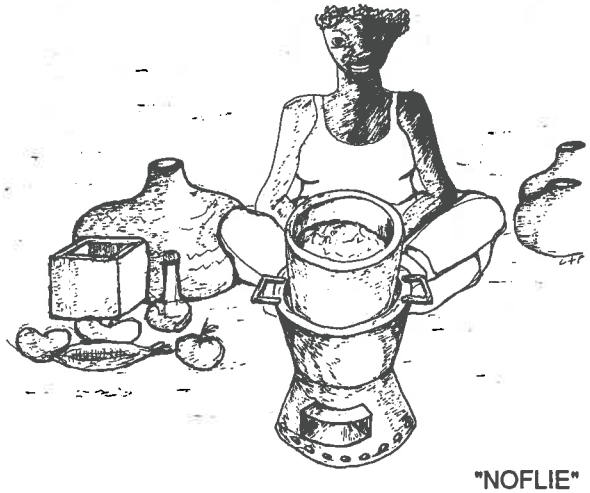
A stove dissemination programme requires a specialist in production engineering and marketing or media. Women should of course be included in the staff and, when devising the dissemination strategies, always remember that the *end-users will be women.* □

Assessment of new energy sources, energy technologies and energy-delivery systems should specifically consider the reduction of the drudgery that constitutes a large part of the work of poor urban and rural women.

Nairobi Forward-looking Strategies (Paragraph 219)

How to choose a stove:
matching technology to needs

A stove project must be based on a thorough examination of the economic and social conditions of the area selected, the needs of the target group, and the skills and materials available.



"NOFLIE"

It is necessary to *collect data on*:

- Environment;
- Climate and location of the selected area;
- Social and political structure of the community;
- Existence of different social categories or ethnic groups;
- Economic conditions of the average household;
- Political and administrative structure;
- Position of women in the community and their participation in the decision-making process;
- Existence of women's groups or eminent women in the village or area selected;
- Receptivity of the community, especially of women, to innovation;

To assess the *needs of the target group*, analyze:

- Eating and cooking habits of the typical household;
- Layout of the kitchen;
- Pots and utensils used;
- Use of fuel, its price (if sold) or
  - time employed in fuel collection;
  - person who performs this task;
  - Self-perception (collecting wood can give women the opportunity of meeting and therefore not be seen as a burden).

The *different functions* performed by the open fire or by the stove in use should be carefully analyzed:

- Cooking
- Lighting
- Heating
- Smoking food
- Controlling pests
- Waterproofing the roof
- Social functions as a gathering place

Data to be collected on *resources*:

- Availability of construction materials for stoves, such as clay, cement, cast or sheet metal;
- Their retail and transport prices;
- The existence of skilled artisans who could build the stoves.

Several methods can be used to collect information and data, from short visits to the target area, to complex surveys by teams of specialists using questionnaires, interviewing people and making direct observations. The investigators should always be assisted by local people; women should be interviewed by women. Although relatively expensive, surveys



"JIKO"

are necessary before the pilot project starts and even more in a dissemination programme, to secure the successful implementation and self-reliant follow-up of the initial project or scheme.

Wide variety

Once information on needs and resources has been collected, the stove model can be selected - a complex task, because it must satisfy many different and sometimes conflicting requirements.

Stoves and hearths come in a variety of designs and materials, according to three main characteristics: fixed or portable, with or without a chimney, with one or several pot holes.

The simplest improved stoves are the *one pot chimney-less*, also known as shielded fires, where a shield is placed around the fire to reduce heat loss and direct the hot gases to the top. The simplest, made of mud or stones, can be built by the users. More sophisticated versions, made of metal or pottery, are built by artisans. To improve performance, a grate sustains the wood or charcoal.

Cheap and easy to maintain, one pot chimney-less stoves have been widely and successfully disseminated especially in Africa. Well known examples are the metal Noflie stove, which burns wood or briquettes, and the coal-burning Kenyan Jiko, made of metal with a ceramic, cement or vermicular lining.

The more complex *one pot stoves with chimney*, such as the Community Cooker, are used generally by groups or large families.

Multi-pot chimney-less stoves require careful construction, usually have a secondary air outlet in the fire box, and are often built locally using mud. A popular wood stove, the Tungku Sae, has been disseminated in Indonesia.

A wide variety of *multi-pot stoves with chimney* have been designed using different materials: the metal and mud Pobgi stove, disseminated in Burkina Faso, Kenya, and Pakistan; the clay Indian Nada Chulha, and the Lorena, built in Guatemala using a mix of sand and clay.

Matching technology to needs

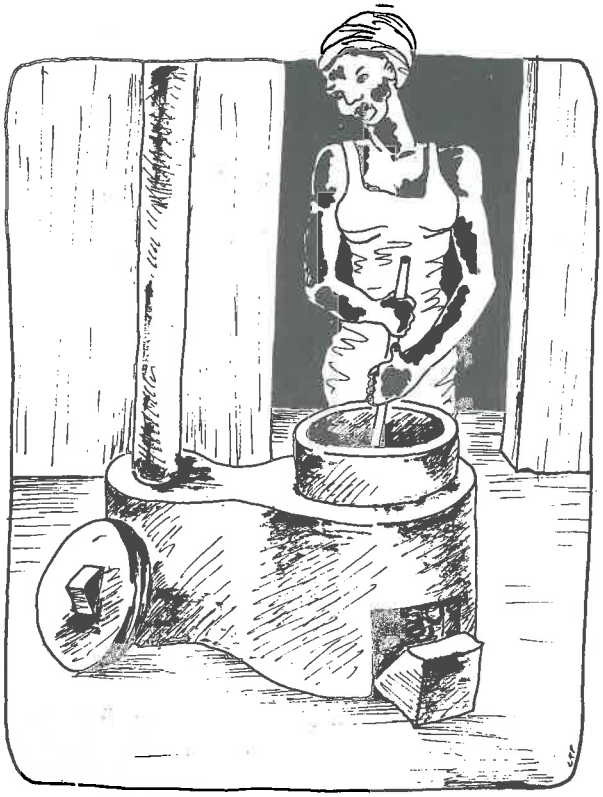
If the priority is a smokeless kitchen, a stove with chimney will be chosen. If the stove must

provide heating, a metal or a thin-walled ceramic stove, or a high mass chimney stove with a long tunnel will be preferred. If it has to provide light, the stove should have an open front.

A stove without a chimney is recommended if the smoke is used to preserve food or if easy maintenance is a priority. When the cooking is done alternatively outdoors and indoors, the stove chosen will obviously be portable. If the target group lives in rented houses or has nomadic habits, this feature will be essential.

If low cost is a priority, choose locally available cheap material and skills, and develop methods of mass production.

If wood saving is the first priority, the stove should be the one pothole model, designed so that the pot can be sunken into the hole, and it shouldn't burn charcoal. In urban areas, charcoal is often preferred because it is easy to use, cheaper to transport and almost smoke free. Charcoal processing, however, demands twice as much wood to produce the same quantity of heat. If deforestation is a serious problem for the region or the nation, then charcoal use should be discouraged.



"COMMUNITY STOVE"



"TUNGKU SAE"



"POBGI"

Women, as the final users of the stoves, should always be involved in the choice and adaptation of the technology. Otherwise, some of their requirements may be neglected, hampering the successful dissemination of the stove. □

Testing the stoves

There is no agreement on the methods to measure the efficiency, durability and ease of operation of a stove. Only long, time-consuming and expensive field tests (where stoves are tested while it is used for all the operations required) can give reliable results. In laboratory tests, only cooking is simulated.

A meeting of experts organized by VITA (Volunteers in Technical Assistance) in 1982 attempted to establish international standards for testing the efficiency of fuel saving stoves. Although not universally accepted, these three basic tests of increasing complexity are the methodologies most widely used by researchers and experts.

The first compares the amounts of fuel consumed by two cooking devices to bring a given quantity of water to the boiling point. This test does not require expensive equipment: a scale, a watch, and a bottle to measure the quantity of water are enough.

In the second procedure, the *Simulated Cooking Test*, when the water comes to the boiling point it is left simmering the time usually required to cook some common type of food, such as rice. In a more complex test, accurate measurements of the moisture content of the wood and of the water temperature in each pot of the stoves, before and during the test, are taken. Knowing the consumption rate of a multi-pot stove (the amount of water evaporated from all pots) may help in finding out whether enough heat reaches all the pots; if the result is negative, the stove design must be modified.

The *Controlled Cooking Tests*, which records the time needed to cook a standard meal, should be carried out by either extension workers or potential users. This test measures the stove's fuel consumption and tests its suitability to cook the kind of food used in the target area.

A more complex procedure, the Kitchen Performance Test, requires testing the stove in a selected number of households in the target area for a period varying from one to several weeks. This method gives the most reliable indication of the stove's performance under real conditions and its impact on the household's life.

For more information please see *Testing the Efficiency of Wood burning Cookstoves*, VITA, 1985.

Dissemination strategies

Although over a hundred pilot stove projects have been implemented to date, only a few have expanded into dissemination programmes. Governments, aid agencies and other organizations are now beginning to move in this direction.

The dissemination strategies depend on several factors (the project's objectives, the target group and type of stove selected) and can be basically divided in two categories, commercial and non-commercial.

The first stove projects implemented in the 1950's were based on teaching users how to build their own stoves, so that they could teach others, creating a spontaneous dissemination mechanism. This approach, which can

obviously be applied only to stoves built from locally available materials such as mud, has proven with time to be less effective.

In another approach, the stoves are built under the supervision of an extension worker, who also teaches its maintenance. Sometimes local artisans build the stoves and extension workers install them. Monitoring and follow-up activities are also included generally in the project.

A commercial and non-commercial approach can be merged, when a component, for example a ceramic liner, is commercially produced by artisans, and the rest by the users.

Commercial strategies based on market mechanisms are more suitable for urban areas, where fuelwood is normally purchased. In rural areas, where wood is collected for free, only very low-cost stoves could be commercially disseminated.

For successful dissemination, a stove must be of a sound technical design, attractive and affordable to the target group. The stove should compensate people for the money spent to buy it or the time spent to build it.

Commercial stoves will be attractive only if the resources spent are recovered quickly, if the investment has a short pay back period (the ratio between the cost of the stove and the fuel savings over a period of time). The experience shows that in most countries only a pay back period of less than one month is likely to be accepted by the majority of the population; therefore the cost of the stove should not exceed this amount.

In rural areas where wood is freely collected, it is difficult to measure the advantages of the stove, represented mainly by the time saved in collecting wood. If the stove is built by the owner, its cost is represented by the time spent for this purpose.

When a large scale dissemination of stoves is desirable, the commercial approach appears more promising. Even then, governments, aid agencies and other organizations should take measures to encourage stove production.

A stove dissemination programme should consider training potential stove builders; assuring quality control and advice in the production process; assisting the builders in marketing the stove, and providing financing to start production.

Local artisans using the same material of the stove are potential producers. (Potters making jars or pots can be trained to make ceramic liners, tinsmiths can build metal stoves). Many of these artisans have limited financial resources, they cannot risk investing on a new venture, or they belong to the informal sector and have little access to credit. It is necessary not only to train them to build the stoves, but also to provide some financial support to help start the production.

Setting up an organization for quality control and advice is also important. Stoves may seem to be very simple devices, but even a minimum diversion from the original model can change their performance considerably.

Both the commercial and the non-commercial approaches require the support of an extension service, provided by a governmental or non-governmental organization, to support the target group in the use of the new technology. To promote self-reliance, existing institutions should be relied upon as much as possible.

Because the final end-users and beneficiaries are women, any sensitization campaign should be aimed mainly at them, even if men are encouraged to participate. Publicity and advertising should use modern mass media techniques such as radio, newspapers, posters but also traditional methods such as demonstrations at market places or local fairs that women can attend. All promotional activities should take into account the social and cultural background of the target group and stress the advantages brought by the improved stoves - especially to women. □



INSTRAW

United Nations
International
Research and Training
Institute for the
Advancement of Women

Improved Stoves

An Integral Part of Energy-Saving Strategies

INSTRAW

United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women

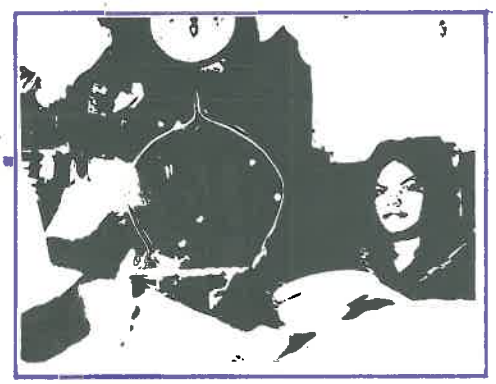
P. O. Box 21747
Santo Domingo, the Dominican Republic
telephone/facsimile (809) 685-2111
telex (326) 4280 WRA SD

Printed in Santo Domingo, the Dominican Republic, 1988
8,500 - English

PF20

WOMEN'S ACCESS TO CREDIT

IN THE DOMINICAN REPUBLIC:



A CASE STUDY





United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women

1990 R
ECO - DOM
EN

Contents

1 Preface

2 Introduction

3 Micro-Economic Factors in Women's Access to Credit:

3 Commercial Banks

4 Governmental and Non-Governmental Institutions

6 Success Stories: MUDE and ADOPEM

7 Macro-Economic Factors:

7 Economic and Monetary Situation

8 Sexual Division of Labour

9 Women's Income

9 Women's Access to Property

11 Concluding Remarks and Recommendations

13 Bibliography

Editorial Team:
Dunja Pastizzi-Ferencic, Eleni Stamiris, Erica Meltzer, Florissa Abreu, Francia Sención

Production and Distribution Team:
Magda Canals, Leticia Vences

Layout:
Computer Solutions

Photographs:
Mercedes Sayagués

Cover:
Millaray Quiroga

Prefa

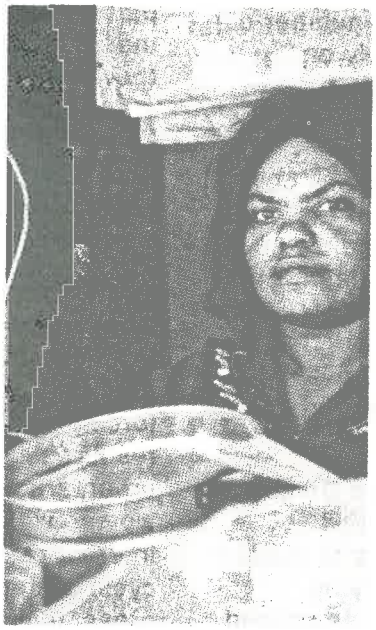


This
is adap
Kamp,
Nations
Institute
(INSTR
Republi
earlier
(1987),

WOMEN'S ACCESS TO CREDIT IN THE DOMINICAN REPUBLIC:

A CASE STUDY







This supplement to INSTRAW News 15 is adapted from a report by Marrigje Van de Kamp, who served as an intern at the United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW) in Santo Domingo, Dominican Republic, in 1989. The report is based on an earlier research paper by Arelis Gómez (1987), an INSTRAW consultant, on Acceso de la Mujer al Crédito: el caso de la República Dominicana. It includes a bibliography and information provided by Xiomara de Coo de Ortíz of the Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer, Carolina Ornes and Carmen Sánchez of the Central Bank and the author of the original report, Arelis Gómez, all of whose assistance is gratefully acknowledged.

Introduction

Since the beginning of the economic crisis of 1974, women's income in the Dominican Republic has been of growing importance to both national productivity and individual and family welfare. The rise in taxes, galloping inflation and the resulting decline in real income have made it necessary for an increasing number of women to enter the labour market in order to supplement men's income.
Women--particularly the growing number of women who head households--rely on income to maintain their families. But one major way of improving income is largely inaccessible to them: credit, especially formal credit. Credit enables them to buy household goods that can improve the efficiency of household chores and free up time for income-generating activities. It also provides them with start-up capital for micro-enterprises or agricultural purchases, essential for women whose men have migrated to the cities, leaving them in charge of the farms.

Why do women--not just in the Dominican Republic, but in many developing countries--have little or no access to credit? This study will identify the underlying micro-economic factors and discuss related factors at the macro-economic level. A discussion of two Dominican organizations that are successfully implementing credit programmes for women is also included, as are recommendations for a national strategy to improve women's access to credit on a broad scale.

As more and more women enter the labour force, either in the formal or informal sector of the economy, their additional income becomes increasingly important to family welfare. In many cases, it is even more important than men's income, as women generally spend their income on basic household needs, while men tend to spend theirs on consumer goods for their own use, non-priority investments in the house and the like. Women's income is even more crucial for the growing number of households headed by women. Households in which the male spouse or partner is absent (and which are headed by widows, divorcees, unmarried mothers, abandoned women) and those with a male spouse or partner who contributes only marginally to the economic maintenance of the household (because of old age or illness, for example), accounted in 1986 for 33 per cent of all households in the Dominican Republic. As social security is virtually nonexistent in the country, women's income is vital for the survival of the family.

The type of credit poor women need is small loans that can be paid back in small installments. However, these loans are hard to obtain from formal credit institutions, forcing women to use informal credit resources. The most-used such resource in urban areas is moneylenders, who provide women with credit but at excessively high interest rates, leading many women into a cycle of perpetual indebtedness. In rural areas, middlemen are the major resource, providing women with equipment and supplies on credit. They normally do not charge interest but do expect to buy the harvest at a lower price.

Because of the disadvantages of informal credit resources, women's access to formal credit, provided by commercial banks and governmental and non-governmental institutions, must be enhanced. The following discussion focuses on the supply and demand factors impeding women's access to formal credit and how those obstacles interact with larger social and economic issues.

Commercial Banks

Commercial banks are the most important formal credit institutions, as they are--theoretically, at least--accessible to everyone. To obtain credit from a commercial bank, applicants must prove their creditworthiness. Most banks rely on four basic credit criteria: capacity to repay, collateral, character and credit record.

In the Dominican Republic, 90 per cent of the poor women who apply for credit cannot meet these requirements, which is reflected in the low percentage of women who received loans in 1987 from the selected commercial banks listed below.

Percentage of women of total loan holders who obtained credit from selected local financial institutions, January-July 1987

Financial institution	Percentage of women with loans
Banco Nacional de Crédito	20 %
Banco Metropolitano	19
Corporación Financiera, S.A.	9
Banco Popular Dominicano	5
Citibank, N.A.	2
Agroban	0
Asociación Dominicana de Ahorros y Préstamos	10
Asociación Popular de Ahorros y Préstamos	5

Source: Gómez 1987:14

Underlying these low percentages are obstacles which can be divided into supply and demand factors. Supply factors involve the commercial banks' willingness to lend to women who are small, inexperienced borrowers, based on the banks' perceptions of the small borrower in general. Demand factors, on the other hand, relate to women's willingness and ability to apply for and accept credit from commercial banks and are more strongly associated with the characteristics of women borrowers, who are usually poor, illiterate, non formally educated, unskilled, easily intimidated by male's authority and banks' premises, and not familiar with paper procedures and bureaucracy.

The most important supply factors are the following:

1) A general shortage of credit.

2) The type of activities in which women are involved generally does not generate the cash flow needed to repay large loans.

Accordingly, women tend to apply for the smallest loans available at commercial banks: personal loans. For example, at the two banks with the highest percentage of women with loans, the Banco Nacional de Crédito and the Banco Metropolitano, 75 per cent of the loans to women are personal loans. However, such loans are in shorter supply than other types of loans, as the unit costs are much higher, leading commercial banks to prefer large loans.

3) As most financial institutions do not have control over the supporting services which they think are necessary to render the loans productive, they anticipate a low repayment rate, making them less willing to lend. In the case of women borrowers, the expectation of low repayment increases because of the traditional misconception that women are poor credit risks who cannot effectively administer finances. This myth still prevails, despite mounting evidence that when women do receive credit, their repayment records are as good as or better than those of men.

On the demand side, the most important factors impeding women's access to credit from commercial banks are:

1) The requirement of collateral in the form of a savings account, house, land or other property. Women have less access to property than men, and when they propose their businesses as collateral, they may still not be considered good credit risks, because they engage predominantly in small-scale enterprises and may not have documentation or formally registered businesses.

2) Transaction costs for loans are high, especially for short-term personal loans.

3) Lengthy application procedures, waiting in line, as well as the necessity of several trips to lending institutions. Added to the difficulty is the fact that banking hours often conflict with women's work schedules.

4) Social norms restrict married women from associating with men, including extension agents, and discourage women from undertaking economic activities outside the home.

Governmental and Non-governmental Institutions

Another type of formal credit institution is governmental and non-governmental institutions, which offer credit programmes as incentives to certain sectors of the economy.

Since the ratification by the Dominican Republic of the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women in 1981, the Government has taken steps to integrate women in development. In 1982, the Dirección General de Promoción de la Mujer was established to plan and co-ordinate **national policies related to women, and**



women's programmes and units were introduced in most governmental institutions.

Nevertheless, women's participation in programmes of governmental institutions in both rural and urban areas has been limited. Most programmes are directed at promoting traditional women's tasks, such as family planning, nutrition and family education, while there are very few programmes to stimulate women's productive activities.

In 1986, only three governmental institutions offered credit programmes from which women also benefited: the Oficina de Desarrollo de la Comunidad, which promotes women's groups and organizations in rural areas; the Banco Agrícola, which stimulates national agricultural and cattle-breeding production; and the Corporación de Fomento Industrial, which supplies credit to small and medium enterprises. The percentage of women beneficiaries was small, however: 14.0 per cent, 9.5 per cent and 9.0 per cent, respectively.

A similar situation prevails among non-governmental institutions. There are about 48 such institutions which offer credit programmes, mostly combined with technical assistance, to low-income groups. Eighty-five percent of these organizations work in rural areas to promote agriculture and cattle-breeding. The participation of women in these programmes is very limited. In 1987, for example, the Fundación Dominicana de Desarrollo (FDD)--the largest and oldest organization with credit programmes in the country--had no women beneficiaries in its rural credit programme (Gómez, 1987).

Women in urban areas have more possibilities for obtaining credit from a non-governmental institution. In these areas, the FDD included 16 per cent of women in their credit programme for micro-enterprises, and 40 per cent of women in the credit programme with solidarity groups in 1987. Another example is the Asociación para el Desarrollo de Microempresas (ADEMI), which also has a credit programme for micro-enterprises and one for solidarity groups, including women beneficiaries of 15 per cent and 43 per cent in 1987, respectively.

Given that the credit programmes of both governmental and non-governmental institutions are executed on a small scale, and that women's participation in the programmes is low, it is apparent that women's access to this type of formal credit is also limited. The main reason for this is that all of the credit programmes, with few exceptions, are directed toward men. According to the sexual division of labour, the man is the one who earns the household income, and therefore the one who should benefit from a credit programme. The fact that there are also many women who perform productive work is often not taken into account. In the first place, this is because the planners and executors of credit programmes are mostly men, and in the second place, because the productive work of women in such areas as subsistence agriculture and the informal sector is underestimated in statistics. Nor are many women who are the main providers of a household given the status of household head.

The only credit programmes that do reach women are those of two non-governmental institutions directed at promoting women's self-sufficiency and integration in the formal credit system: **Mujeres en Desarrollo Dominicana, Inc.** (MUDE), which provides credit to women in rural areas, and the **Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer** (ADOPEM, a branch of Women's World Banking), which supplies credit primarily to micro-enterprises and "solidarity groups" in urban areas. Both institutions have been successful in implementing their credit programmes, have a growing rate of beneficiaries and a high repayment rate of loans. MUDE's repayment rate in 1986 was 91 per cent; ADOPEM's, 98.5 per cent, which is much higher than those of mixed credit programmes. The repayment rates, including both men and women, of the FDD and ADEMI in 1986, on the other hand, were only 85 per cent and 60 per cent, respectively.

MUDE

MUDE was founded in 1979. It gives training courses in organization, management and the use of credit; provides technical assistance; and offers social services (family planning, nutrition, reforestation, improvement of housing and construction of stoves). Agricultural projects include the production of vegetables, strawberries and flowers, and raising bovines, pigs and honey bees. In places where arable land is not available, MUDE funds handicraft projects and marketing services.

Loan terms are flexible, and they are granted in amounts suitable to the needs of each project. MUDE usually contributes 65 per cent of the total cost. The interest rate is 12 per cent, considerably below the prevailing 20 per cent market rate.

ADOPEM

ADOPEM was established in 1982. Under the sponsorship of Women's World Banking, it offers collateral for projects applying for commercial loans from local banks. It also has funds for direct lending to micro-enterprises run by women. Like MUDE, it provides technical assistance and training. It has two lending programmes: one for individual micro-enterprises, and the other for "solidarity groups", based on the model created by the Grameen Bank in Bangladesh.

By 1986, MUDE was benefiting 3,369 women in 125 groups; by 1987, ADOPEM's beneficiaries numbered 1,042 microentrepreneurs and 658 women in 164 solidarity groups. The two groups were designed specifically for women to encourage them to compete with one another and develop new skills. However, the number of women they reach is necessarily limited by the small scale of the operations, and women still face obstacles to credit that are the outcome of strongly interrelated factors at the macro-economic level. They include: the economic and monetary situation,gender ideology, women's income and women's access to property.

Economic and Monetary Situation



The World Bank describes the Dominican Republic as a lower middle-income country (in which gross national product per capita was between $480 and $6000 in 1987). From 1968 to 1974, Dominican economic growth rates were among the highest in the world, averaging 11 per cent annually. This was the result of external aid and stable political and economic institutions which produced a favourable climate for private domestic and foreign investment.

However, despite high investment levels, a downturn began in 1974. World prices of sugar--the Dominican Republic's most important agricultural export product--dropped, as did foreign demand for the leading export minerals, bauxite and ferronickel. At the same time, there was a rise in the cost of oil imports and an internal investment allocation problem.

Since the world recession of 1980, the domestic economic situation has worsened. Foreign debt rose from $789.7 million in 1974 to $3,923 million in 1987. To manage this debt, the Dominican Republic reached agreements with the International Monetary Fund (IMF) in 1982 and 1985, obliging the Government to take the following financial adjustment measures: **currency devaluation; import restrictions; rise in interest rates; restrictions on credit and the money supply; and reduced government spending.**

These measures led to a significant reduction in the growth rate of external debt: In 1982, foreign debt increased by 34.5 per cent, but in 1983, the figure was only 5.2 per cent. However, the measures also caused declining investment, increased unemployment and a decline in real wages.

Because of these high social costs, the present Government--which has been in power since 1986--decided not to renew the agreement with the IMF, although the measures it did take had the same negative impact on social welfare as the previous IMF measures. These measures combined investment incentives with the following financial adjustment measures: increased money supply, greater public investment (especially in the construction sector), currency devaluation (to benefit the tourist sector, free trade zones and agricultural export sector), a hike in income taxes and import duties and monetary restrictions.

The monetary restrictions reduced the amount of money available for credit and made it more expensive to borrow. In 1989, interest rates remained constant at 12 per cent, but transaction costs rose 6 per cent, which means that at present one has to pay 30 per cent of the amount borrowed to obtain a loan from a commercial bank. The loans women rely on most--personal loans--cost two per cent more than other loans, because personal loans are directed toward consumption, while other loans, since they are for productive goals, are given priority by the banks. It is currently practically impossible to obtain personal loans, as all commercial loans, including personal loans, were frozen for 90 days as of 3 August 1989. Although at present legal restrictions have been lifted, in practice restrictions still persist.

In short, the economic crises and related monetary measures led to a credit shortage and rising credit costs, which have a particularly severe effect on women. On the supply side, women are confronted with the impossibility of obtaining personal loans. On the demand side, the rise in transaction costs has affected personal loans more than other types of loans, making it more expensive for women to borrow once they are again able to do so.

Sexual Division of Labour

In the Dominican Republic, the prevailing sexual division of labour is based on the concept of machismo, which has been defined as the cult of virility. Its most important characteristics are exaggerated aggression and implacability among men and their sexual aggression and arrogance towards women.

The stereotypical male is strong, dominant, authoritarian, independent, polygamous, sexually experienced and adept at conquering. The stereotypical female, on the other hand, is weak, dependent, subordinate, passive, beautiful, conquerable but also virginal and motherly.

In this stereotyping, the man governs and the woman is subordinate. The man (father, husband) is head of the household, earns the income and disposes of his wife (her body and labour), the children and the property. These activities are always considered more important and have more status than those of women.

The role of women is defined primarily by their household and family chores in and around the home, in which they have a certain independence. However, that is never translated into autonomy in the outside world. To execute any type of activity outside the home, women always need the implicit permission of men.

Machismo and the related sexual division of labour influence women's access to credit in a number of ways. First of all, the obstacle on the supply side--that women are by nature considered to be poor credit risks--is of course a direct outcome of the idea that men, not women, are those who earn the income and handle money. On the demand side, the same notion discourages women from engaging in money matters.

In addition, male aggression and jealousy of their wives' associating with other men restricts married women from dealing with extension agents, most of whom are men (demand factor).

Finally, the fact that women are responsible for household and family chores means that if they also engage in productive activities for which they need credit, they cope with a double workload. It is harder for them than for men to find the time for lengthy credit application procedures,

waiting in line and traveling to commercial banks (demand factor).

Women's Income

Women's income is another macro-economic factor that impedes women's access to credit. Generally, women's position in the labour market is worse than that of men. First of all, their unemployment rate is higher: in 1980, for example, 24 per cent of Dominican women were unemployed, as opposed to 16 per cent of men. Secondly, when women do work, they tend to earn less than men. About 59 per cent of urban women earned less than the minimum wage of 125 pesos in 1986; for rural women, that figure was 88 per cent.

This situation is the outcome of discrimination in the labour market, which makes it harder for women to move to better-paying jobs, and of the fact that most women work in typical "women's jobs" for which they normally receive lower pay than men do for typical "men's jobs". In the service sector, in which 65 per cent of all women work, the majority (66 per cent) work as domestic servants: a typical women's job, for very low pay. Of the 13 per cent of women who work in industry, almost all are employed in the labour-intensive shoe and textile industries of the free trade zones, which have been set up in the Dominican Republic primarily because of low labour costs. Finally, 93 per cent of the women who work in agriculture are harvesters--another typical women's job with very low pay.

As noted, women who work in subsistence agriculture and the informal sector are not included in these statistics. However, because of the high unemployment rate among women and the fact that most of them have to combine their productive work with their household and family chores, many women have no choice but to work in these sectors, which are among the lowest-paid, and in which they frequently end up with the lowest-paying jobs of all. Sawyer and Overholt describe, for example, how selling goods from a tricycle is more profitable than stationary businesses; the former is dominated by men, while it is primarily women who engage in the latter.

Besides the fact that women are overrepresented in low-paying jobs, they also receive less pay when they perform the same work as men. It has been estimated that men earn 1.1 to 6.9 times more than women, or in other words, women earn 14.6 per cent to 95 per cent of the salaries of men.

If women do have their own businesses, they are overrepresented in the smallest and less profitable ones, which means that more businesses of women than those of men will not be accepted as collateral.

Women's Access to Property

To receive credit from a commercial bank one needs collateral, which is usually property in the form of a house or land. In the Dominican Republic, however, property ownership is strongly concentrated in the hands of a few: In 1985, 41 per cent of rural households did not own land, and 89 per cent of those who did owned less than five hectares. Most people therefore lack the collateral needed to apply for a loan.

Of the remaining property, most is owned by men, which is mainly a result of Dominican law. Although the constitution guarantees equality between men and women, civil law restricts the right of married women to own almost all forms of property.

Only those women with an income of their own are allowed to dispose freely of the products of their labour. For many women,

however, it is hard to show that they do productive work, as their work in the informal sector or subsistence agriculture is perceived as an extension of their household chores and is not included in determining the economically active population.

Since 1978, married women have had the right to engage in an occupation without their husbands' consent and are free to open a current account, savings account or any other type of account. This gives such women the opportunity to have monetary collateral. However, if a household owns property, the majority of it will probably not be in an account, but invested in a house or land, which means that married women are still denied the use of most household property as collateral.

Besides the general non-access to property of married women under civil law, the Agricultural Reform Law contains articles which restrict women's access to land--de facto, if not specifically de jure. Land is not distributed to a household, but to the head of the household. Women comprise 33 per cent of all household heads, meaning that they are the main providers of a household. However, statisticians and the Instituto Agrario Dominicano, which is responsible for carrying out reform, consider men to be the heads of households if they are present in the household most of the year. This is reflected in the fact that 90 per cent of land titles are in men's names.

Article 2 of Law 5879 states that if a landowner dies without having received the actual land title, his wife has to reach an agreement with the other heirs; failing that, the Instituto Agrario Dominicano may take possession of the land. If the land is abandoned by the landowner, the Institute may assign the property to his wife or son (Article 43 of Law 5879). The decision is based on a vote by community landowners, and research shows that landowners prefer men as fellow landowners.

Because of these legal provisions, women's access to property in general and to land in particular is restricted, making it much more difficult for women to fulfil the main requirement for obtaining a loan: collateral.



Concluding Remarks and Recommendations

Improving women's access to credit is an important step in the development process. By restructuring programmes and policies to suit the needs of women borrowers, commercial banks and governmental and non-governmental institutions can create employment opportunities, which lead to improved productivity and earnings on a national level as well as an improvement in individual and family welfare.

Women's lack of access to credit is caused not only by the unwillingness of formal credit institutions to supply credit to women, or by women's unwillingness or inability to obtain credit, but is also the outcome of several interrelated factors at the macro-level. Therefore, to improve women's access to credit on more than just the small scale, it is not enough to promote the integration of women in the formal credit system by non-governmental organizations. Only a national strategy directed by the Government and formal credit institutions at all levels can achieve this goal.

A national strategy should include the following general strategies:

1. **A review of national statistics and data.** Improving the flow of information on the economic activity of women and securing more accurate data would assist decision-making for both planning and policy formulation.
2. **Elimination of discrimination against women in the labour market.** This implies enforcement of existing laws and legal reforms, such as a law to ensure that women receive equal pay when performing the same work as men.
3. **Modifications of laws that limit women's access to property.** The civil law system of marriage in which goods are held in common should be replaced by one in which income is jointly held, giving both partners the right to administer the goods. The Agricultural Reform Law should be amended so that not just the head of a household, but both partners, are given title to the land.

With respect to measures related directly to credit, Lycette and Schumacher, Sebstad and Buvinic offer the following recommendations:

1. **Reform the financial markets.** If Governments wish to induce a higher level of credit use by women and other low-income groups, they should offer them appropiate interest rate subsidies. This can be done by ensuring that borrowers pay optimal, below-market rates, while reimbursing financial institutions for the cost of lending at low rates.
2. **Provide direct credit for those economic activities in which women are active and have experience.** In urban areas, the most common productive activities are micro-enterprises, while in rural areas, productive activities comprise mainly farm activities.
3. **Make credit available to create new employment opportunities.** Relevant examples are agro-industry, poultry-raising and animal breeding, among off-farm activities; for urban activities, new areas of manufacturing, services and trade.
4. **Provide credit for the commercialization of home production** (such as food processing, clothing production and child care).
5. **Promote the establishment of women's co-operatives and banks as intermediary programmes to mobilize capital for women's productive**

activities. Governments might assist non-governmental organizations with the start-up costs of developing revolving loan funds for low-income borrowers, establish national financial extension services and support similar non-governmental institutions in encouraging more women to apply for formal credit and helping them with application procedures and negotiations. Commercial banks could assist women's co-operatives and banks in providing funds as well as technical assistance for the credit programmes of these organizations.

6. **Facilitate group lending as a means for women to pool resources for collateral, to share the risks and benefits of borrowing and to overcome obstacles they may face as individuals**. Group lending can be offered by all types of formal financial institutions. It reduces the administrative costs for financial institutions and provides an efficient means of integrating training, technical assistance and the introduction of new technologies to women.

7. **Make credit available that does not depend on collateral**. Collateral requirements can be waived if an applicant is determined to possess the productive capacity to pay back the loan; innovative strategies can be employed based on resources available to women (such as third party guarantors, jewelry and ornaments).

8. **Provide credit in amounts that are appropriate to women's credit needs**. To avoid the high unit costs of small loans, formal financial institutions can lend larger amounts to groups or co-operatives which in turn allocate smaller amounts to individual members.

Alemán,
Efe
Lis
13

Alvear,
Sit
Le
An
Ag
14

Báez, C
La
Do
Di
an
La
Fi
Pr
de
Sa

Bell, I.
Th
Bo

Boin, J.
Di
Do
2,

Brugal,
Do
Cu
pp

Fundac
(FUDEC
Bu
De

Guerre
M
A
S
D
S

Gómez,
A
R
IN

Bibliography

Alemán, J.L.
Efectos Sociales del Ajuste Económico. Listín Diario (Santo Domingo), p. 2-D, 13 April 1989.

Alvear, M.S.
Situación de la Mujer Campesina frente a la Legislación. In Mujeres Campesinas en América Latina. Santiago, Food and Agriculture Organization (FAO), 1987, pp. 145-212.

Báez, C.
La Subordinación Social de la Mujer Dominicana en Cifras. Santo Domingo, Dirección General de Promoción de la Mujer and INSTRAW, 1986.

Las Mujeres como Beneficiarias de Servicios Financiados por Recursos Asignados en el Presupuesto Nacional de la República Dominicana. Santo Domingo, CEPAL, 1987.

Bell, I.
The Dominican Republic. Boulder, Westview Press, 1981.

Boin, J. and J. Serulle Ramia.
Dificultades y crecimiento. Hoy (Santo Domingo), Sección Negocios y Economía, p. 2, 13 September 1989.

Brugal, C.I.
Doctrina: Situación Jurídica de la Mujer. Cuadernos Jurídicos (Santo Domingo), 5:56, pp. 23-31, 1981.

Fundación para el Desarrollo Comunitario, Inc. (FUDECO).
Building on our Experience in Integrated Development. Santo Domingo, 1989.

Guerrero, A. and L.A. Guillén.
Mujer y Tierra: Evaluación del Código Agrario Dominicano, Seminario Situación Socioeconómica y Jurídica de la Mujer Dominicana. Santo Domingo, 1988.

Gómez, A.
Acceso de la Mujer al Crédito: El Caso de la República Dominicana. Santo Domingo, INSTRAW, 1987.

Women's Access to Credit in Latin America and the Caribbean. Santo Domingo, INSTRAW, 1988.

International Women's Tribune Centre (IWTC).
Women, Money and Credit, Newsletter 15, New York, 1981.

Javier Araujo, A.M. and G. Herrera Vásquez.
Aportes del Banco de la Mujer a la Autonomía Empresarial y Laboral de la Mujer Dominicana. Santo Domingo, Universidad Autónoma de Santo Domingo, 1987.

Lycette, M.A.
Improving Women's Access to Credit in the Third World: Policy and Project Recommendations. Washington, D.C., International Center for Research on Women, 1984.

Marte de Barrios, L.
Reforma Agraria: Otro Intento donde la Mujer no Cuenta. In Mujer Rural Hoy y Mañana. MUDE, Santo Domingo, pp. 96-106, 1985.

Mohiuddin, Y.
Female Headed Households and Urban Poverty in Pakistan. Athens, International Economic Association, World Congress, 1989.

Oficina Nacional de Planificación.
Indicadores Básicos 1986. Santo Domingo, 1986.

Pou, F. and B. Mones.
Mujer, Familia y Diferenciación Social. In La Mujer Rural Dominicana. F. Pou, ed., Santo Domingo, CIPAF, 1987.

Reichmann, R.
Women's Participation in ADEMI: The Association for the Development of Micro-Enterprises, Inc. Santo Domingo, Acción International/AITEC, 1984.

Roberts Chapman, J.
Sex Discrimination in Credit, the Backlash of Economic Dependency. In Economic Independence for Women. J. Roberts Chapman, ed., Beverly Hills, Sage Publications, 1976.

Santana, O.
Crece Participación Mujer en Fuentes de Trabajo. Listín Diario (Santo Domingo), p. 24, 9 March 1988.

Sawyer, S.M. and C. Overholt.
Dominican Republic: Programme for Development of Micro-Enterprises. In Gender Roles in Development Projects. C. Overholt and others, eds., Connecticut, Kumarian Press, 1985.

Schuler, M., ed.
Poder y Derecho. OEF-International, Washington, D.C., 1987.

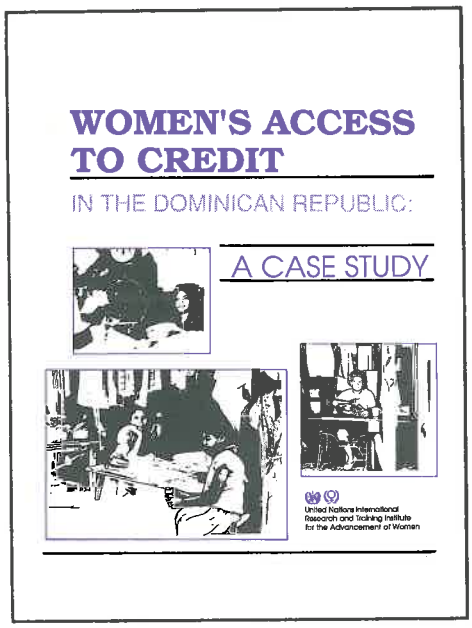
Schumacher, I., J. Sebstad and M. Buvinic.
Limits to Productivity: Improving Women's Access to Technology and Credit. Washington, D.C., International Center for Research on Women, 1980.

Stevens, M.N.
The Other Face of Machismo in Latin America. In Female and Male in Latin America. A. Tescatello, ed., Pittsburgh, Pittsburgh University Press, pp. 90-101, 1973.

United Nations.
Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Año de Inflación, alza salarial y devaluación. Listín Diario (Santo Domingo), p. 2-D, 6 October 1989.

Van Winden, C.L.M.
De Rol van Vrouwen in Regionale Ontwikkeling, Utrecht, Rijks Universiteit Utrecht, 1987.

Vicens, L.
Crisis Económica 1978-1982. Santo Domingo, Editorial Alfa y Omega, 1982.



INSTRAW

United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women

P.O. Box 21747
Santo Domingo, Dominican Republic
telephone (809) 685-2111
facsimile (809) 685-2117
telex (326) 4280 WRA SD

Printed in Santo Domingo, Dominican Republic, 1990
8,500 - English

INSTRAW

DIECI ANNI DI ATTIVITA'
DELL'ISTITUTO DELLE NAZIONI UNITE
DI RICERCA E FORMAZIONE
PER IL PROGRESSO DELLE DONNE



1990 R
UNI-GLO

AIDoS
Associazione italiana
donne
per lo sviluppo

INSTRAW

DIECI ANNI DI ATTIVITA'
DELL'ISTITUTO DELLE NAZIONI UNITE
DI RICERCA E FORMAZIONE
PER IL PROGRESSO DELLE DONNE



AIDoS
Associazione italiana
donne
per lo sviluppo

Pubblicazione a cura dell'Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo (AIDoS), organizzazione non governativa senza fini di lucro che si occupa di ricerca e formazione, progetti sul campo e programmi di informazione per le donne dei paesi in via di sviluppo.

5 INTRO
5 / UN

11 SETTO
11 / ST
14 / N
P(
16 / UN
19 / IL
23 / L'A
25 / CC
28 / MI
29 / W(
30 / NU

31 NETW
31 / UN
33 / I F

37 LIBRI
37 / AI

40 STATI

46 BOAI

Supplemento al n.2/1990 di *AIDoS News*.
Direttore responsabile: Daniela Colombo.
Caporedattore: Anna Schiavoni.
Progetto grafico: Marina Virdis.
Direzione, redazione e amministrazione:
AIDoS
Via dei Giubbonari 30
00186 Roma.
Registrazione tribunale di Roma, decreto n.382/84 del 26-10-1984.

Fotocomposizione e stampa:
GMG Printing
Via Campiglia Marittima 20
00148 Roma.

Tutte le fotografie e il materiale grafico sono delle Nazioni Unite.

er lo Sviluppo
ero che si
grammi di

SOMMARIO

5 **INTRODUZIONE**

5 / UN PICCOLO ISTITUTO CON UN ENORME PROGRAMMA

11 **SETTORI DI INTERVENTO**

11 / STATISTICHE E INDICATORI: LE DONNE INVISIBILI
14 / NUOVE METODOLOGIE PER LA STRUTTURAZIONE DELLE POLITICHE DI INTERVENTO
16 / UN IMPEGNO DI LUNGO PERIODO PER L'ACQUA E LA SALUTE
19 / IL RISPARMIO ENERGETICO, SFIDA PER IL FUTURO
23 / L'ACCESSO AL CREDITO COME VOLANO PER LO SVILUPPO
25 / COMUNICARE PER PROGREDIRE
28 / MITI E REALTÀ DELLE NUOVE TECNOLOGIE
29 / WOMEN'S STUDIES E SVILUPPO
30 / NUOVE FRONTIERE DELL'AMBIENTE

31 **NETWORKING**

31 / UNA RETE DI INFORMAZIONE E DI SCAMBI
33 / I FOCAL POINTS

37 **LIBRI**

37 / ALCUNE PUBBLICAZIONI DELL'ISTITUTO

40 **STATUTO**

46 **BOARD OF TRUSTEES**

INTRODUZIONE

UN PICCOLO ISTITUTO CON UN ENORME PROGRAMMA

Nel 1975, durante la prima Conferenza mondiale del Decennio delle Nazioni Unite per la donna a Città del Messico, si riconobbe l'esistenza di una "questione femminile" tipica dei paesi del Terzo mondo e la necessità di dare avvio a programmi concreti per migliorare la condizione economica e lo status sociale delle donne di questi paesi. In tale occasione, si raccomandarono la creazione di un Fondo volontario delle Nazioni Unite per il finanziamento specifico dei progetti a favore delle donne (che in seguito si trasformò nell'UNIFEM) e di un Istituto internazionale che servisse ad eliminare gli impedimenti derivanti dall'inadeguatezza dei programmi di formazione per la donna e dall'insufficienza di informazioni sulla sua condizione attuale.

Il 15 dicembre 1975, l'Assemblea generale delle Nazioni Unite deliberò, con la risoluzione n. 3520 (XXX) la creazione dell'INSTRAW, Istituto internazionale delle Nazioni Unite di ricerca e formazione per il progresso delle donne, le cui attività avrebbero dovuto essere finanziate tramite i contributi volontari dei paesi membri, di organismi non governativi e di privati. Per stabilire il mandato e l'organizzzazione dell'Istituto fu nominato un gruppo di esperte e le loro raccomandazioni furono presentate al Consiglio economico e sociale (ECOSOC) nel 1977. In quello stesso anno il governo iraniano destinò un milione di dollari alla creazione dell'Istituto, facendo sì che i programmi dell'INSTRAW potessero cominciare a concretizzarsi. Il contributo in realtà era



stato donato da una delle sorelle dell'allora Shah. Fu nuovamente il governo iraniano ad offrire di ospitare l'Istituto a Teheran ma, in seguito ai noti avvenimenti in Iran, l'offerta fu ritirata. Nel dicembre del 1979, con circa quattro anni di ritardo, che comunque per una superburocrazia come l'ONU non sono poi molti, cominciò a New York l'attività dell'INSTRAW. Sempre nel 1979, l'Assemblea generale dell'ONU accettò l'offerta del Governo della Repubblica Dominicana di accogliere l'Istituto e nello stesso anno si riuniva per la prima volta il Comitato direttivo dell'Istituto, del quale facevano parte esponenti politiche di diversi paesi ed esperte di questioni inerenti la condizione femminile e lo sviluppo, quali Ester Boserup e Irene Tinker.
Alla Conferenza di Copenhagen, nel luglio del 1980, l'Istituto presentava le sue prime pubblicazioni, che consistevano in due repertori delle attività dell'ONU e delle agenzie specializzate nei settori appunto della ricerca e della formazione per la donna. Tali ricerche, svolte con il contributo volontario di alcune studentesse dell'Università di Princeton, sono servite a fare il punto della situazione e a dimostrare quanto poco in realtà si era fatto per migliorare la condizione femminile delle donne del Terzo mondo.

LA STRUTTURA DELL'INSTRAW

E' stato però solo con l'inaugurazione delle sede a Santo Domingo nell'agosto del 1983 che l'Istituto ha iniziato effettivamente ad operare, sotto la direzione di un Consiglio direttivo (il Board of Trustees), composto di undici membri, nominati dai governi e scelti dall'ECOSOC, che prestano servizio a titolo personale e gratuito. Il Consiglio, che si riunisce una volta all'anno, ha il compito di formulare le direttive su cui si deve basare l'azione dell'Istituto e di approvare il piano di lavoro biennale e il bilancio. All'inizio della sessione annuale, il consiglio elegge una Presidente che rimane in carica un anno. Operativamente, l'INSTRAW è guidato da una Direttrice, nominata dal Segretario generale dell'ONU sentito il parere del Consiglio direttivo. Per otto anni la direzione dell'Istituto è stata affidata a Dunja Pastizzi Ferencic, un'economista iugoslava che, operando con grande competenza ed entusiasmo, è stata la vera artefice della crescita dell'Istituto, avvalendosi del sostegno e della collaborazione di un piccolo gruppo di funzionarie internazionali e di esperte e consulenti con esperienza nei settori specifici di interesse dell'Istituto.

LE ATTIVITÀ DELL'ISTITUTO

Il mandato e la struttura dell'Istituto sono chiaramente fissate dal suo Statuto (approvato dall'Ecosoc nel 1984) che lo definisce un Istituto autonomo delle Nazioni Unite. La sua é un'azione fondamentalmente catalitica per promuovere la piena partecipazione delle donne - soprattutto dei paesi del Sud del mondo - a tutti gli aspetti dello sviluppo, tramite la ricerca, la formazione e lo scambio di informazioni, che costituiscono i tre pilastri sui quali si basa l'attività dell'INSTRAW. Le iniziative dell'Istituto in questi tre campi sono collegate tra loro e si sostengono a vicenda: la maggior parte dei programmi



di ricerca hanno un
formativa e i risulta
diventano parte int
di formazione.
Soltanto attraverso
specifici è possibile
informazioni utili su
femminile e metter
richiedono interven
periodo. La ricerca
una attività prelimir
qualsiasi attività di
sviluppo, e serve p
evidenza valutazio
pregiudizi ed elimir
che costituiscono u
ostacoli al progres
L'integrazione della
richiede un approc
transculturale.
Quanto all'attività c
dipende strettamer
ricerca e costituisc

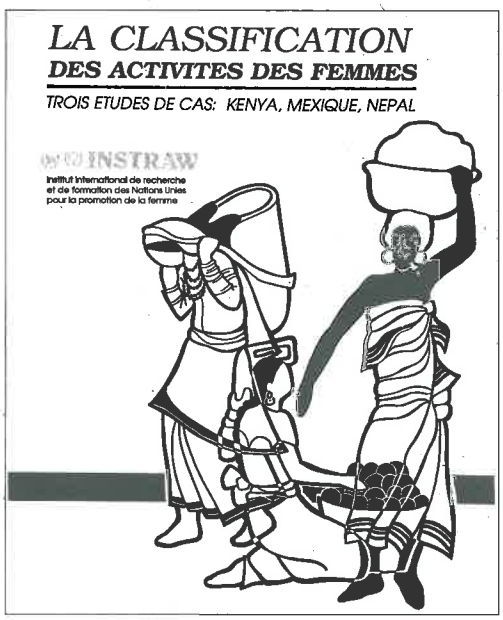
INTRODUZIONE



di ricerca hanno una componente formativa e i risultati della ricerca diventano parte integrante dei programmi di formazione.
Soltanto attraverso studi e ricerche specifici è possibile infatti raccogliere informazioni utili sulla condizione femminile e mettere in luce situazioni che richiedono interventi di breve o lungo periodo. La ricerca rappresenta quindi una attività preliminare indispensabile a qualsiasi attività di cooperazione allo sviluppo, e serve per mettere in evidenza valutazioni erronee, sfatare pregiudizi ed eliminare stereotipi negativi che costituiscono uno dei maggiori ostacoli al progresso delle donne.
L'integrazione della donna nello sviluppo richiede un approccio multidisciplinare e transculturale.
Quanto all'attività di formazione, essa dipende strettamente dall'attività di ricerca e costituisce la chiave di volta per un reale avanzamento delle donne nella società. E' soprattutto attraverso l'acquisizione di nuove competenze professionali che la donna può migliorare le sue condizioni di vita ed il suo status sociale.
Poiché le sue attività di formazione sono dirette a donne dei paesi in via di sviluppo, l'INSTRAW ha sempre cercato di applicare metodologie innovative che collegassero il processo di sviluppo in senso lato con il miglioramento della posizione della donna nella società. Le attività di formazione dell'Istituto sono quindi concepite per essere parte integrante dei cambiamenti apportati dal processo di modernizzazione e di sviluppo e per far sì che le donne assumano ruoli nuovi a livello tecnico, esecutivo e direttivo nei diversi settori della vita economica e sociale.
Questa strategia, che conta sul supporto del programma di ricerca dell'Istituto, mira

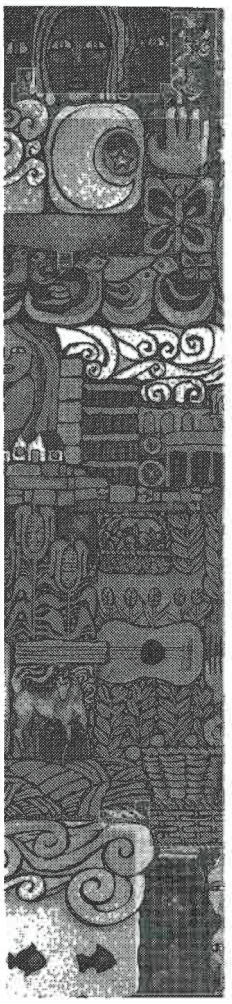
INTRODUZIONE

a sintetizzare i dati aggiornati della ricerca in materiale formativo, che assume spesso la forma di "pacchetti formativi" contenenti materiale scritto per docenti e discenti e supporti audiovisivi di vario genere. Le metodologie di insegnamento variano a seconda della preparazione, del *background* e degli interessi dei partecipanti ai corsi, che possono essere funzionari governativi, di organismi internazionali e di ONG. L'approccio dell'Istituto è di formare formatori, assicurando un effetto moltiplicatore delle proprie attività. Nel biennio 1988/89 sono state formate 1100 persone, che a loro volta continueranno a formare altre donne o uomini nei settori di interesse.
Anche le attività di informazione e documentazione dell'INSTRAW sono collegate a quelle di ricerca e formazione ed hanno come obiettivo principale quello di attirare l'attenzione dell'opinione pubblica e dei responsabili politici ed amministrativi ad ogni livello sulla condizione delle donne nei paesi del Sud del mondo e sulla necessità di prestare maggiore attenzione ai loro bisogni ed al loro contributo attuale e potenziale al processo di sviluppo.



UNA RETE DI SOSTEGNO

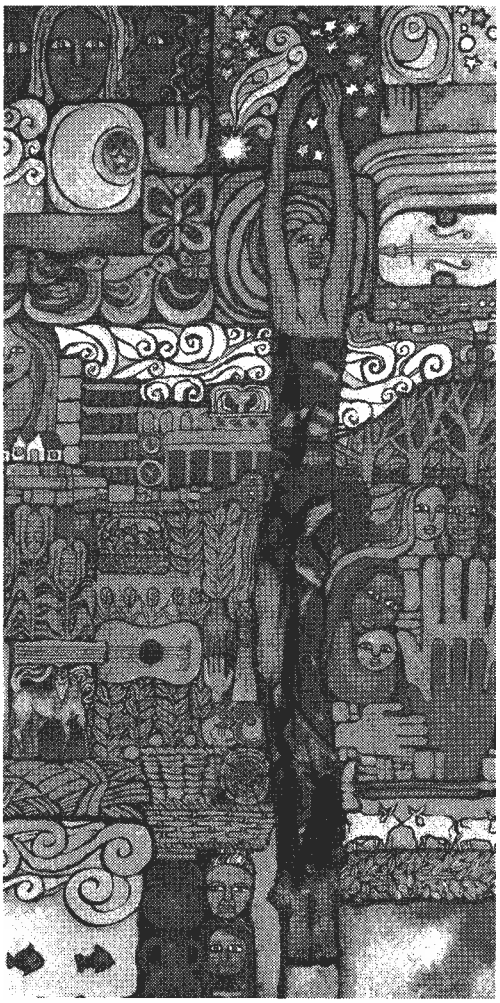
L'Istituto opera in stretto collegamento con i vari organismi del sistema delle Nazioni Unite, con istituti di studio e ricerca, con le organizzazioni delle donne e le organizzazioni non governative, ed ha organizzato una rete di *focal points*, istituti e organismi ad esso collegati, situati in diversi paesi delle varie regioni del mondo. I *focal points,* che sono attualmente una trentina, collaborano con l'istituto a vario titolo, istituendo e mantenendo rapporti con i governi e gli ambienti interessati nei paesi di competenza e divulgando le attività e i temi dell'INSTRAW.
In Italia, la funzione di *focal point* dell'Istituto è svolta dall'AIDoS, Associazione italiana donne per lo sviluppo, che da un lato mantiene i contatti con i competenti organi del Governo italiano e si occupa di far conoscere le attività dell'Istituto presso il pubblico italiano, dall'altro collabora ad alcuni progetti di ricerca e di formazione.
Alla Conferenza di Nairobi nel l985, l'INSTRAW era già in grado di partecipare molto attivamente, organizzando due seminari: uno su "Donne e decennio dell'acqua" e uno sulle "Nuove tendenze nella ricerca su donne e sviluppo socio-economico". Da allora le attività di ricerca, formazione ed informazione dell'Istituto sono cresciute a ritmo esponenziale, utilizzando al meglio le scarse risorse disponibili.



I FINANZIAM

Dal 1984, i contrib
cresciuti anno dop
200.000 dollari, ai
nel 1990. Un budg
piccolo, soprattutt
bisogni di formazio
questo motivo l'IN
soprattutto per qua
formazione, con u
organizzazioni, div

INTRODUZIONE



I FINANZIAMENTI

Dal 1984, i contributi volontari sono cresciuti anno dopo anno, dagli iniziali 200.000 dollari, ai due miliardi di dollari nel 1990. Un budget ancora troppo piccolo, soprattutto per quelli che sono i bisogni di formazione delle donne. Per questo motivo l'INSTRAW collabora, soprattutto per quanto attiene la formazione, con una serie di organizzazioni, dividendo così i costi dei seminari e concentrando la propria attività sulla formazione dei formatori.
L'Italia ha iniziato a contribuire al Fondo fiduciario dell'Instraw solo nel 1986, quando il FAI (Fondo aiuti italiani) ha finanziato i primi progetti settoriali. Nel 1990, il nostro paese è stato però il maggior donatore, con un contributo volontario di 284.000 dollari e un ulteriore finanziamento di 626.000 dollari per progetti speciali. L'aiuto italiano in questi ultimi anni è stato essenziale per avviare i principali programmi settoriali dell'Istituto: i moduli formativi su donne e acqua, i moduli formativi su donne e fonti di energia nuove e rinnovabili, il programma sulla comunicazione, il programma sulle politiche macro-economiche e il settore informale. Ci auguriamo che questa tendenza divenga una costante, tenuto conto delle priorità stabilite dalla nostra legge per la cooperazione allo sviluppo e degli impegni sempre più importanti che l'Istituto va assumendo. Il programma stabilito per i prossimi anni prevede infatti che l'Istituto inizi ad occuparsi di temi di grande attualità e di estremo interesse anche per le donne italiane quali: Donna, ambiente e sviluppo sostenibile; Donne e AIDS e *Women's studies* nel contesto di donne e sviluppo.
Gli altri principali paesi donatori sono la Norvegia, l'Olanda, la Finlandia, la Svezia, la Spagna, il Giappone, l'Australia, ma è significativo che un grande numero di paesi del Sud del mondo contribuiscano, anche se con somme relativamente piccole, al finanziamento dell'Istituto, per sottolineare l'importanza del ruolo della ricerca, della formazione e dell'informazione per la popolazione femminile dei loro paesi.

INTRODUZIONE

UNO SGUARDO AL FUTURO

Il primo decennio di attività dell'INSTRAW è ormai concluso ma, come ha scritto Dunja Pastizzi Ferencic, che ha lasciato la direzione dell'Istituto nel luglio del 1990 per assumere l'incarico di responsabile della Direzione risorse naturali e energia del Dipartimento per la cooperazione tecnica del Segretariato dell'ONU, è chiaro che "l'impulso che aveva dato avvio alla nascita dell'istituto è appena cominciato e dovrà continuare per diversi anni ancora". L'attuale crisi economica ha infatti un impatto negativo soprattutto sulla vita delle donne, tanto che un terzo delle famiglie che hanno come capofamiglia una donna sono al di sotto del livello di povertà.
L'azione dell'INSTRAW si basa sulla filosofia che il fattore umano, e soprattuto il ruolo cruciale che la donna gioca nello sviluppo, sia di fondamentale importanza per raggiungere uno sviluppo sostenibile con crescita, equità e partecipazione, nel rispetto dei diritti umani e in un ambiente naturale sano. L'INSTRAW ha cercato di favorire un cambiamento nelle attuali teorie sullo sviluppo socio-economico, introducendo nuovi sistemi di analisi concettuale, raccogliendo dati statistici di cui prima non ci si curava, e operando per un cambiamento nelle metodologie della ricerca e della formazione, con un approccio molto più partecipativo.
Particolarmente importante è stato il lavoro condotto in collaborazione con l'Ufficio statistico dell'ONU per misurare e dare valore economico al lavoro delle donne nel settore informale, prima di passare allo studio delle misure necessarie a livello macroeconomico.
Un altro dei compiti più importanti che l'Istituto si era prefisso è stato il monitoraggio delle tendenze dello sviluppo e delle loro relazioni con la posizione della donna, analizzando i legami tra i livelli macro e micro dell'economia e il loro impatto sulla condizione femminile. L'INSTRAW continua a studiare le vecchie teorie e le vecchie tendenze, al fine di elaborare nuove politiche e strategie dello sviluppo sia a livello internazionale che nazionale, in modo da promuovere la crescita globale tenendo conto delle potenzialità economiche del settore più vulnerabile della popolazione. Rafforzare i legami tra lo sviluppo in senso lato e la posizione delle donne è un compito molto arduo, che richiede attenzione continua e un approfondimento delle conoscenze e delle pratiche attraverso un processo continuo di apprendimento e l'interazione tra paesi e regioni diversi del mondo.
Oggi i cambiamenti in atto richiedono ulteriori impegni nei settori della ricerca, formazione e informazione, per far sì che il vitale contributo delle donne allo sviluppo sia riconosciuto e per accorciare il divario tra la posizione delle donne e lo sviluppo a tutti i livelli. Bisogna andare oltre la presa di coscienza e la pressione politica e promuovere azioni pratiche per migliorare la condizione delle donne e delle loro famiglie.
In futuro, l'Istituto intende da un lato estendere la sua cooperazione con la comunità internazionale, dall'altro apportare una fattiva collaborazione per accrescere la solidarietà tra il Nord e il Sud del mondo.

Daniela Colombo
Presidente dell'AIDoS
e membro del Board of Trustees
dell'INSTRAW dal 1984 al 1990

STA

Quante donne lavor
leggere le statistiche
minoranza, circa il 2
numerose nei paesi
(22%) che nel mond
(35,6%). Eppure, in
in America Latina, è
una donna che non
acqua o legna, a col
macinare cereali, ac
animali, a fabbricare
uso comune. Sappia
occupazioni si protra
delle otto ore quotid



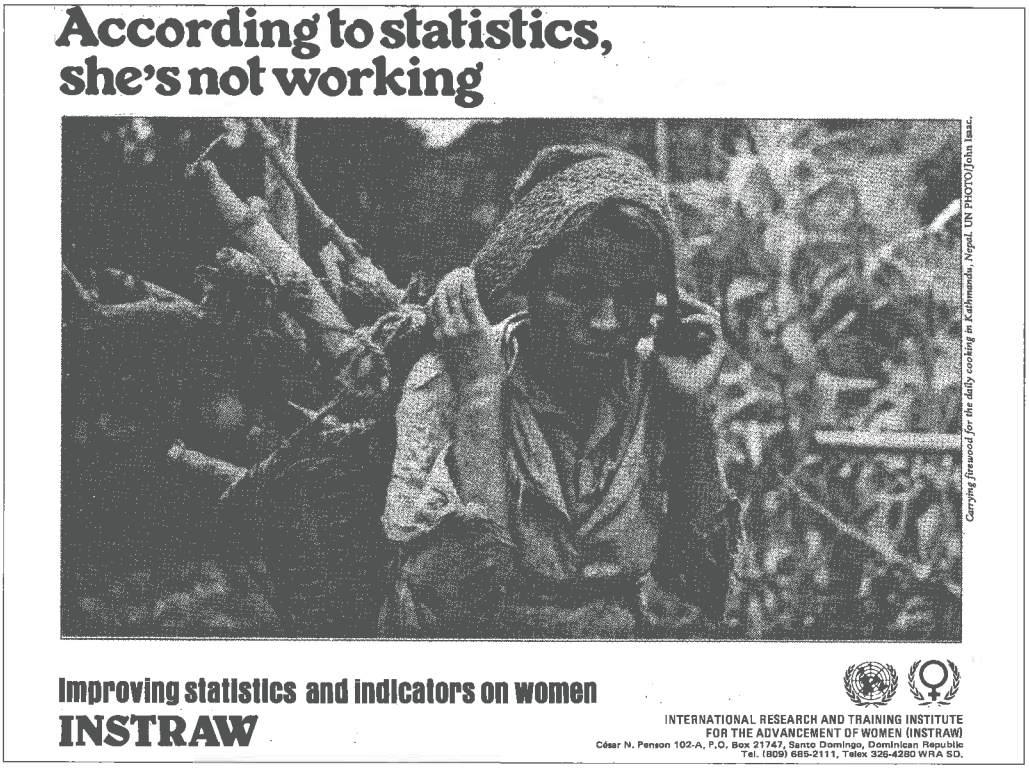
è stato il
lenze dello
azioni con la
analizzando i
e micro
mpatto sulla
'INSTRAW
ecchie teorie e le
ıe di elaborare
gie dello sviluppo
ale che nazionale,
e la crescita
delle potenzialità
più vulnerabile
orzare i legami tra
o e la posizione
to molto arduo,
continua e un
conoscenze e
o un processo
nto e l'interazione
si del mondo.
tto richiedono
tori della ricerca,
one, per far sì che
donne allo
o e per accorciare
e delle donne e lo
Bisogna andare
ıza e la pressione
ızioni pratiche per
e delle donne e

de da un lato
razione con la
e, dall'altro
llaborazione per
à tra il Nord e il

Trustees
t al 1990

STATISTICHE E INDICATORI: LE DONNE INVISIBILI

Quante donne lavorano nel mondo? A leggere le statistiche un'esigua minoranza, circa il 28%, e sono meno numerose nei paesi in via di sviluppo (22%) che nel mondo industrializzato (35,6%). Eppure, in Africa come in Asia o in America Latina, è ben difficile vedere una donna che non sia intenta a portare acqua o legna, a coltivare l'orto, a macinare cereali, ad accudire bambini o animali, a fabbricare cesti o altri oggetti di uso comune. Sappiamo che queste occupazioni si protraggono ben al di là delle otto ore quotidiane, ma nelle statistiche non compaiono affatto, sono invisibili, perché le statistiche, alla voce "lavoro", in genere prendono in considerazione solo le occupazioni salariate, equiparando l'enorme mole di lavoro svolta dalle donne del Terzo mondo nel cosiddetto settore informale ad un'attività marginale di tipo casalingo. E' questo uno degli esempi più eclatanti di come la realtà femminile viene deformata attraverso i dati statistici. Eppure le statistiche sono essenziali, sono il primo strumento di conoscenza per cogliere il quadro generale di un



SETTORI DI INTERVENTO

paese o di una situazione. E' dunque necessario dedicare loro un'attenzione scevra di pregiudizi e di stereotipi culturali, per poter conoscere veramente la realtà delle donne nel mondo in via di sviluppo.

Per un Istituto votato alla ricerca come l'INSTRAW, quello statistico è stato uno dei primi campi di interesse, con l'avvio di vari programmi in collaborazione con altri organismi delle Nazioni Unite: seminari nazionali o regionali, preparazione di studi, un progetto di ricerca su *Famiglia, genere ed età*, ecc...

Tra gli studi, particolarmente rilevante per impegno e dimensioni è l'analisi del ruolo economico delle donne tra il 1950 e il 2000 (*Women in Economic Activity: A Global Statistical Survey*), realizzato in collaborazione con l'Organizzazione internazionale del lavoro (ILO) nel 1985. Si tratta di un'analisi dettagliata della condizione lavorativa delle donne del mondo, da cui emergono anche alcune interessanti linee di tendenza: l'aumento della presenza femminile nel mercato del lavoro formale, confinata però negli impieghi a metà tempo e ai livelli più bassi e peggio pagati; l'aumento di occupazione femminile nel settore terziario, mentre diminuisce quella nell'agricoltura e resta sotanzialmente stabile nell'industria; la drastica diminuzione della percentuale di donne che lavorano solo fino a quando non hanno responsabilità familiari.

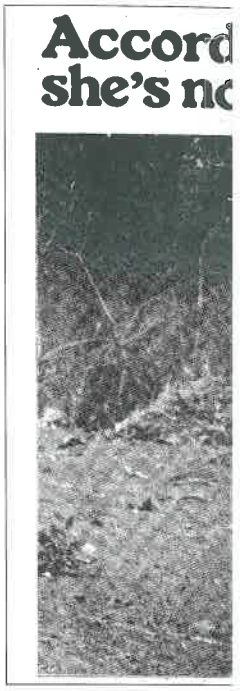
Nell'ambito del sistema delle Nazioni Unite e nel quadro del lavoro in corso sulle statistiche e gli indicatori, l'INSTRAW ha poi ricevuto l'incarico di quantificare il contributo economico delle donne nel settore informale, redigendo un capitolo ad hoc dell'inchiesta mondiale sul ruolo delle donne nello sviluppo (*World Survey on the Role of Women in Development*), pubblicata nel 1985 e aggiornata ogni cinque anni dal Segretariato delle Nazioni Unite.

Anche la Commissione statistica dell'ONU si avvale della collaborazione dell'INSTRAW, per l'elaborazione di direttive destinate agli uffici statistici nazionali e relative al contributo delle donne allo sviluppo. La Commissione ha infatti constatato che, a livello locale, esistono ben pochi dati statistici disaggregati per sesso, anche nei campi dove sarebbe relativamente facile elaborarli, ed ha quindi incaricato l'INSTRAW di redigere un rapporto tecnico sull'elaborazione di conti nazionali supplementari relativi al contributo delle donne all'economia. Il rapporto, presentato nel 1989, sarà destinato a dirigenti, pianificatori e analisti consapevoli della necessità di rendere conto più accuratamente del contributo economico delle donne nei conti nazionali, allo scopo di favorire la formulazione di politiche più efficaci e realiste.

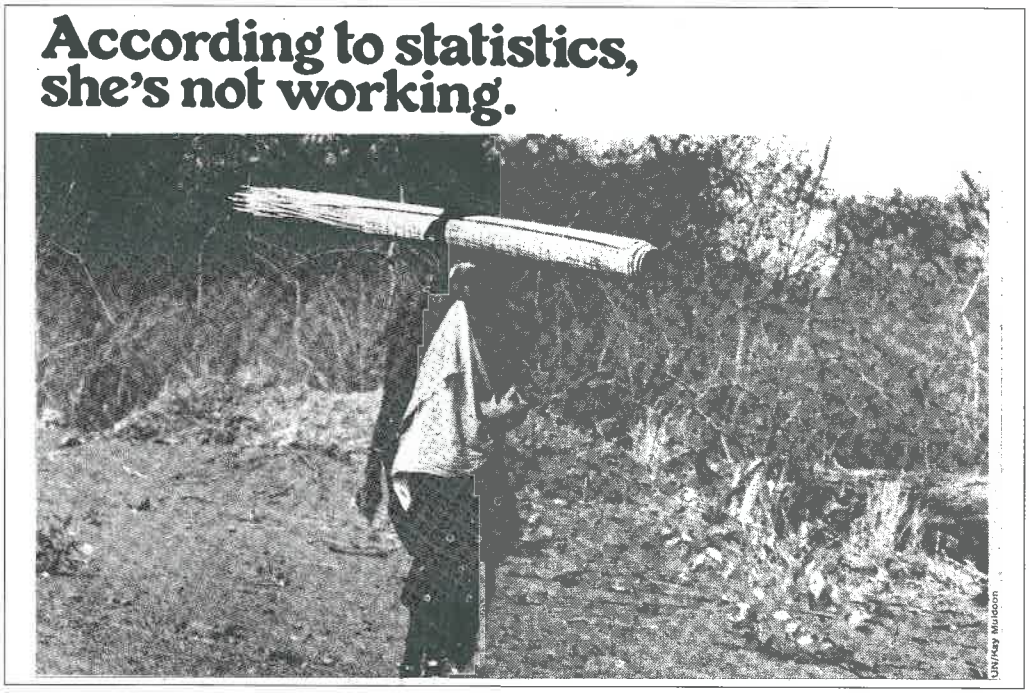
Oltre che oggetto di indagine statistica, le donne possono però essere anche utilizzatrici e produttrici delle statistiche stesse: per migliorare le loro capactà in questo senso, l'INSTRAW ha organizzato seminari di formazione regionali e nazionali nel mondo intero.

Il primo seminario a carattere regionale, tenuto ad Harare nel 1985, ha esaminato i diversi metodi di raccolta ed analisi dei dati sull'attività economica delle donne, mentre il secondo, tenuto a Montevideo sempre nel 1985, si è occupato in particolare della presenza delle donne nel mercato del lavoro in America Latina.

Un seminario nazionale si è tenuto nel paese ospitante, la Repubblica



Dominicana, nel 19
la metodologia form
dall'INSTRAW.
Nel 1986 si sono te
uno per i Caraibi (E
l'Africa (Nigeria) e u
(Pakistan). In tutti e
sottolineata l'impor
sensibilizzare gli op
nazionale sulla pov
sulle donne e sulle
negative che ne de
dello sviluppo.
La trasposizione de
acquisite con la ric
formative si è realiz
seminari, in Indone
corso dei quali è st
particolare l'importa
settore economico
lavora la maggior p
Nel 1988 i seminar



Dominicana, nel 1985, per sperimentare la metodologia formativa elaborata dall'INSTRAW.
Nel 1986 si sono tenuti tre seminari, uno per i Caraibi (Barbados), uno per l'Africa (Nigeria) e uno per l'Asia (Pakistan). In tutti e tre i casi è stata sottolineata l'importanza di sensibilizzare gli operatori a livello nazionale sulla povertà dei dati disponibili sulle donne e sulle conseguenze negative che ne derivano per la politica dello sviluppo.
La trasposizione delle conoscenze acquisite con la ricerca in attività formative si è realizzata nel 1987 in due seminari, in Indonesia e Sri Lanka, nel corso dei quali è stata sottolineata in particolare l'importanza di tener conto del settore economico informale, in cui lavora la maggior parte delle donne.
Nel 1988 i seminari si sono tenuti in Cina e Grecia, a livello nazionale, e in Costa Rica, a livello subregionale, mentre nel 1989 si sono tenuti tutti seminari a livello nazionale: in Senegal, India ed Ecuador. In tutte queste occasioni, è stata rilevata l'inadeguatezza dei dati statistici sulle donne attualmente disponibili e sono state formulate raccomandazioni, in base alle specificità di ciascun paese, per la raccolta e l'analisi dei dati, in particolare per quel che riguarda il contributo delle donne allo sviluppo.
Tra le attività previste per il 1991, sono da segnalare un seminario subregionale in Mali ed un incontro di esperti sull'analisi, ai fini della formulazione di politiche macroeconomiche, della partecipazione delle donne all'economia informale, che si terrà a Roma e che servirà, tra l'altro, all'elaborazione di linee-guida per il sostegno alle donne che lavorano nel settore informale.

NUOVE METODOLOGIE PER LA STRUTTURAZIONE DELLE POLITICHE DI INTERVENTO

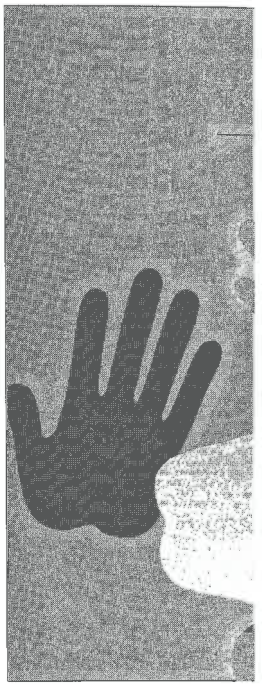
La ricerca sulle nuove metodologie per la strutturazione delle politiche di intervento, in relazione alla tematica donne e sviluppo, rappresenta una delle principali attività condotte dall'Istituto in ottemperanza diretta al suo mandato di monitoraggio del dibattito sullo sviluppo e la cooperazione economica internazionale. Nel 1984, l'INSTRAW ha iniziato una serie di studi sul ruolo delle donne nelle relazioni economiche internazionali e settori collegati, compresa l'agricoltura, l'industrializzazione, la scelta del trasferimento di tecnologia, il commercio, la finanza e il loro impatto sulla condizione delle donne. Gli studi riguardavano l'analisi delle interrelazioni tra macro e micro economia e sono stati condotti da un gruppo di accademici di fama internazionale e da istituti di ricerca, in collaborazione con altre agenzie dell'ONU.

Gli studi, che si sono conclusi nel 1985 e sono stati presentati ad una riunione di esperti ad alto livello tenuta a Ginevra nell'ottobre dello stesso anno, sottolineano gli effetti del contesto internazionale sulla vita delle donne in ogni parte del mondo. Una loro sintesi è stata pubblicata nel volume *Women in the World Economy*. Risulta dalla ricerca che i cambiamenti intervenuti nei mercati internazionali hanno avuto un impatto sui diversi settori di attività nelle varie regioni del mondo e sulla divisione sessuale del lavoro, e che, mentre è possibile rilevare alcuni tratti comuni in tutti i settori, tuttavia gli effetti sociali dei cambiamenti internazionali rimangono largamente inesplorati. L'Istituto ha così dato un contributo prezioso a un nuovo campo del sapere, suscettibile in futuro di demarginalizzare i problemi collegati con la condizione femminile includendoli nell'analisi dello sviluppo socio-economico in senso lato.

L'Istituto ha inoltre il compito di rivolgere attenzione particolare alle donne dei paesi in via di sviluppo. Nel 1984 ha condotto uno studio sul "Principio della autosufficienza e il ruolo socio-economico della donna nei paesi in via di sviluppo" (*The Principle of Self-reliance and the Developmental Role and Status of Women in Developing Countries*) che è servito da base per un capitolo della prima edizione del *World Survey on the Role of Women and Development*, pubblicato dall'ONU nel 1985.

Integration of Women in Development through Technical Cooperation among Developing Countries -TCDC (L'integrazione delle donne attraverso la cooperazione tecnica tra i paesi in via di sviluppo) è il titolo di una delle prime pubblicazioni dell'Istituto, che fornisce una panoramica dei settori in cui l'integrazione delle donne può essere raggiunta tramite la cooperazione tecnica tra paesi in via di sviluppo.

L'istituto ha inoltre studiato le metodologie da adottare per superare gli ostacoli che si frappongono all'inclusione delle tematiche che concernono le donne nella pianificazione allo sviluppo. Nel 1983 è stato organizzato un primo seminario internazionale, cui ha fatto



seguito un seminario
e i Caraibi, nel quale
discusso sulla situaz
donne, il loro inserim
sviluppo regionale e
delle donne all'elabo
programmi e progetti
Negli ultimi anni, si è
attenzione alla prepa
direttrici e di *checklis*
strumenti di analisi p
la progettazione, al fi
partecipazione delle
e progetti di sviluppo
l'impatto sulla popola
Sono state inoltre ela
alternative di analisi
e sviluppo, nonché n
ai funzionari delle ag
sull'analisi di genere
ciclo di un progetto.
organizzati un semin

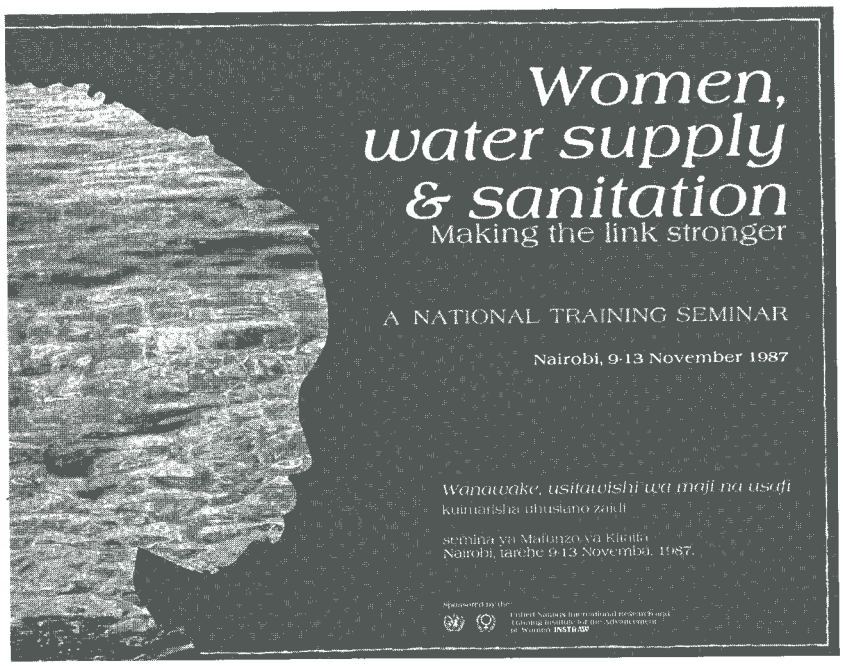
SETTORI DI INTERVENTO



seguito un seminario per l'America Latina e i Caraibi, nel quale i partecipanti hanno discusso sulla situazione sociale delle donne, il loro inserimento nel processo di sviluppo regionale e la partecipazione delle donne all'elaborazione di piani, programmi e progetti di sviluppo.
Negli ultimi anni, si è prestata particolare attenzione alla preparazione di linee direttrici e di *checklists* settoriali, come strumenti di analisi per la pianificazione e la progettazione, al fine di assicurare la partecipazione delle donne ai programmi e progetti di sviluppo rurale e di valutarne l'impatto sulla popolazione femminile. Sono state inoltre elaborate metodologie alternative di analisi della tematica donne e sviluppo, nonché moduli formativi diretti ai funzionari delle agenzie dell'ONU sull'analisi di genere nelle diverse fasi del ciclo di un progetto. Nel 1989 sono stati organizzati un seminario su "Donne popolazione e sviluppo" in collaborazione con il Fondo delle Nazioni Unite per la popolazione (UNFPA), un seminario subregionale per l'America Latina su "Alternative post Nairobi" e un laboratorio di studio ad Atene su "Analisi economiche alternative per le donne".
L'Istituto ha intrapreso un programma di ricerca a lungo termine sulle metodologie di monitoraggio e di valutazione, i cui primi risultati sono stati analizzati durante un seminario che ha avuto luogo nel novembre del 1989 a New York. E' questo un campo di vasto interesse per le agenzie che si occupano concretamente di cooperazione allo sviluppo. I risultati della ricerca saranno pubblicati verso la fine del 1991 e già si può prevedere che l'attività di formazione dell'INSTRAW in questo settore sia destinata ad aumentare nei prossimi anni.

UN IMPEGNO DI LUNGO PERIODO PER L'ACQUA E LA SALUTE

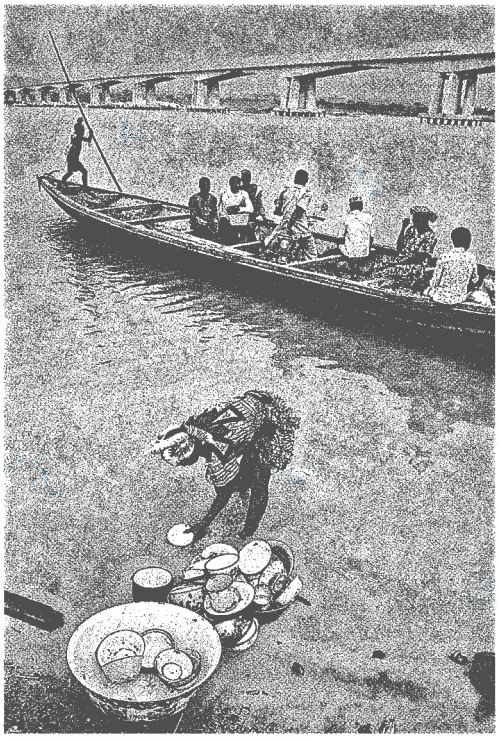
L'acqua è un elemento essenziale alla vita di qualunque essere umano, ma è distribuita in modo molto ineguale nelle varie regioni del mondo e in particolare tra Sud e Nord del pianeta.
L'assenza di strutture idrauliche e igieniche sufficienti è uno dei problemi attuali più gravi nel mondo in via di sviluppo. Le statistiche illustrano meglio di qualsiasi altra cosa la drammaticità delle conseguenze che ne derivano: si ritiene che l'80% circa delle patologie e delle affezioni di questo decennio siano dovute a strutture idrauliche e igieniche inadeguate. Ogni anno le diarree da sole uccidono dai 5 ai 6 milioni di bambini nei paesi in via di sviluppo e in totale circa 18 milioni di persone. Più di 400 milioni di esseri umani sono colpiti da gastroenteriti e circa la metà della popolazione dei paesi in via di sviluppo soffre di dissenteria o è infestata da vermi parassiti. Le persone colpite dalle malattie provocate dall'acqua occupano da sole la metà dei letti disponibili negli ospedali di tutto il mondo e ogni giorno ne muoiono 25.000, cioè il 15% dei decessi ospedalieri.
Nel 1980, nei paesi in via di sviluppo (senza contare la Cina), tre persone su cinque non avevano acqua potabile e solo una su quattro disponeva di una qualche struttura sanitaria. Nelle zone rurali, dove la situazione è ancora peggiore rispetto



alle zone urbane, il 30%
popolazione dispone di
solo il 13% ha servizi s
La ricerca e la raccolta
compito essenzialmen
sono le donne ad usar
ad occuparsi dell'educ
della famiglia: hanno c
fondamentale importar
nell'amministrazione d
igienici. Nel quotidianc
loro occupazioni dome
sono costantemente ir
l'acqua inquinata e sor
più esposto alle malatt
dall'acqua.
Nei paesi in via di svilu
bambini impiegano so
giorno, quando non di
cercare acqua inquina
che la siccità allontana
villaggi. Le donne e le
anche il compito di pre
pasti, pulire le stoviglie
gettarne via le feci e ir
latrine.
E' quindi essenziale fa
donne alla pianificazio
funzionamento e alla r
infrastrutture igieniche
approvvigionamento ic
disporranno di acqua p
donne potranno dedic
anche più energia e at
più produttivi. Non sol
finalmente possono co
pulita, le donne compr
rapidamente che i disa
morti provocati dall'ac
possono essere evitat
situazione sanitaria e l
famiglia può migliorare
L'essenzialità dell'acq
però all'ambito della s

SETTORI DI INTERVENTO

alle zone urbane, il 30% circa della popolazione dispone di acqua potabile ma solo il 13% ha servizi sanitari adeguati.
La ricerca e la raccolta dell'acqua è un compito essenzialmente femminile, e sono le donne ad usare questa risorsa e ad occuparsi dell'educazione sanitaria della famiglia: hanno dunque un ruolo di fondamentale importanza nell'amministrazione dei servizi idrici ed igienici. Nel quotidiano svolgimento delle loro occupazioni domestiche, le donne sono costantemente in contatto con l'acqua inquinata e sono quindi il gruppo più esposto alle malattie provocate dall'acqua.
Nei paesi in via di sviluppo, le donne e i bambini impiegano sovente otto ore al giorno, quando non di più, per andare a cercare acqua inquinata in pozze o fonti che la siccità allontana sempre più dai villaggi. Le donne e le ragazze hanno anche il compito di preparare e cuocere i pasti, pulire le stoviglie, lavare i bambini, gettarne via le feci e in generale pulire le latrine.
E' quindi essenziale far partecipare le donne alla pianificazione, al funzionamento e alla manutenzione delle infrastrutture igieniche e di approvvigionamento idrico. Quando disporranno di acqua pulita e vicina, le donne potranno dedicare più tempo e anche più energia e attenzione a scopi più produttivi. Non solo: quando finalmente possono contare su acqua pulita, le donne comprendono rapidamente che i disagi, le malattie e le morti provocati dall'acqua sporca possono essere evitati e che la situazione sanitaria e igienica della famiglia può migliorare.
L'essenzialità dell'acqua non si limita però all'ambito della salute e dell'igiene: anche la dura fatica delle donne nell'agricoltura di sussistenza potrebbe essere alleggerita dalla realizzazione di sistemi di irrigazione e distribuzione idrica, che permetterebbero loro, con la diversificazione delle colture, il miglioramento del regime alimentare della famiglia e un reddito supplementare attraverso la vendita delle derrate in eccedenza. Una distribuzione idrica sicura permetterebbe anche la realizzazione di opere di riforestazione, cui le donne potrebbero dedicare il tempo e l'energia che prima consacravano alla ricerca di legna combustibile.
Quando c'è acqua, diventano possibili anche l'allevamento del bestiame e la produzione di latte; si possono così utilizzare gli animali nei campi, alleggerendo il lavoro delle donne, e il

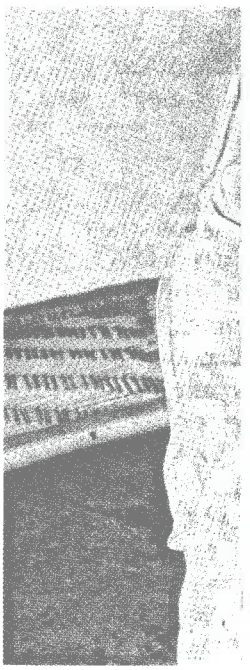


SETTORI DI INTERVENTO

livello nutrizionale della famiglia può migliorare.
La realizzazione di infrastrutture idriche e sanitarie è dunque davvero multidimensionale e le sue ramificazioni si estendono ben oltre le questioni della salute e dell'ambiente, abbracciando una serie di campi interdipendenti: un problema esistente in un campo avrà sicuramente ripercussioni negli altri.
Nasce da queste considerazioni il programma dell'INSTRAW per la redazione di *Moduli formativi multimediali su donna, acqua e igiene primaria*, che si inserisce nel Decennio per l'acqua potabile e l'igiene ambientale, proclamato dalle Nazioni Unite nel 1980.
Il programma, finanziato dalla cooperazione italiana, ha visto la redazione, in collaborazione con il Centro di formazione del BIT a Torino, di materiale didattico pilota, diretto ai responsabili dei progetti nel settore dell'acqua ed alle funzionarie di organizzazioni femminili e articolato in cinque moduli. Ogni modulo costituisce un'unità autonoma, può cioè essere usato separatamente dagli altri, oltre che in successione logica, e prevede due versioni, una più completa e una più sintetica. Gli argomenti trattati vanno dalla messa a fuoco dei problemi legati all'acqua nei paesi in via di sviluppo, al ruolo delle donne nell'elaborazione dei progetti, nella scelta delle tecnologie e nelle attività educative e formative.
I moduli-pilota sono stati sperimentati, discussi e modificati nel corso di quattro seminari, tenuti rispettivamente a Nairobi, Addis Abeba, Kadugli (Sudan) e Mogadiscio tra il 1987 e il 1988. I seminari hanno permesso di mettere in luce alcuni aspetti particolari legati alla specificità di ogni paese, ma hanno anche evidenziato l'esistenza di problemi di fondo comuni, il più importante dei quali è il fatto che le donne, utenti quasi esclusive dei punti d'acqua, troppo spesso sono escluse da ogni discussione sull'introduzione di nuove tecnologie, nonché dalla formazione sul loro uso e manutenzione.
Un altro tema ricorrente nella discussione dei quattro seminari è stato la diffusione delle conoscenze in materia di uso dell'acqua e di igiene, e quindi l'uso dei canali di comunicazione, tradizionali e non.
I moduli così modificati sono stati riprodotti e vengono forniti dall'INSTRAW, su richiesta, alle organizzazioni che desiderino usarli. Sono state realizzate anche iniziative per diffonderne l'utilizzazione, come il seminario tenuto a Bangkok nel 1989 con la partecipazione dei rappresentanti di 15 paesi asiatici e del Pacifico.
Si è così avviato un processo di diffusione graduale dei moduli, che ha portato ad un aumento dell'attenzione dei responsabili dello sviluppo nei confronti della necessità di integrare le donne nei programmi relativi all'acqua e all'igiene primaria, con tutte le conseguenze positive che ne derivano per l'intera comunità.
Nel 1989, in collaborazione con la Fondation de l'Eau, l'INSTRAW ha preparato un ulteriore modulo formativo, destinato all'uso a livello di comunità e complementare agli altri.

IL F

Che le donne siano
di energia è qualcos
chiunque abbia potu
lunghe giornate di la
alla famiglia e alle lo
occupazioni quotidia
utenti e amministrati
compresa la propria
famiglia che della co
così ovvio. Ancora n
tra le donne e le stra
energetico, da una p
energia nuove e rinn
si allarga l'orizzonte
emerge un bisogno
cambiamenti nel set
possibile razionalizz



IL RISPARMIO ENERGETICO SFIDA PER IL FUTURO

Che le donne siano un'importante fonte di energia è qualcosa di ovvio per chiunque abbia potuto osservare le lunghe giornate di lavoro che dedicano alla famiglia e alle loro molteplici occupazioni quotidiane. Che siano anche utenti e amministratrici di energia, compresa la propria, a livello sia della famiglia che della comunità, non è però così ovvio. Ancora meno ovvio è il nesso tra le donne e le strategie di risparmio energetico, da una parte, e le fonti di energia nuove e rinnovabili, dall'altra. Se si allarga l'orizzonte oltre l'anno 2000, emerge un bisogno urgente di grandi cambiamenti nel settore energetico: è possibile razionalizzare l'uso dell'energia e sviluppare fonti alternative economiche, sicure e rispettose dell'ambiente? E quale ruolo avranno in questo quadro le donne del Terzo mondo?

Secondo stime della Banca mondiale, nell'insieme dei paesi del Sud del mondo oltre il 45% dell'energia (il 75% nei paesi a basso reddito) è utilizzato per i consumi domestici, nei quali le donne hanno quasi ovunque un ruolo preponderante. Sono loro inoltre a provvedere alla raccolta e alla produzione della legna da ardere, che è ancora la principale fonte di energia, soprattutto in Africa, dove rappresenta circa l'80% dei consumi energetici totali.

Le donne, che hanno bisogno di poter



SETTORI DI INTERVENTO

contare su fonti energetiche regolari e sufficienti, sono direttamente interessate a politiche energetiche che tengano conto dei loro bisogni, soprattutto in termini di consumo domestico, senza considerare che lo sviluppo di tecnologie appropriate per aiutare le donne nei loro compiti quotidiani può dare un contributo decisivo al miglioramento della loro condizione. Ne deriva che, nel quadro delle politiche di sviluppo, è ben difficile che un progetto nel campo delle fonti energetiche nuove e rinnovabili possa avere successo senza il coinvolgimento delle donne.

E' proprio per assicurare questo coinvolgimento e per renderlo più attivo e partecipe che l'INSTRAW ha avviato nel 1989, con un contributo della cooperazione italiana, il progetto su *Moduli formativi multimediali e fonti nuove e rinnovabili di energia.*

Si tratta di cinque moduli, composti di testi e di sussidi audiovisivi, che sono stati realizzati in collaborazione con il Centro di formazione del BIT a Torino e che possono essere usati sia in sequenza, sia separatamente, a seconda delle esigenze formative. Sono rivolti ai responsabili del processo decisionale e a quelli della realizzazione di progetti nel settore energetico, con lo scopo di sensibilizzarli a tenere nel dovuto conto i bisogni e gli interessi delle donne e ad assicurare la loro piena partecipazione ad ogni attività in questo settore.

I moduli sono articolati per argomenti principali, e cioè:

- "Le attività delle Nazioni Unite nel settore delle fonti nuove e rinnovabili di energia"
- "Il ruolo delle donne nelle fonti nuove e rinnovabili di energia"
- "I sistemi energetici nel settore delle fonti nuove e rinnovabili: caratteristiche e tecnologia"
- "I progetti e programmi nel settore delle fonti nuove e rinnovabili di energia: pianificazione e realizzazione"
- "Le attività di istruzione e formazione nei progetti e programmi relativi alle fonti nuove e rinnovabili di energia".

Il prototipo del pacchetto formativo è stato sperimentato e discusso nel corso di un seminario regionale, tenuto ad Addis Abeba nell'ottobre del 1989 con la collaborazione della Commissione economica per l'Africa dell'ONU e la partecipazione di esperti di tredici paesi africani e di operatori della cooperazione internazionale. Dalla discussione è emersa l'opportunità di alcuni aggiustamenti e il pacchetto così modificato è stato ulteriormente verificato nel corso di due seminari nazionali, in Tanzania ed Egitto, cui ne seguiranno altri nel 1991 e 1992, a livello sia nazionale che regionale.

I primi due seminari hanno evidenziato l'efficacia dei moduli formativi nella sensibilizzazione dei partecipanti sulla necessità di un'attenzione maggiore al ruolo e ai bisogni delle donne, sia nella formulazione delle politiche che nell'elaborazione e nella gestione di programmi e progetti, allo scopo di contribuire a promuovere un nuovo approccio nella gestione delle risorse energetiche nuove e rinnovabili, nel quale la "dimensione donna" sia riconosciuta pienamente.

Attualmente, l'INSTRAW sta realizzando un progetto triennale, finanziato dal Fondo per lo sviluppo delle Nazioni Unite (UNDP), rivolto alla *Promozione del coinvolgimento delle donne nell'uso delle fonti di energia nuove e rinnovabili.*



MENO LEGNA

Un'altra importante
dell'INSTRAW in ca
realizzata con il sos
governo italiano, è
manuale tecnico su
migliorati", per dimi
il consumo di legna
Il metodo tradiziona
uso in molte zone d
basa sul fuoco di le
protetto solo da tre

SETTORI DI INTERVENTO

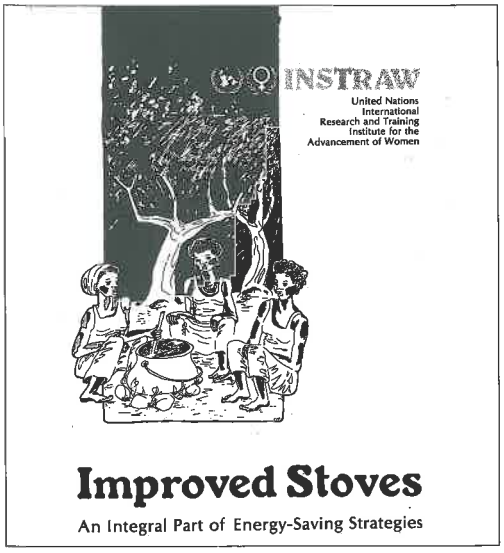


MENO LEGNA, PIU CALORE

Un'altra importante iniziativa dell'INSTRAW in campo energetico, realizzata con il sostegno finanziario del governo italiano, è l'elaborazione di un manuale tecnico sui cosiddetti "fornelli migliorati", per diminuire e razionalizzare il consumo di legna da ardere.
Il metodo tradizionale di cottura ancora in uso in molte zone dell'Africa, infatti, si basa sul fuoco di legna all'aperto, protetto solo da tre pietre, con una dispersione di calore calcolata intorno al 90%. In un'epoca di deforestazione, e quindi di persistente e crescente scarsità di legna, che per di più le donne devono andare a cercare sempre più lontano, la crisi energetica a livello domestico si traduce in genere nella diminuzione del numero dei pasti cucinati, o dei tempi di cottura, e nell'eliminazione di altri usi della legna, come per esempio la bollitura dell'acqua da bere, con evidenti danni per la salute.
Per migliorare queste drammatiche condizioni di vita, nonché per combattere la deforestazione, sono stati elaborati vari modelli di fornelli in grado di consentire un risparmio energetico che va dal 30 al 50% a seconda dei tipi, dai più semplici che prevedono la semplice schermatura del fuoco, ai più sofisticati. Se si considera che, secondo stime della Banca mondiale, i consumi domestici nei paesi in via di sviluppo assorbono mediamente il 45% della produzione di energia (l'80% nei paesi più poveri) e che la legna rappresenta di gran lunga la principale fonte energetica, si capisce facilmente come la diffusione dei fornelli su larga scala potrebbe dare un contributo sostanziale, oltre che ai bilanci domestici, anche al bilancio energetico globale di molti paesi.
Il manuale dell'INSTRAW, completato nel 1988, è stato concepito per servire da guida nella realizzazione di progetti diretti allo sviluppo e alla diffusione di fornelli migliorati. Si tratta di uno strumento pratico, di facile utilizzazione da parte sia di esperti che di personale di progetto senza particolari specializzazioni tecniche: il linguaggio usato è infatti essenziale e gli aspetti tecnici relativi ai vari modelli di fornelli sono trattati in modo non troppo dettagliato.

SETTORI DI INTERVENTO

Le varie sezioni del manuale sono dedicate alle varie fasi dei progetti, con una dettagliata illustrazione di come progettare, realizzare e valutare un progetto diretto alla diffusione dei fornelli stessi. Ne emerge un quadro esauriente di tutte le possibili implicazioni di cui è necessario tener conto in questo campo: è ovvio, per esempio, che le donne sono senz'altro interessate a ridurre il consumo di legna, dal momento che andarla a cercare è compito loro, ma possono esserci altri problemi altrettanto importanti, come l'emissione di fumo, che causa alla salute danni seri e può portare all'abbandono dell'uso del fornello.
La scelta del modello deve rispondere a requisiti essenziali di facilità e comodità d'uso, ma anche alle condizioni e agli usi locali: in alcuni paesi, il fornello servirà, oltre che per la cottura, anche per il riscaldamento nella stagione fredda e quindi deve essere dotato di camino per poter essere utilizzato all'interno dell'abitazione, mentre nei paesi dove le donne hanno l'abitudine di cucinare all'aperto deve essere facilmente trasportabile. Se il piatto base del luogo è composto di un cereale e di una salsa, è necessario prevedere l'uso di due fuochi contemporaneamente, mentre se il cibo deve essere mescolato continuamente, bisogna che il fornello sia fatto in modo tale da rendere questa operazione agevole e sicura.
Al di là di queste indicazioni di base, il manuale illustra anche i metodi di valutazione dell'efficienza dei fornelli e l'analisi di altri elementi di scelta, come il costo, la comparazione con il sistema usato in precedenza, le implicazioni sociologiche e culturali connesse all'uso del focolare.
Completano il manuale un repertorio dei principali modelli sperimentati finora, corredato dai disegni originali e dalle caratteristiche tecniche, un glossario dei termini tecnici, una vasta bibliografia e un repertorio degli enti che, in tutto il mondo, hanno svolto attività operativa o di ricerca in questo settore.
Dall'insieme del manuale emrge come sia essenziale l'integrazione delle donne nei progetti, per quel che riguarda non solo l'analisi dei loro bisogni nella fase di programmazione, ma anche la realizzazione: la formazione per la manutenzione ordinaria e le piccole riparazioni deve necessariamente essere rivolta a loro, che sono le utilizzatrici finali del prodotto.
Anche le campagne di sensibilizzazione devono essere rivolte alle donne, perché, se è vero che nella decisione di installare un fornello i maschi della famiglia possono avere un ruolo importante, è pur sempre alla donna che spetterà di accettare o meno l'innovazione, che certamente non potrà essere introdotta se la donna vi si oppone.



L
COME

La stragrande mag
nel Terzo mondo nc
mercato del lavoro
piccoli appezzamer
prodotti agricoli, fat
comune. Spesso qu
in gruppo, cercand
loro modestissime
comune quello che
viene consumato in
famiglia.
In genere queste a
limite della pura su
riescono mai a dive
diciamo di profitto,
reddito che consen
affrontare la vita qu
affanno. Eppure, a
cooperativo, baste
investimento minir
superare questa sc
la somma necessa



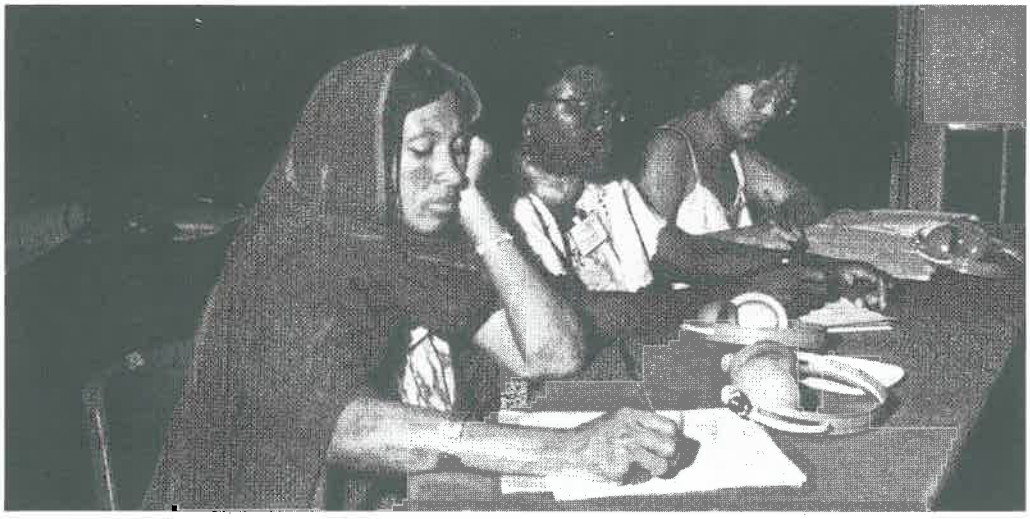
L'ACCESSO AL CREDITO COME VOLANO PER LO SVILUPPO

La stragrande maggioranza delle donne nel Terzo mondo non ha accesso al mercato del lavoro formale, ma coltiva piccoli appezzamenti di terra, trasforma i prodotti agricoli, fabbrica oggetti di uso comune. Spesso queste donne lavorano in gruppo, cercando di incrementare le loro modestissime entrate vendendo in comune quello che producono e che non viene consumato immediatamente dalla famiglia.

In genere queste attività rimangono al limite della pura sussistenza e non riescono mai a diventare fonte non diciamo di profitto, ma almeno di un reddito che consenta alle donne stesse di affrontare la vita quotidiana con minore affanno. Eppure, a questi gruppi di tipo cooperativo, basterebbe pochissimo, un investimento minimo, per riuscire a superare questa soglia, ma dove trovare la somma necessaria, anche se modestissima? Le banche non sono in genere disposte a rischiare il loro denaro con chi non possiede nulla, e d'altro canto queste donne raramente hanno gli strumenti necessari per conoscere e usare le banche.

La pratica impossibilità di accedere al credito diventa così una delle principali strozzature dello sviluppo, acuita a volte da legislazioni nazionali che non favoriscono certo l'iniziativa economica autonoma delle donne.

L'accesso delle donne al credito è un'area di ricerca cui l'INSTRAW ha cominciato a dedicarsi nel 1987, allo scopo di richiamare l'attenzione sull'evidente necessità di attenuare la disparità di accesso delle donne al credito finanziario e di contribuire all'elaborazione di riforme finanziarie e legali a livello nazionale, volte a porre fine alle pratiche discriminatorie nei



SETTORI DI INTERVENTO

confronti delle donne, e soprattutto di quelle più povere.
L'INSTRAW parte dal presupposto che le donne sono legate all'economia globale sia direttamente che indirettamente e che quindi danno un contributo economico sostanziale al progresso del loro paese, anche se la parte più consistente del loro lavoro non è retribuita in termini monetari. Oggi, però, la maggior parte delle donne del Sud del mondo vive al di sotto della linea della povertà e questo fattore, molto più di qualunque indicatore statistico, riflette la disparità di accesso al capitale, alla proprietà e al reddito.
Questa "inaccessibilità" del credito costituisce solo una parte del problema globale, legato agli aspetti sociali ed economici del processo di sviluppo.
Sulla base di queste premesse, l'INSTRAW ha promosso la realizzazione di alcuni studi sull'accesso delle donne al credito in alcuni paesi in via di sviluppo (Repubblica Dominicana, Ghana e Malaysia). Gli studi analizzano "l'invisibilità" del lavoro femminile, il suo contributo al bilancio delle famiglie povere, gli ostacoli all'allargamento del credito rurale, il settore informale come fonte di credito, per concludere con delle raccomandazioni per la formulazione di politiche e l'elaborazione di progetti nel settore.
L'INSTRAW ha inoltre pubblicato in volume (*Women and Credit*, Santo Domingo, 1990), vari saggi sull'argomento, riferiti sia alla realtà del Sud del mondo in generale che a quella delle principali regioni geopolitiche (Africa, Asia, America Latina), per concludere con un'analisi della legislazione che regola l'accesso delle donne alla terra in 59 paesi in via di sviluppo.
I saggi si sforzano di dare un quadro completo non solo dei problemi che si frappongono ad un più equo accesso delle donne al credito, ma anche delle formule possibili per superare questa strozzatura.
Nel novembre 1990, l'INSTRAW ha organizzato in collaborazione con l'IFAD (Fondo internazionale per lo sviluppo agricolo) un seminario per i paesi africani e del Medio Oriente sul potenziamento del sistema creditizio per le donne rurali, impegnate sia in agricoltura che in altre attività informali. Il seminario si è occupato in particolare della situazione di Cipro, paese ospitante, ma ha analizzato anche varie esperienze positive nel campo del credito per le donne rurali, soprattutto dal punto di vista della possibilità di replicarle in altri paesi e situazioni.
Nel corso del seminario, si è discusso anche di metodologie formative applicabili a varie istituzioni finanziarie e si è abbozzato un piano d'azione per il futuro.
Un altro seminario sugli stessi temi, rivolto alla regione latinoamericana e caraibica, si terrà nella Repubblica Dominicana nel 1991 e in seguito, sulla base delle esperienze di questi seminari, verrà elaborato materiale formativo sulle donne e il credito rurale. Si tratterà di una formazione molto specifica, destinata ai pianificatori a livello nazionale (funzionari senior di banche e altre istituzioni finanziarie, pubbliche e private, e di agenzie di sviluppo), al fine di sensibilizzarli alle necessità delle donne in termini di credito e di metterli in grado di elaborare delle risposte. Il materiale formativo, dopo le necessarie verifiche e revisioni, sarà disponibile sotto forma di pacchetti formativi.

Fino a non molto te
tra donne e comuni
soprattutto in termir
donna nei *media*. C
maggiore diversifica
e dei ruoli delle don
deve continuare ad
attuata, le donne si
loro ruolo di produtt
comunicazioni e qu
particolarmente ver
sviluppo.
Durante il Decennio
per le donne (1975-
molto di tecnologie
l'elemento di novità
costituito dal fatto c
sono ormai entrate



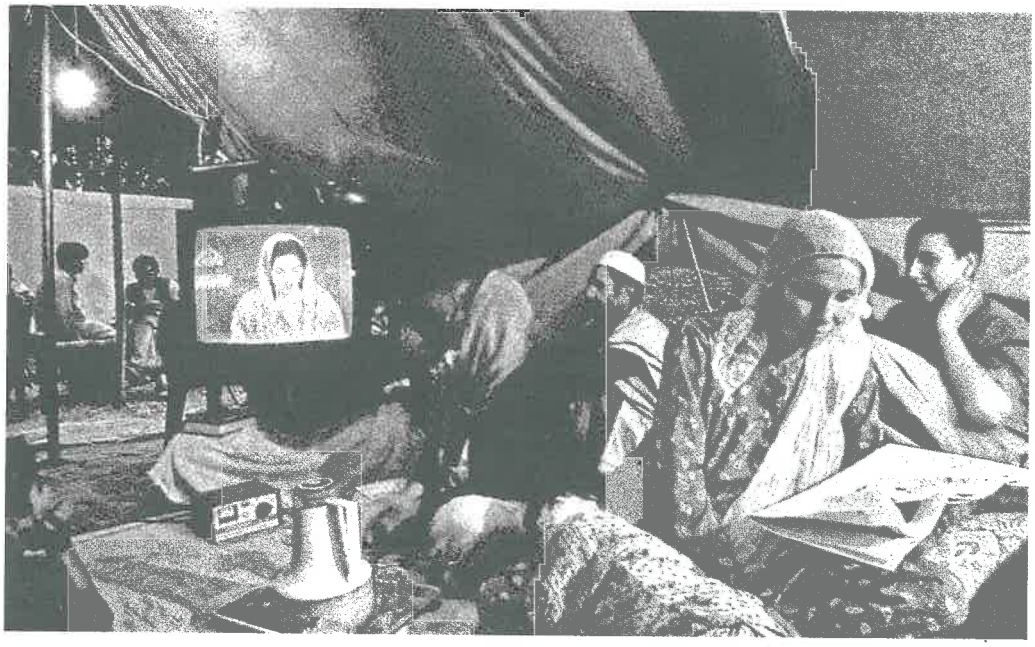
COMUNICARE PER PROGREDIRE

Fino a non molto tempo fa, la relazione tra donne e comunicazioni era stata vista soprattutto in termini di immagine della donna nei *media*. Oggi, anche se una maggiore diversificazione delle immagini e dei ruoli delle donne offerti dai *media* deve continuare ad essere perseguita e attuata, le donne si occupano di più del loro ruolo di produttrici e utenti delle comunicazioni e questo è particolarmente vero nel campo dello sviluppo.

Durante il Decennio delle Nazioni Unite per le donne (1975-1985), si è parlato molto di tecnologie per le comunicazioni: l'elemento di novità è probabilmente costituito dal fatto che queste tecnologie sono ormai entrate a far parte della vita di tutti i giorni e si apprestano ad influire in maniera determinante, con il loro potenziale, sul ruolo delle donne nello sviluppo.

La comunicazione, intesa come trasferimento di informazioni attraverso l'uso di apposite tecnologie o per mezzo di contatti personali, svolge un ruolo essenziale nell'ambito del processo di sviluppo: la possibilità di disporre di informazioni affidabili al momento opportuno è spesso essenziale al successo dei programmi di sviluppo.

Lo sviluppo delle comunicazioni per il progresso delle donne è un tema che l'INSTRAW sta portando avanti in modo coerente da qualche anno e che ha avuto un primo momento di verifica in



occasione del seminario internazionale che si è tenuto a Roma, con un contributo del governo italiano, dal 24 al 28 ottobre 1988, con il titolo *Le comunicazioni e l'integrazione della donna nello sviluppo.*
Il principale obiettivo del seminario era di permettere uno scambio di opinioni ed esperienze sull'uso delle tecnologie di comunicazione e per la formulazione di politiche, progetti e programmi specifici in questo campo. Vi hanno infatti partecipato 51 esperte provenienti da 14 paesi diversi, in rappresentanza di tutte le regioni del mondo, e impegnate in genere in organismi o centri di ricerca specializzati o in organismi internazionali (Banca mondiale, FAO, IFAD, UNDP, ecc...).
Sono state esaminate tutte le potenzialità offerte al progresso delle donne dalle nuove tecnologie per le comunicazioni di massa: dai satelliti ad orbita extra-atmosferica ai cavi sottomarini, dal computer al compact-disc. Sarebbe naturalmente auspicabile poter utilizzare pienamente tutte le nuove tecnologie di informazione e comunicazione, ma senza dimenticare che il potenziale delle tecnologie tradizionali non è ancora pienamente utilizzato per lo sviluppo e meno ancora per l'integrazione della donna nello sviluppo: perfino la radio rappresenta un futuro ancora lontano in molte regioni del mondo e un oggetto sconosciuto al 60% delle donne rurali e al 30% delle donne urbane di un paese come l'India.
Eppure la radio è uno strumento utilissimo per la comunicazione, soprattutto a fini educativi, nonché economico e versatile, perché può raggiungere anche aree isolate. La televisione non ha la stessa elasticità d'uso ed è meno economica, ma anche più efficace della radio per la componente visiva. La diapositiva, specialmente se accompagnata da un commento sonoro, coniuga ancora efficacemente la semplicità e l'economicità d'uso con l'immediatezza della comunicazione visiva.
Nel corso del seminario non si è parlato solo di tecnologie, ma anche di mezzi di comunicazione di tipo tradizionale, che sono ancora molto diffusi nel Terzo mondo e che possono essere utilizzati proficuamente per finalità di sviluppo: il teatro, la canzone, la poesia, la grafica, spesso più efficaci delle tecnologie sofisticate in determinati contesti sociali e



culturali.
Tra le raccomanda
seminario, quella d
risorse, umane e m
la comunicazione n
di sviluppo, con pa
quelle dedicate alle
programmi per l'ap
tecnologie della co
all'integrazione dell
sviluppo. L'INSTRA
questa raccomanda
progetto, che ha ric
finanziario della co
sullo *Sviluppo di m*
comunicazione su
Si tratta di un proge
direttamente tre pa
(Argentina, Colomb
Dominicana), ma ch
e conoscenze utiliz
contesti. L'obiettivo
l'elaborazione di un
metodologico per d
donne e il loro coin
comunicazioni, non
queste ultime sulle
La prima fase preve
ciascuno a cura di u
donne rispettivame



SETTORI DI INTERVENTO

culturali.
Tra le raccomandazioni emerse dal seminario, quella di dedicare maggiori risorse, umane e materiali, per migliorare la comunicazione nell'ambito delle attività di sviluppo, con particolare riguardo a quelle dedicate alle donne, proponendo programmi per l'applicazione delle tecnologie della comunicazione all'integrazione delle donne nello sviluppo. L'INSTRAW ha fatto seguito a questa raccomandazione elaborando un progetto, che ha ricevuto il sostegno finanziario della cooperazione italiana, sullo *Sviluppo di materiali di comunicazione su donne e sviluppo*.
Si tratta di un progetto che coinvolgerà direttamente tre paesi latinoamericani (Argentina, Colombia e Repubblica Dominicana), ma che produrrà materiale e conoscenze utilizzabili anche in altri contesti. L'obiettivo è infatti l'elaborazione di un approccio metodologico per definire i ruoli delle donne e il loro coinvolgimento nelle comunicazioni, nonché l'impatto di queste ultime sulle donne.
La prima fase prevede la preparazione, ciascuno a cura di un'organizzazione di donne rispettivamente argentina, colombiana e dominicana, di tre profili paese sulle donne come produttrici e destinatarie di comunicazione, che analizzeranno i sistemi e le risorse esistenti a livello nazionale, sia nel settore tradizionale che in quello moderno, nei mezzi di comunicazione di massa come nei circuiti alternativi, le opportunità formative offerte alle donne e ogni altra informazione utile nel settore.
Per completare e verificare l'informazione, in ognuno dei tre paesi si terranno dei seminari, a livello sia nazionale che locale o per gruppi di interesse.
Dai profili saranno tratte le premesse metodologiche per l'elaborazione di altrettanti progetti per lo sviluppo di materiali di comunicazione o attività formative a sostegno dello sviluppo. Sulla base dei progetti, saranno quindi concretamente elaborati i materiali stessi: video, film, audiovisivi, kit di informazione, attività formative e quanto altro le ricerche svolte precedentemente e la fantasia potranno suggerire; l'uso finale potrà essere, a seconda delle esigenze e delle possibilità locali, sia a livello di attività di base che di comunicazioni di massa.



MITI E REALTÀ DELLE NUOVE TECNOLOGIE

"Qual è la tecnologia adatta alle donne?" A questa domanda di fondo tenta di dare una risposta il volume *Women's Access to Technology: Myths and Realities*, frutto di un programma di ricerca dell'INSTRAW sulle tecnologie disponibili per le donne.

Le fasi successive di questo programma di ricerca, tuttora in corso, prevedono l'esame dei parametri socio-ambientali degli investimenti e dei trasferimenti di tecnologia nei paesi in via di sviluppo, a partire da un'analisi critica della letteratura esistente, in particolare per quel che riguarda l'impatto sociale delle tecnologie destinate alle donne.

E' prevista inoltre l'analisi critica delle metodologie di valutazione usate da alcune agenzie finanziarie internazionali, in vista dell'identificazione degli approcci esistenti e della loro applicazione concreta nell'elaborazione dei progetti e nelle procedure di valutazione sia degli investimenti che del trasferimento di tecnologie.

Nella fase finale del progetto, saranno formulate le linee guida e le *checklists* (liste di controllo) degli indicatori per l'analisi dell'impatto sociale delle nuove tecnologie nei paesi in via di sviluppo, con speciale riferimento alla posizione delle donne. Sarà analizzata con particolare attenzione la loro applicabilità a livello delle microimprese e nella fase pre-investimenti, sia nel settore pubblico che in quello privato.

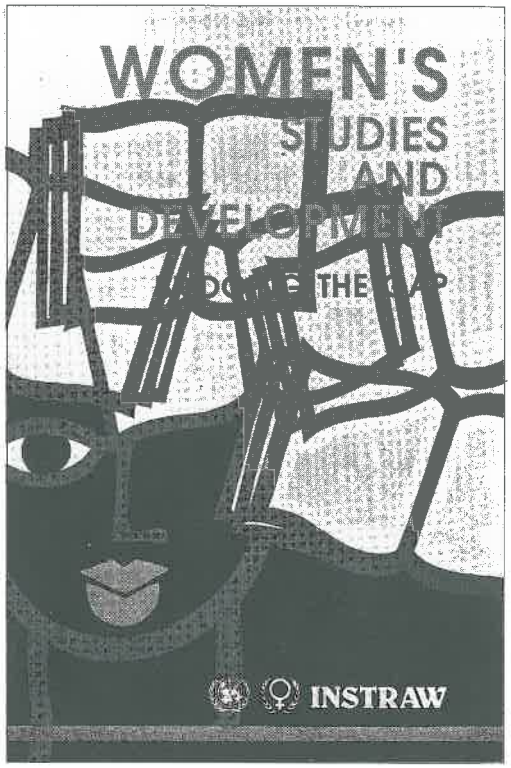


L'istituzione di cors
settore di ricerca sp
di genere nel settor
socio-economico d
mondo è un fenom
recente: i primi tent
questa materia risa
di anni fa, quando i
da utilizzare nei co
estremamente scar
è cambiata: una se
ampia di corsi è pre
delle università in d
mondo e in varie di
universitario che di
La bibliografia sull'a
aumentando sempr
Il Consiglio direttivo
sue ultime riunioni,
sulla necessità di ir
formazione di acca
sulle questioni iner
sessuale e lo svilup
paesi del Terzo mo
conseguenza incre
ricerca sullo stato d
sul tema donna e s
universitario e non
iniziato a condurre
aree geografiche, a
manuali per aiutare
corsi su "Donne e s
In collaborazione c
Stati Uniti, l'INSTRA
una ricerca sui *curr*
statunitensi e cana
sintetizzata in un m
docenti. Sarà quest
di manuali regionali

WOMEN'S STUDIES E SVILUPPO

L'istituzione di corsi universitari e di un settore di ricerca specializzato nell'analisi di genere nel settore dello sviluppo socio-economico dei paesi del Terzo mondo è un fenomeno abbastanza recente: i primi tentativi di insegnare questa materia risalgono ad una decina di anni fa, quando il materiale pubblicato da utilizzare nei corsi era ancora estremamente scarso. Oggi la situazione è cambiata: una selezione quanto mai ampia di corsi è presente nei *curricula* delle università in diversi paesi del mondo e in varie discipline, sia a livello universitario che di dottorato di ricerca. La bibliografia sull'argomento è andata aumentando sempre più.
Il Consiglio direttivo dell'INSTRAW, nelle sue ultime riunioni, ha posto l'accento sulla necessità di intensificare l'attività di formazione di accademici e ricercatori sulle questioni inerenti alla differenza sessuale e lo sviluppo, soprattutto nei paesi del Terzo mondo. L'Istituto ha di conseguenza incrementato l'attività di ricerca sullo stato degli *Women's studies* sul tema donna e sviluppo in ambito universitario e non universitario ed ha iniziato a condurre inchieste nelle diverse aree geografiche, al fine di preparare manuali per aiutare i docenti a progettare corsi su "Donne e sviluppo".
In collaborazione con il *focal point* degli Stati Uniti, l'INSTRAW ha già effettuato una ricerca sui *curricula* nelle università statunitensi e canadesi, ricerca che verrà sintetizzata in un manuale pratico per i docenti. Sarà questo il primo di una serie di manuali regionali.

Per quanto riguarda l'Europa, la ricerca sarà condotta in collaborazione con l'Associazione italiana donne per lo sviluppo e i risultati verranno presentati nel corso di un seminario internazionale che si vorrebbe organizzare in Italia nel dicembre 1991. Studi analoghi verranno effettuati in America Latina e nei Caraibi, seguiti da un seminario regionale, il cui scopo è di produrre un manuale da diffondere nelle università e nei centri accademici del continente sudamericano. L'attività di ricerca si sposterà quindi nell'Asia e nella regione del Pacifico.



NUOVE FRONTIERE DELL'AMBIENTE

La consapevolezza del legame tra attività umane ed ambiente è andata aumentando in questi ultimi anni. Nella comunità internazionale, il sistema delle Nazioni Unite ha dato priorità alle questioni ecologiche, dichiarando il periodo 1990-1999 "decennio dell'ambiente".
L'INSTRAW, fin dal 1982, si è occupato del rapporto tra donne, fornitura d'acqua e igiene, delle fonti di energia nuove e rinnovabili ed ha studiato l'impatto dell'investimento in nuove tecnologie nei paesi in via di sviluppo. Tutti questi programmi sono stati studiati in termini di conservazione dell'equilibrio ambientale.
Da un decennio di lavoro con la popolazione femminile del Terzo mondo è emerso un quadro dell'interdipendenza tra donne e ambiente, che dimostra come le donne subiscono maggiormente le conseguenze di una cattiva gestione delle risorse ambientali: la loro salute e spesso la loro stessa sopravvivenza sono minacciate dal degrado ambientale e da progetti di sviluppo concepiti senza tener conto del loro ruolo centrale nelle questioni relative all'ambiente. D'altra parte, in questi ultimi anni, le donne del Sud del mondo sono state protagoniste di una serie di azioni coraggiose a difesa degli ecosistemi compatibili con il loro vivere quotidiano.
L'INSTRAW ha di recente lanciato un nuovo programma
di ricerca per meglio definire il quadro teorico di riferimento per la ricerca su questa tematica, e per fare il punto della situazione nelle diverse regioni del mondo, al fine di dare indicazioni sulle politiche di intervento e sui bisogni formativi in questo settore.
I risultati della ricerca saranno presentati all'Assemblea su donne e ambiente che si svolgerà a Miami, in Florida, dal 4 all'8 novembre 1991. Verrà inoltre preparato un modulo formativo che sarà sperimentato in un seminario relativo ai paesi del Nord Africa che avrà luogo al Cairo nel 1992.



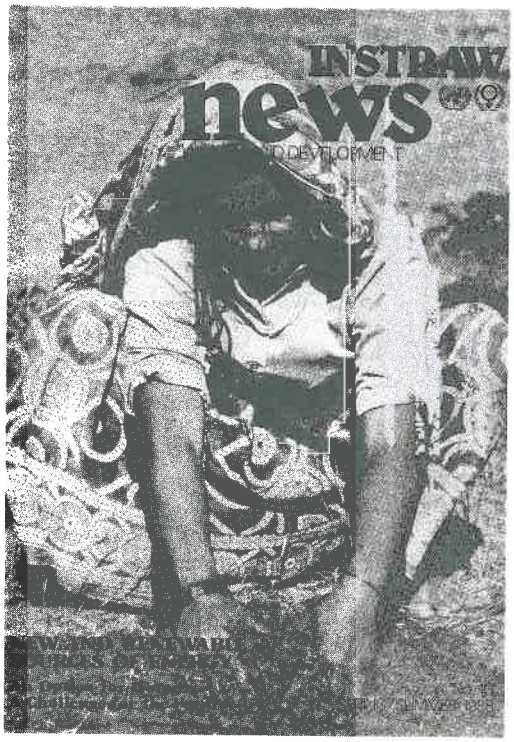
UNA

L'attività informativa
oggi può contare su
moderna, si è svilup
scontando tra l'altro
particolare: stabilire
mondo intero a parti
Stato insulare.
Gli obiettivi di fondo
informazione sono tr
- creare un meccani
in modo sistematico
accessibile l'informa
livello internazionale
sviluppo;
- contribuire, attrave
dell'informazione, al
e di presa di coscien
- dare un contributo
sviluppo, collegando
quello globale.
In concreto, queste i
nella produzione di c
manifesti, programm
opuscoli e soprattutt
INSTRAW News. Pu
(inglese, francese e
sede centrale di San
INSTRAW News forn
un'informazione com
tutte le attività dell'Is
points, ma anche sul
questioni relative alla
delle donne allo svilu
mondo. Molti numeri
consistente sezione
si analizzano in mod
su cui l'Istituto ha de
con programmi orga
l'energia, o che sono

UNA RETE DI INFORMAZIONE E DI SCAMBI

L'attività informativa dell'INSTRAW, che oggi può contare su un'infrastruttura moderna, si è sviluppata passo a passo, scontando tra l'altro una difficoltà particolare: stabilire comunicazioni con il mondo intero a partire da un piccolo Stato insulare.
Gli obiettivi di fondo del programma di informazione sono tre:
- creare un meccanismo per organizzare in modo sistematico e rendere accessibile l'informazione prodotta a livello internazionale su donne e sviluppo;
- contribuire, attraverso la diffusione dell'informazione, al processo educativo e di presa di coscienza;
- dare un contributo all'informazione sullo sviluppo, collegando i livelli regionali a quello globale.

In concreto, queste idee si sono tradotte nella produzione di comunicati stampa, manifesti, programmi radio e televisivi, opuscoli e soprattutto il bollettino *INSTRAW News*. Pubblicato in tre lingue (inglese, francese e spagnolo) presso la sede centrale di Santo Domingo, *INSTRAW News* fornisce un'informazione completa non solo su tutte le attività dell'Istituto e dei suoi *focal points*, ma anche sull'insieme delle questioni relative alla partecipazione delle donne allo sviluppo in tutto il mondo. Molti numeri hanno una consistente sezione monografica, in cui si analizzano in modo approfondito temi su cui l'Istituto ha deciso di intervenire con programmi organici, come l'acqua o l'energia, o che sono stati oggetto di seminari e convegni di studio.
Rientrano nell'attività informativa l'organizzazione di conferenze stampa e la partecipazione ad avvenimenti vari, come la giornata internazionale della donna, o altre iniziative sia delle Nazioni Unite che del paese ospitante.
La raccolta e la classificazione della documentazione su donne e sviluppo inizialmente era mirata all'uso interno dell'Istituto, ma negli ultimi anni la raccolta di materiale è stata potenziata ed è stato avviato anche un rapporto di scambio di pubblicazioni con altri organismi.



NETWORKING

Oggi l'INSTRAW dispone inoltre di una *mailing list* computerizzata, di schedari di istituzioni ed esperti, di bibliografie e della possibilità di stabilire collegamenti *on-line* con altre basi di dati all'interno e all'esterno del sistema delle Nazioni Unite; recentemente, è stato avviato un progetto sperimentale mirato all'elaborazione di un *software* per la produzione di una biblioteca portatile su compact disc.

La creazione di una rete di rapporti è essenziale per la vita operativa dell'Istituto, che è basata su accordi di cooperazione con Governi, organismi delle Nazioni Unite, organizzazioni non governative, accademiche o femminili. La base di questi rapporti è la rete di *focal points* in una trentina di paesi: come previsto dallo Statuto, infatti, l'INSTRAW realizza i suoi programmi con l'appoggio di una rete di organismi, i *focal points* appunto, che hanno il compito principale di mantenere i contatti con le istituzioni nazionali o regionali nei rispettivi paesi per conto dell'Istituto. Si tratta in genere di organizzazioni di donne, istituti accademici o uffici governativi, che collaborano con l'Istituto sia nella realizzazione dei programmi che nel diffonderne le tematiche.

Questa collaborazione può assumere varie forme: coordinamento delle varie istituzioni nazionali che intendono cooperare, occasionalmente o regolarmente, con l'Istituto; divulgazione dell'attività dell'INSTRAW; organizzazione di momenti di studio e di scambio sui temi relativi al ruolo delle donne nello sviluppo; scambio di pubblicazioni e di altri mezzi di comunicazione; elaborazione di programmi da realizzare in collaborazione con l'Istituto; attività varie volte ad assicurare all'INSTRAW le necessarie risorse finanziarie.

La collaborazione non è però a senso unico e anche i *focal points* possono trarre dal rapporto con l'INSTRAW una serie di utili input, che vanno dall'accesso a pubblicazioni, informazioni e basi di dati, ai rapporti con l'insieme della rete dei *focal points*, in cui sono rappresentati alcuni dei più importanti centri di studio e iniziativa sul tema donne e sviluppo.

Un altro capitolo importante dell'attività di *networking* è la collaborazione con le commissioni regionali delle Nazioni Unite, che assume in genere la forma di attività parallele.



L'originalità della stru
dell'INSTRAW poggia
points, organizzazion
collaborano con l'Istit
realizzando e divulga
temi femminili in gene
questi organismi di ap
trenta paesi di tutto il
essenziale solo all'eff
alla divulgazione delle
dell'INSTRAW, ma ar
di collaborazione dei
loro. E' per questi mo
utile pubblicarne la lis

ARGENTINA
Secretaría de Desarr
Familia
Ministerio de Salud y
Defensa 120- 1o
Buenos Aires, 1345
Tel: (0054-1) 30 5444
Tlx: 21194 RELVA-RA
Sra. Argentina Berti
Sub-Secretaría de la

BRASILE
Conselho Nacional d
Mulher (CNDM)
Ministério da Justiça
Edificio Sede do Mini
5° Andar - sala 509
CEP: 70.064
Esplanada dos Minist
Brasilia, D.F.,
Tel: (0055-61) 226-77
Ms. Sylvia Maria Von
President

I FOCAL POINTS

L'originalità della struttura operativa dell'INSTRAW poggia sulla rete dei *focal points*, organizzazioni di donne che collaborano con l'Istituto, sostenendo, realizzando e divulgando il suo lavoro e i temi femminili in generale. La rete di questi organismi di appoggio, sparsi in trenta paesi di tutto il mondo, non è essenziale solo all'efficienza operativa e alla divulgazione delle attività dell'INSTRAW, ma anche alle possibilità di collaborazione dei *focal points* tra di loro. E' per questi motivi che riteniamo utile pubblicarne la lista completa.

ARGENTINA

Secretaría de Desarrollo Humano y Familia
Ministerio de Salud y Acción Social
Defensa 120- 1o
Buenos Aires, 1345
Tel: (0054-1) 30 5444/8638
Tlx: 21194 RELVA-RA
Sra. Argentina Berti
Sub-Secretaría de la Mujer

BRASILE

Conselho Nacional dos Direitos da Mulher (CNDM)
Ministério da Justiça
Edificio Sede do Ministério da Justiça
5° Andar - sala 509
CEP: 70.064
Esplanada dos Ministerios
Brasilia, D.F.,
Tel: (0055-61) 226-7710
Ms. Sylvia Maria Von A. Venturoli Auad
President

BULGARIA

Bulgarian Academy of Sciences
Presidium
Research Commission
Women in Socialist Society
3 Aksakov Street
Sofia, 1040
Tel: (00359-2) 84121 ext 803
Ms. Penka Naidenova
Senior Research Associate
Ms. Krassimira Vladova
Committee of Bulgarian Women
Tel.: 52 13 56 / 52 35 37

COSTA RICA

Ministerio de Cultura, Juventud y Deportes
Centro Nacional para el Desarrollo de la Mujer y la Familia
Apdo 10.227-1000
San José
Tel: (00506) 33 9122
Lic. Vilma Guzmán de Gutiérrez
Directora Ejecutiva - CNDMF

CUBA

Federación de Mujeres Cubanas
Paseo y Esquina 13
Vedado
La Habana
Tel: (0053-7) 3 9932 / 3 9933
Tlx: 511270 FMC CU
Sra. Vilma Espín de Castro
Presidenta

NETWORKING

DANIMARCA
Danish International Development
Agency (DANIDA)
Ministry of Foreign Affairs
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhagen K
Tel.: (01) 92 00 00
Tlx.: 31292 ETR DK
Ms. Ulla Lehmann Nielsen; D. S. I.

ECUADOR
Instituto Ecuatoriano de Investigaciones
y Capacitación de la Mujer
IECAIM
Avenida 6 de Diciembre 2817 y
República
Quito
(00593-2) 525517 / 563232
Sra. Econ. Fabiola Cuvi Ortiz
Directora

EGITTO
Ministry of Social Affairs & General
Rapporteur of the National Commission
Women's Affairs Department
Mugamaa Building, Tahrir Square
Cairo

FILIPPINE
Ms. Enayat Helmy
Director General for Women's Affairs
National Commission on the Role of
Filipino Women
1145 J.P. Laurel Street, San Miguel
Manila
Tel.: (0063-2) 7415093 / 741 5028
Ms. Remedios Rikken
Executive Director

FINLANDIA
University of Helsinki
Institute of Development Studies
Hämeentie 153 B,
00560 Helsinki,
Tel.: (358) 0-70851
Fax: 358-0-708 4778
Ms. Hilkka Pietila
Secretary-General
Finnish UN Association

GIAPPONE
INSTRAW, Social Co-operation Division
United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs of Japan
100 Kasumigaseki 2-2-1
Chiyoda-ku
Tokyo

FRANCIA
Secrétariat d'Etat Chargé des Droit des
Femmes
31, rue Le Peletier
75009 Paris
Tel.: (0033-1) 47 70 41 58
Fax: 42 46 99 69
Mme. Caroline Mechin

GRECIA
Hellenic General Secretariat for Equality
Ministry to the Presidency
Mousaiov 2
Athens 10555
Tel.: (0030-1) 32 15 622 / 32 12 0 94

INDONESIA
Kantor Menteri Neg
Peran.Wanita
Jalan Medan Merde
Jakarta 10110
Tel.: (0062-21) 380
Ms. Achie Sudiarti I

ITALIA
AIDoS
Via dei Giubbonari,
00186 Rome
Tel.: 00396/687321
Fax: 6872549
Ms. Daniela Colom
President

IUGOSLAVIA
Centre for Manager
Research
Kardeljeva Ploscad
Ljubljana
Tel.: (0038-61) 344
Tlx: 32139 YU JCE
Ms. Dragika Iskrenc
Focal Points Co-orc

MESSICO
Consejo Nacional d
Angel Urraza 1137-
Col Del Valle
CP 03100
MEXICO, D.F.
Tel.: (905) 559 637
Fax.: 559-6121
Dr. Manuel Urbina F
Secretario-General

NIGERIA
Ministry of Culture
5 Kofo Abayomi Str
Victoria Island, Lag
Tel.: (00234-1) 619
Fax: 681874
Mrs. Victoria N. Okc

INDONESIA
Kantor Menteri NegaraUrusan
Peran.Wanita
Jalan Medan Merdeka Barat 15
Jakarta 10110
Tel.: (0062-21) 3805558 / 3805562/63
Ms. Achie Sudiarti Luhulima

ITALIA
AIDoS
Via dei Giubbonari, 30
00186 Rome
Tel.: 00396/6873214
Fax: 6872549
Ms. Daniela Colombo
President

IUGOSLAVIA
Centre for Management and Labour
Research
Kardeljeva Ploscad 1
Ljubljana
Tel.: (0038-61) 344 472
Tlx: 32139 YU JCE
Ms. Dragika Iskrenovic
Focal Points Co-ordinator

MESSICO
Consejo Nacional de Población
Angel Urraza 1137-5 Piso
Col Del Valle
CP 03100
MEXICO, D.F.
Tel.: (905) 559 6379/5597462
Fax.: 559-6121
Dr. Manuel Urbina Fuentes
Secretario-General

NIGERIA
Ministry of Culture Social Welfare
5 Kofo Abayomi Street
Victoria Island, Lagos
Tel.: (00234-1) 619747 Ext 76
Fax: 681874
Mrs. Victoria N. Okobi

NUOVA ZELANDA
Ministry of Women's Affairs
Private Bag
Wellington
Tel.: (0064-4) 734 112
Fax: 720-961
The Hon. Margaret Shields
Minister of Women's Affairs

NORVEGIA
NAVF's Secretariat for Women and
Research
Sandakerveien 99
N-0483 Oslo 4
Tel.: (0047-2) 15 7021
Tlx: 79913 NAVF N
Fax: 22 5571
Ms. Tove Beate Pedersen
Head of Secretariat

PAKISTAN
Women's Division "Research Wing"
Secretariat of the Government of the
Pakistan
44 West, Aaly Plaza, F-6/1
Islamabad
Tel.: (0092-51) 821 894
Dr. Sabeeha Hafeez, Director

PANAMA
Instituto de Investigaciones y
Capacitación para la Promoción de la
Mujer
(ICAPROMUPA)
Apartado Postal 6-5950 - "El Dorado"
Panamá
Sra. Marcela F. de Rodríguez
Directora Ejecutiva

NETWORKING

PORTOGALLO
Comissão da Condição Feminina)
Ava. da República, 32 - 1°
1093 Lisboa CODEX
Tel.: 77-4632 / 73-2835 / 73-2167
Ms. Regina Tavares da Silva
President

REPUBBLICA DOMINICANA
Dirección General de Promoción de la Mujer
Avenida Leopoldo Navarro
Edificio San Rafael, 5ta planta
Santo Domingo
Tel.: (809) 685- 2111 / 17
Sra. Quisqueya Damirón
Directora General

SPAGNA
Instituto de la Mujer
Ministerio de Asuntos Sociales
Almagro 36
Madrid, 28010
Tel.: (0034-1) 4105702 / 410 51 12 / 410 51 14
Fax: 319 91 78
Tlx: 491-56 IDLME
Doña Celia Blanco
Relaciones Internationales

SUDAN
Department Women's Affairs
Ministry of Social Welfare
Under Secretary's Office
P.O. Box 2663
Khartoum
Tel.: 79008
Ms. Rabab Elmihaina
Head Department of Women
Ms. Samira Amin Ahmed
Head of WID Section
Sudan National Population Committee
P.O. Box 3995
Khartoum
Tel.: 43641

SRI LANKA
Centre for Women's Research
CENWOR
125 Kirula Road
Colombo 5
Dr. Swarna Jayaweera, Co-ordinator

USA
United States Council for INSTRAW
c/o Department of City and Regional Planning
228 Wurster Hall
University of California
Berkeley, CA 94720
Tel.: (415) 642-3257
Fax: (415) 643-9576
Dr. Irene Tinker
President
Dr. Mariam Chamberlain
Secretary-Treasurer

VENEZUELA
Ministra de Estado para la Promoción de la Mujer
Ministerio de la Secretaría de la Presidencia
Avenida Libertador, Centro Comercial Libertador
P.H. Oeste
Caracas
Tel.: 74 68 11 / 74 54 42
Tlx: 27520 CAPCL VC
FAX: 951 67 85
Sra. Aura Loreto de Rangel

ZAMBIA
Women's League
Freedom House
PO Box 30302
Lusaka
The Executive Secretary

A

Un Istituto di ricerca
natura una serie di
lavoro e l'INSTRAW
eccezione. Tra le su
pubblicazioni, alcun
altre più divulgative,
quelle che ci sembr
rappresentative dell
produzione dell'Istitu
dieci anni di vita.

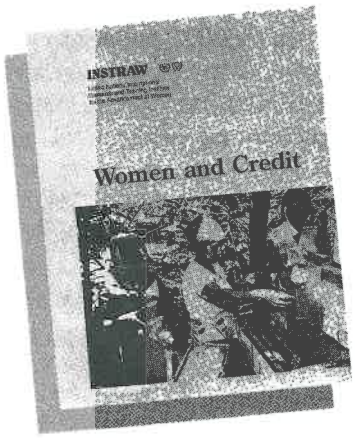


Women and Credit,
1990, pp.186.

Illustra i limiti di acc
finanziarie per le do
sviluppo e si propon
riforme giuridiche e
nazionale, confronta
paesi di tutto il mon
del volume è struttu
di iniziative di credit
forza lavoro delle dc
America Latina.

ALCUNE PUBBLICAZIONI DELL'ISTITUTO

Un Istituto di ricerca produce per sua natura una serie di studi e di materiali di lavoro e l'INSTRAW non fa certo eccezione. Tra le sue svariate pubblicazioni, alcune di carattere tecnico, altre più divulgative, abbiamo scelto quelle che ci sembrano più rappresentative dell'insieme della produzione dell'Istituto nei suoi primi dieci anni di vita.

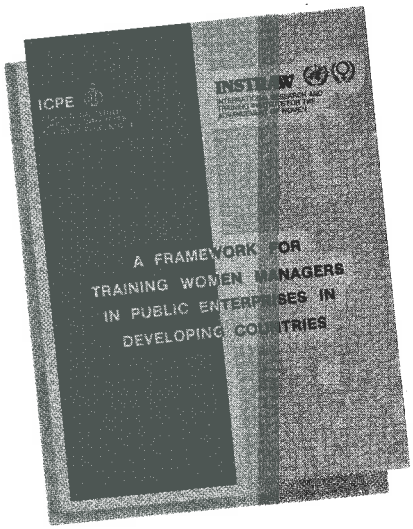


Women and Credit, Santo Domingo, 1990, pp.186.

Illustra i limiti di accesso alle risorse finanziarie per le donne nei paesi in via di sviluppo e si propone di sollecitare riforme giuridiche e finanziarie a livello nazionale, confrontando le leggi di 59 paesi di tutto il mondo. La seconda parte del volume è strutturata in *case-studies* di iniziative di credito volte a sviluppare la forza lavoro delle donne in Asia, Africa e America Latina.

Lloyd A. Stanley, *A Framework for Training Women Managers in Public Enterprises in Developing Countries*, Lublijana, ICPE - INSTRAW, 1988, pp.160

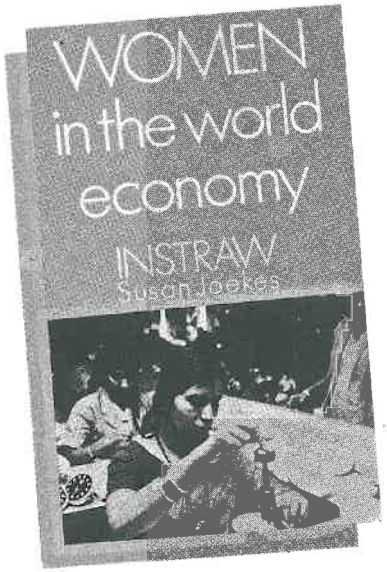
Si tratta di tre moduli per la formazione di donne manager, strutturati in modo che ciascuno sia autosufficiente e permetta la formazione individuale ad una specifica attività. Lo scopo è l'elevamento della preparazione di donne già inserite nel settore secondario formale, per aumentarne le opportunità di inserimento ai livelli più alti: anche se spesso in maggioranza nel settore industriale, infatti, sono ancora pochissime le donne ai livelli dirigenziali.

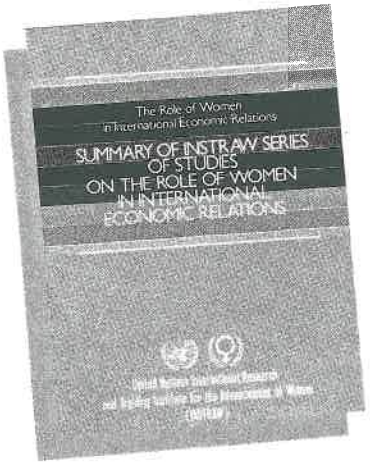


LIBRI

Susan P. Joekes, *Women in the World Economy: An INSTRAW Study*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1987, pp.161

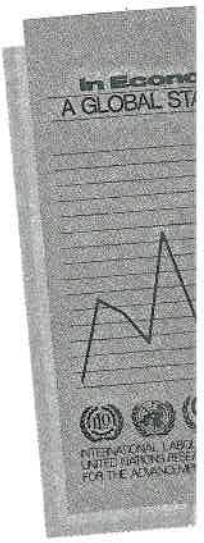
In questo studio sono analizzate le tendenze a lungo termine dell'economia mondiale per studiare i loro effetti sulla posizione delle donne nei paesi in via di sviluppo, tenendo conto della connessione tra micro e macro economia e della differente posizione delle donne che percepiscono un reddito da lavoro e di quelle che lavorano senza essere pagate, all'interno della propria famiglia o sui campi. Si tratta di una sintesi metodologica sul cambiamento del ruolo della donna da semplice beneficiaria dello sviluppo a creatrice attiva e manager di risorse economiche, analizzando le tendenze dell'occupazione delle donne per area geografica e per settore.





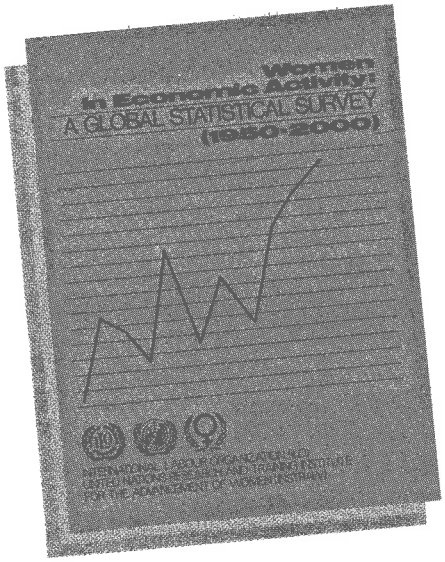
Summary of INSTRAW Series of Studies on the Role of Women in International Economic Relations, Santo Domingo, 1985, pp.80

La terza sessione del *Board of Trustees* dell'INSTRAW, nel 1983, decide di condurre una serie di studi sul ruolo delle donne nelle relazioni economiche internazionali per una piena partecipazione al processo di sviluppo, e in particolar modo sull'analisi della connessione tra la macro e la micro economia e il suo impatto sul ruolo e la condizione delle donne. Il volume si divide in otto capitoli che trattano del possibile cambiamento del ruolo della donna nelle relazioni economiche internazionali, nella cooperazione, nella politica finanziaria, nell'impatto con le tecnologie, nella produzione alimentare in Africa e nell'industrializzazione e occupazione femminile nei paesi in via di sviluppo. Completa il volume un'ampia ed esauriente bibliografia tematica sul ruolo della donna nelle relazioni economiche internazionali.



ILO - INSTRAW, *W*
Activity: A Global S
(1950-2000), Santo
170

Il volume, che è la
impegnativo lavoro
congiuntamente da
dall'ILO, analizza i
economica delle do
distribuzione geogr
economiche e si pr
essenzialmente un
per i pianificatori d
di informazione pe
generale. Speciale
ridefinizione del ter
economica" riferito
differenza tra lavor
formale, sul settore
produzione agricol

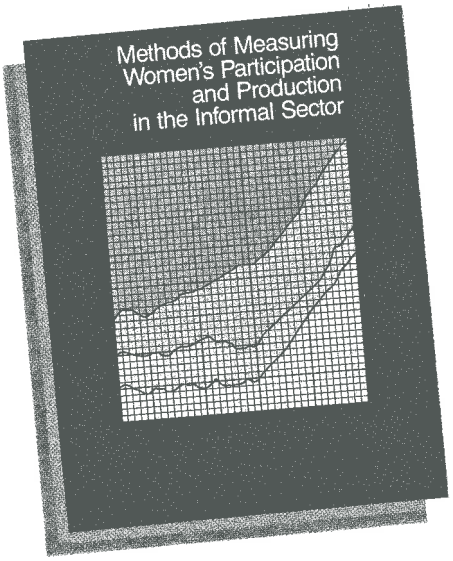


United Nations, *Methods of Measuring Women's Participation and Production in the Informal Sector*, New York, 1990, pp.216

L'INSTRAW ha curato questo studio di carattere tecnico, che fa parte di una serie di rapporti delle Nazioni Unite volti a promuovere l'uso e il miglioramento delle statistiche e degli indicatori sulla condizione femminile. Obiettivo della pubblicazione è soprattutto sviluppare concetti statistici in grado di misurare la partecipazione delle donne e il loro apporto produttivo al settore informale, sia dal punto di vista della valutazione dei livelli occupazionali che da quello della quantificazione della produzione nelle statistiche nazionali.

ILO - INSTRAW, *Women in Economic Activity: A Global Statistical Survey (1950-2000),* Santo Domingo, 1985, pp. 170

Il volume, che è la sintesi di un impegnativo lavoro di ricerca svolto congiuntamente dall'INSTRAW e dall'ILO, analizza i dati sull'attività economica delle donne in base alla distribuzione geografica e per regioni economiche e si propone di essere essenzialmente uno strumento di lavoro per i pianificatori dello sviluppo, oltre che di informazione per un pubblico più generale. Speciale enfasi è posta sulla ridefinizione del termine "attività economica" riferito alle donne, sulla differenza tra lavoro e occupazione formale, sul settore informale e sulla produzione agricola "domestica".



STATUTO DELL'ISTITUTO INTERNAZIONALE DELLE NAZIONI UNITE DI RICERCA E FORMAZIONE PER IL PROGRESSO DELLE DONNE

Il testo dello statuto è stato sottoposto all'Assemblea generale con Doc. A/39/511 del 26 settembre 19484 ed è stato approvato dall'Assemblea generale stessa nella sua trentanovesima sessione (39 / 294).

ARTICOLO I
Status e scopi

L'INSTRAW è stato fondato dal Consiglio economico e sociale (risoluzione di Consiglio 1998 (LX) del 12 maggio 1976), secondo una precedente decisione dell'Assemblea generale (risoluzione 3520 (xxx) del 15 dicembre 1975) basata su una raccomandazione della Conferenza mondiale dell'Anno internazionale per le donne, tenuta a Città del Messico dal 19 giugno al 2 luglio 1975. L'Istituto è una istituzione autonoma all'interno della struttura delle Nazioni Unite, fondato in conformità alla Carta delle Nazioni Unite come strumento, a livello internazionale, per promuovere la ricerca e avviare programmi di formazione che contribuiscano alla integrazione e alla mobilitazione delle donne per lo sviluppo, per accrescere la consapevolezza rispetto ai loro problemi a livello mondiale e per meglio assisterle nell'affrontare nuove sfide e iniziative. L'Istituto, in quanto parte delle Nazioni Unite, gode dello status, dei privilegi e delle immunità stabiliti negli art. 104 e 105 della Carta delle Nazioni Unite e in altri accordi internazionali e risoluzioni delle Nazioni Unite connessi allo status, ai privilegi e alle immunità dell'organizzazione stessa.

ARTICOLO II
Obiettivi e funzioni

1. Obiettivo dell'Istituto è stimolare e assistere, attraverso la ricerca, la formazione, la raccolta e la diffusione dell'informazione, il progresso delle donne e la loro integrazione nel processo di sviluppo, sia come soggetti che come beneficiarie. A questo scopo l'Istituto sostiene le organizzazioni intergovernative, governative e non governative. Di conseguenza, funzioni principali dell'Istituto dovranno essere:
(a) Condurre ricerche e studi che possano incrementare la reale integrazione e la mobilitazione delle donne per lo sviluppo; i programmi di ricerca e studio dell'Istituto, ivi compresi in particolare quelli operativi, presteranno speciale attenzione ai problemi delle donne nei paesi in via di sviluppo e alla loro integrazione, nella formulazione, pianificazione e realizzazione delle attività di sviluppo a tutti i livelli.
(b) Realizzare programmi di formazione, tra cui borse di ricerca e servizi di consulenza, attraverso i quali l'Istituto tenterà di suscitare la presa di coscienza sulla tematica donne e sviluppo e si batterà per ottenere una partecipazione paritaria delle donne in tutti gli aspetti dello sviluppo economico e sociale e per

incrementare le loro
acquisire nuove cap
in grado di affrontar
cambiamento della
(c) Avviare e mante
sistema di informazi
e comunicazione, ch
l'Istituto di soddisfar
diffondere in tutto il
sui problemi delle d

2. In considerazione
catalizzatore, l'Istitut
ogni sforzo per svilu
una rete informativa
all'espletamento del

3. Nel perseguire i s
dovrà portare avanti
stretta collaborazion
con gli altri istituti ed
all'esterno del siste
Unite.

ARTICOLO III
Il Board of Trustees

1. L'Istituto e la sua
essere diretti da un
amministrazione (Bo
seguito denominato

2. Il Board sarà così
(a) Undici membri n
incaricati dal Consig
sociale, tenendo in c
che l'Istituto e la sua
finanziati da contribu
principio dell'equa di
geografica. I membr
opereranno a titolo p
periodo di tre anni d
nomina. Il Consiglio

)NALE
:MAZIONE
NE

'oc. A/39/511 del
tessa nella sua

è stimolare e
ricerca, la
e la diffusione
gresso delle
ione nel processo
oggetti che come
copo l'Istituto
oni
native e non
uenza, funzioni
vranno essere:
studi che
a reale
tazione delle
programmi di
uto, ivi compresi
rativi, presteranno
roblemi delle
li sviluppo e alla
formulazione,
azione delle
i i livelli.
mi di formazione,
e servizi di
i quali l'Istituto
resa di coscienza
sviluppo e si
a partecipazione
tutti gli aspetti
co e sociale e per

incrementare le loro opportunità di acquisire nuove capacità che le mettano in grado di affrontare la sfida del rapido cambiamento della società odierna.
(c) Avviare e mantenere attivo un sistema di informazione, documentazione e comunicazione, che metta in grado l'Istituto di soddisfare la necessità di diffondere in tutto il mondo l'informazione sui problemi delle donne.

2. In considerazione del suo ruolo catalizzatore, l'Istituto dovrà compiere ogni sforzo per sviluppare e utilizzare una rete informativa adeguata all'espletamento delle sue funzioni.

3. Nel perseguire i suoi scopi l'Istituto dovrà portare avanti le sue attività in stretta collaborazione e coordinamento con gli altri istituti ed enti all'interno e all'esterno del sistema delle Nazioni Unite.

ARTICOLO III
Il Board of Trustees

1. L'Istituto e la sua attività dovranno essere diretti da un Consiglio di amministrazione (Board of Trustees, di seguito denominato Board).

2. Il Board sarà così composto:
(a) Undici membri nominati dagli Stati e incaricati dal Consiglio economico e sociale, tenendo in considerazione il fatto che l'Istituto e la sua attività sono finanziati da contributi volontari, nonché il principio dell'equa distribuzione geografica. I membri del Board opereranno a titolo personale per un periodo di tre anni dalla data della loro nomina. Il Consiglio economico e sociale li potrà rieleggere, confermandoli per un ulteriore periodo di tre anni. Nel caso di un posto che si rendesse occasionalmente vacante tra i membri del Board, il Consiglio economico e sociale nominerà un nuovo membro, che presterà sevizio per il periodo di carica non ancora scaduto.
Nel nominare i candidati per il Board, gli Stati dovranno tenere presente l'opportunità di selezionare persone con adeguate qualifiche e competenze.
(b) Un rappresentante del Segretario generale, il Direttore dell'Istituto, un rappresentante di ognuna delle commissioni regionali del Consiglio economico e sociale e un rappresentante del paese ospitante, che fungeranno da membri del Board *ex officio*.

3. Il Board dovrà:
(a) Formulare principi, politiche e direttive per l'attività dell'Istituto;
(b) Prendere in considerazione e approvare il programma di lavoro e le proposte di bilancio dell'Istituto sulla base delle raccomandazioni presentate dal Direttore;
(c) Fare proposte, vincolanti o consultive, per il funzionamento dell'Istituto;
(d) Riferire periodicamente al Consiglio economico e sociale e, quando si renda necessario, all'Assemblea generale.

4. Il Board si riunirà, come minimo, una volta all'anno. Eleggerà i suoi funzionari, compreso il Presidente, secondo le norme di procedura adottate e prenderà le decisioni come stabilito dalle norme di procedura stesse.

5. Il Board esaminerà i modi per accrescere le risorse finanziarie dell'Istituto, tenendo conto della

necessità di assicurare l'efficacia delle sue azioni future, la loro continuità e il carattere autonomo dell'Istituto in seno alle Nazioni Unite.

6. Nel promuovere principi e politiche, i membri del Board potranno essere invitati a sostenere il raggiungimento degli obiettivi dell'Istituto frequentando per suo conto riunioni, raccogliendo fondi per l'attività dell'Istituto e aiutando se possibile ad istituire gruppi di sostegno nei rispettivi paesi di appartenenza per raggiungere gli obiettivi dell'Istituto stesso.

7. Alle riunioni del Board possono essere rappresentate, nei limiti delle attività di loro competenza, organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite e altre istituzioni, alle condizioni delineate nelle norme procedurali del Board.

ARTICOLO IV
Il Direttore e il personale

1. Il Segretario generale delle Nazioni Unite, sentito il Board, nominerà il Direttore.

2. Il Direttore avrà la responsabilità generale organizzativa, direttiva e amministrativa dell'Istituto secondo le direttive generali del Board ed entro i termini di autorità conferiti al Direttore dal Segretario generale. Il Direttore dovrà *inter alia*:
(a) Sottomettere al Board i programmi di lavoro e i bilanci preventivi dell'Istituto perché li esamini e li approvi;
(b) Sovrintendere all'esecuzione dei programmi di lavoro ed effettuare le spese previste nel bilancio dell'Istituto e approvate dal Board;
(c) Sottomettere al Board relazioni annuali *ad hoc* sulle attività dell'Istituto e sull'esecuzione dei suoi programmi di lavoro;
(d) Sottomettere al Consiglio economico e sociale e all'Assemblea generale le relazioni approvate dal Board;
(e) Nominare e dirigere il personale dell'Istituto per conto del Segretario generale;
(f) Coordinare il lavoro dell'Istituto con quello degli altri organismi e agenzie delle Nazioni Unite, agenzie specializzate e istituzioni internazionali, regionali e nazionali in campi analoghi;
(g) Prendere accordi con i governi, le organizzazioni sia intergovernative che non governative, le istituzioni accademiche e quelle umanitarie, allo scopo di offrire e ricevere servizi collegati alle attività dell'Istituto;
(h) Cercare attivamente fondi adeguati per la realizzazione del programma di lavoro dell'Istituto;
(i) Accettare contributi volontari a favore dell'Istituto, secondo le disposizioni dell'art. VI, par.2 (vedi oltre);
(j) Prendere i necessari accordi per assicurare contatti permanenti e continui e il sostegno del Quartier generale delle Nazioni Unite;
(k) Intraprendere gli altri compiti ed attività che possano essere stabiliti dal Board e richiesti dal Segretario generale, purché tali richieste siano compatibili con il bilancio approvato dal Board.

3. Il personale dell'Istituto dovrà essere nominato da Direttore per conto del Segretario generale e in accordo con le modalità da lui stabilite, all'interno dell'organigramma approvato dal Board.

Tale nomina sarà lir
interno all'Istituto. N
proprie mansioni il p
rendere conto al Di

4. Il personale dell'I
reclutato su una ba
ampia possibile, co
considerazione dell
e delle qualifiche pe
professionale di cui

5. I termini e le con
Direttore e del pers
essere quelli stabili
dalle norme per il p
Unite, e saranno so
norme e condizioni
che fossero approv
generale. Gli stipen
altre spese del Dire
dovranno essere sc
per l'INSTRAW.

6. Il Direttore e il pe
non dovranno chiec
istruzioni da alcun g
esterni alle Nazioni
astenere da qualun
influire sulla loro po
internazionali respo
l'organizzazione.

7. Il Direttore ed il p
sono funzionari dell
sono dunque protet
Carta delle Nazioni
internazionali e dall
Nazioni Uniti che de
status.

ncio dell'Istituto e

ard relazioni
tività dell'Istituto e
oi programmi di

nsiglio economico
lea generale le
Board;
e il personale
el Segretario

dell'Istituto con
smi e agenzie
enzie specializzate
iali, regionali e
loghi;
on i governi, le
rgovernative che
tuzioni
umanitarie, allo
ere servizi collegati

e fondi adeguati
l programma di

volontari a favore
disposizioni
oltre);
ri accordi per
manenti e continui
ier generale delle

tri compiti ed
ssere stabiliti dal
egretario generale,
ano compatibili con
al Board.

uto dovrà essere
per conto del
in accordo con le
, all'interno
rovato dal Board.

Tale nomina sarà limitata al servizio interno all'Istituto. Nell'esercizio delle proprie mansioni il personale dovrà rendere conto al Direttore.

4. Il personale dell'Istituto dovrà essere reclutato su una base geografica la più ampia possibile, con piena considerazione delle esigenze particolari e delle qualifiche per ogni figura professionale di cui l'ufficio ha bisogno.

5. I termini e le condizioni di servizio del Direttore e del personale dovranno essere quelli stabiliti dai regolamenti e dalle norme per il personale delle Nazioni Unite, e saranno soggetti agli accordi per norme e condizioni di nomina speciali che fossero approvate dal Segretario generale. Gli stipendi, le gratifiche e le altre spese del Direttore e del personale dovranno essere sostenuti dal Trust Fund per l'INSTRAW.

6. Il Direttore e il personale dell'Istituto non dovranno chiedere o ricevere istruzioni da alcun governo o autorità esterni alle Nazioni Unite. Si dovranno astenere da qualunque azione che possa influire sulla loro posizione di funzionari internazionali responsabili soltanto verso l'organizzazione.

7. Il Direttore ed il personale dell'Istituto sono funzionari delle Nazioni Unite e sono dunque protetti dall'art.105 della Carta delle Nazioni Unite, da altri accordi internazionali e dalle risoluzioni delle Nazioni Uniti che definiscono il loro status.

ARTICOLO V
Ricercatori, consulenti, corrispondenti e focal points

1. Il Board può designare dei ricercatori onorari tra coloro che possono contribuire in maniera sostanziale agli obiettivi dell'Istituto.

2. Il Direttore può designare un numero limitato di persone specificamente qualificate affinché prestino la loro opera come ricercatori senior dell'Istituto, per un periodo non più lungo di un anno, secondo i criteri definiti dal Board e le procedure formulate dal Segretario generale. Tali persone, che possono essere invitate a partecipare come docenti o ricercatori, dovranno essere selezionate sulla base di contributi eminenti resi in campi pertinenti al lavoro dell'Istituto.

3. Il Direttore può anche designare ricercatori junior come parte del programma di borse di ricerca dell'Istituto, che dovranno venire tutte assegnate compatibilmente con le disponibilità finanziarie del bilancio dell'Istituto.

4. Il Direttore può anche stabilire prestazioni di consulenti per contribuire all'analisi e alla pianificazione delle attività dell'Istituto e per compiti speciali connessi ai suoi programmi. Tali consulenti dovranno essere assunti secondo le linee stabilite dal Segretario generale.

5. L'Istituto può utilizzare corrispondenti e *focal points* in singoli paesi o a livello regionale, con l'approvazione del Board, per mantenere i contatti con le istituzioni

nazionali e regionali e come consulenti o realizzatori di studi e ricerche.

6. Ricercatori onorari, senior e junior, consulenti e corrispondenti non possono essere considerati come personale dell'Istituto.

ARTICOLO VI
Aspetti finanziari

1. Le attività dell'Istituto dovranno essere finanziate dai contributi volontari di Stati, organizzazioni governative e non governative, fondazioni e fonti private.

2. I contributi diretti all'Istituto possono essere accettati, a condizione che siano compatibili con gli scopi e le linee di condotta dell'Istituto. I contributi volontari senza condizioni o destinati ad un'attività decisa dal Board possono essere accettati dal Direttore solo dopo l'approvazione del Controllore delle Nazioni Unite. Altri contributi volontari possono essere accettati solo con l'approvazione del Board, che dovrà tenere in considerazione le osservazioni del Segretario generale. I contributi che direttamente o indirettamente possono implicare un impegno finanziario delle Nazioni Unite, immediato o meno, possono essere accettati solo con l'approvazione dell'Assemblea generale.

3. I fondi dell'Istituto derivati da contributi volontari andranno a far parte del Trust Fund dell'INSTRAW, istituito dal Segretario generale secondo le regole e le norme finanziarie delle Nazioni Unite.

4. I fondi del Trust Fund o dell'Istituto dovranno essere conservati e amministrati esclusivamente per gli scopi dell'Istituto. Il controllore delle Nazioni Unite assolverà a tutti i necessari compiti finanziari e contabili per l'Istituto, compresa la custodia dei fondi, e dovrà preparare e controllare il rendiconto annuale dell'Istituto.

5. Alle operazioni finanziarie dell'Istituto si applicheranno le regole e le norme finanziarie delle Nazioni Unite, nonché le linee di condotta finanziarie e le procedure stabilite dal Segretario generale. I fondi dell'Istituto dovranno essere soggetti al controllo del Consiglio dei revisori delle Nazioni Unite.

6. L'Istituto può stipulare contratti con organizzazioni, istituzioni o aziende per portare a termine le sue operazioni, compatibilmente con le regole e le norme finanziarie delle Nazioni Unite. L'Istituto può acquisire o disporre di proprietà immobiliari e mobili secondo le stesse regole e norme.

ARTICOLO VII
Sostegni amministrativi e di altro tipo

Il Segretario generale delle Nazioni Unite dovrà provvedere l'Istituto di appropriati sostegni amministrativi e di altro tipo, compresi servizi finanziari e del personale, in conformità con le regole e le norme finanziarie delle Nazioni Unite e secondo le condizioni definite in seguito alle consultazioni tra il Segretario generale e il Direttore dell'Istituto, a condizione che non si incorra in spese che vadano oltre il bilancio ordinario delle Nazioni Unite.

ARTICOLO VIII
Cooperazione cor
istituzioni

1. L'Istituto svilupp
cooperazione attiv
agenzie specializz
con le altre agenzi
con altri organismi
istituzioni all'intern
Nazioni Unite.

2. L'Istituto dovrà
accordi per la coo
organizzazioni e is
attività di formazio
per il lavoro dell'Is
sostenerlo nello sv
funzioni.

ARTICOLO IX
Sede

Il quartier general
situato a Santo Do
Repubblica Domir
l'approvazione del
consultazioni con
può aprire altrove

ARTICOLO X
Emendamenti

1. Questo statuto
dal Consiglio ecor

2. Il Board può riv
questo statuto e p
economico e soci
che consideri nec

ARTICOLO VIII
Cooperazione con altre organizzazioni e istituzioni

1. L'Istituto svilupperà accordi per una cooperazione attiva e stretta con le agenzie specializzate delle Nazioni Unite, con le altre agenzie correlate così come con altri organismi, programmi e istituzioni all'interno del sistema delle Nazioni Unite.

2. L'Istituto dovrà cercare di sviluppare accordi per la cooperazione con altre organizzazioni e istituzioni coinvolte nelle attività di formazione e ricerca rilevanti per il lavoro dell'Istituto e che possono sostenerlo nello svolgimento delle sue funzioni.

ARTICOLO IX
Sede

Il quartier generale dell'Istituto sarà situato a Santo Domingo, nella Repubblica Dominicana. L'Istituto, con l'approvazione del Board e in seguito a consultazioni con il Segretario generale, può aprire altrove altre sedi.

ARTICOLO X
Emendamenti

1. Questo statuto può essere emendato dal Consiglio economico e sociale.

2. Il Board può rivedere gli articoli di questo statuto e proporre al Consiglio economico e sociale gli emendamenti che consideri necessari.

3. Il Segretario generale, consultato il Presidente del Board, può sottoporre al Board stesso o, se necessario, al Consiglio economico e sociale, delle proposte per la revisione del presente statuto.

L'ATTUALE BOARD OF TRUSTEES

Fabiola Cuvi Ortiz (Ecuador)

Hawa Diallo (Mali)

Penelope Ruth Fenwick (Nuova Zelanda)

Elena Atanassova Lagadinova (Bulgaria)

Gule Afruz Mahbub (Bangladesh)

Gertrude Ibengwe Mongella (Tanzania)

Victoria N. Okobi (Nigeria)

Virginia Olivo De Celli (Venezuela)

Amara Pongsapich (Thailandia)

Pilar Escario Rodriguez-Spiteri (Spagna)

Kristin Tornes (Norvegia)



EX MEMBRI DEL BOARD OF TRUSTEES

Ines Alberdi (Spagna)
(1986-1989)

Gulzar Bano (Pakistan)
(1979-1985)

Ester Boserup (Danimarca)
(1979-1985)

Daniela Colombo (Italia)
(1984-1990)

Marcelle Devaud (Francia)
(1979-1984)

Ingrid Heide (Norvegia)
(1985-1987)

Suad Ibrahim Eissa (Sudan)
(1983-1986)

Vilma Espín de Castro (Cuba)
(1979-1985)

Emmanuel Esquea Guerrero (Rep. Dominicana)
(1979-1982)

Tawida Osman Hadra (Sudan)
(1988-1990)

Aziza Hussein (Egitto)
(1979-1984)

Maria Lavalle Urbina (Messico)
(1983-1986)

Archie Sudiarti Luhulima (Indonesia)
(1984-1990)

Zhor Lazrak (Marocco)
(1984-1987)

Lily Monte (Zambia)
(1979-1982)

Siga Seye (Senegal)
(1986-1989)

Lin Shangzhen (Cina)
(1986-1988)

Eleni Stamiris (Grecia)
(1983-1986)

Nobuko Takahashi (Giappone)
(1979-1984)

Irene Tinker (Stati Uniti)
(1979-1983)

Vida Tomsic (Yugoslavia)
(1979-1985)

Berta Torrijos de Arosemena (Panama)
(1986-1989)

Delphine Tsanga (Camerun)
(1979-1985)